

## L'Union soviétique en voie de dislocation

### Combien d'Etats ?

Il y a quelques semaines, pour mieux convaincre un visiteur de la nécessité, à son avis, de maintenir l'unité de la Fédération yougoslave, M. Mitterrand lui énuméra les dix-sept ou dix-huit nouveaux pays que compterait l'Europe si l'on mettait le doigt dans un tel engrais. On en est pourtant presque là.

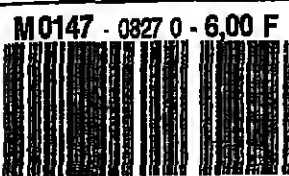
Sans doute n'arrivera-t-on pas au total mentionné par le président de la République. Mais qui doute aujourd'hui que les trois Républiques baltes, dont l'indépendance a été reconnue pendant le week-end par plusieurs pays occidentaux dont le Danemark, vont se voir reconnaître leur pleine souveraineté dans les jours, voire les heures, qui viennent ? Que pourraient décider d'autre les ministres des affaires étrangères des Douze, mardi 27 août, à Bruxelles ?

RECONNAISSANT qu'il était temps pour la France de remettre ses pendules à l'heure, M. Roland Dumas a fini par accepter dimanche soir la perspective d'une indépendance rapide des pays baltes. Mais il a éjoté que les revendications des autres Républiques soviétiques qui ont proclamé ou réaffirmé leur volonté d'indépendance depuis l'échec du putsch poussaient problème. Sans doute, mais comment, par exemple, justifier demain un refus de l'indépendance de l'Ukraine, alors que cette république - par le volonté de Staline et l'aveuglement des Occidentaux - dispose déjà d'un siège aux Nations unies ? Même chose d'ailleurs pour la Biélorussie, dont la spécificité nationale est pourtant plus que douteuse.

Et que dira-t-on aux Moldaves, dont la population est authentiquement d'origine roumaine, pour les convaincre de respecter un statut qui en train de s'effondrer en tout état de cause ? Et aux Géorgiens et aux Arméniens, dont l'histoire se compte par milliers d'années ?

SEULES les Républiques musulmanes ont été jusqu'à présent épargnées par le tempête. Mis à part le Kazakhstan, elles continuent d'être contrôlées par des opportunistes souvent corrompus, se disent communistes à Moscou et se veulent musulmans chez eux. Beaucoup, soucieux de préserver leurs privilèges, ont d'ailleurs soutenu les putschistes, même s'ils s'en défendent aujourd'hui. Mais il serait étonnant que, là aussi, le vent ne se lève point. Des mouvements islamistes clandestins y sont à l'œuvre et ne tarderont pas à se manifester au grand jour. La surenchère des résistances de la dernière heure fera le reste.

La vraie question, dans ces conditions, est moins « combien d'indépendances ? » que « quels liens, notamment économiques, sera-t-il possible de maintenir avec la Russie ? ». Il va appartenir de plus en plus à M. Eltsine d'y répondre. Aux Occidentaux de l'aider du mieux possible. Ce ne sera pas chose facile, notamment dans le cas de l'Ukraine, où l'implémentation des populations risque d'exiger des modifications de frontières, pour ne rien dire de l'enclave de Kaliningrad.



M0147 - 0827 - 6.00 F

Après les Républiques baltes, l'Ukraine et la Biélorussie ont proclamé leur indépendance, et la Moldavie s'apprête à le faire

Une élection présidentielle doit avoir lieu en URSS, aussitôt après la signature du traité de l'Union, a déclaré M. Mikhaïl Gorbatchev, lundi 26 août, devant le Parlement soviétique réuni en session extraordinaire. « Il faut organiser des élections de tous les organes supérieurs du pays, y compris du président (soviétique) », a-t-il précisé, après avoir demandé que le traité de l'Union soit signé « le plus rapidement possible ». Aussitôt après cette signature, il faut ouvrir des négociations « avec ceux qui

vont quitter l'Union », a dit M. Gorbatchev (lire page 5).

La président du Soviet suprême, M. Loukianov, considéré par M. Eltsine comme le cerveau du putsch, a démissionné de ses fonctions.

Les délégués devaient également évoquer la question de l'indépendance des trois Républiques baltes, reconnues par la Russie dès dimanche. L'Ukraine, la plus importante République après la Russie, et la Biélorussie ont proclamé leur indé-

pendance, et la Moldavie se prépare à faire de même.

Le comité central du PCUS a accepté, dimanche, de se dissoudre, conformément au souhait de M. Gorbatchev. Au cours du week-end, deux autres responsables de la hiérarchie communiste se sont donnés la mort : le maréchal Akhromeev, ancien chef d'état-major de l'armée et conseiller militaire du président ; puis l'administrateur général du comité central, M. Nikolai Kroutchina (lire page 28).



### Un pays en lambeaux

MOSCOU

de notre correspondant

« Le parti, c'était le squelette de ce pays. » L'ingénieur retraité qui, devant le siège du Parlement de Russie et quelques restants de barricade, médite sur ce qui vient d'arriver à l'URSS, s'éprouve ni nostalgie ni véritable panique. Mais il exprime ce que tout le monde sent confusément : l'écroulement du Parti communiste, constaté plutôt que provoqué par l'appel de Mikhaïl Gorbatchev à la dissolution du comité central, met en question l'existence même de l'Union

soviétique. Le maréchal Akhromeev, qui fut le chef de l'état-major avant de devenir le conseiller militaire de M. Gorbatchev, a fait en d'autres mots le même constat : « Tout ce à quoi j'ai consacré ma vie se détruit. » Après quoi, le vieux soldat, communiste de toujours, s'est pendu dans son bureau du Kremlin.

Une semaine à peine s'est écoulée depuis qu'a été lancée la suicidaire tentative de restauration du régime et tout se bécote, s'emballe.

JAN KRAUZE

Lire la suite page 3

### M. Mitterrand, le temps et l'Histoire

par Jacques Amalric

L'Histoire peut avoir des convulsions imprévisibles et soudaines, incontrôlables. C'est parce qu'il n'a pas voulu admettre cette évidence, qu'il a voulu trop laisser de temps au temps, que M. Mitterrand s'est retrouvé la semaine dernière dans une mauvaise passe qui fait la joie de l'opposition. Il est toujours difficile d'imaginer la fin d'un monde. Tous les problèmes du président de la République sont venus de l'agonie du monde communiste. Voilà quelques années, comme la plupart - pour ce pas dire la totalité - des responsables politiques et des observateurs, il n'y croyait pas, sinon sur une

très longue période et sous la forme d'une très longue évolution démarant avec la mort de Staline. Et il a continué à ne pas trop croire à une telle rupture alors que les événements se précipitaient, en URSS mais surtout en Europe centrale et orientale. Il a toujours cru possible, dans une première phase, de les « contrôler », de les freiner, comme s'il était imaginable d'accompagner l'effondrement d'un vieil immense venant.

Tout a commencé avec la question de la réunification allemande. Intellectuellement, le président l'avait envisagée et savait que l'on ne pouvait pas considérer comme inamalgamable et définitive la division d'un peuple.

Lire la suite page 12

### M. Boris Eltsine à la barre

par Daniel Vernet

Profitant immédiatement de l'élan que leur a donné l'échec du coup d'Etat, les réformateurs ont pris en moins les rênes de l'Union soviétique, et Boris Eltsine exploite avec maestrie l'affaiblissement de Mikhaïl Gorbatchev pour créer des faits accomplis. Sans doute la constitutionnalité de ses actes n'est-elle pas toujours évidente. Mais, en cette période de véritable révolution, que vaut une Constitution imprécise, en passe d'être totalement bouleversée ?

Les forces démocratiques profitent de leur position hégémonique en Russie pour imposer des décisions dans toute l'Union

soviétique. Quand Boris Eltsine « suspend » les activités du Parti communiste russe, il porte un coup décisif à l'ensemble du PC et oblige Mikhaïl Gorbatchev à accomplir le geste qu'il refusait depuis des mois : quitter la direction du parti, et en réalité le saborder ; quand il confisque les archives du parti et du KGB qui se trouvent sur le territoire de la Fédération de Russie, ce sont toutes les archives centrales de deux piliers du régime précédent qui tombent dans ses mains ; de même lorsqu'il prend la responsabilité de tous les moyens de communication gouvernementaux dans la Russie, il prive le gouvernement central d'un de ses principaux moyens d'action et de contrôle.

Lire la suite page 5

- Lire aussi**
- Les obsèques des trois victimes du coup d'Etat par ALAIN FAUJAS
  - La mort de l'Union par SYLVIE KAUFFMANN
  - Est-ce vraiment la fin ? par MICHEL TATU
  - Le PCF dépossédé de son mythe par PATRICK JARREAU
  - Une leçon pour l'Europe par ALAIN TOURAINE pages 3 à 10

### Voyage avec Colomb

24. - Un scandale à Panama

Avant de mourir, Colomb a cherché un passage au centre de l'Amérique. Un canal y a été creusé depuis, symbole d'un pays de trafics où l'on découvre les secrets de la piraterie moderne...

Lire page 2  
le vingt-quatrième épisode du feuilleton d'EDWY PLENEL

JEAN RASPAIL

SIRE

ROMAN

Éditions de Fallois  
PARIS

### Carl le magnifique

A Tokyo, le 25 août, l'Américain Carl Lewis a établi un nouveau record du monde du 100 mètres

TOKYO

de notre envoyé spécial

Un être humain existe qui court plus vite que tous les autres. Il a remporté la plus simple des courses, celle qui exige d'aller aussi rapidement que possible d'un point à un autre. 9 secondes 86 centièmes, une ligne droite de 100 mètres, l'arrivée pour horizon, 00 podium pour trône.

Das cette lutte de gentils-hommes, à armes égales, sans tricherie ni calcul, la technologie n'estre en jeu qu'un moment du décompte des secondes et des poussières de secondes, quand vient le temps des tableaux d'affichage, des championnats du monde d'athlétisme, à Tokyo.

Alors, 500 000 s'écrit : « Carl Lewis, États-Unis ». Puis, sa performance s'affiche : « 9 sec 86, record du monde ». Et les sensations se bousculent. Le bonheur du vainqueur, la surprise des spectateurs, le vague regret, aussi, que cela soit déjà

foi. Arrive enfin le ralenti, le paradoxe des paradoxes pour cette apologie de la vitesse. Car c'est bien là, ainsi disséqué, que la course prend une autre dimension, qu'elle passe de l'éphémère à l'éternel. Dimanche 25 août, après l'ivresse inégalable de l'instant présent, les spectateurs du stade olympique de Tokyo ont vu et revu, comme des centaines de millions de téléspectateurs à travers le monde, la majestueuse foule du champion, l'harmonie parfaite de ses mouvements, entre des jambes de sept lieues et des bras qui semblent égarer les secondes, tant ils vont et viennent avec une ligne d'horlogerie.

Son départ laborieux, guère surprenant de la part d'un athlète qui n'a jamais été jallissant dans les premiers mètres. Son retard sur un autre Américain, Leroy Burrell, détenteur du record depuis le 14 juin (9 sec 90).

PHILIPPE BROUSSARD  
Lire la suite page 14



# Voyage avec Colomb

**P**ANAMA-CITY. — «A Panama, tout est possible, même l'impossible. Ici, pas besoin d'inventer, la réalité s'en charge. » Quand Miguel Antonio Bernal parle, son nez de cravate s'agite. Une façon d'écouter, des gestes à foison, des rires en cascade et un discours sans étiquette. C'est la raison de notre rencontre : professeur à l'université de droit, Miguel Antonio est un cas à part dans la politique panaméenne. Opposé de toujours à la dictature militaire, celle d'Omar Torrijos puis celle de Manuel Noriega, il en a aujourd'hui autant au service du pouvoir installé après l'intervention américaine de décembre 1989.

« Ils nous ont pris Ali Baba, mais ils nous ont laissé les quarante voleurs ! » Il sait vivre aussi. Pendant qu'il répond à des journalistes sur la bataille du jour — empêcher l'élection d'un cheval de retour « noriegiste » comme doyen de l'université —, nous dégustons un arroz con pino, autrement dit un riz à l'annanas. Cocktail à son image, inattendu et rafraîchissant.

Tout est possible, même l'impossible, même l'improbable : la rencontre fortuite d'un scandale français à Panama. Un hasard taquin a voulu que cette étape engage un coïté bien encombrant qui annonce le retour au pays. Ce sont deux lettres. La première, à l'adresse de la présidence de la République de Panama et signée du ministre de la présidence, est adressée à l'ambassadeur de France. Datée du 25 avril 1984 — Noriega est aux affaires —, elle confirme au diplomate français « l'intérêt que porte le gouvernement de Panama au fait d'envoyer une mission en France, le plus tôt possible, dans le but de négocier les termes du protocole financier proposé par le gouvernement français ». Suivent le détail et le montant des projets concernés : équipement de télécommunications, hôpital de deux cents lits, équipements de haute technologie, parmi lesquels des hélicoptères Super-Puma. Rien de bouleversant jusqu'ici. Après tout, en 1984, le dictateur corrompu — et trafiquant de drogue — était jugé fréquentable par nombre de ceux qui l'accablèrent ensuite. Au premier rang desquels les États-Unis, qui ne marchandèrent pas leur soutien à leur agent à Panama, Noriega lui-même, très régulièrement rémunéré par la CIA sous l'administration Reagan, au tarif de 200 000 dollars par an.

La seconde lettre est plus embarrassante. A l'adresse de l'ambassadeur de France au Panama, elle est datée du 18 mai 1987. Français, son signataire s'adresse à Odilio Gonzales, un des responsables du PRD, le Parti révolutionnaire démocratique du dictateur, du pouvoir. En voici le contenu : « Je

quitte vos services diplomatiques. Je l'ai connu quand il était ici, où il s'occupait des affaires commerciales. Il s'agitait beaucoup, prétendait être proche de votre présidence. L'hôpital n'a jamais été construit, et je ne sais si de l'argent a été versé. Mais vous devriez enquêter. En tout cas, moi, je ne vais pas m'arrêter là. » Il donne des noms, des pistes, des détails, et le voyageur est tenté de prolonger l'étape pour poursuivre l'investigation. Mais les passions colombiennes sont exclusives.

Si Virgilio Correa ne se dissimule derrière aucun faux-semblant, c'est que pour un Panaméen de telles péripéties sont monnaie courante. Se trouver dans la capitale du pays, sur la côte pacifique, avec ses cent vingt-six banques — il n'y en avait que seize en 1972 — et sa multitude de cabinets juridiques, donne le sentiment de découvrir l'envers de notre monde, de pouvoir fureter derrière le décor où se cachent les petites combines de l'opulence. « Après Colomb, quand est venu le temps de la filibuste, explique Miguel Antonio Bernal avec les mêmes mimiques que s'il racontait un conte pour enfants, tous les pirates se retrouvaient dans l'île de la Tortue, où ils s'interdisaient de se faire la guerre. Mais dès qu'ils étaient en mer ils ne se connaissaient plus, et s'étrépièrent. Mon pays, sous la dictature — mais ce n'est pas fini — est devenu la nouvelle île de la Tortue. Tout le monde en a profité, les États-Unis et Cuba, Israël et la Libye, les socialistes espagnols et les socialistes français. L'un-contrainte avait ses sociétés ici mais Torrijos prétendait soutenir les sandinistes. La France nous utilisait pour vendre des Exocet à l'Argentine, mais en même temps des bateaux militaires anglais passaient le canal pour rejoindre les Maldives. Castro introduisait ses langoustes sur le marché américain grâce à Noriega, qui renseignait la CIA sur ses amis cubains. Etc. »

En cinq minutes, montre en main, n'importe quelle officine d'avocats panaméens vous dévoile les ressorts de la piraterie moderne. Comme chez les magiciens, le véri-



Le Christ noir de l'église de Porto-Belo, sur la côte atlantique. « Chez nous, c'est le Christ des voyous, le saint des délinquants. Ils viennent se faire pardonner... »

## 24. Un scandale à Panama

par Edwy Plenel



Indian tenant un parrotoué, carte de Panama datée de 1740.

me permettez de m'adresser à vous pour vous rappeler l'accord survenu entre l'un des noms de l'ambassadeur de France à Panama-City et celui de l'ambassadeur du Panama à Paris selon lequel seraient reconnus au Parti socialiste français 3 % de la souscription du protocole financier entre le gouvernement panaméen et le gouvernement français. Puis, que vous souhaitez que cette somme serve à aider un parti ami du PRD pour subvenir aux dépenses des élections de 1988 dans notre pays, il faut que le protocole soit ratifié avant le mois de juillet de l'année en cours, ce qui faciliterait le maintien de bonnes relations entre nos deux gouvernements. En ce qui concerne les fonds, je vous ferai savoir très rapidement comment les verser aux comptes indiqués. » Bigre ! Ce pépère se voulait une échappée loin du marais politico-financier français, et voici qu'il débouche une vilaine histoire de pourcentages panaméens dans la campagne présidentielle de 1988.

Marquée du tampon « confidentiel », cette missive est aujourd'hui entre les mains de Virgilio Correa, qui l'a obtenue, le plus simplement du monde, d'une relation amicale dans l'entourage du dictateur après sa chute.

Revenu récemment au Panama après avoir été forcé de quitter le pays fin 1987, cet homme d'affaires panaméen voulait comprendre pourquoi il avait été écarté du contrat sur l'hôpital de deux cents lits par la société française qu'il représentait, Hospitex. « On m'a expliqué que c'était en raison d'un accord mis sur papier entre les deux gouvernements. Quand j'ai obtenu cette lettre, j'ai compris. Je crois que son signataire a depuis

table secret, c'est qu'il n'y a pas. Tout est transparent, immédiat et évident. Nous nous sommes rendus dans l'un de ces bureaux fort recommandables, encombrés de traités de droit, avec l'idée saugrenue de créer la Christopher Columbus Incorporated. Cela aurait été très long, le temps des démarches légales, deux semaines au minimum. « Mais nous avons des sociétés toutes prêtes. Voici la liste. Quel nom vous convient ? » Dans un reste de fidélité à l'Animal, on a choisi celle dont l'intitulé évoquait sinon la mer, du moins l'astrologie : la Meridien Capital Inc. « Vous voulez tous les pouvoirs à votre nom ? Pour ouvrir des comptes, prendre des participations ? Pas de problème, les papiers seront prêts demain. » Rien à signer, pas de pièce d'identité à montrer, simplement un nom à épeler et qui aurait pu être n'importe lequel.

Le lendemain, pour 650 dollars contre un reçu en bon et due forme, nous avons pu emporter les documents de notre société panaméenne, d'un capital autorisé de 10 000 dollars.

Les trois prête-noms panaméens, que nous n'avons évidemment jamais rencontrés, sont restés ses propriétaires sur le papier mais nous confient un « pouvoir général illimité » dont le détail exhaustif occupe deux grandes pages. Ils ont poussé l'obligeance jusqu'à signer sans les dates des mandats de désignation accompagnés de leur accord en tant qu'administrateurs sur la nomination d'un nouveau bureau. Il en va de même des titres en club Union, fait encore comprendre aux visiteurs noirs qu'ils y seraient déplacés. Il abrite le saint des saints de la puissance, le

perdez, vous perdez tout ! ». « Surtout, n'écrivez jamais un seul mot », précisa-t-il en ajoutant le minuscule book de la société.

QUANT aux buts de celle-ci, le pacte social les énumère avec un juridisme politueux dans pas moins de dix-sept articles dont l'esprit est résumé par le dernier : « En général, effectuer toutes les transactions, opérations, affaires, actes et activités permises par les lois de Panama, même si celles-ci ne sont pas expressément mentionnées dans ce pacte social. » En somme, tout est permis. Ce pays, où les études juridiques sont très précieuses, consacre le droit comme fiction, échafaudant un maquis de règles légales pour faire au sorte qu'il n'y ait en réalité aucune par l'abandon des interdits.

Obtenir la création d'une ou deux filiales dans d'autres paradis fiscaux n'aurait guère pris que trois jours. Car le jeu n'a évidemment d'intérêt que s'il brouille les pistes. Mieux vaut que le nom donné soit celui d'un intermédiaire s'ajoutant aux hommes de paille panaméens. On le constate aisément en se rendant au Registro publico, où tous les actes légaux des sociétés enregistrées dans le pays sont gratuitement consultables sur microfilm. Par exemple, une société panaméenne apparue en marge de l'affaire Urbana-Tech, comme actionnaire d'une compagnie présidée par l'un des responsables de ce journal d'études, n'offre au visiteur curieux que les habilement prête-noms panaméens de sa fondation puis, après la date de son rachat, les membres d'un cabinet d'avocats suisses. Entre Panama et Genève, on n'est guère plus avancé. Bernal, intraitable : « Ici, à l'écrit, on nous apprend que nous sommes le port du monde et le cœur de l'univers. Moi, je dis : le cœur de la corruption et le port du narcotrafic. C'est ce que le monde entier a fait de mon pays. »

La France n'y est pas pour rien. C'est l'un de ses ressortissants, Philippe Buman-Varela, directeur des travaux de la Compagnie internationale du canal interocéanique, qui, dans la foulée du scandale de Panama, offrit en 1993 aux États-Unis de prendre la relève. La suite est connue : un pays à la souveraineté bafouée, placé sous un protectorat de fait qu'il illustre l'imposition du dollar comme monnaie commune à parité avec le balboa et, aujourd'hui, occupé par d'importantes forces militaires américaines réparties sur douze bases alors même que le gouvernement panaméen décide de supprimer l'armée.

POUR parfaire le tableau, un trafic de drogue qui, loin d'avoir été interrompu par la chute du dictateur, se développe sous de nouvelles formes. « Le cartel bolivien de Cali a pris la relève de celui de Medellín, explique un diplomate. D'un trafic contrôlé par l'État noriegiste, on est passé à un trafic d'économie de marché, avec une multiplication des opérateurs et un développement de la consommation locale. Bref, on n'est pas plus avancé. » Enfin, une oligarchie locale toujours aussi fermée et puissante : son repaire, le club Union, fait encore comprendre aux visiteurs noirs qu'ils y seraient déplacés. Il abrite le saint des saints de la puissance, le

Club des mangeurs de tripes, dont le président est traditionnellement appelé « le dictateur ».

L'annonce de Bernal est l'aboutissement d'un projet. Après avoir animé une organisation d'extrême gauche, puis adhéré à un parti centriste, il rêve aujourd'hui d'un mouvement « comme dans les pays de l'Est, qui invente enfin la démocratie ». Exilé à deux reprises, laissé pour mort après un tabassage en 1979 par les sbires de Noriega, renversé par une voiture qui lui brisa une jambe, devenu l'un des premiers signataires de la constitution, acharné contre celle-ci au point d'inonder le pays d'un journal d'opposition envoyé par fax depuis son refuge américain, il critique aussi bien la gauche « castrorégime », qui s'est laissée prendre au discours anti-impérialiste de Torrijos et de son successeur, que la droite, « qui n'a jamais risqué au vu quand cela en valait la peine ». « Les États-Unis ont attendu que Noriega devienne fou, en 1989, pour se réveiller. Avec leur intervention, ils nous ont volé notre victoire. En emmenant Noriega chez eux, bien à l'abri, ils nous ont empêchés de finir le travail. Les gens ont applaudi le premier jour, mais ils vont leur en vouloir pendant un siècle. »

L'église de Porto-Belo, sur la côte atlantique, abrite un Christ noir qui, chaque 21 octobre, suscite une immense pèlerinage. « Chez nous, c'est le Christ des voyous, le saint des délinquants. Ils viennent se faire pardonner », commente Duarte, notre guide, un ami de Miguel Antonio. Les études de droit ne réussissent pas à tous, le chômage atteint 25 % de la population active, et 52 % des habitants sont en dessous du seuil de pauvreté. Aussi Duarte arrondit-il son mois en s'offrant comme chauffeur dans sa vieille Volkswagen, où les pieds baissent dans l'eau au premier déluge tropical. Porto-Belo est un petit village en quart-cercle le long d'un large splendide capoté par de son quatorzième voyage en 1503 par Colomb, qui avait l'œil. Un bâtiment en ruine est en cours de rénovation avec l'aide de l'Espagne, l'Adriana. Le symbole d'un vol. C'est entre ses murs que passeront en effet l'or et les richesses du Pérou après la soumission du royaume inca. A des hommes et de mille, un monde se vidait pour en engraisser un autre. Vases communicants de la coquetterie.

L'ARGENT, toujours. L'argent qu'en 1887 un Français cherchait vainement à fuir en venant dans ce pays, où il ne trouvait que maladies et travaux de force, obligé de s'habiller comme terrassier sur le chantier du canal. « Et je m'en vais à Panama pour vivre en sauvage », écrivait ce naïf nommé Paul Gauguin, qui rêvait d'un lien « où la vie matérielle peu se passer d'argent ». C'était à Colon, la grande ville du versant atlantique, la seule du continent à porter le nom de l'Amiral dans sa version hispanique. Colon est aujourd'hui une ville de fortin, opposant de splendides vestes colorées, musées de bois à balcons, où se réfugient la misère et la délinquance, un quartier réservé, entouré de murs, de la zone libre, monotone succession de langages à merveille. Dans ce temple

de l'import-export continental, ouvert aux seuls commerçants et aux étrangers, on trouve de tout, voitures, parfums, vidéos, habits, montres, etc., avec une nette dominance des produits de luxe. Transits faciles, adaptés de chevaux en médicaments, infus de tableaux, surproduction systématique, Colon offre toute la panopie de la débaucherie économique : l'un de ses comptoirs est contrôlé par une curieuse famille colombosyro-libanaise dont les fils communiquent par satellite avec le patriarcat resté dans la plaine de la Bekaa. Tout l'univers s'en arrange : le Panama est le deuxième pays américain pour l'importation des investissements japonais, après les États-Unis.

Sur le chemin du retour vers Panama-City, Duarte fait admirer les forêts de son pays, longe le canal devant l'écluse Miraflores, dévoile l'image classique d'innombrables port-containers avançant sur fond de tropiques, comme posés sur terre, et n'oublie jamais de signaler les basses américaines, aux gazons propretés, qui lui sont autour de lieux interdits. Aujourd'hui, c'est jour de manifestations étudiantes et lycéennes contre l'augmentation du prix de la viande. Le doberman, le surnom des CRS locaux, tirent des grenades lacrymogènes. L'ambassadeur des États-Unis a déclaré à la presse que la police « a bien fait » et que les jeunes devraient « laisser la politique aux politiciens ». Panama-City montre encore les stigmates de l'opération « Juste cause », ruines nées du quartier général du dictateur, rares constructions nouvelles pour les pauvres qui perdirent au passage leurs maisons de bois. « Paz y justicia », — paix et justice, — la formule est placée en évidence sur toutes les plaques minéralogiques.

FACE à l'océan Pacifique, la statue de Vasco Nunez de Balboa n'est pas loin de l'ambassade américaine, volets clos et fers barbelés comme il se doit. Balboa fut, en 1513, le premier homme à embrasser du regard les deux océans que Colomb voulait réunir, cherchant durant son dernier voyage un passage ininterrompu. Balboa fit la route à pied, vingt-sept jours au bout desquels l'océan se leva devant lui, l'océan immense, l'océan conquiescent. Il ne plaisait pas au nouveau gouverneur. Un pays de roman, bien sûr. Mais où des romanciers se sont hélas égarés. Garcia Marquez et Graham Greene eurent des fâcheuses coupures pour le général Torrijos, qui institua la dictature militaire en 1968 et qui servait avantageusement la CIA sous des apparences nationalistes.

Greene avait ici un grand ami, qui le précéda de quatre mois dans la mort, Claudio Martinez, un intellectuel haut en couleur passé un service du général. On aurait préféré que cette erreur soit le fait de cet Autre, ce double mystérieux qui n'a cessé de se faire passer pour l'écrivain de par le monde, provoquant d'illuminants quiproquos. Paul Giscard d'Estaing l'avait écarté, écrivait à Panama : « Nous seuls voyons sur le visage fondamental une toute notre imperfection fondatrice. Comme l'origine nous paraît plus tangible devant une chose non définie. » L'Amiral de Colomb, son calvaire de 1503, se nomme aujourd'hui la côte des Montaignes, en ramenant vers le nord. Un nom qui n'est pas à la page : la côte des Bananes irait mieux.

Prochain article : **Banana Coast**

Retrouvez les épisodes de « Voyage avec Colomb » sur France-Culture, de mardi au samedi, à 18 h 15.

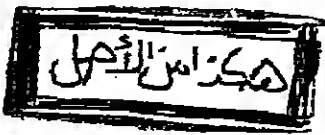
LES BOULI

M. Silaev, premier

La commission pour la re

de l'économie





# LES BOULEVERSEMENTS EN UNION SOVIÉTIQUE

Numéro deux de la Russie et proche de M. Eltsine

## M. Silaev, premier ministre «de facto»

M. Silaev, premier ministre de Russie, a été chargé par M. Gorbatchev, samedi 24 août, de prendre en charge la direction des problèmes économiques au niveau fédéral.

M. Silaev n'est pas tout à fait premier ministre de ce que l'on appelle l'URSS, mais seulement président d'un comité chargé d'organiser «la gestion conjointe de l'économie nationale du pays avec les Républiques», selon le communiqué diffusé samedi 24 août. Mais comme la même commission devra aussi «proposer un nouveau Conseil des ministres, sa structure et ses membres», il est bien l'homme qui succède à Valentin Pavlov, l'ancien premier ministre qui s'est compromis dans le putsch, lui-même et pratiquement tout son cabinet. Et ce choix confirme la prise de pouvoir, à l'échelon fédéral, de M. Eltsine et de sa République.

Car M. Silaev est non seulement le numéro deux de Russie derrière M. Eltsine, mais aussi une sorte de copie conforme de son brillant leader : non pas un de ces brillants

théoriciens un peu trop «médiatiques» dont s'entourait M. Gorbatchev, mais un praticien, un homme de pouvoir façonné par l'appareil traditionnel, mais sincèrement et concrètement réceptif à la réforme. Simplement, alors que Boris Eltsine est un ancien apparatchik du parti, M. Silaev est issu de la bureaucratie économique et de sa branche d'élite : le complexe militaro-industriel.

Né en 1930 à Nijni-Novgorod (région de Gorki), Ivan Silaev est un «économique». Formé à l'Institut d'économie de Kazan, il a travaillé pendant vingt ans à l'usine de construction d'avions de Kazan. Trois ans plus tard, il monte à Moscou au ministère des constructions aéronautiques, comme vice-ministre, puis premier vice-ministre. Après une année passée au ministère des machines-outils et outillages, il regagne en février 1981 son ministère d'origine en position de numéro un, ce qui lui vaut un siège au dernier comité central «brejnevien» constitué la même année.

En novembre 1985, à l'âge de la perestroïka, M. Rykov, alors pre-

mier ministre, le choisit comme vice-président du gouvernement, en charge des constructions mécaniques. Il restera à ce poste cinq ans, jusqu'en juin 1990, lorsque M. Eltsine, qui vient d'être élu président de Russie par son Parlement, l'appelle à ses côtés pour diriger le gouvernement de sa République.

Partisan d'une «transition énergétique vers le marché», M. Silaev lance alors, avec son vice-premier ministre Grigori Iavinski, un programme de réforme économique radicale. Mais il se heurte à la résistance de M. Rykov et de sa bureaucratie fédérale, que M. Gorbatchev finit par soutenir en octobre dernier. A la différence de M. Iavinski, qui démissionne en novembre, M. Silaev reste à son poste, devenant l'un des plus solides piliers de Boris Eltsine dans son combat politique. En juillet dernier, il s'était engagé dans le mouvement pour les réformes démocratiques, constitué autour de MM. Cheverdnadze et Iakovlev. C'est encore M. Silaev qui, en compagnie du vice-président russe Alexandre Roukoui, s'est rendu la semaine dernière en Crimée pour ramener M. Gorbatchev à Moscou.

M. T.

La démission de M. Gorbatchev de son poste de secrétaire général du PCUS

## «Personne n'a le droit moral de condamner tous les communistes»

Dans une «déclaration», lue par un présentateur à la télévision, samedi 24 août, le président Gorbatchev a annoncé sa démission du poste de secrétaire général du Parti communiste soviétique, justifiant sa décision par l'absence des dirigeants du PCUS, accusés d'avoir collaboré avec les putschistes, voire, pour certains, d'avoir directement participé à la tentative de coup d'Etat. «Le secrétaire, le bureau politique du comité central du Parti communiste soviétique ne se sont pas prononcés contre le coup d'Etat», le comité central n'a pas adopté une position résolue de condamnation et de résistance, il n'a pas mobilisé les communistes dans la lutte contre la violation de la légalité constitutionnelle.

Des membres de la direction du parti se trouvaient parmi les conspirateurs ; une série de comités et de moyens d'informations du Parti ont soutenu les actions des criminels contre l'Etat. Cela a placé des millions de communistes dans une position mensongère.

Or, poursuit M. Gorbatchev, «de nombreux membres du Parti ont refusé de coopérer avec les conspirateurs, ils ont condamné le coup d'Etat et entrepris de le combattre. Personne n'a le droit moral de condamner tous les communistes et, en tant que président, je me considère dans l'obligation de les défendre, comme citoyens, contre des accusations infondées».

Tirant, à sa manière, les leçons de cette «trahison» de la direction du Parti, M. Gorbatchev a appelé le Comité central à «prendre la décision difficile,

mais honnête, de s'auto-dissoudre. Les partis communistes républicains et les organisations locales du parti décideront de leur destin par eux-mêmes». Considérant, qu'il ne lui était «plus possible», dans ces conditions, «de remplir les fonctions de secrétaire général», M. Gorbatchev a solennellement annoncé sa décision de se «démettre» et de «rendre» ses «pleins pouvoirs».

S'adressant aux «communistes, attachés à la démocratie, fidèles à la légalité constitutionnelle, à une politique de renouvellement de la société», il les a appelés à se mobiliser «pour la création d'un parti sur une nouvelle base, capable, avec toutes les forces progressistes, de s'engager de façon active dans la poursuite de réformes démocratiques authentiques». — (AFP, UPI.)

## Une commission pour la réforme de l'économie

La liste des économistes choisis par le chef du gouvernement par intérim M. Ivan Silaev, sur demande du président soviétique M. Mikhaïl Gorbatchev, laisse à penser que l'URSS va s'engager rapidement sur la voie d'une réforme économique radicale.

La commission économique présidée par M. Silaev, sera chargée, selon le décret présidentiel, d'organiser, «avec les Républiques, la gestion de l'économie». Ses principaux membres sont M. Grigori Iavinski, ancien vice-premier ministre de Russie et conseiller économique de M. Eltsine, M. Igor Louikov, maire adjoint de Moscou, et M. Arkadi Volok, président de l'union scientifique et technique regroupant des principaux industriels de l'URSS.

M. Iavinski, âgé de 39 ans seulement, est l'un des principaux auteurs du plan des 500 jours, rejeté par le président Gorbatchev à l'autonomie dernière. Ce plan, qui prévoyait de privatiser la majorité de l'industrie soviétique en l'espace d'une année et demi, est le

plus radical de tous ceux conçus ces dernières années à Moscou. Devant l'orientation plus conservatrice choisie depuis l'hiver par la direction soviétique, M. Iavinski avait reformulé son plan, avec l'aide du professeur de Harvard M. Graham Allison. Présenté dans les pays occidentaux à l'époque de la réunion du groupe des Sept à Londres, à la mi-juillet, ce programme se proposait de servir de base à une aide occidentale massive (le Monde du 16 juillet).

Contrairement à MM. Iavinski et Louikov, deux proches de M. Eltsine, M. Arkadi Volok, lui, est un conseiller du président Gorbatchev. Il était jusqu'à présent membre du comité central du PCUS et son association, qui représenterait 60 % de toute la production soviétique, a son siège dans l'enceinte de la Kremlina. L'union scientifique et technique militait en faveur du développement du secteur privé et de la transformation du statut des entreprises d'Etat.

## Un pays en lambeaux

Suite de la première page

Que des dizaines de milliers d'apparatchiks, la rage – et le peur au ventre se valent soudain déposés de tout pouvoir, privilège, richesse, que le parti doive céder son immense patrimoine, ses archives, ses secrets, on n'a même pas le temps de s'en étonner. Le pays part en lambeaux.

L'indépendance des pays baltes est un fait désormais acquis, reconnu par Boris Eltsine et les principales puissances occidentales, soudain libérées de leurs appréhensions, s'apprêtent à suivre. La Moldavie est à la veille de faire sécession en attendant de rejoindre la mère patrie roumaine. Et surtout l'Ukraine, avec ses cinquante-cinq millions d'habitants, ses mines et ses immenses champs de blé, larges les amarrés. Son Parlement a proclamé, samedi 24 août, une indépendance qu'un

référéndum ne devrait pas manquer de confirmer début décembre. De son côté, la Biélorussie, qu'un croyait moins impatiente, s'apprête à faire de même. «Tout le monde se dépêche dans la crainte d'un retour de bâton à Moscou», comme l'explique l'un de ces promeneurs qui déambulent gravement au milieu des vestiges du face-à-face entre l'armée et les défenseurs de la «Maison Blanche» de Russie.

### Le traité de l'Union

De toute évidence, le traité de l'Union, qui devait être signé lundi 19 août, avant que les auteurs du putsch n'y mettent le holà, devra être remis en chantier. Déjà, Boris Eltsine a indiqué qu'il était préférable de ne pas le signer pour le moment, d'attendre que les signataires potentiels, et en particulier l'Ukraine, aient déterminé leur position.

Le pays a plus de gouvernements, le conseil des ministres ayant manifesté une suspecte passivité au moment du putsch. Le président du Soviet suprême, Anatoli Loukianov, lui aussi très compromis, a démissionné, et la légitimité des députés fédéraux eux-mêmes est remise en cause, puisqu'une bonne partie d'entre eux n'ont pas vraiment été élus et représentés ou fait l'ancien régime. Quant au président de l'URSS, Mikhaïl Gorbatchev, il est dans une situation d'extrême faiblesse, de simple survie. Son idée, son œuvre – la perestroïka – appartenait désormais au passé : ce n'est plus qu'une étape à présent franchie, entre ce qui fut la première tentative pour remettre le pays sur ses rails – «l'accélération» annoncée en 1985 – et la «révolution» de ces derniers jours, pour reprendre l'expression utilisée par la télévision russe.

Sans doute est-ce M. Gorbatchev lui-même qui, comme pour éviter d'être laissé définitivement sur le bord du chemin, a appelé le comité central du parti à se dissoudre, et a fini par démissionner de ses fonctions de secrétaire général. Mais, pour avoir une fois de plus agité avec un temps de retard, il a perdu devant l'opinion à peu près tout le mérite d'une décision qui a pourtant dû beaucoup lui coûter.

### Les poids des mots

Persone o'igoore que c'est Boris Eltsine qui, vendredi 23 août, et devant un Mikhaïl Gorbatchev qui n'en pouvait mais, a suspendu les activités du parti, comme de l'homme à l'insupportable en d'autres temps. Et le secrétaire général de ce parti désormais dans le coma a attendu toute une journée – une éternité dans les circonstances présentes – pour tirer les conséquences du fait accompli. A vrai dire, quoi que puisse faire aujourd'hui M. Gorbatchev, l'opinion semble le prendre en mauvaise part. «Gorbatchev, quand commenceras-tu enfin à

comprendre les gens ? Ce n'est qu'un graffiti parmi tant d'autres, ordonniers ou lyriques, qui célèbrent la victoire ou fustigent le Parti communiste ou la KGB, mais celui-là résume une opinion largement partagée : le président soviétique, qui avait perdu depuis longtemps la cote avec le public du pays, semble avoir «aggravé son cas» par sa conduite de ces derniers jours. On lui en veut tout particulièrement de s'être tant étendu, dans ses premières apparitions publiques après l'échec du coup, sur son épreuve personnelle et sur celle de sa famille. «La belle affaire, il a souffert soixante-douze heures, lance cruellement une femme ; mais, ça fait soixante-treize ans qu'on souffre.» Toutes sortes de rumeurs, sans doute fausses, courent sur son attitude prétendument suspecte pendant la durée du putsch, et les gens ne veulent pas croire qu'il n'ait vraiment eu aucun moyen de se manifester, de faire connaître sa position.

L'homme qui devait à nouveau s'expliquer lundi 26 août, et cette fois devant le Soviet suprême, pourra-t-il jamais se remettre de ces quelques journées ? Certaines de ses dernières initiatives confirment en tout cas l'impression qu'il est à la dérive : ne vient-il pas de proposer à Boris Eltsine de lui décerner le titre de héros de l'Union soviétique, un honneur que ce dernier, bien entendu, a décliné avec hauteur.

M. Eltsine, lui, sait-il mieux où il va et où va, sinon l'URSS, du moins la Russie ? Au moins en donne-t-il l'impression. Cet homme qu'un croyait brouillé, émotif et rustre, apparaît hieo aujourd'hui comme la seule ancre du navire, le seul qui soit capable de prendre des décisions, de rassurer aussi. Il a annoncé la création, autour du chef du gouvernement russe, Ivan Silaev, d'un groupe restreint chargé de préparer la formation du futur gouvernement de l'Union. Il a fait passer le parquet de l'URSS sous le contrôle de fait de celui de Russie, en fusionnant

les deux institutions. Il est aussi apparu dimanche soir à la télévision, donnant une version particulièrement dramatique des événements de ces derniers jours. Ainsi a-t-il révélé, faisant état de documents saisis entre-temps, qu'une section du KGB, la section A, officiellement chargée du contreterrorisme, avait reçu l'ordre de prendre d'assaut le siège du Parlement de Russie en commençant par «nettoyer» les deux premiers étages du bâtiment avant de s'emparer du président russe et de onze autres membres de la direction ou «de les tuer sur place» en cas de résistance. Mais, toujours selon M. Eltsine, les auteurs du putsch ont constaté avec une immense surprise que les chefs de la section du KGB en question refusaient les uns après les autres d'accomplir cette mission, en dépit des menaces de cour martiale ou même d'exécution. Ainsi le moment de l'assaut fut-il repoussé d'heure en heure, jusqu'à ce que les putschistes constatent que c'était devenu impossible.

Mais, en même temps, M. Eltsine a voulu faire sentir qu'il s'était préparé au pire et avait pris des dispositions en conséquence. Il avait constitué, «en Russie centrale» et dans un endroit inaccessible aux putschistes, une direction russe de remplacement, prête à entrer en action en cas de malheur à Moscou. Il s'est également attaché à calmer et à rassurer la population. D'abord en lui demandant de ne se laisser gagner ni par «l'euphorie de la victoire» ni par «l'esprit de vengeance». Et aussi à affirmer d'une voix émue mais ferme : «Que la Russie ne s'inquiète pas, nous ne permettrons pas que ce qui s'est passé ces derniers jours se reproduise».

Ce ne sont que des mots, mais, on na sait trop comment, cat homme sait leur donner du poids.

JAN KRAUZE

### Le suicide du maréchal Akhromeev

## «Tout ce à quoi j'ai consacré ma vie se détruit»

Le maréchal Sergueï Akhromeev, conseiller militaire de M. Gorbatchev, s'est pendu samedi matin 24 août dans son bureau du Kremlin, ont annoncé les médias soviétiques. Son corps n'a été retrouvé que douze heures plus tard.

Autant le suicide de Boris Pougos était quasiment logique, l'ancien ministre de l'Intérieur, qui fut probablement la dernière putchiste numéro un, était sur le point d'être arrêté par une escouade d'enquêteurs qui frappaient à sa porte, autant celui du maréchal Akhromeev a quelque chose de pathétique. D'abord par le mode choisi : le pendaison, un geste encore plus exceptionnel pour un militaire, et qui laisse supposer que l'ancien chef d'état-major, déjà aux prises avec le poids de son arme de service. Ensuite par cette note laissée sur sa table : «Tout ce à quoi j'ai consacré toute ma vie se détruit».

Que le maréchal ait sympathisé idéologiquement avec les putschistes est probable, tant il s'était rangé, toutes ces dernières années, dans le camp conservateur. Mais sa participation directe au coup d'Etat est contestée. Selon le colonel Vladimir Martynov, un député cité par l'agence de presse russe RIA, il y a «indubitablement pris part». Mais pour M. Dmitri Goltsov, un autre assistant militaire de M. Eltsine, son geste ne s'explique que par le «responsabilité morale» qu'il ressentait devant M. Gorbatchev.

Notons encore que le maréchal Akhromeev ne s'était fait entendre à aucun moment pendant les deux jours du putsch, un putsch qu'il excluait d'ailleurs plus catégorique-

ment que d'autres chefs militaires. «Je vous en prie, ne craignez pas que les maréchaux de l'armée soviétique puissent renverser le président Gorbatchev ou présenter un quelconque danger (...) Cela n'arrivera pas», avait-il dit ce printemps lors d'un dialogue établi en duplex à l'occasion d'un colloque organisé à Paris. Mais cela ne l'empêchait pas de réagir très vivement à ce qu'il appelait les «visées séparatistes» dans l'empire, notamment de la part de la Moldavie, une République dont il avait été élu député en 1989 et où M. Gorbatchev l'avait fréquemment envoyé en mission. Il affirmait aussi ses convictions «anticapitalistes» et déplorait que le terme «anti-communiste ne soit plus aujourd'hui offensant».

Né en 1923 dans la République ouïssienne de Mordovie, Sergueï Akhromeev était l'un des deux seuls maréchaux soviétiques à avoir exercé en fonctions le second étant le ministre de la défense Dmitri Iazov, et qui s'est partiellement à la seconde guerre mondiale.

### Passe d'armes avec M. Sakharov

Sorti en 1952 de l'académie des blindés, puis, en 1964, de l'académie de l'état-major général, il avait exercé divers commandements régionaux, notamment en Extrême-Orient, avant d'être promu à l'état-major général en 1974.

D'abord chef de la direction des opérations, il devint en 1979 premier sous-chef de l'état-major général, sous les ordres du maréchal Ogarkov, dont il va devenir progressivement alors le rival, du moins le substitut que le Politburo va opposer aux ambitions de ce

officier un peu trop revendicatif. C'est ainsi qu'en mai 1983, Andropov fit du général Akhromeev un maréchal de l'Union soviétique, un titre prestigieux qu'il n'avait jamais été donné auparavant à un numéro deux de l'état-major. Toujours en 1983, Sergueï Akhromeev est élu hors congrès membre du comité central du parti.

C'est donc tout naturellement qu'en septembre 1984, lorsque le Politburo des gérontes, soucieux de barrer la route au turbulent Ogarkov pour la succession du ministre de la défense Dmitri Iazov, alors à l'agonie, limoge le chef d'état-major, le maréchal Akhromeev est choisi pour lui succéder. Il restera quatre ans à ce poste, jusqu'à son soudain remplacement pour raisons de santé en décembre 1988. Coincéd avec le programme de désarmement unilatéral annoncé à l'ONU par M. Gorbatchev, le départ s'apparente à un limogage. Mais le numéro un du Kremlin dissipe cette impression en faisant du maréchal son conseiller personnel.

Cela dit, le conseiller aux les habitudes des autres conseillers civils en se dissociant bien souvent des positions de son chef. En mars 1990, il exhorta toute réunification de l'Allemagne dans l'OTAN. Il se manifesta aussi assez souvent au congrès des députés, en général pour réfuter les critiques adressées à l'armée. Il avait eu notamment en 1989 une vive passe d'armes avec André Sakharov, lorsque ce dernier avait accusé le commandement en Afghanistan d'avoir fait tirer sur des soldats soviétiques prisonniers de la résistance.

M. T.

Ma position est solide, un full aux valets, et le pot commence à grandir. Il fait calme dans la pièce, on est tous concentrés sur les enchères, et puis tout à coup, la porte s'enfonce...

## Paul Auster LA MUSIQUE DU HASARD

TRADUIT DE L'AMÉRICAIN PAR CHRISTINE LE BÈGE

UN ROMAN OÙ LE HASARD MÈNE, TAMBOUR BATTANT, LA DANSE DU DESTIN





## LES BOULEVERSEMENTS

Les obsèques des trois victimes du coup d'Etat

## « Morts pour la défense de la mère patrie »

Selon le radio novostié, 1 200 000 Moscovites ont participé, samedi 24 août, aux obsèques des trois personnes tuées le 21 août par des blindés de l'armée sur les barricades qui défendaient le Parlement de Russie. Faits héros de l'Union soviétique par M. Mikhaïl Gorbatchev, ces victimes ont été inhumées dans le cimetière de Vagankovo.

## MOSCOU

de notre envoyé spécial

« Ils ont donné leur vie pour la patrie. » Apposée sur les murs de Moscou à des milliers d'exemplaires, l'affiche mal imprimée montre la foule qui vient rendre au dernier hommage à ses martyrs, trois jeunes hommes : Vladimir Oussou, un comptable de trente-sept ans, Ilya Krutchevski, un architecte de vingt-huit ans, et Dimitri Komar, tout jeune ancien combattant d'Afghanistan de vingt-trois ans.

Pendant la nuit dramatique du 20 au 21 août, au cours de laquelle ils attendaient avec d'autres « Afghans » l'attaque du Parlement russe par les troupes des putschistes, ils ont été les

victimes du stupide cafoillage d'une machine militaire mal dirigée. Pourquoi, vers une heure du matin, une dizaine de blindés légers ont-ils tenté de démolir une barricade située au sortir d'un tunnel qui permet au boulevard circulaire Kolomoï de franchir la Prospekt Kallineï? Pourquoi, puis-je que la prise de cet encadrement de trolleybus éloigné du Parlement de Russie n'aurait pas été d'un grand intérêt stratégique? Pourquoi les militaires se sont-ils affolés lorsqu'ils ont subi le sort d'une colonne blindée sur le pont Kalinine ou sur la place du Mémorial, c'est-à-dire l'aveuglement des blindés des conducteurs et le blocage des chenilles? Dimitri n'est pas tué d'une balle dans la tête par un officier. Un blindé a écrasé Vladimir en reculant. Et Ilya a été atteint par une balle perdue. De tels drames auraient pu se produire dix fois, cent fois, au cours des deux journées précédentes où les Moscovites s'étaient opposés à moins nées à l'avance des chars. Bêtise, malchance.

## Excommunication des comploteurs

La foule est grave, qui se rassemble sur la place du Mémorial, sous les murs du Kremlin, où ont été installés les trois cercueils. Elle porte des fleurs, des bougies, des drapeaux de la Russie crépus de noir. Bien des

yeux sont embués. Il y a là des ouvriers, des intellectuels, des bébécottes porteuses d'images pieuses, des jeunes en tenue léopard, des enfants sur les épaules de leurs pères et l'immense peuple des Moscovites avec leurs sempiternels sacs de plastique à la main, tous venus dire leur gratitude à leurs trois martyrs. Car si Vladimir Krutchevski, patron du KGB et membre de la junte, a fait tourner les talons, dans les heures qui ont suivi le drame à ses troupes d'élite arrivant par la route de Minsk, n'est-ce pas parce que le sang versé lui a fait prendre conscience de la détermination populaire à défendre la légalité?

A 10 heures commencent les discours officiels. M. Gavril Popov, le maire de Moscou, M. Alexandre Rutskoi, vice-président de Russie, s'adressent devant ces morts courageux avant que M. Mikhaïl Gorbatchev, président de l'URSS, les fasse, à titre posthume, héros de l'Union soviétique et promette qu'il n'y aura pas de pardon pour les putschistes. Mme Elena Bonner, veuve d'André Sakharov, ne veut pas que l'URSS soit frustrée « des bourgeois de liberté pour lesquels nos fils sont morts ». Le représentant du patriarche de toutes les Russies annonce l'excommunication des comploteurs. Le représentant de la communauté juive rend hommage « à ceux qui ont sauvé Moscou,

la Russie et les espoirs du monde entier ». Enfin, le nouvel ambassadeur américain, M. Robert Strauss, dit avec quelle admiration ses compatriotes ont suivi les péripéties de la défense de l'immeuble du Parlement russe, le « Maison Blanche ». Le cérémonial s'achève par une liturgie religieuse.

## Une « chaîne humaine »

Le cortège se met en branle avec une majestueuse lenteur, salué par la foule moscovite répartie tout au long du parcours qui a semé des milliers de fleurs sur la chaussée. Devant les « Afghans », les commandés de Dimitri qui ont dressé et défendu les barricades. Ensuite, une « chaîne humaine » qui repousse en douceur les spectateurs sur les trottoirs, puis des rangs hétéroclites de militaires, d'anciens combattants et de civils. Des couronnes de fleurs précèdent les photos des trois combattants de la liberté et les cousines portant leur décoration. Des popes, un rabbin, des uniformes « russes blancs », un camion où l'on dépose les fleurs tendues par la population, et voici les trois catafalques qui s'avancent, reconvertis du drapeau russe. Une halte est effectuée à l'endroit de leur sacrifice, le tunnel sous la Prospekt Kalinine.

Devant le Parlement russe pour la défense duquel ils sont morts, le président Boris Eltsine accueille du haut d'un balcon les trois héros « dont les noms nous sont devenus sacrés ». Il présente aux familles des victimes ses condoléances et ses regrets pour n'avoir pas pu mieux protéger leurs vies, ceux qui sont tombés pour « la liberté et l'indépendance de leur mère patrie ». Pendant que la procession contorne la « Maison Blanche », les empagés de lutte des morts saluent, le poing tendu, du haut des dernières barricades bérissées de médailles et de fan à béton. M. Boris Eltsine dépose sur les marches de l'immeuble qui fait face à la Moskova, s'incline par trois fois au passage des cercueils.

C'est dans l'intimité du havre de verdure qu'est le cimetière tout proche de Vagankovo qu'ils sont mis en terre vers 17 heures, en présence de leurs familles. Le patriarche Alexis II a célébré peu avant un nouvel office religieux pour Vladimir et Dimitri. Ilya, qui est juif, est inhumé selon le rite sépharite. La foule fait la queue pour témoigner sa compassion, fleur après fleur. Une échauffourée oppose aux portes du cimetière les « Afghans » à un groupe d'extrême droite ultra-nationaliste. La vie continue, la démocratie commence.

ALAIN FAUJAS

## Trois journées décisives

SAMEDI 24 AOUT

Plusieurs centaines de milliers de personnes assistent aux funérailles des trois victimes du coup de force, prénommées héros de l'Union soviétique : Mikhaïl Gorbatchev affirme qu'il n'y a aucun pardon pour les conspirateurs.

Boris Eltsine révèle que les putschistes devaient exécuter douze personnalités de l'opposition libérale.

Le président russe reconnaît l'indépendance de l'Estonie et de la Lettonie, demandant au chef du Kremlin de le suivre.

Le Parlement ukrainien proclame l'indépendance de la République : un référendum doit être organisé en décembre.

Mikhaïl Gorbachev démissionne de son poste de secrétaire général du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS), et appelle le comité central à s'auto-dissoudre. Le PCUS est interdit dans l'armée et les organismes d'Etat.

Ivan Silaev, le premier ministre russe, est nommé à la tête d'un nouveau gouvernement soviétique intérimaire.

Boris Eltsine annonce que toutes les communications gouvernementales passent sous le contrôle de la République de Russie, qui saisit en outre les archives du PCUS et du KGB.

DIMANCHE 25 AOUT

L'Islande, le Danemark et la Norvège annoncent leur intention de reconnaître l'indépendance des Républiques baltes.

Le maréchal Sergueï Akhromiev, ancien chef d'état-major de l'armée soviétique et conseiller militaire de Gorbatchev pour le contrôle des armements, se suicide au Kremlin. « Il n'a pas pris part au coup d'Etat », mais ressentait une responsabilité morale à l'égard de Gorbatchev, déclare Dimitri Gotsou, assistant de l'état-major russe.

Le président de Biélorussie, Nikolaï Demintsev, démissionne, après avoir été critiqué pour son attitude pendant le coup d'Etat.

Le Parlement moldave annonce qu'il examinera, mardi 27 août, une résolution sur l'indépendance de la République, et décide la liquidation des symboles communistes.

Roland Dumas déclare que la France est « prête à établir des relations diplomatiques avec les trois Etats baltes », et souhaite que cela se fasse « en communion » avec les pays de la Communauté européenne.

Les Etats-Unis appellent l'URSS à reconnaître l'indépendance des pays baltes.

La chaîne de télévision américaine NBC diffuse une bande vidéo enregistrée secrètement par Mikhaïl Gorbachev durant sa séquestration : il informe le peuple de son bon état de santé et affirme que « toutes les décisions prises par Guennadi Ianaev sont illégales et anti-constitutionnelles ».

Le président lituanien, Vytautas Landsbergis, annonce qu'en vertu d'un accord avec le nouveau chef d'état-major de l'armée soviétique, Vladimir Lobov, les Litoniens effectuant leur service militaire dans l'armée soviétique pourront rentrer chez eux.

« Il y a une semaine, il y avait un pays. Cette semaine, il est tout à fait différent », affirme Mikhaïl Gorbachev dans une interview à la télévision soviétique, ajoutant qu'il faut accélérer l'allure des réformes.

LUNDI 26 AOUT

L'agence Tass annonce la démission d'Anatoli Loukianov, le président du Soviet suprême soviétique. Boris Eltsine l'avait accusé d'avoir été le « principal idéologue » du putsch.

Ouverture d'une session spéciale du Soviet suprême, à 10 heures (heure de Moscou).

Après les remaniements à la tête des médias soviétiques

## Grève à l'agence Novosti et attente de nominations à Tass

Les immeubles et les moyens de transmission de l'agence Tass sont désormais la propriété de ses salariés et non plus du conseil des ministres de l'URSS, a indiqué lundi 26 août la radio de Moscou.

Cette décision, indique un journaliste russe, signifie que « Tass s'est transformée en agence indépendante ». Des nominations devraient intervenir prochainement, après que M. Lev Spiridonov, directeur de Tass, eut été démis par le président russe Boris Eltsine (le Monde daté 25-26 août).

Dans un entretien diffusé samedi 24 août au journal télévisé russe, Guennadi Chichikine, pre-

mier adjoint au directeur général de Tass, a nié « tout contact de la direction de l'agence avec le soi-disant Comité pour l'état d'urgence », en dépit des « pressions faites par le secrétaire du comité central du PCUS sur la direction de Tass pour que celle-ci accorde son soutien et sa collaboration à ce coup de force ».

## « Accusations de désinformation »

L'Union des journalistes de l'agence a diffusé pour sa part, vendredi 23 août, un appel « au personnel de Tass, à nos collègues des autres médias, aux dirigeants des organes du pouvoir fédéraux et républicains, à nous soutenir dans nos efforts de faire de Tass une puissante agence mondiale objective, attachée aux principes de la liberté de la parole et de la démocratie ».

La rédaction de l'agence Novosti, également mise en cause par le président russe qui a desti-

tué de ses fonctions son directeur, Albert Vlasov, a rejeté pour sa part « les accusations de désinformation et de complicité dans le coup d'Etat ». Le service « Infonovosti » (informations générales et politiques) de l'agence a indiqué qu'il suspendait ses informations à ses abonnés : « à compter du 26 août » et « tant que nous ne serons pas disculpés des graves accusations qui pèsent sur nous ». La grève pourrait durer une semaine, selon des journalistes de l'agence. La Pravda, suspendue provisoirement par décret par M. Eltsine, ainsi que cinq autres journaux (dont Glasnost, qui semble surtout être sanctionné pour ses critiques envers le président russe), n'avaient pas reparu lundi 26 à Moscou.

Le quotidien officiel du gouvernement, les Izvestia, a quant à lui décidé de devenir « journal indépendant ».

Y.-M. L.

## L'ambassadeur soviétique en France rompt avec le parti

L'ambassadeur soviétique à Paris, M. Iouri Doubinine, a renvoyé, samedi 24 août, sa carte de membre du Parti communiste pour protester « contre la conduite de la direction du parti » durant le coup d'Etat.

M. Doubinine a toutefois précisé, dans une interview à FR3, que malgré cette démission il restait « un partisan ferme des choix démocratiques et de

justice sociale, qui sont des notions qui restent une base idéologique ». « Ce que j'ai renié par mon acte d'hier, a-t-il expliqué, c'est l'action du parti et surtout la conduite de la direction du parti pendant ces jours tragiques du coup d'Etat ». Au lendemain du putsch, M. Doubinine avait remis un message de M. Ianaev à l'Elysée.



The Independent du 26 août.

## La « résistance » de M. Gorbatchev dans sa datcha de Crimée

M. Mikhaïl Gorbatchev et son épouse Raïssa avaient organisé leur propre « résistance », eu cours de leur détention dans la datcha présidentielle de Crimée. Ils avaient notamment enregistré secrètement une bande vidéo où le président se déclarait « en excellente santé ».

L'émission-vedette de la télévision « Vzglyad », qui a repris samedi 24 août, pour la première fois depuis son interdiction en décembre dernier, a diffusé dimanche soir au cours d'une édition spéciale cette bande vidéo, telle qu'elle avait été remise à ses journalistes par le porte-parole de la présidence, M. Vital Ignatenko. Dans ce message filmé à 2 heures du matin dans la nuit du 19 au 20 août par son gendre Anatoli Vargenetski, M. Gorbatchev se déclarait en « excellente santé » et ajoutait : « Je dois immédiatement dire que l'on a trompé le peuple [sur mon état de santé] et que l'on s'est servi de ce mensonge pour déclencher un coup d'Etat anticonstitutionnel ». M. Gorbatchev avait déjà fait allusion à cette bande vidéo au cours de sa première conférence de presse le 22 août.

quelques heures après son retour de la datcha de Foros.

Dans cet enregistrement de mauvaise qualité, qui dure moins de cinq minutes, M. Gorbatchev apparaît gravé et les traits tirés, mais il fait preuve d'énergie et il pèse ses mots. « Tout ce qui a été dit et rendu public par le camarade Ianaev constitue un mensonge éhonté fait au peuple soviétique (...). De ce fait, la prise de fonctions présidentielles de M. Ianaev et toutes les décisions prises par lui sont illégales et anticonstitutionnelles. » « On m'a isolé, sous ceux qui sont avec moi sont en état d'arrestation », a-t-il ajouté, après s'être déclaré catégoriquement opposé à l'état d'urgence, « qui peut conduire à la catastrophe ». L'enregistrement s'arrête net au milieu d'une phrase.

Avant de publier ce document, « Vzglyad » avait diffusé une longue interview de quelques-uns des principaux collaborateurs du président soviétique qui ont passé ces trois jours de détention à ses côtés. Dans une étonnante conversation à bâtons rompus avec le présentateur-vedette de l'émission, l'assistant du président Anatoli Tchernenov, son médecin personnel Boris Goltsouov, et ses secrétaires Olga Lomina et Tamara Alexandrova, ont raconté pendant près d'une heure comment le famille Gorbatchev a vécu cette épreuve.

Le président a accueilli la nouvelle de sa mise en résidence surveillée « très calmement, sans qu'aucun muscle de son visage tressaille », a raconté M. Tchernenov. M. Gorbatchev a ordonné à ses proches de se coucher et le lendemain soir et, dès le lendemain, son épouse Raïssa s'est nommée « ministre de la sécurité et de la vigilance ». Elle a ainsi refusé de toucher à la nourriture qui leur était apportée par camion et le petit groupe a décidé de rationner les réserves de nourriture dont il disposait.

« Des mots grossiers que je ne saurais répéter »

Le 18 dans l'après-midi, les prisonniers ont réussi à brancher des antennes sur le téléviseur qui avait été coupé et sur un vieux poste de radio. Ils ont ainsi vu la transmission télévisée de la conférence de presse du « Comité d'Etat pour l'état d'urgence », ce qui a conduit M. Gorbatchev à préparer une déclaration qu'il a enregistrée secrètement dans le

été enregistrées puis démontées et les bandes déroulées confiées à quatre proches, notamment M. Alexandrova, qui devait présenter l'hospitalisation de sa mère pour quitter le périmètre de la datcha (...) avec la bande dissimulée dans sa culotte.

Le 21 au matin, ils ont appris par la BBC que l'ex-président du KGB Vladimir Kroutchikov acceptait qu'une délégation rende visite au président. Les premières personnes qui entrèrent dans la datcha ce jour-là ont été le secrétaire général adjoint du PCUS, Vladimir Ivachko, et le président du Soviet suprême, Anatoli Loukianov. Selon M. Tchernenov, M. Ivachko portait un bandage sur la gorge et il a expliqué qu'il n'avait pu venir plus tôt parce qu'il était hospitalisé pour une opération à la carotide.

M. Loukianov s'est présenté comme un héros, mais M. Gorbatchev lui a répondu : « Ecoute, nous nous connaissons depuis quarante ans, n'essaye pas de me montrer ce que tu n'es pas. Tu aurais dû convoquer une session du Parlement dès le lendemain ». Ensuite, le président lui a dit des « mots grossiers que je ne saurais répéter ici », a conclu M. Tchernenov en riant. — (AFP).

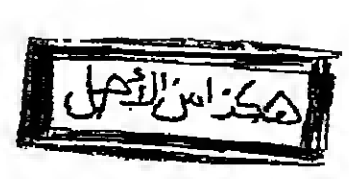
QUI A ECRIT ?  
« Il s'en tamponne le couillard »  
Jean-Paul Sartre  
H. BACHETTE

LIVRES  
POLONAIS  
et livres français  
sur la Pologne  
et  
l'Europe de l'Est  
Catalogues sur demande  
LIBELLA  
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4  
Tél. : 43-26-51-09

Jacques Collard et Alain Rey  
DICTIONNAIRE  
DU FRANÇAIS  
NON  
CONVENTIONNEL  
H. BACHETTE



LES BOUTS INVERSEMENT  
tre patrie



# EN UNION SOVIÉTIQUE

## Est-ce vraiment la fin ?

par Michel Tatu

Tout est allé si vite que tout semble déjà achevé. Pourtant, il est clair que la semaine écoulée, malgré son caractère dramatique, n'est que le début d'une période beaucoup plus longue. Et se durera comme son contenu dépendront des réponses qui seront données à une série de questions.

Première question : Toute résistance des partisans de l'ordre ancien est-elle éteinte ? Probablement pas. Sans doute, à Moscou et dans les grandes villes, les nostalgiques de l'ordre ancien ont été laminés : profondément déstabilisés par le putsch et son échec, les chefs de file de la nomenclature traditionnelle n'ont probablement pas d'autre choix que de faire acte d'abandon à Boris Eltsine et aux autorités russes. Le suicide du maréchal Akhromev confirme que les nostalgiques du système, putschistes ou non, n'ont guère d'espoir.

Mais précisément ce désespoir pourrait acculer des éléments plus actifs à des actions risquées. N'ayant plus rien à perdre, les conservateurs n'ont d'autre choix que de « se battre ou disparaître ». Des tentatives de résistance armée ne peuvent donc être exclues : sinon à Moscou, du moins dans certaines provinces jusqu'à présent solidement tenues en main par des apparatchiks soutenus par des militaires durs, et qui pourraient faire sécession. On aimerait savoir à cet égard ce qu'est devenu le général Melnikov, commandant de la région militaire Volga-Oural, qui s'était présenté aux élections pour la présidence russe avec une plateforme ultra-conservatrice. Et plus encore la jeune général Gromov, héros de l'Afghanistan et collègue de M. Rykov aux mêmes élections, qui ne cachait pas son mépris tant pour les réformes démocratiques de M. Gorbatchev que pour la mollesse de ses opposants. Ajoutons que, comme l'a annoncé le nouveau ministre de la Défense, 80 % des officiers du commandement devront être remplacés, c'est bien la preuve que les forces armées ne sont toujours pas sûres.

### Terror blanche ?

Il est vrai que ces éventuels « revanchistes » ont besoin de troupes et que la situation dans l'armée ne leur laisse guère d'espoir : c'est la défection de pans entiers de l'appareil répressif à Moscou, causée par l'échec du putsch. Toutefois on ne peut pas en action les OMON, ces troupes spéciales beaucoup plus aguerries constituées au sein du ministère de l'Intérieur, notamment par le général Gromov. Et le gouvernement de Russie n'a pas encore eu le temps de constituer ni une armée, ni une police : la KGB russe institué au printemps comptait il y a peu seulement 300 000 membres, une goutte d'eau face aux centaines de milliers de membres du KGB soviétique.

Autre question : Va-t-on vers une terreur blanche, vers des règlements de comptes sanglants entre les communistes ? M. Eltsine et ses amis l'ont exclu, et ils ont tout intérêt à donner chez eux comme à l'étranger l'impression d'hommes d'Etat responsables, soucieux de restaurer l'« Etat de droit » qui voudrait détenir les putschistes. Mais là aussi, cela dépendra des forces qui seront à leur disposition et de leur attitude. Des « revanchistes » plus retors que les autres auront intérêt à laisser se développer l'anarchie pour justifier des interventions en force, à l'échelon local ou plus haut.

Si les libertés prises de part et d'autre à l'égard de la Constitution, y compris par M. Eltsine, expliquent par la situation révolutionnaire que connaît le pays, d'autres mesures plus répressives peuvent choquer. Il en va notamment de l'interdiction de certains journaux, qui semble sanctionner bien davantage le droit d'opinion qu'une participation directe au putsch. Notons toutefois que la situation n'est pas la même que celle que l'on a connue en Europe de l'Est pendant les révolutions de 1989 : les partis communistes s'étaient alors effondrés pratiquement d'eux-mêmes sous la pression de la rue, ils ne s'étaient pas lancés dans des actions en force,

ce qui leur avait valu — à l'exception de la Roumanie, cas spécial à tous égards — de n'être pas interdits. En URSS, il y eut un putsch, tentative de retour par la force à l'ordre ancien, et la censure imposée à la presse pendant deux jours annonçaient évidemment bien d'autres mesures répressives si les comploteurs avaient pu se maintenir. Leur échec s'apparente dès lors à la fin d'une occupation, dans tous les sens du terme, et les mesures prises à l'encontre de la presse rappellent l'expropriation des journaux de la collaboration en 1944 en France. Il est néanmoins souhaitable que ces mesures d'exception soient rapportées au fur et à mesure de la « normalisation » étendue.

Dernière question : M. Gorbatchev est-il nécessaire ? Oui, pour quelque temps encore. Sans doute le président fédéral devra-t-il élever bien des caulevres, notamment en s'affaissant devant son rival pour le règlement des problèmes entre les républiques (et il pourrait bien constater par là que M. Eltsine y réussit mieux que lui, en canalisant les nationalismes dans un sens amical, vis-à-vis de la Russie et donc du nouveau « centre », alors que les états-majors et brigades de négocier ne faisaient que tendre la situation). Mais à l'instar de la face à l'étranger, ne serait-ce que comme dépositaire, jusqu'à nouvel ordre, de l'arme nucléaire et des responsabilités très précieuses que celle-ci impose au plan international. Même s'il ne devait plus rester que cela de l'URSS, ce n'est pas négligeable.

## M. Boris Eltsine à la barre

Suite de la première page

Le président russe joue admirablement du statut ambivalent de Moscou, capitale de la Russie et capitale de l'Union, pour vider de leur substance les centres de décision fédéraux. Cette prise de pouvoir ne se fait pas seulement par des voies détournées. Boris Eltsine a annoncé dès l'échec du putsch que la Russie devait avoir désormais un poids plus important dans le gouvernement central. Et il est passé immédiatement aux actes. C'est lui qui a annoncé d'un podium de la place Dzerjinski le remplacement des trois responsables de l'ordre — ministre de l'Intérieur, ministre de la Défense et chef du KGB — que Mikhaïl Gorbatchev venait à peine de nommer. Trois des quatre membres du comité intérimaire chargé de proposer la liste du nouveau gouvernement sont des réformateurs proches du président russe, dont le premier ministre de la Fédération de Russie. C'est ainsi encore que les autorités judiciaires de l'Union et de la Russie ont fusionné dimanche, perçant le langage du procureur militaire de l'URSS sur décision conjointe de l'Union et de la Russie.

En reconnaissant l'indépendance des pays baltes, Boris Eltsine ne laisse guère d'autre choix à Mikhaïl Gorbatchev que d'en faire autant, même si le président de l'Union se doit de demander que certaines formes soient respectées. Les réformateurs qui reprochent au régime de Mikhaïl Gorbatchev ses hésitations et son penchant pour les demi-mesures ont décidé d'avancer avec lui, si c'est possible ; sans lui, si c'est nécessaire. Ce programme existe. Il a été présenté à la fin du mois de mars par Boris Eltsine quand celui-ci n'était encore que le président du Soviet suprême de Russie cherchant à arracher à des parlementaires réticents l'organisation d'une

élection au suffrage universel. La séparation totale du Parti (communiste) et de l'Etat, la « désidéologisation » de la société, le passage accéléré à l'économie de marché, préparé par des mesures concertées que le premier ministre Silov avait exposées : tout était dit, il y a plusieurs mois déjà.

Quelle revanche pour Boris Eltsine, que Mikhaïl Gorbatchev avait remercié en 1987 de ses fonctions à la tête

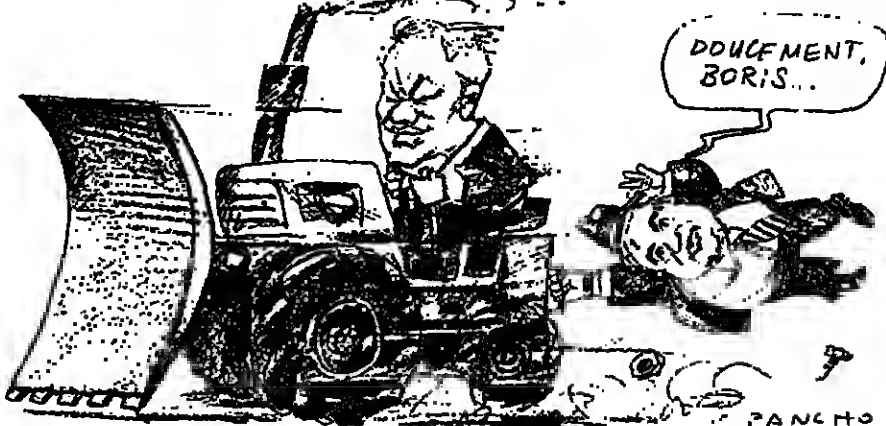
du parti de Moscou parce qu'il avait critiqué les lenteurs de la perestroïka, puis qu'il avait humilié devant le comité central ? Aujourd'hui, c'est Boris Eltsine qui est en mesure de dicter sa conduite au chef de l'Etat soviétique. Mais il ne s'agit plus d'un duel dans le huis clos des hautes sphères d'un parti omnipotent. La force de Boris Eltsine réside d'abord dans son élection — qui lui a permis d'apparaître comme le chef du mouvement démocratique — à la présidence de la Russie, la République la plus peuplée de l'URSS, la plus puissante économiquement et militairement. L'entreprise est cependant semée d'embûches pour les forces libérales et réformatrices. En s'ap-

pruyant sur la prééminence de la Russie, Boris Eltsine risque d'apparaître comme le chef d'une puissance « impérialiste » qui cherche à imposer ses vues aux autres Républiques. Il a senti le danger, et tente d'y parer en reconnaissant l'indépendance des autres Républiques, mais ce qui est possible avec les Baltes, voire avec la Moldavie, sera plus difficile avec l'Ukraine ou la Biélorussie. A l'intérieur même de la Fédération de Russie, des velléités indépendantistes se sont manifestées dans les Républiques ou régions autonomes, qui pourraient bien poser aux dirigeants russes les mêmes problèmes que les Baltes aux dirigeants de l'Union.

La solution se trouve dans la définition rapide de nouvelles règles de coexistence entre toutes ces entités

qui représentaient le principal débouché, ont aggravé la crise économique. Les conséquences seraient encore plus catastrophiques pour des pays qui depuis des décennies sont imbriqués dans un même système.

Il revient maintenant aux démocrates d'établir entre les Républiques de l'ancienne Union soviétique des relations qui maintiennent les contacts traditionnels d'échanges tout en détruisant cette « prison des peuples » que le communisme avait héritée du tsarisme et consolidée. Y sont-ils prêts ? Il y a quelques mois encore, ils espéraient avoir un peu plus de temps pour se préparer à l'exercice du pouvoir. Ils comptent sur Mikhaïl Gorbatchev pour les protéger contre les risques de dictature. Le putsch a eu



liou. Grâce à leur résistance il a échoué, et les voici maintenant placés en première ligne. Ils ne pourront plus rejeter la responsabilité de la catastrophique situation économique sur l'appareil, les flouements de Mikhaïl Gorbatchev, l'incurie du « centre ». Il leur faut réformer l'économie, créer de nouvelles institutions, rebâtir une administration, encourager l'initiative individuelle après soixante-dix ans d'« assistantat », rétablir l'ordre sans céder à la tentation de l'autoritarisme et de l'arbitraire. Comme les socialistes français à l'aube du Front populaire, Boris Eltsine pourrait dire : « Enfin, les difficultés commencent ! »

DANIEL VERNET

### Dans son discours devant le Parlement

## M. Gorbatchev envisage une élection présidentielle aussitôt après la signature du Traité de l'Union

Une élection présidentielle doit avoir lieu en URSS aussitôt après la signature du Traité de l'Union, a déclaré M. Mikhaïl Gorbatchev, lundi 26 août, devant le parlement soviétique réuni en session extraordinaire. « Il faut organiser des élections de tous les organes supérieurs du pays, y compris du président (soviétique) », a-t-il précisé, après avoir demandé que le Traité de l'Union soit signé « le plus rapidement possible ». « Juste après la signature du traité de l'Union, il faut constituer des parlements d'affaires avec ceux qui vont quitter l'Union », a dit le président soviétique.

M. Gorbatchev a rappelé qu'il avait tout de suite en rentrant à Moscou (dans la nuit de mercredi à jeudi) pris connaissance d'une déclaration signée par le président (démisionnaire lundi) du parlement soviétique, M. Anatoli Loukianov, condamnant le traité de l'Union. M. Loukianov avait agi ainsi le jour même du coup d'Etat. « Il (M. Loukianov) n'aurait pas dû le signer », a simplement commenté M. Gorbatchev. Les putschistes se sont emparés du pouvoir le 19 août, soit la veille de la date prévue pour la signature par la Russie et le Kazakhstan du traité de l'Union. Sept autres républiques devaient, en principe, par la suite le signer.

M. Gorbatchev a également estimé que l'organisation de l'armée en URSS « doit rester intacte ». Il a en outre souligné que se poserait le problème des « compensations » pour ceux qui seront « obligés » de quitter les républiques indépendantes.

Le président soviétique a, de même, estimé qu'il faudrait résoudre la question des relations économiques entre les républiques « qui partent et celles qui restent » dans l'Union. M. Gorbatchev s'est déclaré lundi prêt à engager des négociations sur l'indépendance des républiques baltes dès qu'un nouveau Traité de l'Union

aurait été signé. Il a proposé aussi de restructurer le Conseil de sécurité de l'URSS, dont les membres ont participé au coup d'Etat de la semaine dernière, en y intégrant notamment les dirigeants de toutes les républiques signataires du futur traité de l'Union. Le président soviétique a suggéré de maintenir ce conseil chargé d'assurer la sécurité intérieure du pays mais d'en modifier la composition.

Outre les dirigeants de toutes les républiques, ayant adhéré à l'Union, M. Gorbatchev a proposé de faire entrer dans ce conseil son ancien conseiller personnel, M. Alexandre Iekimov, qui est toujours resté un proche conseiller du président, le nouveau chef du KGB, Vadim Bakatine, les maires de Moscou et Leningrad, Gavril Popov et Anatoli Sobtchak, ainsi que le nouveau chef de l'administration présidentielle, Youri Ravenko.

M. Gorbatchev s'est admis avoir une part de responsabilité dans la tentative de putsch. Il a déclaré : « Le coup d'Etat n'est pas venu tout seul. Ce n'était pas un coup de tonnerre. Il a été annoncé par des articles de presse hystériques, les (les comploteurs) ont rencontré libéralement et clandestinement. Pour la plus grande part, je parle de moi-même. »

Le président soviétique a proposé de réformer le Comité d'Etat à la sécurité (KGB) et de placer désormais les gardes-frontières sous l'autorité du ministère de la Défense. Il faut créer une « barrière » de façon à écarter « la moindre possibilité d'utiliser la KGB dans des buts anti-constitutionnels », a-t-il déclaré, en ajoutant : « Il faut élaborer une nouvelle conception du KGB ». — (AFP, Reuters)

### POINT DE VUE

## Une leçon pour l'Europe

par Alain Touraine

Il faut d'abord rendre hommage aux journalistes spécialisés qui ont détecté immédiatement, avec une lucidité admirable, les faiblesses du putsch et annoncé son échec. Mais si cette faiblesse était heureusement très réelle, faut-il aller jusqu'à voir dans ce putsch un incident somme toute mineur, une tentative désespérée n'ayant aucune chance de réussir, la nostalgie du bon vieux temps brejnévien ? Par ailleurs, l'explication semble insuffisante pour deux raisons principales : la première est que les putschistes venaient de l'entourage de Gorbatchev plus que du milieu des vieux conservateurs déjà tombés dans l'oubli ; la seconde est que la mollesse des putschistes ne leur a été fatale que parce que s'est levée en face d'eux une volonté politique incarnée par Eltsine.

Ne disons pas que l'Histoire avait condamné d'avance un projet étonnant. Elle nous a donné récemment beaucoup d'exemples de libéralisation de l'économie par des moyens politiques autoritaires. Les dirigeants soviétiques pouvaient penser à Deng qui, avant et après Tiananmen, a transformé l'économie chinoise, mais qui a choisi pour continuer à le faire la voie de la répression politique ; ou encore à Pinochet, qui n'a pas cherché à rétablir l'oligarchie chilienne, mais à moderniser l'économie de son pays par des méthodes ultralibérales, en les imposant par la répression et la dictature.

Allons plus loin : la méthode libérale de transformation de la société, la confiance faite au marché, crée des fortes tensions sociales dont l'Europe a une longue expérience et qui récurrent, dans des pays plus fragiles, de devenir explosives, ce qui provoque l'intervention autoritaire de l'Etat. Dans la mesure où la société soviétique semblait s'enfoncer dans le chaos plutôt que de se mobiliser politiquement, cette solution à la fois économiquement libérale et politiquement autoritaire a pu séduire, en particulier, les dirigeants du KGB. Si le putsch a échoué, c'est parce que

le peuple n'était pas seulement démoralisé par la pénurie et le chaos, parce qu'il avait acquis une conscience démocratique qui fut interprétée magnifiquement par l'engagement de Boris Eltsine qui avait toujours affirmé le primat du pouvoir sur l'économie.

L'Occident, emporté par son grand rêve ultralibéral, n'aime pas Eltsine et faisait davantage confiance à un Gorbatchev, qui acceptait de plus en plus de croire à une transformation sociale sans intervention des acteurs sociaux, stimulée avant tout par l'arrivée des capitaux étrangers. Ce qui correspondait à l'évolution des pays occidentaux, à leur confiance sans bornes dans le libre jeu des forces économiques et à leur méfiance croissante à l'égard des mouvements sociaux et des projets politiques qui ne semblaient être en effet, en France par exemple, que les derniers témoins d'un passé révolu.

### La fin de l'hyperlibéralisme

Contre tous ceux qui croient si nettement aux vertus quasi divines du libre marché et de la main invisible qui le règle, le putsch soviétique et son échec rappellent le primat du politique et doit obliger l'Occident à s'interroger sur sa politique à l'égard de l'Est comme à l'égard de lui-même. Il y a peu de temps encore, le libéral New York Times s'indignait des analyses de Mister Z — qui était l'excellent sociologue Malin, professeur à Berkeley — montrant les dangers de pourrissement et d'appel à soutenir Eltsine. Il est clair aujourd'hui que Mister Z avait entièrement raison. Ce que l'échec du putsch a montré, c'est que le peuple russe était en avance, dans sa volonté et son courage au service de la démocratie, sur la vision que les dirigeants occidentaux ont de son avenir. Espérons aussi que l'exemple russe éclairera les Polonais, les Tchèques et aussi les Hongrois qui se sont embarqués dans une politique ultralibérale analogue à celle des dictatures latino-américaines et qui aboutit à

une dangereuse absence de mobilisation sociale et politique et à la formation d'une dépendance à la mexicaine à l'égard des économies dominantes.

Ce n'est pas la lente pénétration de l'économie de marché qui a dissous peu à peu l'ordre imposé par la dictature communiste ; c'est le courage politique d'Eltsine et de dizaines de milliers de Moscovites qui a arrêté la tentative de gestion autoritaire de la libéralisation économique. Ce qui ne doit pas faire oublier les faiblesses propres des putschistes qui ont sous-estimé la décomposition du vieux appareil d'Etat sur lequel ils voulaient s'appuyer. On e dit avec raison que ce putsch marquait la fin du communisme.

Ne peut-on pas dire aussi, avec autant de raison, qu'il marque la fin de la période hyperlibérale, en réintroduisant sur la scène de l'histoire, à côté des méthodes de gestion rationnelle de l'économie, la volonté politique, l'enthousiasme et le courage dans le mouvement populaire. Les velléités d'action collective en Allemagne de l'Est ont été englobées dans l'incorporation totale de ce pays dans l'économie de l'Allemagne de l'Ouest. L'immense mouvement social, démocratique et national que fut Solidarnosc s'est décomposé sous la pression d'une réforme économique à la fois courageuse et brutale. En Tchécoslovaquie, le régime de Klaus remplace l'idéalisme de Havel.

Le fait que le nom d'Eltsine brille davantage devant que celui de Gorbatchev ne peut-il pas renverser cette situation et provoquer une certaine renaissance des prières sociales et politiques d'abord peut-être en Hongrie, mais aussi en Roumanie et dans les autres sociétés post-communistes. Et finalement la leçon donnée à Moscou dans une Europe occidentale paralysée par la décomposition de ses projets politiques et qui en ce moment tente de ne plus voir dans la gigantesque projet de création d'une communauté politique européenne qu'une vaste zone de libre-échange.

**L'ASTRADUL**  
Association des Traducteurs  
Diplômés de l'Université de Londres  
Vous propose une équipe de traducteurs  
FRANÇAIS et ANGLAIS  
Tél. : 45-79-41-66 - 45-55-92-94 - 45-78-75-80  
B.P. 225.07 - 75327 Paris Cedex 07  
Siège social : Institut britannique de Paris



## LES BOULEVERSEMENTS

### L'indépendance des pays baltes

Le président de la fédération de Russie, M. Boris Eltsine, a reconnu par décret, samedi 24 août, la déclaration d'indépendance de la Lettonie et de l'Estonie et a exhorté le président Mikhail Gorbatchev à faire de même. Avec la troisième République baltique - la Lituanie - le président de la fédération de Russie avait déjà signé, en juillet dernier, un traité d'amitié qui la reconnaissait comme un « Etat souverain ».

L'Estonie avait proclamé son indépendance, mardi, au lendemain de l'annonce du coup de force conservateur contre Mikhail Gorbatchev. La Lettonie avait suivi son exemple mercredi.

Jusqu'à-là, ces deux Républiques baltes avaient manifesté leur séparatisme sans aller jusqu'à rompre totalement et officiellement avec Moscou, notamment parce qu'elles comptent une forte minorité russe.

Le Parlement de Vilnius avait proclamé l'in-

dépendance totale de la Lituanie dès le 11 mars 1990.

Samedi, le président lituanien, M. Vytautas Landsbergis, a déclaré, devant le Parlement, qu'il souhaitait, dès lundi, l'instauration de visas d'entrée aux frontières de la Lituanie. « Très bientôt, nous émettrons des passeports dans la République de Lituanie », a-t-il déclaré à la télévision.

M. Landsbergis s'en est tenu à rassurer la minorité russe du pays et promis de sanctionner tout acte de violence. Dans une Lituanie indépendante, a-t-il promis, la langue russe sera protégée et les écoles de russe seront maintenues dans les écoles. Les Russes et les autres minorités représentent 300 000 des 3,7 millions d'habitants de la Lituanie. « Nous ne voulons exclure personne de Lituanie, ni aucune nationalité », a-t-il assuré.

Une commission examine actuellement le sort des

« bérés noirs », les troupes d'élite du ministère soviétique de l'Intérieur (OMON), a précisé Vytautas Landsbergis. « Nous n'autoriserons pas une telle formation armée sur le territoire lituanien », a-t-il dit. Il en va de même pour le KGB et des négociations sur la fermeture de son bureau à Vilnius ont d'ores et déjà commencé.

Quant à l'ouverture de pourparlers avec le pouvoir central, M. Landsbergis a estimé qu'il n'y avait aucun intérêt pour le moment à Moscou et que ces entretiens seraient très probablement repoussés pendant un certain temps.

« Nous n'avons pas besoin de négociations pour commencer. Ce qu'il nous faut d'abord, c'est la reconnaissance d'une réalité (l'indépendance lituanienne), et après des négociations sur les questions pratiques », a-t-il dit.

Au sujet des bases militaires soviétiques sur le territoire lituanien, M. Landsbergis a déclaré que Vilnius souhaitait, au mieux, le retrait total des troupes, et, au minimum, « une régulation, une limitation en termes d'effectifs et de déploiement, en fonction des lois et des traités ».

L'Estonie a adopté une position similaire. Tallin reconnaît les préoccupations de Moscou en matière de sécurité et, plutôt qu'un retrait total des forces soviétiques, souhaite que leur présence soit déterminée par un traité. Depuis l'échec du coup de force conservateur, la Lituanie, l'Estonie et la Lettonie ont suspendu, ou interdit, les activités des partis communistes locaux et décidé de confisquer leurs biens. (AFP, Reuters.)

### Les pays nordiques ont ouvert la voie de la reconnaissance

COPENHAGUE  
de notre correspondant

Sans attendre la concertation avec ses homologues de la Communauté européenne, M. Uffe Ellemann-Jensen, le ministre des affaires étrangères danois, a annoncé, samedi 24 août, l'envoi dès le lundi 26 août dans les pays baltes d'un émissaire, l'ambassadeur Otto Borch, pour régler au plus vite les problèmes concernant l'établissement de relations diplomatiques avec les gouvernements des trois Républiques.

Dès le début de la semaine passée, le chef de la diplomatie avait annoncé que le Danemark envisageait de nouer très prochainement des relations diplomatiques avec les trois pays baltes, dont il n'a jamais rompu l'annexion, mais qu'il lui fallait attendre encore un peu car il y avait quelques problèmes pratiques à régler. Vendredi, le ministre avait adressé une lettre à ses homologues de la Communauté européenne pour leur demander ce qu'ils comptaient faire de leur côté et proposer de les rencontrer pour en discuter. Il n'a finalement pas attendu cette rencontre, qui doit avoir lieu, mardi 27 août, à Bruxelles.

M. Ellemann-Jensen a expliqué qu'il était guidé par trois motifs : la proclamation la semaine dernière par la Lettonie et l'Estonie de leur indépendance, qui s'ajoutait à celle de la Lituanie, déjà ancienne ; le fait que les trois pays remplissent désormais les conditions qui, aux

yeux du Danemark, justifient l'établissement de relations diplomatiques avec n'importe quel pays, puisque leur gouvernement a maintenant « pleine autorité » sur leur territoire, même si des troupes soviétiques s'y trouvent toujours ; enfin, M. Ellemann-Jensen a estimé qu'il est nécessaire de saisir l'occasion au vol pour empêcher tout retour en arrière au cas où des événements contraires se produiraient.

Samedi, trois députés danois qui avaient assisté durant quatre jours dans les pays baltes à une conférence internationale parlementaire ont regagné Copenhague, porteurs d'exemplaires de passeports que la Lituanie a fait imprimer pour les distribuer à tous ses ressortissants. Ils se sont dit étonnés de l'absence de représentants de grands pays d'Europe occidentale à cette réunion. L'annonce, dimanche soir, que plusieurs autres pays de la Communauté (la France, l'Allemagne, la Belgique) ainsi que la Suède et même les Etats-Unis sont prêts à nouer des relations diplomatiques avec les pays baltes a été accueillie en revanche avec une grande satisfaction.

#### L'Islande la première

C'est en réalité l'Islande qui, la toute première, l'hiver dernier, avait ouvert la voie : dès février, Reykjavik avait reconnu l'indépendance de la Lituanie. Cette décision avait provoqué une crise avec la direction soviétique, et Moscou

avait rappelé son ambassadeur dans la capitale islandaise. Jeudi dernier, le ministre des affaires étrangères, M. Jon Baldvin Hannibalsson, a annoncé que son gouvernement reconnaissait l'indépendance de l'Estonie et de la Lettonie et ouvrait des relations diplomatiques avec les trois Républiques baltes.

La Norvège a suivi ses deux voisins nordiques en annonçant la reconnaissance de l'indépendance d'ambassadeurs dans les pays baltes. La Suède est dans une position différente puisqu'elle a reconnu en 1940 l'annexion de ces pays par l'URSS. Mais le premier ministre, M. Ingvar Carlsson, a indiqué dimanche que son gouvernement s'orientait vers une reconnaissance dès la semaine prochaine.

La Finlande, restée loquace fidèle à sa traditionnelle prudence envers l'URSS, évolue également. Le premier ministre conservateur, M. Esko Aho, envisage à son tour la reconnaissance de l'indépendance des Baltes, et le gouvernement devait se réunir, mardi, pour examiner la question.

Interrogé dimanche à la télévision, M. Ellemann-Jensen, à qui l'on demandait si le Danemark reconnaîtrait bientôt aussi l'indépendance de l'Ukraine et de la Moldavie et de la Biélorussie, a répondu que chaque cas serait examiné, mais que les pays baltes constituaient un cas particulier et qu'ils entretenaient depuis des siècles des liens très étroits avec le Danemark.

CAMILLE OLSEN

### Les ministres des affaires étrangères des trois Etats invités en Allemagne

Le gouvernement allemand s'efforce, lui aussi, avec quelques difficultés, de coller aux événements qui se précipitent en URSS. Après l'invitation transmise le semaine dernière à Boris Eltsine de se rendre en visite à Bonn, les ministres des affaires étrangères des trois Républiques baltes ont été invités, mardi 27 août, sur les bords du Rhin, par le ministre allemand des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, afin de mettre au point les conditions d'un échange d'ambassadeurs.

BERLIN

de notre correspondant

La reprise officielle de relations diplomatiques entre l'Allemagne et les pays baltes devrait être entérinée officiellement, mercredi 28 août, en conseil des ministres. Cette reprise représente un changement d'orientation assez brusque du gouvernement, qui souhaitait attendre la conclusion des négociations entre les Baltes et Moscou avant de franchir ce pas. Vendredi dernier, le chancelier Helmut Kohl estimait encore prématuré d'en parler. « Je ne crois pas qu'il soit intelligent de le faire maintenant. Je le dis très clairement », avait-il déclaré. « Nous voulons la souveraineté et l'indépendance des pays baltes (...) Mais je ne crois pas que cela aurait un sens de parler tout de suite de la souveraineté et de la reconnaissance avant que les choses ne se réorganisent de manière globale à Moscou », avait ajouté le chancelier.

Difficile d'être plus royaliste que le roi. La décision du Danemark d'échanger des ambassadeurs avait déjà entamé la solidarité européenne et mis le gouvernement, accusé par l'opposition de trahir des pieds, sous pression. La décision de la Russie de reconnaître l'indépendance des Républiques baltes a pris Bonn de court. Plusieurs responsables politiques de la CDU, à l'initiative de son secrétaire général, ont estimé, ce week-end, que l'Allemagne devait prendre l'initiative au sein de la Communauté européenne.

MM. Genscher Dumas doivent se rencontrer, mercredi, après-midi, à Weimar où ils seront rejoints par le chef de la diplomatie polonaise, M. Krzysztof Skubiszewski.

Surpris par la rapidité des événements en URSS, la diplomatie allemande tente de redéfinir rapidement ses priorités. Récusant à cet égard un coup d'arrêt économique, Bonn souhaite voir la CEE conclure le plus vite possible des accords d'association avec les pays d'Europe centrale afin de leur offrir une claire perspective d'avenir.

Cocoonnant l'URSS, Bonn estime que la coopération va désormais devoir passer directe-

ment par le biais des Républiques, qu'elles restent ou non liées par un traité d'Union. La République de Russie, dont le président, M. Boris Eltsine, est attendu dans les semaines à venir à Bonn, devrait se voir accorder une attention particulière. D'abord parce qu'elle continuera, de toute manière, à jouer dans l'avenir un rôle moteur dans ce qu'il restera de l'ancienne Union soviétique. Ensuite, parce que l'Allemagne doit veiller sur l'importante communauté de souche allemande qui y vit et pourrait retrouver à l'avenir son autonomie.

Cette communauté représente près de deux millions de personnes, disséminées sur plusieurs régions. Suivies de très près à Bonn, les négociations en cours entre ses responsables et le gouvernement de Russie pourraient aboutir à la reconstitution de l'ancienne « République allemande de la Volga » dont les populations avaient été envoyées, en 1941, en Asie Centrale par Staline pendant la guerre. Le président Eltsine a lui-même apporté son soutien au projet. Les représentants de cette communauté, qui participent à la reconstruction de la région, ont été envoyés, en août, en Asie Centrale par Staline pendant la guerre. Le président Eltsine a lui-même apporté son soutien au projet. Les représentants de cette communauté, qui participent à la reconstruction de la région, ont été envoyés, en août, en Asie Centrale par Staline pendant la guerre.

HENRI DE BRESSON

### Les Européens s'orientent vers l'établissement de relations diplomatiques

La reconnaissance généralisée de l'indépendance des Etats baltes devrait être la première conséquence, au plan international, de la folle semaine qui vient de vivre l'URSS. Les capitales européennes se sont livrées pendant le week-end à une sorte de course de vitesse, à la fois pour rattrapper les événements en Union soviétique et pour ne pas se faire doubler par le voisin.

Après les déclarations d'indépendance proclamées par l'Estonie et la Lettonie et les démonstrations de résistance pendant le putsch manqué, en début de semaine dernière, les différentes capitales avaient généralement estimé que le sort des pays baltes était devenu une priorité pour Moscou, mais sans sauter le pas de la reconnaissance. La précipitation des événements en URSS - notamment le fait que M. Boris Eltsine ait reconnu samedi l'indépendance de l'Estonie et de la Lettonie, comme il l'avait fait précédemment pour la Lituanie et les informations selon lesquelles le Soviet suprême pourrait se pencher ce lundi sur cette question - leur a donné de l'audace.

Samedi, M. Roland Dumas annonçait qu'il venait de demander la convocation d'une réunion des ministres des affaires étrangères de la CEE pour se pencher entre autres sur cette question. Elle aura lieu mardi. « Des Républiques vont se déclarer indépendantes et les responsables de l'Etat (à Moscou) vont devoir imaginer de nouvelles structures pour les relations entre le centre et les Républiques, en particulier face au cas qui va se poser dans les heures qui viennent, qui est celui des pays baltes », déclarait M. Dumas. Le ministre rappelait que la France n'a jamais admis, de façon directe ou indirecte, l'annexion des Répu-

bliques baltes » et ajoutait : « Le temps est venu de mettre fin à cette anomalie. » La France s'est en effet toujours abritée derrière cette non-reconnaissance de l'annexion qui lui évitait d'avoir à prendre position sur le plan juridique. Elle distinguait jusqu'ici, comme d'autres pays occidentaux d'ailleurs, entre « le droit à l'indépendance » et la disposition par les Baltes des attributs de la souveraineté qui devait faire l'objet d'une solution négociée avec Moscou. C'est à cette position que s'est tenu encore dimanche le ministre des affaires européennes, M. Elisabeth Guigou, en souhaitant que la Communauté « puisse définir une position commune dans un dialogue avec les autorités légitimes de l'Union soviétique ».

#### La France prête

Dimanche soir, interrogé sur TF1, M. Dumas faisait cependant un pas de plus en déclarant que la France était « prête à établir des relations diplomatiques avec les trois Etats baltes », qu'elle souhaitait que cela se fasse « en communion avec les Douze » et que des émissaires français seraient envoyés dès lundi dans les trois capitales.

Entre-temps, les partenaires européens de la France s'étaient eux aussi mis en branle. Faisant cavalier seul, le Danemark avait annoncé dès samedi, sans attendre le Conseil européen de mardi, qu'il reconnaissait l'indépendance des Etats baltes. En Allemagne où le chancelier Kohl est la cible d'une polémique relative à ses réactions aux événements soviétiques comparable à ce qui se passe en France, M. Hans-Dietrich Genscher faisait savoir qu'il avait invité pour mardi matin à Bonn ses trois homologues des pays baltes « pour préparer l'établissement de relations diplomatiques ». Le secrétaire au Foreign Office,

M. Douglas Hurd, annonçait lui aussi l'envoi d'un émissaire britannique dans ces pays et la Belgique demandait à ses partenaires européens le rétablissement des relations diplomatiques, tandis qu'à Madrid, M. Ordóñez regrettait ce désordre chez les Douze.

Le programme de leur réunion de mardi s'annonce très chargé. Outre les discussions sur la question balte, dont l'orientation est déjà assez claire, les Douze devront notamment adopter une position commune, si possible, sur l'accueil à réserver aux revendications indépendantistes d'autres Républiques soviétiques. Plusieurs d'entre eux, dont M. Roland Dumas, ont déjà fait savoir qu'ils ne tenaient pas la situation dans ces Républiques pour analogue à celle des Baltes. Dans le même ordre d'idées, la question yougoslave doit à nouveau être examinée. Enfin les Douze entendent se pencher sur leurs relations économiques avec l'Union soviétique, avec les Républiques et avec les pays d'Europe centrale.

C. T.

Reconnaissance et déclarations d'intention. - Outre l'Islande, le Danemark et la Norvège, l'Argentine a reconnu dimanche 25 août l'indépendance des trois Etats baltes et décidé d'établir avec eux des relations diplomatiques. Un porte-parole du gouvernement japonais a déclaré que son pays était prêt à faire de même, ainsi que le chancelier autrichien et le ministre des affaires étrangères australien. La Hongrie a annoncé qu'elle « renforcera » ses représentations dans les trois Républiques et qu'elle soutient leurs efforts pour restaurer leur souveraineté. A Varsovie, le général Jaruzelski a mis en garde contre les risques du « nationalisme » dans les pays baltes et en Ukraine en soulignant qu'il faut « tout faire pour ne pas rendre plus difficile la situation de MM. Gorbatchev et Eltsine ».

### Révolution tranquille et incertaine en Moldavie

Après avoir interdit le Parti communiste, la Moldavie doit déclarer son indépendance, mardi 27 août, « premier pas vers la réunification avec la Roumanie » dont elle est séparée depuis quarante-sept ans. Un événement qui fait bondir la forte minorité russeophone.

KICHINEV (Moldavie soviétique)

de notre envoyé spécial

C'est une révolution pas comme les autres, même si, comme le dit un journaliste, elle colle à son poste de radio, « l'insurrection arrive ». Les rues, rues de Kichinev, la capitale de la Moldavie, ont rarement été aussi calmes. Car, outre la fatigue de deux nuits d'insomnie sur les barreaux pour résister aux « putschistes de Moscou », la double révolution, indépendante et anticomuniste, est l'une si naturelle, l'autre si incertaine, que l'excitation n'est pas de mise.

Point final à quarante-cinq ans d'oppression, la révolution anticomuniste est sans violence, mais méthodique, minutieuse. Début de la lutte pour l'indépendance, pour la réunification avec la Roumanie, la révolution indépendante doit être prudente car, après toutes ces années de séparation, de réification, de soviétisation, elle est une aventure, un saut dans l'inconnu qui peut aussi dégénérer à tout moment en affrontements entre la majorité des Moldaves roumanophones (65 %) et la forte minorité de russophones qui ne veut à aucun prix devenir roumaine, particulièrement dans la zone est de la Moldavie, dans la « République moldave socialiste soviétique du Dniestr ».

Après l'échec des putschistes, les autorités de Kichinev ont décidé d'arracher calmement, méthodiquement, ce qu'elles appellent « les racines du mal » : le Parti communiste. Dès vendredi, le Parti communiste moldave était interdit, ses

biens étaient nationalisés jusqu'à la dernière Lada, ses documents et archives saisis, ses « très fournis » comptes bancaires bloqués. Au nom de ses anciens crimes - « des centaines de milliers de déportations et de morts en Moldavie », explique le président du parlement moldave, Alexandru Moșanu - et à cause du dernier, le soutien direct ou indirect des putschistes de Moscou, « ils préparaient la corde pour nous pendre », ajoute M. Moșanu.

#### Une opération « hygiénique »

Après avoir fait proprement démissionner, vendredi, devant l'imposant comité central du Parti communiste de Kichinev aux portes préalablement scellées, les statues de Marx et d'Engels qui avaient été attaquées par une petite foule furieuse, les dirigeants moldaves régalent, dimanche 25 août, les derniers détails. Les rues, organisations, entreprises aux noms communistes vont être rebaptisées, les statues des prés du socialisme démontées, les gigantesques panneaux de propagande déjà un peu rouillés, enlevés. Une simple opération « hygiénique » pour un peuple assoiffé de liberté, explique le président du parlement moldave, Alexandru Moșanu, en se référant à la Roumanie en 1940 par les chars de Staline, condamné à écrire le roumain rebaptisé moldave, en alphabet cyrillique.

A part le problème de conscience de la toute nouvelle démocratie, inquiète de sa réputation à l'Onu, l'interdiction du Parti communiste semblait aller de soi. « Pour redresser quelque chose de tortu, il faut le tordre une deuxième fois », explique naivement le Front populaire moldave citant Gorki. « Lors du coup, le Parti communiste a montré qu'il ne pouvait être réformé en organisation démocratique. Les partis fascistes et nazis ont été interdits après la guerre », justifie le président du parlement moldave. Partout dans la République, les sièges du PC ont été fermés, sans aucune résistance, parfois par les membres

mêmes du Parti. En revanche, il a fallu attendre que l'Ukraine, la grande république voisine à l'est, commence à larguer les amarres pour que la Moldavie accède son mouvement vers l'indépendance déclenché par le putsch manqué. Dimanche, le président du Parlement annonçait une séance extraordinaire mardi avec un seul point à l'ordre du jour : l'indépendance. Les dirigeants moldaves avaient besoin de temps pour préparer leurs populations et reprendre le contrôle des deux Républiques séparées, du Dniestr (est, russophone) et de Gagauzie (sud, turcophone). Malgré l'arrestation du président et de quelques leaders communistes de la République du Dniestr, officiellement à cause de leur soutien au coup d'Etat, toute une partie du Dniestr - dont la capitale Tiraspol - échappait dimanche encore au contrôle de Kichinev.

Les autorités moldaves ont affirmé ne pas vouloir employer la force après la malheureuse expérience de novembre dernier, quand l'intervention des volontaires moldaves avait fait trois morts et renforcé le séparatisme des russophones. Au Parlement moldave, la majorité, qui a longtemps refusé d'examiner la question de l'indépendance, devait céder mardi à la pression des événements et à la « grande assemblée populaire », une manifestation « de tous les citoyens », associations, partis et comités, convoquée deux heures avant celle des députés pour proclamer l'indépendance. « Nous ne nous attendons pas à être reconnus par les Etats-Unis », expliquait-on au siège du gouvernement, mais « nous comptons sur le soutien de la Roumanie, nous espérons qu'elle nous reconnaitra ». Dimanche soir, Bucarest, premier et unique gouvernement de l'Est à avoir signé en avril un nouveau traité d'amitié avec une Union soviétique qui n'existe plus aujourd'hui, n'avait pas encore fait connaître sa position.

JEAN-BAPTISTE NAUDET





## EN UNION SOVIÉTIQUE

L'Ukraine et la Biélorussie quittent l'Union

# Le mouvement séparatiste s'étend à d'autres Républiques

A la suite des pays baltes, le mouvement séparatiste s'est étendu à d'autres Républiques soviétiques, dont deux - l'Ukraine et la Biélorussie - ont proclamé, samedi 24 et dimanche 25 août, leur indépendance.

o EN UKRAÏNE. Le Parlement ukrainien a adopté, samedi 24 août, une résolution proclamant l'indépendance de cette République, la deuxième de l'URSS - après la Russie - par sa population (plus de cinquante millions d'habitants), et prévoyant la création d'une armée nationale. L'acte d'indépendance « entrera en vigueur à partir de son adoption par un référendum » en Ukraine, précise la résolution. Ce référendum est prévu pour le 1<sup>er</sup> décembre prochain, soit le même jour que l'élection présidentielle ukrainienne.

346 députés ont voté pour la résolution sur un peu moins de 400 présents (les députés ukrainiens sont au nombre de 450), a indiqué l'agence non officielle soviétique Interfax. Dans cette résolution, le territoire de l'Ukraine est déclaré « indivisible ». « Les lois de l'Union [soviétique] cessent [en cas de succès du référendum] d'être en vigueur sur le territoire de la République », poursuit la résolution. Les députés ont également décidé que les entreprises soviétiques passeraient sous juridiction ukrainienne, a-t-on indiqué de source ukrainienne informée. Les députés ont en outre lancé un appel à l'ONU pour qu'elle devienne le garant de « la souveraineté étatique » de l'Ukraine, selon la même source.

Samedi matin, 20 000 manifestants s'étaient massés devant le Parlement ukrainien et avaient renversé les barrières en interdisant l'accès pour exiger la proclamation

de l'indépendance et la dissolution du Parti communiste d'Ukraine. Samedi également, le président ukrainien, M. Leonid Kravtchouk, a annoncé qu'il quittait la direction du Parti communiste ukrainien.

Les « touristes » soviétiques interdits

L'une des premières mesures de l'Ukraine indépendante sera de « couper des relations diplomatiques avec Israël », a, pour sa part, annoncé dimanche le ministre ukrainien de l'environnement, M. Youri Tchetcherbak, ajoutant : « Il y a des plans dans ce sens, et pas plus tard qu'il y en ait parlé avec le ministre des affaires étrangères » (ukrainien). Il a fait état de l'existence en Ukraine de « sentiments particuliers et chaleureux à l'égard d'Israël ».

Dès dimanche matin, le principal poste-frontière entre l'Ukraine

et la Pologne, à Medyka-Szegonia (Sud-Est), a été partiellement fermé par les autorités ukrainiennes, qui ont invoqué des « raisons sanitaires », a indiqué une source officielle polonaise. Ce poste-frontière est désormais fermé, dans le sens URSS-Pologne, aux « touristes » soviétiques, mais non aux étrangers, ni aux camions et aux autocars, a déclaré à l'AFP un officier des gardes-frontières à Varsovie, Zygmunt Kowalski. Officiellement, ce sont les autorités municipales de Lwow (Ukraine) qui ont demandé de limiter les passages pour des « raisons écologiques et sanitaires », des milliers de personnes devant attendre parfois plusieurs jours à la frontière. Samedi, 27 000 Soviétiques sont entrés par cinq postes-frontières en Pologne, essentiellement pour y faire du commerce, et autant sont ressortis. L'attente à Medyka-Szegonia durait quatorze heures pour les voitures, alors que plusieurs

jours de patiente étaient nécessaires à d'autres passages frontaliers.

o EN BIÉLORUSSIE. Après l'Ukraine, la Biélorussie a, à son tour, manifesté sa volonté de faire sécession. Le Parlement de Minsk a adopté, dimanche, une « loi sur l'indépendance d'Etat » de la Biélorussie proposée par le premier ministre, M. Viatcheslav Kebitch, a annoncé l'agence Tass. La République doit, par cette loi, obtenir son indépendance « économique et politique ». Le Parlement a adopté cette loi en dernière minute, lors de débats au cours desquels son président conservateur, M. Mikolaï Dementief, soixante ans, accusé d'avoir soutenu le coup d'Etat, a démissionné. Une commission d'enquête a été créée pour mener une investigation sur l'attitude des autorités de la République durant le putsch.

Le Parlement a également suspendu « temporairement » les ac-

tivités du Parti communiste de la République et interdit les structures du parti dans les organes de maintien de l'ordre, selon Tass. Les structures du Parti communiste et du Komsomol (Jeunes communistes) ont été interdites dans les administrations et les entreprises de la République lors de la même session parlementaire. Les commissions doivent maintenant mettre au point un mécanisme de transfert des biens du Parti communiste à la République, afin de le soumettre au Parlement lors de sa prochaine réunion.

o EN ARMÉNIE. Le présidium (direction) du Parlement a ordonné au comité central du Parti communiste local de « libérer » le bâtiment où il siège, a annoncé TASS. La décision a été prise samedi et l'immeuble devra être remis aux ministères des affaires étrangères et des relations économiques extérieures de cette République caucasienne. - (AFP, AP, Reuters)

## Ukraine : la marche vers la souveraineté

« Si nous perdons l'Ukraine, nous perdons la tête », disait Lénine. Et si les Républiques baltes ont paru donner beaucoup de fil à retordre au Kremlin ces deux dernières années, c'est en réalité l'Ukraine qui inquiète le plus les dirigeants soviétiques, dans leur hantise de voir l'Empire se désintégrer.

L'URSS pouvait rester l'URSS sans les Baltes, mais il en allait bien différemment de l'Ukraine, la plus peuplée et la plus riche des Républiques soviétiques après la Russie.

La situation de l'Ukraine était d'autant plus fragile que, telle qu'elle existait au sein de l'URSS, cette République a été créée en plusieurs étapes artificielles : la partie occidentale de l'Ukraine, constituée de territoires autrefois polonois mais peuplés d'Ukrainiens, autour de Lwow, a été rattachée à l'Ukraine soviétique en 1939-1940 après avoir été annexée par Moscou.

Accusé d'avoir collaboré avec les Nazis, l'Eglise catholique ukrainienne, qui regroupe l'essentiel de ses fidèles en Ukraine occidentale, fut incorporée de force dans l'Eglise orthodoxe par Staline en 1946. La République s'enrichit de l'Ukraine subcarpatique à la fin de la guerre, puis de la Crimée en

1954. Héritage de la guerre, l'Ukraine avait son siège aux Nations unies, mais tout cela n'était que façade et le sentiment national était maintenu bien enfoncé par la répression stalinienne.

L'agitation nationaliste en Ukraine revêtait d'abord des formes religieuses, avec l'activité de moins en moins clandestine des catholiques uniates. Tant que l'agitation se cantonnait à l'Ukraine occidentale, le Kremlin ne s'effrayait pas outre mesure, tablant sur la division avec l'Ukraine orientale, où réside l'essentiel de la communauté russe (21 % de la population de la République).

Mais les ennemis commencent à vouloir pour le pouvoir soviétique en 1989, avec la montée du Mouvement populaire ukrainien, le Roukh, qui tint son congrès fondateur à Kiev en septembre 1989. C'est là qu'on entendit ouvertement, pour la première fois en Ukraine, des appels à la transformation de l'URSS en une confédération de Républiques indépendantes, largement encouragés par quelques personnalités démocratiques comme le Polonais Adam Michnik, venu en voisin proclamer : « Vous Ukrainiens, et nous Polonais, connaissons

bien le visage du chauvinisme grand russe. Vive l'Ukraine libre et démocratique ! » On y entendit aussi des appels à la démission de celui qui tenait l'Ukraine d'une main de fer, Vladimir Tchitcherbitski, le très brejnévien patron communiste de la République. Il paraissait indéboulonnable et pourtant, deux semaines plus tard, fut accusé à la démission, après vingt-six ans de hauts et loyaux services au sein du Politburo soviétique.

M. Leonid Kravtchouk, avait senti le vent tourner plus tôt que ses camarades et assistait au congrès fondateur du Roukh. Il comprit très vite qu'il allait jouer la carte nationaliste et, tout en restant communiste, se hissa au rang de président du Parlement ukrainien, premier personnage de la République. En juillet 1990, l'Ukraine a son tour proclamé sa souveraineté et la primauté de ses lois sur celle de l'URSS, après des semaines de manifestations nationalistes massives.

Vis-à-vis de Moscou, M. Kravtchouk devint le chantre de l'autonomie, émettant les revendications les plus audacieuses au sein du groupe des « 9 + 1 » au printemps 1991. Un rapport de forces déficitaire au sein du Parlement ukrainien, où les conservateurs restaient puissants, lui fit toutefois commettre la semaine dernière l'erreur de sa carrière, en hésitant trop longtemps à appeler à la résistance aux putschistes. Les Ukrainiens, eux, en profitaient pour sauter le pas et le Parlement proclamait l'indépendance de la République, samedi 24 août.

S. K.

## Des atouts économiques

Une superficie de 600 000 kilomètres carrés, 51 millions d'habitants, de vastes et riches terres agricoles, l'Ukraine ne manque pas de points communs avec la France.

Par la taille, c'est le Kazakhstan qui est la seconde République de l'URSS, mais par le poids économique, c'est l'Ukraine qui l'emporte. 60 % de la production industrielle soviétique vient de Russie, 16 % environ de l'Ukraine. La Biélorussie ne contribue à la production industrielle du pays qu'à hauteur de 4 %. C'est dire que les douze autres Républiques non slaves ne contribuent que marginalement à la production nationale.

L'Ukraine, traditionnel grenier à blé de l'URSS, fournissait en 1988 18 % de la production agricole du pays, dont le quart des céréales, 44 % du tournesol et jusqu'à 52 % du sucre. En dépit de l'un des plus forts taux d'industrialisation de l'URSS, 20 % de la population active ukrainienne est encore employée dans l'agriculture. La part de l'Ukraine dans la production de matières premières est elle aussi importante. Malgré le déclin du bassin du Donetz, c'est de l'Ukraine que venait encore en 1989 24 % du charbon soviétique, ainsi que 46 % du minerai de fer. En revanche, la part de la République dans la production de gaz naturel et de pétrole, encore non négligeable dans les années 70, est devenue pratiquement nulle.

Si l'Ukraine accède véritablement à l'indépendance, son déficit énergétique sera, comme dans les pays d'Europe de l'Est, extrêmement lourd à financer. En revanche, se posera le problème des productions excédentaires et difficilement écoulables : l'Ukraine produit actuellement plus du tiers de l'acier brut, de plusieurs produits sidérurgiques, et des moteurs électriques. Lui sera-t-il plus facile de vendre ses excédents, dont la production atteint 35 % environ de celle de l'ensemble de l'URSS ?

La volonté indépendantiste de l'Ukraine s'est déjà manifestée à plusieurs reprises sur le terrain

économique. Les responsables du pays avaient commencé à nouer des liens économiques directs avec ses voisins polonois, hongrois et tchécoslovaques et lui connaîtrent leur volonté d'ériger des barrières douanières avec les autres Républiques, et même d'émettre leur propre monnaie (le Monde du 29 mai). Au cours de l'hiver dernier, la République avait limité ses livraisons de viande à la Russie. Fin juin, le projet de traité de l'Union avait été discuté au Parlement, et servi de prétexte à de d'importantes manifestations de nationalistes.

### Une autonomie forte

Selon les statistiques soviétiques analysées par le Fonds monétaire international (FMI), l'Ukraine fait partie, avec la Russie et le Kazakhstan, des Républiques les plus autonomes : son commerce avec les autres Républiques représente environ 40 % de sa valeur ajoutée, contre 18 % en Russie, mais plus de 60 % dans les pays baltes, en Arménie, et 70 % en Biélorussie. En outre, l'Ukraine serait l'une des seules Républiques dont le solde du commerce avec les autres serait à peu près équilibré, alors que le Kazakhstan enregistrerait un lourd déficit.

Parmi les Républiques qui ont déjà proclamé leur indépendance, ou sont sur le point de le faire, l'Ukraine est sans nul doute celle qui dispose du plus grand nombre d'atouts économiques. Sans elle, le traité de l'Union préparé par le Kremlin perd une grande partie de sa substance. Pour autant, les responsables de Kiev auront un long chemin à parcourir avant de moderniser les structures de leur économie et de réussir l'insertion de leur pays dans l'économie mondiale.

FRANÇOISE LAZARE

(1) Etude conjointe du FMI, de la Banque mondiale, de l'OCDE et de la BERD, publications de l'OCDE, 1991

**GÉOGRAPHIE UNIVERSELLE**  
SOUS LA DIRECTION DE ROGER BRUNET

**Nouveauté Septembre 1991 Amérique latine**

448 F TTC par ouvrage

Une Géographie Universelle en dix volumes, un monument qui ne réunit pas moins de cent chercheurs, et fera date dans la représentation et l'explication du monde en mouvement.

Vincent Tordieu, *Libération*

Avec Roger Brunet, la géographie sort de l'académisme des manuels pour entrer dans le débat intellectuel.

Yves Guermond, *Le Monde*

**HACHETTE / RECLUS**  
COMPAGNIE FINANCIÈRE DE CFC ET DE L'UNION EUROPÉENNE

POUR L'ACHAT DES 10 VOLUMES DE LA GÉOGRAPHIE UNIVERSELLE, VOTRE LIBRAIRE VOUS PROPOSE UNE SOUSCRIPTION AU PRIX DE 348 F T.T.C. PAR OUVRAGE.

Le Monde  
SCIENCES ET MÉDECINE

**SALPETRE. VOS MURS SONT DES BUVARDS.**

Le procédé Murprotec guérit définitivement votre maison de l'humidité grimpante. Plus de 30 ans d'expérience et de réussite sont la preuve de son efficacité.

**MURPROTEC EST GARANTI 30 ANS.**

Ce salpêtre tenace dont il était si difficile de venir à bout, ce salpêtre qui répand une odeur de mois et finit par abîmer votre maison. Murprotec protège la valeur de votre maison contre le fléau humidité. Murprotec ne nécessite

**UN PROCÉDÉ EXCLUSIF.**

1. Il constitue une solution d'assainissement définitive.
2. Il préserve la valeur de votre patrimoine des atteintes de l'humidité.
3. Il n'exige pas de travaux importants.

Murprotec couvre toute la France (bureaux à Paris, Arras, Rennes, Agen, Avignon, Morlaix, Nancy). Sur simple demande un spécialiste établira gratuitement un diagnostic et un devis.

Pour recevoir une documentation sur les différents procédés, sans engagement, envoyez ce bon à Murprotec.

40, rue de l'Ancre 78120 La Verrière. Tél. (1) 34 82 88 88.

Nom (en majuscules) \_\_\_\_\_

Adresse complète \_\_\_\_\_

Tél. \_\_\_\_\_

N° du département de la maison concernée par le problème d'humidité \_\_\_\_\_

**MURPROTEC** Paris, Londres, Bruxelles, Amsterdam, M.



## La mort de l'Union

L'un des gestes les plus pathétiques de M. Mikhaïl Gorbatchev, dans son désarroi d'après-putsch, aura été de décerner la distinction de « héros de l'Union soviétique », honneur suprême à ses yeux, aux trois jeunes gens morts sous les chars en résistant à la tentative de coup d'État. Hélas, nul n'en doute. Mais étaient-ils morts pour l'Union soviétique ?

M. Boris Eltsine, lui, ne s'y est pas trompé, qui a refusé cette même distinction, proposée à la fois par M. Gorbatchev et par le maire de Moscou, M. Gavrill Popov. Car l'Union soviétique n'est plus. La crise de la semaine dernière a eu raison de cet ensemble disparate et moribond, déjà mis à mal ces derniers mois par la montée des revendications des Républiques et les négociations sur le nouveau traité de l'Union, et qui ne tenait plus que par le ciment de la contrainte. Il y a une semaine, il y avait un pays, reconnaissant dimanche 25 août le président Gorbatchev lui-même, avant d'ajouter, perplexe : aujourd'hui, « l'URSS est tout à fait différente ».

Les trois Républiques baltes, l'Ukraine et la Biélorussie ont déclaré leur indépendance, la Moldavie devrait le faire mardi. La Géorgie et l'Arménie l'avaient déjà fait sous des formes diverses avant le putsch. Si ces déclarations sont réellement suivies d'effet, le vote du Parlement ukrainien, notamment, précise que sa proclamation d'indépendance devra être confirmée par

un référendum le 1<sup>er</sup> décembre — cela signifie que la majorité des Républiques (huit sur quinze) quittent l'Union. Restent donc la Russie et les Républiques musulmanes du Caucase (Azerbaïdjan) et d'Asie centrale (Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan, Kirghizie), ce qui, effectivement, n'a plus grand-chose à voir avec l'URSS qui tentait désespérément de sauver M. Gorbatchev.

La Lituanie, bien sûr, s'était déjà proclamée indépendante il y a plus d'un an, le 11 mars 1990. Mais cette proclamation, comme celle de la Géorgie, se heurtait aux moyens de coercition dont disposait l'Union, ou « le centre », comme l'on disait à Moscou jusqu'à ces derniers jours. A présent, les éléments fédérateurs s'écroulent les uns après les autres : la Constitution ne paraît plus qu'un morceau de papier, le FCUS est en voie de dissolution, l'armée et le KGB ne font plus peur. Les fameux OMON, ces commandos d'élite du ministère soviétique de l'intérieur qui semaient la terreur chez les Baltes, sont sur le chemin du départ : un accord sur leur statut de Lituanie est intervenu samedi avec le président Landsbergis, et son collègue letton, M. Anatolis Gorbunov, est en train de discuter à Moscou avec les nouveaux responsables de l'intérieur, du KGB et de la défense du « démantèlement des structures du pouvoir soviétique » en Lettonie. Le commandant des forces soviétiques dans les Républiques baltes, le général Fiodor Kouzmine, a été limogé

et remplacé. Enfin, l'Occident n'a plus intérêt à résister aux poussées indépendantistes, tout au moins à celles des Républiques les plus viables.

## L'armée nationale russe

L'un des tabous de l'Union, celui de la préservation de ses frontières, est lui aussi tombé, dimanche 25 août, lorsque la Lituanie a déclaré qu'elle reprendrait possession de ses frontières. Cette initiative n'a pas provoqué l'ombre d'une réaction à Moscou, alors que depuis des mois les OMON livraient une bataille sans merci contre les misérables postes installés sur les frontières lituanaises à l'intérieur de l'Union. L'armée soviétique est confrontée à de puissantes forces centrifuges depuis l'échec du putsch. L'une des premières réactions de M. Eltsine a été de réclamer la création d'une armée nationale russe, des mots qui avaient soulevé un tollé général il y a quelques mois et que le président russe avait été obligé de tempérer à l'époque. Ce week-end, après la Russie, l'Ukraine a pris le contrôle des forces armées soviétiques déployées sur son territoire.

Le « centre » s'est effondré, réduit, si la tendance actuelle se poursuit, au rôle de syndic de liquidation. De facto, donc, le traité de l'Union, dont la signature prévue à l'origine le 20 août, a été précipité le 20 août (le 20 août 2000), est caduc avant même d'avoir existé. Il était de toute

façon techniquement si imparfait qu'on voit mal comment il aurait pu être appliqué concrètement, mais aujourd'hui il est à repenser entièrement. M. Eltsine a déclaré dimanche à la télévision russe qu'il ne signerait pas tant que le Parlement ukrainien ne l'aurait pas approuvé, tandis que l'un de ses collaborateurs, le vice-ministre russe des affaires étrangères, M. Andreï Fedorov, affirmait à GYNN qu'il fallait éliminer du traité « toutes les parties consacrées au prétendu pouvoir central » ; le président ukrainien, de son côté, M. Leonid Kravtchouk, considère même, selon le *Financial Times*, que ce n'est plus la peine de discuter d'un quelconque traité de l'Union, tout au plus d'un *modus vivendi* économique.

## D'autres formules d'association

Il va en effet falloir trouver autre chose. Pour l'instant, la Russie occupe la vacance de pouvoir laissée au centre. M. Eltsine exerce un pouvoir quasiment incontrôlé et procède à des nominations fédérales, théoriquement hors de sa compétence de président de Russie. C'est le parquet de Russie, et non d'URSS, qui a fait procéder aux arrestations des putschistes. Mais une multitude de problèmes vont se poser rapidement à l'égard des relations entre Républiques ex-soviétiques, indépendantes ou non : le traitement des minorités russes dans toutes ces Républiques,

par exemple. Les Russes sont deux millions en Ukraine, presque plus nombreux que les Kazakhs au Kazakhstan, et constituent 40 % de la population de Lettonie. L'accord bilatéral russo-lituanien, signé en juillet par MM. Eltsine et Landsbergis, peut servir de précédent.

Il va aussi falloir se répartir la dette extérieure, les actifs, les ressources, les réserves d'or ou de devises. De toute évidence, toutes ces Républiques ne peuvent pas se quitter comme ça, du jour au lendemain, et vont devoir travailler à d'autres formules juridiques, d'association, de coopération économique, politique, diplomatique, ou de sécurité. Les mots grandes trouveront certainement un avantage à assurer en commun ne serait-ce que leur défense et leur politique extérieure. Une fois le pouvoir soviétique anéanti, l'Arménie et la Géorgie — qui sait ? — vont peut-être voir d'un autre oeil un traité les associant, en tant qu'États réellement souverains cette fois, aux autres Républiques ex-soviétiques. Quant aux Républiques musulmanes qui, bien que moins avancées politiquement et encore très dépendantes de la Russie, avaient elles aussi pris les devants en créant leur propre « marché commun » il y a deux semaines pour se protéger, du centre, elles devraient encore beaucoup de surprises : l'onde de choc du coup d'État, avec l'attitude ambiguë, voire opportuniste de leurs dirigeants, n'a pas fini de se faire sentir.

SYLVIE KAUFFMANN

## Des richesses inégalement réparties



	Superficie millions km <sup>2</sup>	Population millions	Richesse relative pour mille	Part dans la production agricole	Part dans la production industrielle	Part dans la production énergétique	Part dans la production minière	Revenu par tête en dollars nationaux
Russie	22 403	148	17,8	50,3	63,7	91	55	110
Ukraine	604	51,8	13	17,9	17,2	1	24	96
Biélorussie	208	10,2	11,8	5,1	4,2			102
Estonie	45	1,5	14,7	0,7	0,7			133
Lettonie	65	2,6	11,1	0,7	1,1			123
Lituanie	65	3,7	10,7	2	1,1			114
Moldavie	34	4,3	20,4	1,9	1,1			84
Géorgie	70	5,4	19,6	2,1	1,5			108
Arménie	30	3,3	20,4	0,7	1,2			86
Azerbaïdjan	87	7,1	26,2	2,3	1,7	2		71
Kazakhstan	2 717	16,7	25,9	6,4	2,5	4	19	93
Turkménistan	488	3,6	54,7	1,3	0,5	1		71
Ouzbékistan	447	20,3	37,7	5,5	2,4		1	62
Tadjikistan	143	5,2	43,2	1,3	0,6			54
Kirghizie	199	4,3	32,2	1,4	0,6		1	72

Chiffres 1989 (1988 pour les productions et le revenu). Source OCDE, FMI, Banque mondiale, *A Study of the Soviet Economy*.

## La CIA sur la sellette

Une nouvelle fois prise en défaut, l'agence de renseignement américaine n'avait pas vu venir le coup d'État en Union soviétique

Est-il utile d'entretenir à si grands frais une agence de renseignement comme la CIA, qui ne sait pas informer aux moments précis où ses services seraient le plus utiles ? Les démocrates ne sont pas les seuls à poser cette question avec d'autant plus d'insistance que l'énorme Central Intelligence Agency, avec ses quelque dix-huit mille employés et un budget annuel évalué à 3,5 milliards de dollars, vient de rater une nouvelle occasion de redorer son blason. Le président George Bush et son conseiller pour les affaires de sécurité nationale, M. Brent Scowcroft, ont honnêtement reconnu que le coup d'État en Union soviétique avait totalement pris leurs services par surprise.

Les spécialistes du renseignement avaient respectivement que deux fois avaient attiré leur attention dans les quarante-huit heures précédant le putsch : un exercice militaire inhabituel, qui s'est ensuite révélé être la répétition d'un contrôle de foule, et l'interruption soudaine de certains canaux de communication entre M. Mikhaïl Gorbatchev et Moscou.

« Personne n'a compris ce qui se passait ni sa faire le lien entre ces deux événements », a confié un responsable. Certains n'ont pas manqué de souligner qu'il s'agissait d'un complot pour un tel organisme, qui, depuis sa création en 1947, a eu pour principale mission de braver ses yeux et tendre ses oreilles vers l'Union soviétique, justification pre-

mière de l'augmentation presque constante de ses moyens. « Je peux vous dire », a déclaré M. Bush, qui fut le directeur de la CIA en 1976, qu'il est des choses impossibles à prévoir avec exactitude. D'autant, a ajouté M. Scowcroft, que les menaces de coup d'État à Moscou avaient été nombreuses au cours des derniers mois et que les hindes soviétiques ne sont sorties qu'après la prise du pouvoir par la junte, alors que c'est traditionnellement l'inverse — manœuvre habile, précisément destinée à ne pas alerter les services secrets américains ?

## Pari sur l'avenir du putsch

Ces derniers, prenant leur revanche, ont correctement analysé les informations ultérieurement recueillies, en « priant » sur les faibles chances de réussite du putsch, à moyen terme au moins, une douzaine d'heures après qu'il eut commencé. Le crédit en revient beaucoup plus aux services militaires qu'à la CIA : c'est l'Agence nationale de sécurité (National Security Agency), dépendant du département de la défense, qui a pu constater, grâce à ses écoutes électroniques, que des régions militaires suffisamment nombreuses ou importantes n'étaient pas prêtes à se rallier aux putschistes.

Les menaces irakiennes avaient aussi été nombreuses avant l'invasion du Koweït, dont la CIA avait, trois

jours à l'avance selon le journaliste Bob Woodward (1), annoncé « l'imminence », mais sans réussir à convaincre les responsables de la Maison Blanche que M. Saddam Hussein ne hâterait plus. Ce n'était pas la première fois que la CIA était prise en défaut. Il y eut, par exemple, la « surprise » de l'offensive du Têt de 1968 au Sud-Vietnam, celle de l'invasion de Chypre par la Turquie en 1974, les coups d'État de 1974 et 1975 au Portugal et, plus récemment, le printemps de Pékin ou la chute du mur de Berlin — qui n'avait pas davantage été « prévue » que sa construction vingt-huit ans plus tôt. Mal remise du scandale de l'Intelligence (2), la CIA a de plus en plus tendance à accumuler les ratages.

Et le général Norman Schwarzkopf en personne n'a pas hésité à jeter quelques grosses pierres dans le jardin du complexe de Langley, siège virginien de l'agence. « Discrédités ou contradiés, trop annotés et tempérés », a dit le général, en juin dernier. Les rapports de la CIA pendant la guerre du Golfe, surtout ceux basés sur des photos-satellites, étaient souvent « extrêmement inutilisables » sur le terrain. Les maux dont souffre la CIA sont connus : accoutumée depuis trop longtemps sur l'espionnage électronique au détriment du renseignement « humain », manque d'analyses qualifiées pour interpréter les données recueillies par cette parole « high tech », insuffisance d'agents poly-

glottes (on manquait d'arabesants pendant la crise du Golfe). L'ancien président Richard Nixon affirme vertement que le réseau d'espions de la CIA a été « éclaté » sous Jimmy Carter qui n'a en de cesse, après le scandale du Watergate, de contrôler et limiter les actions de la CIA, privée de huit cents postes. Ce réseau a été partiellement reconstitué sous la présidence de M. Ronald Reagan, avec quelques revers de taille, en URSS notamment, après le passage à l'Est de l'agent Edward Howard et la défection de son collègue Vitali Yurchenko, « retourné » à Moscou.

En novembre 1989, M. William Webster, successeur du défunt Casey, a clairement posé le problème : au temps de la guerre froide, a-t-il dit, « nous savions qu'étaient nos adversaires, leurs objectifs et leurs manières d'agir », tandis qu'aujourd'hui, les menaces sont plus nombreuses et plus diffusées dans un monde devenu plus dangereux parce que moins prévisible. Sous la direction de Gary Foster, chef de la direction planification de la CIA, un groupe de travail a été mis sur pied, en mars dernier, pour

réorienter les activités de l'agence, avec en tête les consignes — au moins officielles — du président Bush : « donner de l'information » et revenir ainsi à la mission première de l'agence sans s'écarter dans la « promotion de politiques » ou de sombres actions clandestines réussies ou ratées, avec on s'en souvient la bénédiction des présidents en place, ajoutant les détracteurs de l'agence.

## Une dissolution pure et simple ?

Au-delà de la CIA, c'est toute la « communauté du renseignement » américain qu'il faut réorganiser, dit M. David Baran, président de la commission sénatoriale chargée des services de renseignement. Il s'agit ainsi non seulement de mieux adapter le renseignement à un nouveau contexte mondial mais aussi de supprimer les nombreuses « redondances » entre les services civils et militaires, qui occasionnent des gaspillages de fonds devenus insupportables au moment où le budget de la défense est réduit d'un quart.

D'anciens, comme le sénateur démocrate Daniel Moynihan, vont jusqu'à réclamer la dissolution de la CIA, dont les responsabilités politiques et économiques seraient confiées au département d'État, le renseignement « pur » revenant au Pentagone. D'autres prônent une meilleure mise en commun des ressources, idée qui

suscite des réticences, compte tenu de la rivalité et de l'antipathie qu'entretiennent depuis longtemps agents civils et militaires.

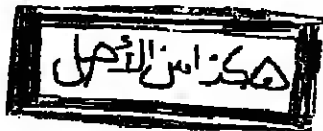
Le président Bush n'envisageait pas de tels grands bouleversements. Il a plutôt opté pour une certaine continuité en choisissant Robert Gates, l'actuel adjoint de M. Scowcroft, la long passé d'espion « professionnel », pour remplacer William Webster à la tête de la CIA. Avant de voir sa nomination confirmée, M. Gates, qui fut le numéro deux de la CIA entre 1986 et 1988 quand le scandale de l'Intelligence battait son plein, devra d'abord prouver à la mi-septembre devant les sénateurs qu'il n'a pas trépané dans cette affaire et qu'il n'a rien fait non plus pour empêcher — comme on l'en soupçonne — les activités louches de la BOCI, M. Gates a pour lui l'être un soviétologue d'un bon diplomate, parlant le russe. A la lumière des plus récents événements en URSS, il peut aussi se dire que son pessimisme, exprimé dès le début de la perestroïka, sur les chances de succès de M. Gorbatchev, milita en faveur de sa perspicacité et de son sens de l'analyse, qualités qui semblent parfois manquer à la CIA.

MARTINE JACOT

(1) Dans son plus récent livre, *The Commanders* (Simon and Schuster), qui sera prochainement publié en France. (2) Désormais au profit de la Central Intelligence Agency des fonds provenant des ventes secrètes d'armes à l'Iran.

Pékin : offen





## EN UNION SOVIÉTIQUE

### Les réactions dans le monde

Les pays d'Europe de l'Est ont été parmi les premiers à réagir à l'annonce de l'histoire en URSS, dont ils ne pouvaient pas ne pas noter une certaine similitude avec ce qui s'est passé chez eux depuis deux ans, en particulier en ce qui concerne l'effondrement des institutions communistes. C'est ainsi que M. Václav Havel a déclaré, dimanche 25 août, « se réjouir particulièrement du dernier pas » de M. Gorbatchev, qui avait démissionné la veille de son poste de secrétaire général du PCUS. Selon son porte-parole, le président tchécoslovaque « pensait depuis un certain temps » que « tôt ou tard Mikhaïl Gorbatchev devrait franchir ce pas ». Pour sa part, le ministre des affaires étrangères a déclaré que « les forces démocratiques en URSS sont plus fortes que nous ne le pensions ».

• A VARSOVIE, le quotidien *Rzeczpospolita* a titré « Révolution après le putsch ». « C'est ce jour-ci, écrit-il, que se décidera vraiment l'avenir de l'URSS ».

On sait que le retour à ce qui prévalait avant le putsch est impossible. Reste la question : jusqu'à quel point les réformes et quel sera le degré de leur radicalité ? Le *« Zycie Warszawy »* ajoute que « Gorbatchev n'a toujours pas compris que le communisme est une idéologie morte. Il croit toujours être son réformateur et non pas son liquidateur. Il ne comprend toujours pas que la seule possibilité de réformer le communisme, c'est de le liquider ».

Le général Jaruzelski considère que la démission de M. Gorbatchev de la direction du PCUS est « logique et naturelle », comme il l'avait fait lui-même il y a deux ans. Mais, « le plus important, d'un point de vue stratégique et historique, c'est que le PC cesse d'exister ». D'ailleurs « le communisme n'a jamais existé en URSS », et le communisme est une « idée utopique ». En revanche, « le socialisme réel se maintient encore longtemps, car la privatisation de cette économie est une tâche immense ». Pour les Soviétiques, « le plus

dramatique est déjà derrière eux, mais le plus difficile est devant eux », a conclu l'ancien président polonais, qui souhaite une « alliance durable » entre M. Gorbatchev et M. Eltsine, « homme fort et de caractère, et personnage exceptionnel ».

• A LONDRES, le premier ministre britannique a souligné dimanche qu'il serait « très mal avisé de faire une croix sur Mikhaïl Gorbatchev », qui « a encore un rôle important à jouer ». « Personne ne doit oublier son immense contribution » aux bouleversements en URSS. Toutefois, a ajouté M. John Major, « le communisme a toujours été fondé sur la tromperie. A présent, il meurt sous nos yeux. Je crois qu'il mourra sans qu'on le pleure ».

M. Major est par ailleurs favorable à une augmentation de l'aide à l'URSS, à condition que des réformes économiques et politiques profondes y soient appliquées. « Une quantité énorme d'aide et d'assistance est disponible (...) Mais l'URSS et les républiques doivent y mettre

de leur accélération des réformes et réduire leur budget militaire, qui représente encore 25 % des dépenses totales ». Le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, a ajouté : « Nous ne pouvons pas dire » ce que sera le nouveau système en URSS, mais il est « essentiel » que les pays occidentaux sachent « qui dirige la politique étrangère et de défense », et notamment qui sera en charge des armements nucléaires.

• A BONN, le chancelier allemand Helmut Kohl a demandé, dans une déclaration publiée par le *Bild am Sonntag*, aux pays occidentaux d'aider immédiatement l'URSS. « Si les Etats occidentaux sont intelligents, a-t-il dit, ils vont aider immédiatement l'URSS ». Il faut toutefois, a-t-il ajouté, que cette dernière crée les conditions nécessaires pour ces investissements. « Nous ne pouvons pas verser cet argent dans un trou sans fond ». L'échec du putsch a donné « une nouvelle chance historique » au mouvement d'aide

en faveur du « processus de démocratisation en cours en URSS. Nous ne pouvons pas laisser passer cette chance ».

• A TOKYO, le premier ministre Toshiki Kaifu a salué les bouleversements intervenus en URSS. Mais M. Kaifu a demandé au Kremlin d'affirmer clairement qui était responsable de la gestion et de la mise en œuvre du programme d'armement nucléaire soviétique. Le gouvernement nippon a décidé par ailleurs d'accroître son assistance technique à l'URSS après l'échec du putsch. Mais « c'est à l'URSS elle-même de décider » si cette assistance devra être accordée « à l'Union ou aux Républiques ». Toutefois, il n'est toujours pas question pour Tokyo de fournir une aide financière à l'URSS. Enfin, la démission de M. Gorbatchev de son poste de secrétaire général du PCUS a été bien accueillie par le chef de la diplomatie nipponne. — (AFP, Rester, AP, UPI)

### La France et l'Allemagne veulent accroître leur aide

Les principaux conseillers des chefs d'Etat des Sept pays les plus industrialisés (le G 7) — les « sherpas » — se réuniront jeudi 29 août à Londres pour examiner la question d'un accroissement des aides occidentales à l'économie soviétique. M. Major, le Premier ministre britannique, avait appelé à cette réunion à la fin de la semaine dernière.

Les conditions ayant changé par rapport au sommet de Londres de juillet au cours duquel les Sept avaient refusé à M. Gorbatchev, « invité », les sommes qu'il réclamait, tous les partenaires estiment aujourd'hui qu'un réexamen s'impose. Mais la situation politique de l'URSS n'étant pas sécurisée, ils divergent quant à l'urgence de l'aide et à sa forme. Les deux pays les plus favorables à une aide accrue sont, comme en juillet, l'Allemagne et la France. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne s'interrogent sur les conditions qui doivent encadrer cette aide, tandis que le Japon veut s'en tenir à des aides techniques.

En France, M. Guigou, ministre délégué aux affaires européennes, s'est prononcé dimanche 25 août sur *RMC* pour une augmentation de l'aide occidentale. Elle a rappelé que la France souhaite que l'URSS bénéficie d'un éventuel accès à des crédits des organismes internationaux comme le FMI, la Banque mondiale et la BERD. M. Dumas, ministre des affaires étrangères, interrogé sur *RTL* puis sur *Europe 1* a déclaré qu'il ne faut plus poser de conditions à l'aide : « Je ne partage pas le point de vue de certains de nos partenaires du monde occidental qui consiste à maintenir la conditionnalité de l'aide ».

Sur la question de la destination de l'aide (faut-il aider le centre ou bien chaque République ?), M. Dumas a été très ferme : « Il me semble que la France et ses partenaires occidentaux doivent aider avant tout à la mise en œuvre de réformes globales et non pas aider des républiques séparées ». A-t-il déclaré dans une interview à l'agence soviétique TASS. Il a toutefois estimé que le moment était

venu de lancer une coopération directe avec les républiques soviétiques en informant le gouvernement central et a proposé au président de Russie M. Boris Eltsine une aide française pour la création d'une structure administrative dans sa république.

En Allemagne, les députés chrétiens démocrates de la CDU proposent un relèvement d'un point de la TVA dans toute la CEE pour financer des aides à l'Union soviétique. Le SPD s'oppose à cette mesure. La TVA devant déjà passer de 14 à 15 % en Allemagne pour financer l'unification, le gouvernement ne l'a pas reprise à son compte. Pourtant, le chancelier, M. Kohl, multiplie les appels en faveur d'une aide accrue. Il estime que l'échec du putsch contre M. Gorbatchev donne « une nouvelle chance historique » au mouvement d'aide en faveur du « processus de démocratisation en cours en URSS ». M. Kohl a exprimé l'espoir que « le congrès américain, le parlement japonais, ou celui d'un pays européen » vienne à la conclusion suivante : « c'est maintenant qu'il faut aider l'URSS, et non plus attendre d'autres développements de la situation ».

En Grande-Bretagne, le secrétaire au Foreign Office, M. Hurd, a proposé que l'URSS devienne membre à part entière du FMI et de la Banque mondiale et non plus seulement membre « associé » comme décidé en juillet. Mais M. Major a estimé « décevant » dans une interview dimanche à l'agence Press Association, que l'URSS « accélère les réformes politiques et économiques » et notamment « réduise la proportion de ses dépenses militaires ».

Aux Etats-Unis, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Fitzwater a indiqué que le gouvernement américain n'avait pas encore adopté de « conclusions » et qu'il continuait d'avoir « beaucoup de discussions à ce propos ».

Au Japon, le gouvernement a décidé d'accroître son assistance technique à l'URSS, mais continuera à s'opposer à toute aide financière à ce pays.

Les Etats-Unis, après avoir adopté une position en pointe vis-à-vis de M. Eltsine, se cantonnent dans l'attente, comme pris de court par la rapidité des événements : pas de reconnaissance unilatérale, comme l'ont fait plusieurs pays européens, de l'indépendance des pays baltes avant que cette question n'ait été étudiée par le Soviet suprême, et pas d'aide, autre qu'alimentaire d'urgence, à Moscou avant l'élaboration de grandes réformes économiques.

WASHINGTON

de notre correspondant

Cela va trop vite. L'ampleur et le rythme des événements ne cessent de surprendre, et les autorités américaines ont paru ce week-end avoir du mal à suivre la fin accélérée du communisme soviétique et la désintégration de l'URSS.

Somme d'interrompre sa partie de golf dominicale et de commenter les derniers épisodes de la révolution en cours à Moscou, le président Bush a montré quelque réticence. Il a évoqué la rapidité des événements et a fait valoir que ce qu'il dirait au « vrai numéro neuf » pourrait être complètement dépassé au « vrai numéro onze ». Après avoir été à la pointe au moment même du coup d'Etat, notamment dans leur soutien à M. Boris Eltsine, les Etats-Unis semblent, cette fois, marquer le pas derrière leurs alliés européens sur la question de l'aide à apporter à l'URSS ou sur celle de la reconnaissance de l'indépendance des pays baltes. On pouvait discerner comme un moment d'hésitation, à Washington, devant les conséquences phénoménales qu'allait avoir l'effondrement de l'empire communiste soviétique.

Ce n'est pas seulement l'énormité de l'événement qui saisis, c'est aussi la vitesse. Ce concentré d'histoire en une si petite semaine, où, après tout, les seuls ouvrages auxquels on s'attendait ici, comme tous les mois d'août, ne devaient être qu'atmosphériques. M. George Kennan, le

doyen des soviétologues américains et le diplomate qui avait défini la stratégie de l'« endiguement » au début de la guerre froide, disait que « même la révolution de 1917 n'eut pas l'ampleur » de ce qui se passe aujourd'hui. Il évoquait « le moment le plus chargé d'histoire » de l'histoire d'un peuple russe qui, jusqu'à présent, n'avait connu que des systèmes de gouvernement dictatoriaux.

#### Un profil relativement discret

Adoptant un profil relativement discret, M. Bush se félicitait que M. Mikhaïl Gorbatchev, président soviétique, ait décidé de « lâcher » le Parti communiste. « C'est un nouveau pas dans la direction des réformes », a dit le président américain. Son secrétaire d'Etat, M. James Baker, interrogé par la chaîne ABC, a répété la position de Washington : pas d'aide supplémentaire sans programme préalable de réforme des structures de l'économie soviétique. Les Etats-Unis seront prêts à aller de l'avant, a expliqué M. Baker, « lorsqu'il y aura en URSS un programme de réformes concrètes, un plan spécifique », lequel devra notamment permettre à d'éventuels investisseurs occidentaux de savoir où se trouve « le vrai pouvoir économique » dans ce pays.

Le week-end a été marqué par la volonté des nouvelles équipes d'obtenir leur indépendance, et, à ce chapitre, les Etats-Unis paraissent plus réservés que leurs alliés européens. C'est notamment le cas à l'heure où l'Allemagne, les pays scandinaves et la France se disent prêts à reconnaître l'indépendance

des pays baltes. Le secrétaire à la défense, M. Dick Cheney, avait beau dire que la reconnaissance de l'indépendance de la Lituanie, de la Lettonie et de l'Estonie de la part des Etats-Unis n'était « qu'une question de temps et qu'une formalité », on sentait quelque réticence à Washington. Il y a la peur qu'un tel geste ne suscite une situation plus chaotique encore en favorisant une multitude de revendications indépendantistes en URSS.

Le dossier est sensible aux Etats-Unis, où réside une importante minorité balte, dont certains éléments ont manifesté, dimanche 25 août, devant la résidence de vacances de M. Bush, dans le Maine, Historiquement, les Etats-Unis n'ont jamais accepté l'intégration de force des pays baltes dans l'ensemble soviétique. Pour autant, ils n'ont pas toujours été très enclins à l'indépendance de ces pays. Les Etats-Unis ont ainsi adressé un message à M. Gorbatchev pour l'inciter à accorder l'indépendance aux pays baltes, décision qui pourrait être acquise cette semaine.

#### Aide alimentaire d'urgence assurée

La même réticence était observée au sujet d'un accroissement éventuel de l'aide des Occidentaux à l'URSS. Le secrétaire d'Etat, M. James Baker, interrogé par la chaîne ABC, a répété la position de Washington : pas d'aide supplémentaire sans programme préalable de réforme des structures de l'économie soviétique. Les Etats-Unis seront prêts à aller de l'avant, a expliqué M. Baker, « lorsqu'il y aura en URSS un programme de réformes concrètes, un plan spécifique », lequel devra notamment permettre à d'éventuels investisseurs occidentaux de savoir où se trouve « le vrai pouvoir économique » dans ce pays.

En revanche, tous les respon-

sables officiels assurent qu'il y aura une aide alimentaire d'urgence — directement acheminée aux Républiques — si elle devait s'avérer nécessaire cet hiver. Les Américains n'ignorent pas que « la bataille des rayons d'alimentation » sera décisive ; ils savent que les démocrates soviétiques ont peu de temps pour faire leurs preuves auprès de la majorité de la population. Les basistations de l'administration Bush sur cette question de l'aide sont quelque peu critiquées. L'éditorial du *New York Times* — symboliquement intitulé « Après la joie, l'hiver » — appelle à la mise en place d'un « généreux programme » d'assistance à la transformation de l'économie soviétique. Interrogé par le *Washington Post*, M. George Shultz, ancien secrétaire d'Etat mais aussi professeur d'économie, appelle, lui, à la négociation d'un « nouveau *Bratton Woods* » pour mettre en place les mécanismes financiers internationaux devant permettre à l'URSS d'aller vers l'économie de marché.

La redéfinition des relations militaires entre l'URSS et les Etats-Unis ne sera pas la moins importante des révisions à venir. Pour l'heure, la encore, c'est la prudence qui domine. Le secrétaire à la défense, M. Cheney, a reconnu qu'un homme comme M. Boris Eltsine allait certainement demander des coupes dans le budget militaire soviétique. Pour autant, M. Cheney s'est refusé à promettre des coupes correspondantes dans les dépenses militaires américaines : en pourcentage du PNB, ces dépenses, a-t-il dit, sont déjà assez basses qu'elles l'étaient avant Pearl-Harbor.

Le suicide du maréchal Akhromov était largement commenté. Si l'homme était un communiste dévoué, on reconnaît aussi à Washington qu'il fut un des artisans des négociations sur le désarmement entre les deux Grands, et on salue sa contribution dans ce domaine. Démissions, suicides, limogeages : c'est toute une partie de la hiérarchie militaire soviétique qui se trouve atteinte, c'est-à-dire, le encore, un des pouvoirs avec lequel les Etats-Unis avaient appris à traiter.

ALAIN FRACHON

## Pékin : offensive des conservateurs

Le chef de l'Etat chinois, M. Yang Shangkun, a entamé, lundi 26 août, une visite officielle en Mongolie, pays que Pékin veut encore de considérer comme pouvant être ramené dans l'orbite communiste asiatique en dépit de ses réformes démocratiques en cours. A son départ de la capitale chinoise, il s'est refusé, comme le premier ministre M. Li Peng, venu le saluer, à commenter la situation en URSS, dont les médias ont enfin commencé à rendre compte.

PÉKIN

de notre correspondant

La presse chinoise a commencé, à la fin de la semaine dernière, à donner une image plus complète de l'évolution de la situation en URSS, en annonçant en particulier la démission de M. Gorbatchev de son poste de secrétaire général du Parti communiste, les diverses mesures scellant le sort du PCUS à travers le pays, et les déclarations d'indépendance des Républiques.

Les journaux de Pékin ne sont pas

allés jusqu'à fournir une analyse de la situation, mais la télévision, à pour la première fois dimanche soir, diffusé des images provenant de Moscou et illustrant l'émotion — redoublée à Pékin — de M. Boris Eltsine face à M. Gorbatchev. Lundi, l'agence Chine nouvelle faisait état de la déclaration du secrétaire du PCUS qualifiant de « complot odieux d'extrémistes » cette même tentative de putsch dont Pékin s'était secrètement réjoui.

Selon des informations parvenues à Hongkong, une réunion du bureau politique, élargie à quelques hauts dignitaires censés être à la retraite, s'est tenue à la fin de la semaine dernière pour arrêter une stratégie à la suite de l'échec du coup d'Etat conservateur de Moscou. M. Deng Xiaoping y aurait fait face à une offensive en règle de l'aile conservatrice, qui exige un durcissement idéologique.

L'offensive est devenue publique au cours du week-end, avec des déclarations particulièrement élogieuses du vice-président de la République, M. Wang Zhen, à la gloire du marxisme-léninisme. M. Wang, qui se trouvait en tournée d'inspection dans le Xinjiang, dans l'extrême ouest du pays, lorsqu'est survenu le putsch, a souligné à son retour qu'il était impératif de « défendre résolument le régime socialiste ».

Certains ont dit que le marxisme

est périmé. C'est complètement faux. Le marxisme-léninisme et la pensée Mao Zedong sont la garantie de la victoire de la révolution et de l'édification du socialisme dans notre pays », a-t-il souligné dans ces déclarations qui s'élevaient, lundi, à la « cime » du *Quotidien du peuple* comme une réponse indirecte mais ferme aux événements de Moscou.

#### « Le marxisme n'est pas périmé »

Le vieux dirigeant a justé bon de « leur » qu'il avait la *« Marjette com »*. « Je salue cent fois, une remarque que ne se voulait emprunter d'aucune ironie, dans son esprit. Evoquer la question éditoriale, il a souligné que, de son point de vue, M. Li Peng est « un dirigeant marxiste résolu ». Autant pour M. Deng, qui passait pour vouloir, ces derniers semaines, se débarrasser d'un chef du gouvernement « notoirement impopulaire » — ce relancer son programme d'ouverture de la Chine sur le monde extérieur.

Pour la vieille génération communiste, au sein de laquelle M. Deng ne jouit plus de la prééminence absolue dont il disposait jadis, la dislocation de l'URSS a pour conséquence qu'un spectre, comme disait Marx, hante désormais l'Asie communiste (Chine, Vietnam et Corée du Nord) :

l'évolution pacifique » vers des régimes « bourgeois ». Dans un premier temps, on pense assister à un nouveau raisonnement politique à Pékin, où la vieille garde et ses bérats vont tenter de faire de la Chine le rempart des idéaux marxistes. Mais il ne faut guère de doute que les milieux libéraux vont tenter, eux aussi, d'exploiter la situation, ne serait-ce qu'en cherchant à imposer une relance économique, seul moyen de préserver provisoirement le pouvoir d'une crise alimentée par l'effondrement des grandes certitudes idéologiques qui fondent la République populaire.

Ces événements peuvent aussi avoir pour effet d'illustrer auprès des jeunes générations d'appareilleurs chinois la problématique influence des gerontes sur les institutions. Y aura-t-il, à sa façon, M. Deng, en laissant entendre, voire quelques mois, qu'il considérait que l'URSS pouvait effectivement être ramené dans le droit chemin du marxisme (le *Maoïsme* du 25 août). La démonstration contraire est faite, et, du même coup, celle du décalage entre les vieilles lubies idéologiques et les réalités modernes. L'échec personnel est amer pour M. Deng, qui s'est toujours refusé à accepter les implications politiques de son pragmatisme en matière d'économie.

FRANCIS DERON

Selon un journal proche du PC chinois

### Des « réformes excessives » à l'origine de la « tragédie »

La « tragédie » en URSS a été causée par des « réformes excessives ». C'est ainsi qu'il réagit le quotidien officiel communiste chinois de Hongkong *Wen Wei Po* la mardi 20 août, soit au lendemain du putsch manqué de Moscou. Cette réaction, la seule vraiment explicite et publique du régime communiste chinois, est loin de la ligne diplomatique. Elle met les pieds dans le plat en paraissant se réjouir d'une situation qui ne faisait qu'ajouter de l'eau au moulin des conservateurs de Pékin. Et qui montrait au même temps leur coura vue.

« Quels que soient les mérites et les défauts de Gorbatchev, il apparaît que l'histoire a à nouveau montré que si les réformes vont trop vite (...) ce sera la tragédie », écrit le journal. La ligne

pro-occidentale et libérale de Gorbatchev a stimulé les changements drastiques en Europe de l'Est et la relaxation des relations internationales. Son départ du pouvoir fait naturellement penser que la situation en Europe de l'Est et dans le monde pourrait à nouveau changer, sans doute en faveur d'un renouveau du communisme.

« Il est donc normal (qu'en URSS) la nouvelle direction adopte une ligne conservatrice », en particulier en ralentissant la marche vers l'économie de marché. Et le journal de conclure que les événements en URSS « représentent un échec diplomatique majeur pour les Etats-Unis ». Vingt-quatre heures après, la putsch échoué...

P. de B.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde SCIENCES ET MÉDECINE



# LES BOULEVERSEMENTS EN UNION SOVIÉTIQUE

Les répercussions sur les partis communistes occidentaux

## M. Marchais défend « les objectifs du socialisme »

La rupture de M. Gorbatchev avec le Parti communiste d'URSS et le démantèlement de ce dernier en Russie et dans plusieurs autres Républiques soviétiques provoquent des réactions contradictoires parmi les communistes français.

M. Marchais et ses fidèles insistent sur la pérennité de l'idéal communiste, au-delà du rejet du système ancien, étatique et bureaucratique qui avait cours en Union soviétique.

Dans une interview au *Journal du dimanche* daté du 25 août, recueillie avant que M. Gorbatchev annonce sa démission de son poste de secrétaire général du Parti communiste d'Union soviétique, M. Georges

Marchais, secrétaire général du PCF, déclare : « Boris Eltsine a joué un rôle positif, qu'il faut saluer, dans l'échec du coup d'Etat. Cela dit, sur l'échiquier politique français, il serait classé à droite. Michail Gorbatchev, lui, a dit qu'il n'était pas une girouette » et qu'il restait communiste. Je ne vous étonnerai pas en vous disant que c'est de lui que je me sens le plus proche.

« S'entendront-ils ? Je souhaite pour ma part que tout le monde contribue à ce que les peuples soviétiques se rassemblent pour trouver des solutions démocratiques, humaines, modernes aux problèmes aux

quels ils sont confrontés (...) Durant notre siècle, à côté de bonnes choses, on aura fait beaucoup de mauvaises choses au nom du « communisme ». Mais cela ne condamne pas pour autant les objectifs du socialisme, du communisme (...) Les événements d'Union soviétique nous font beaucoup réfléchir, mais ils ne peuvent en rien nous détourner de notre engagement ».

En revanche, les opposants à M. Marchais estiment que l'effondrement du « modèle » trappe de plein fouet le PCF et que celui-ci doit en tirer les conséquences. M. Marcel Rigout appelle ouvertement à « déboulonner » M. Marchais.

## M. Rigout veut « déboulonner » le secrétaire général

M. Marcel Rigout, ancien ministre communiste, ancien membre du comité central qu'il a quitté en 1987, affirme dans un entretien au *Parisien libéré* du lundi 26 août, qu'il faut « déboulonner » M. Georges Marchais de son poste de secrétaire général.

« Faut-il déboulonner Georges Marchais ? », lui demande l'auteur de l'interview. M. Rigout répond : « Sans aucune hésitation. Si j'étais encore membre du comité central, je voterais sa démission. Mais ce n'est pas uniquement un problème de personne, c'est la façon dont est dirigé ce parti qui est inadaptable.

Collectivement, la direction est responsable ».

Proche de M. Fitterman, M. Rigout ajoute : « La nouvelle situation peut, peut-être, avoir des répercussions et faciliter un rassemblement de toutes les forces progressistes dans le souci de combler un vide politique à gauche mais un vide politique à gauche n'est pas la solution. C'est un processus de longue haleine, et nous ne voulons pas créer un entêtement groupés. J'espère que de nombreux communistes - car je suis un vrai communiste - sauront comprendre que le parti doit retrouver une nouvelle jeunesse ».

## Le PCF dépossédé de son mythe

par Patrick Jarreau

EN décembre 1920, le Parti communiste, section française de l'Internationale communiste, naissait de l'enthousiasme suscité par la révolution bolchévique parmi les militants du Parti socialiste d'alors. Soixante-dix ans et quelques mois plus tard, l'effondrement du PC soviétique et la dislocation de ce qui fut, pour plusieurs générations de communistes, la « patrie du socialisme », provoque au sein du PCF une espèce de stupeur, révélatrice des illusions dans lesquelles la direction de ce parti a réussi à entretenir la plupart des cadres et des militants qui lui restent, et à entretenir, sans doute, elle-même.

Déjà, la chute du mur de Berlin, il y a deux ans, et la démocratisation dans les ex-pays satellites de l'Union soviétique, les communistes étaient, certes, conscients qu'une nouvelle période historique s'était ouverte. Ils ne s'en réjouissaient pas : le sondage fait par la SFRES pour *Le Monde* auprès des délégués au vingt-septième congrès du PCF, en décembre dernier, montrait que 40 % d'entre eux considèrent l'évolution des pays de l'Est comme « une mauvaise chose », 29 % étant d'un avis contraire et 31 % préférant ne pas répondre à la question. 57 % de ces mêmes délégués se rassuraient en pensant que l'Union soviétique, elle, était toujours socialiste et le resterait (le *Monde* du 3 janvier dernier).

Le raisonnement de la direction et de ses partisans était que l'échec du communisme, dans les pays où il avait été imposé par l'armée rouge au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, était la conséquence de l'incapacité des équipes dirigeantes à réaliser une synthèse entre les caractéristiques nationales de chacun de ces pays et le « modèle » soviétique d'organisation de la société. La pression de l'impérialisme américain était tenue pour principale responsable des contraintes imposées à ces pays par le « grand frère » de Moscou pour y faire face. Ces contraintes avaient elles-mêmes suscité - en Yougoslavie, en Roumanie, en Albanie - des résistances nationales, généralisées, à leur tour, de déviations plus ou moins condamnables, dont la cause première était toujours située par les communistes français à l'Ouest, dans la lutte de tous les instants menée par le « capitalisme » contre les « peuples ».

A l'inverse, la solidité du communisme dans ce petit pays, l'Union soviétique, ne devait pas faire de doute aux yeux des dirigeants du PCF et de ceux qui les suivaient. Fidèles, sans toujours le

savoir, à la doctrine du socialisme dans un seul pays, que Staline avait imposée à l'Internationale communiste dans les années 20, les communistes français croyaient à une identité parfaite entre le socialisme national et le système né de la révolution de 1917, qui avait fait passer la Russie d'un régime féodal au socialisme, sans la phase intermédiaire d'une révolution bourgeoise.

Ils se flattaient, depuis 1976, d'avoir enfin admis la réalité des crimes de Staline et la persistance, sous le règne de Brejnev, d'une « méconnaissance » de la démocratie démocratique du socialisme, mais leur analyse de ces travers ne les conduisit pas à mettre en cause les fondements mêmes du système. Le communisme était, pour eux, de toute éternité légitime en Union soviétique, ce qui explique que le bureau politique du PCF, le 19 août, ait jugé « inacceptable » les « conditions d'élection de M. Michail Gorbatchev de ses responsabilités », mais n'ait pas condamné le principe d'une révision en main par l'assemblée du PC soviétique ni estimé qu'il s'agissait là d'un coup d'Etat.

Un courant politique endogène, loin de la doctrine des Montagnards de 1793 et incarné, au long du dix-neuvième siècle, par les tendances anarchistes ou... putoisistes (Auguste Blanqui) mouvement ouvrier, pour aboutir à l'anarcho-sindicalisme (dont les fidèles condamnent, d'ailleurs, le léninisme) du début du siècle.

Les synthèses que Maurice Thorez avait tenté de faire entre ces deux dimensions du communisme français ont été brisées par lui-même, lorsqu'il avait approuvé le pacte germano-soviétique, en 1939, ou purgé le parti de ses principaux cadres issus de la Résistance, dans les années 40 et 50, puis liquidé les partisans de la désalinisation au tout début des années 60.

Bénéficiaires, à l'époque, de cette dernière purge, des hommes comme MM. Georges Marchais et Roland Leroy se sont montrés, à la différence de leurs homologues italiens, incapables de faire prévaloir l'enracinement national de leur parti sur sa référence extérieure, comme de la guerre à son aveuglement sur le réel du communisme à la mode soviétique.

Aujourd'hui, MM. Marchais et Leroy ne peuvent faire autrement que de tout miser, en catastrophe, sur le discours de circonstance, au détriment des certitudes tentées qui sous-tendaient la déclaration du 19 août et qui s'effondrent. « Je comprends », déclare le secrétaire général dans le *Journal du dimanche*, que beaucoup de gens assimilent le « communisme » et le « coup de force de l'armée ». (...) Cette indifférence est très injuste (...). Mais, en même temps, il faut le reconnaître, [elle] ne repose pas sur rien. En ce sens que ces communistes, qui ont voulu inverser le cours de l'histoire, sont le produit d'un système qui a été mis en place, oui, par un parti communiste, celui d'Union soviétique, du temps de Staline. Quant au directeur de l'*Humanité*, il abandonne aux communistes soviétiques le charge de « décider ce qu'ils feront de leur parti, qui n'a su changer ni ses conceptions ni ses méthodes ».

Si l'offensive des opposants devait aboutir à une nouvelle confirmation de M. Marchais dans ses fonctions, au prix des habituelles manœuvres d'appareil et d'évitement de fait, le question se poserait pour le PS de savoir si son rôle, bien que minoritaire, est toujours fréquentable et si les socialistes doivent, une fois encore, préférer, par réalisme, entendre avec la direction du parti plutôt que de soutenir ses dissidents.

M. Pierre Mauroy, qui, en mai dernier, rencontrait M. Marchais pour échanger avec lui les conditions d'une éventuelle entente parlementaire et électorale, va devoir sérieusement s'interroger sur la balance des avantages et des inconvénients que cette démarche présente pour les socialistes.

Si l'offensive des opposants devait aboutir à une nouvelle confirmation de M. Marchais dans ses fonctions, au prix des habituelles manœuvres d'appareil et d'évitement de fait, le question se poserait pour le PS de savoir si son rôle, bien que minoritaire, est toujours fréquentable et si les socialistes doivent, une fois encore, préférer, par réalisme, entendre avec la direction du parti plutôt que de soutenir ses dissidents.

M. Pierre Mauroy, qui, en mai dernier, rencontrait M. Marchais pour échanger avec lui les conditions d'une éventuelle entente parlementaire et électorale, va devoir sérieusement s'interroger sur la balance des avantages et des inconvénients que cette démarche présente pour les socialistes.

Si l'offensive des opposants devait aboutir à une nouvelle confirmation de M. Marchais dans ses fonctions, au prix des habituelles manœuvres d'appareil et d'évitement de fait, le question se poserait pour le PS de savoir si son rôle, bien que minoritaire, est toujours fréquentable et si les socialistes doivent, une fois encore, préférer, par réalisme, entendre avec la direction du parti plutôt que de soutenir ses dissidents.

### Concessionnaire français

Les communistes français oscillent, en fait, entre un discours imposé par les circonstances et une conviction réelle. D'un côté, les nouvelles reçues depuis vingt ans et plus de l'Est et, particulièrement, d'Union soviétique les obligent à établir une distinction entre leur idéal du socialisme, baptisé « socialisme aux couleurs de la France », et le « socialisme réel », dont le « bilan » est « globalement positif », mais qui n'est pas exempt de critiques. D'un autre côté, leur profession de foi, jusqu'à présent immuable, avait pour article premier l'existence d'un « camp du socialisme », dont Moscou était le « noyau », et que chaque communiste se devait de défendre contre les attaques de l'adversaire. Le temps n'est pas si lointain où le PCF, selon les analyses de M. Annie Kriegel, se considérait - avec ses organisations « de masses », ses municipalités, sa Fête de l'Humanité - comme un fragment de démocratie populaire avancé en territoire ennemi.

L'histoire du PCF est jalonnée de moments où il a dû choisir entre ce statut de concessionnaire français de ce qui avait été le « grand frère » de l'Est, magnifié encore par le sacrifice de vingt millions de Soviétiques dans la guerre contre l'Allemagne, et celui d'héritier et de continuateur

processus antidémocratique » qui crée des « perspectives sombres » pour l'Union soviétique.

Le Nouveau Parti communiste britannique (NPC), qui ne regroupe que quelques centaines d'adhérents contre sept mille pour l'autre parti communiste britannique, qui s'est transformé il y a quelques mois en Gauche démocratique, affirme, lundi 25 août, selon l'édition de son organe de presse, le *Morning Star*, que « la chasse aux sorcières anti-communistes qui bat son plein en ce moment sert à consolider la position des radicaux de droite et des séparatistes » et que s'attaquer au Parti communiste soviétique ouvre « la voie à une dictature arbitraire ».

Le Parti communiste grec (KKE) est encore plus violent. Il avait coïncidé le coup d'Etat comme « une démarche positive vers la revitalisation du socia-

lisme » et son secrétaire général, M. Aleka Papariga, avait justifié, mardi dernier, le renversement « inévitable » de M. Gorbatchev. Dimanche 25 août, elle a ajouté : « Les forces réactionnaires, antisocialistes, proches des forces capitalistes de l'étranger désirent la dissolution du PCUS, seule puissance politique qui leur résiste et qui lutte pour le socialisme ». Ces prises de position ont été vivement critiquées par des communistes réformateurs qui ont quitté ce parti il y a deux mois et par les journalistes de Rizospastis, organe du KKE, qui ont demandé la démission du comité central. Le rédacteur en chef de ce journal a été licencié et soixante et un autres journalistes ont été menacés de l'être.

En revanche, les communistes italiens, dont le processus de rupture avec le Parti communiste

d'Union soviétique s'est achevé en 1981, après l'invasion de l'Afghanistan et les événements de Pologne, insistent sur les aspects positifs de l'action menée par M. Gorbatchev. M. Achille Occhetto, secrétaire général du Parti démocratique de la gauche (PDS, ex-PCI), estime que l'appel à la dissolution du comité central du PCUS lancé samedi par M. Gorbatchev est une « décision juste », car le Parti communiste soviétique était « un mort à enterrer ». « Désormais, le problème est de trouver un espace pour une nouvelle formation socialiste et démocratique », ajoute M. Occhetto dans une interview au *Corriere della sera*. L'éditorial publié, dimanche 25 août, par l'*Unità*, organe du PDS, souligne que M. Gorbatchev « a libéré l'Etat soviétique de l'oppression de la vieille structure bureaucratique du parti ». (AFP, Reuter.)

M. Le Pors : le PCF est « une souche qui caractérise une certaine décomposition ». - M. Anicet Le Pors, ancien ministre, a déclaré, dimanche 25 août, à TF1 : « Pour que des choses vivent, il faut qu'il y ait des choses qui meurent », parmi lesquelles le « socialisme réel », le « centralisme démocratique » et « les partis communistes qui sont sur ces bases ». « Dans la mesure où le PCF ne s'est pas détaché de ces conceptions, il est aujourd'hui une souche qui caractérise une certaine décomposition ».

M. Marcel Rosette, ancien membre du comité central, demande un congrès extraordinaire. - M. Marcel Rosette, ancien membre du comité central du PCF, proche de M. Charles Fitterman, demande, dans une lettre adressée, dimanche 25 août, à M. Marchais, la convocation d'un congrès extraordinaire de son parti. M. Rosette estime que, dans ses prises de position, la direction du PCF n'a pas manifesté « un comportement sérieux et responsable ». Il ajoute que la réunion du comité central demandée par ceux responsables du PCF pourrait être l'occasion, pour la direction, de « commencer à rendre des comptes ».

M. Vieras, maire (ex-PCF) d'Orly : le communisme est mort. - M. Gaston Vieras, maire d'Orly, ancien membre du PCF qui se situe aujourd'hui dans le mouvement des « reconstruc-tionnistes », a déclaré, dimanche 25 août : « C'est le communisme du vingtième siècle qui vient de mourir lamentablement et, avec lui, tous les partis issus de la III<sup>e</sup> Internationale (...) Nous devons inventer des outils intellectuels et politiques pour ouvrir une perspective progressiste du vingt et unième siècle ».

## L'attitude des autres PC européens

Le PC d'Europe occidentale - du moins ce qu'il en reste - ont adopté des positions proches de celles du PCF dans la condamnation de l'action menée par M. Boris Eltsine.

M. Julio Anguita, coordinateur de la Coalition de la gauche unie, groupée autour du Parti communiste espagnol, a ainsi affirmé, après avoir rendu hommage au « grand courage » de M. Eltsine, que le président de la Russie est « un homme de la droite occidentale » et qu'il a derrière lui « un rassemblement de forces réactionnaires ». M. Anguita estime que l'Union soviétique s'achemine vers « un régime autoritaire et conservateur ». Son voisin portugais, M. Alvaro Cunhal, est plus sévère. Le secrétaire général du PCP estime que M. Eltsine et le Parlement russe ont pris la tête d'« un

processus antidémocratique » qui crée des « perspectives sombres » pour l'Union soviétique.

Le Nouveau Parti communiste britannique (NPC), qui ne regroupe que quelques centaines d'adhérents contre sept mille pour l'autre parti communiste britannique, qui s'est transformé il y a quelques mois en Gauche démocratique, affirme, lundi 25 août, selon l'édition de son organe de presse, le *Morning Star*, que « la chasse aux sorcières anti-communistes qui bat son plein en ce moment sert à consolider la position des radicaux de droite et des séparatistes » et que s'attaquer au Parti communiste soviétique ouvre « la voie à une dictature arbitraire ».

Le Parti communiste grec (KKE) est encore plus violent. Il avait coïncidé le coup d'Etat comme « une démarche positive vers la revitalisation du socia-

lisme » et son secrétaire général, M. Aleka Papariga, avait justifié, mardi dernier, le renversement « inévitable » de M. Gorbatchev. Dimanche 25 août, elle a ajouté : « Les forces réactionnaires, antisocialistes, proches des forces capitalistes de l'étranger désirent la dissolution du PCUS, seule puissance politique qui leur résiste et qui lutte pour le socialisme ». Ces prises de position ont été vivement critiquées par des communistes réformateurs qui ont quitté ce parti il y a deux mois et par les journalistes de Rizospastis, organe du KKE, qui ont demandé la démission du comité central. Le rédacteur en chef de ce journal a été licencié et soixante et un autres journalistes ont été menacés de l'être.

En revanche, les communistes italiens, dont le processus de rupture avec le Parti communiste

d'Union soviétique s'est achevé en 1981, après l'invasion de l'Afghanistan et les événements de Pologne, insistent sur les aspects positifs de l'action menée par M. Gorbatchev. M. Achille Occhetto, secrétaire général du Parti démocratique de la gauche (PDS, ex-PCI), estime que l'appel à la dissolution du comité central du PCUS lancé samedi par M. Gorbatchev est une « décision juste », car le Parti communiste soviétique était « un mort à enterrer ». « Désormais, le problème est de trouver un espace pour une nouvelle formation socialiste et démocratique », ajoute M. Occhetto dans une interview au *Corriere della sera*. L'éditorial publié, dimanche 25 août, par l'*Unità*, organe du PDS, souligne que M. Gorbatchev « a libéré l'Etat soviétique de l'oppression de la vieille structure bureaucratique du parti ». (AFP, Reuter.)

M. Le Pors : le PCF est « une souche qui caractérise une certaine décomposition ». - M. Anicet Le Pors, ancien ministre, a déclaré, dimanche 25 août, à TF1 : « Pour que des choses vivent, il faut qu'il y ait des choses qui meurent », parmi lesquelles le « socialisme réel », le « centralisme démocratique » et « les partis communistes qui sont sur ces bases ». « Dans la mesure où le PCF ne s'est pas détaché de ces conceptions, il est aujourd'hui une souche qui caractérise une certaine décomposition ».

M. Marcel Rosette, ancien membre du comité central, demande un congrès extraordinaire. - M. Marcel Rosette, ancien membre du comité central du PCF, proche de M. Charles Fitterman, demande, dans une lettre adressée, dimanche 25 août, à M. Marchais, la convocation d'un congrès extraordinaire de son parti. M. Rosette estime que, dans ses prises de position, la direction du PCF n'a pas manifesté « un comportement sérieux et responsable ». Il ajoute que la réunion du comité central demandée par ceux responsables du PCF pourrait être l'occasion, pour la direction, de « commencer à rendre des comptes ».

M. Vieras, maire (ex-PCF) d'Orly : le communisme est mort. - M. Gaston Vieras, maire d'Orly, ancien membre du PCF qui se situe aujourd'hui dans le mouvement des « reconstruc-tionnistes », a déclaré, dimanche 25 août : « C'est le communisme du vingtième siècle qui vient de mourir lamentablement et, avec lui, tous les partis issus de la III<sup>e</sup> Internationale (...) Nous devons inventer des outils intellectuels et politiques pour ouvrir une perspective progressiste du vingt et unième siècle ».

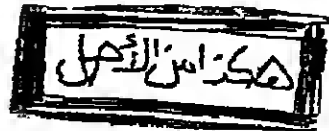
M. Le Pors : le PCF est « une souche qui caractérise une certaine décomposition ». - M. Anicet Le Pors, ancien ministre, a déclaré, dimanche 25 août, à TF1 : « Pour que des choses vivent, il faut qu'il y ait des choses qui meurent », parmi lesquelles le « socialisme réel », le « centralisme démocratique » et « les partis communistes qui sont sur ces bases ». « Dans la mesure où le PCF ne s'est pas détaché de ces conceptions, il est aujourd'hui une souche qui caractérise une certaine décomposition ».

M. Marcel Rosette, ancien membre du comité central, demande un congrès extraordinaire. - M. Marcel Rosette, ancien membre du comité central du PCF, proche de M. Charles Fitterman, demande, dans une lettre adressée, dimanche 25 août, à M. Marchais, la convocation d'un congrès extraordinaire de son parti. M. Rosette estime que, dans ses prises de position, la direction du PCF n'a pas manifesté « un comportement sérieux et responsable ». Il ajoute que la réunion du comité central demandée par ceux responsables du PCF pourrait être l'occasion, pour la direction, de « commencer à rendre des comptes ».

M. Vieras, maire (ex-PCF) d'Orly : le communisme est mort. - M. Gaston Vieras, maire d'Orly, ancien membre du PCF qui se situe aujourd'hui dans le mouvement des « reconstruc-tionnistes », a déclaré, dimanche 25 août : « C'est le communisme du vingtième siècle qui vient de mourir lamentablement et, avec lui, tous les partis issus de la III<sup>e</sup> Internationale (...) Nous devons inventer des outils intellectuels et politiques pour ouvrir une perspective progressiste du vingt et unième siècle ».

DONNONS





UNION SOVIÉTIQUE

• Le Monde • Mardi 27 août 1991 11

(Publicité)

*Quand on nourrit l'ambition de renforcer la sécurité de ses électeurs  
à la tombée de la nuit, mieux vaut être Maire à Perdu-sous-Bois que Maire à Paris.*



JEAN FRANÇOIS DUTILLEUL  
Maire de Perdu-sous-Bois

Contrairement aux idées reçues, la province n'a rien à envier à Paris. Car, aussi aberrant que cela puisse paraître, Paris est encore régi par un archaïsme patent: l'arrêté des Consuls du 12 Messidor An VIII. Arrêté selon lequel (au contraire de toutes les villes de France), les pouvoirs de police municipale n'appartiennent pas au Maire, mais au Préfet de Police, prioritairement en charge de la sécurité de l'Etat. De par sa mission nationale, la police d'Etat ne peut consacrer à Paris les moyens suffisants pour résoudre les problèmes de sécurité. N'est-ce pas inconcevable que le Maire de Paris ne puisse répondre lui-même à la préoccupation de ses administrés? Depuis le 12 Messidor An VIII, la première ville de France a largement prouvé sa maturité. Alors, redonnons à Paris les pouvoirs qu'il mérite.



## DONNONS A PARIS LES POUVOIRS QU'IL MERITE.

Didier BARIANI - Lucien BAYLE - Jean-Louis BERGEAL - Alain BLOCH - Jack-Yves BOHROT - Annick BOUCHARA - Arlette BRAQUY - Jean-Pierre BURRIEZ - Philippe CHAIX - Roger CHINAUD  
Jean CONNEMAYE - Alain DESTREM - Philippe DOMINATI - Alain DUMAIT - Michel ELBEL - Gisèle FAYRE - Lucien FINEL - Pierre GABORIAU - Yves GALLAND - Gilbert GANTIER  
Claude GOASGUEN - Alain-Michel GRAND - Gérard GUELTON - Bernard GUYOMARD - Isabelle de KERVILER - Xavier de LA FOURNIERE - Dominique LANSOY - Bernard LEHIDEUX - Jean LOYGUE  
Georges MESMIN - Jean-Michel MICHAUX - Jean-Loup MORLE - Jean-Thomas NORDMANN - Pierre-André PERSSOL - Paul PERNIN - Patrick-Olivier PICOURT - Jean-Pierre PIERRE-BLOCH - Bernard PLASAIT - Jeanne PORCHER  
Justin SAINT-CHEY - Alice SAUNIER-SEITE - Benoîte TAFFIN - Pierre-Christian TAITTINGER - Colette TALMON - Patrick TREMEGE - Yves VERWAERDE - Claude-Henri VILLETTE - Jean-Charles de VINCENTI

JACQUES DOMINATI ET TOUS LES ÉLUS U.D.F. DE PARIS



# LES BOULEVERSEMENTS EN UNION SOVIÉTIQUE

## Les réactions en France

### Mme Veil défend M. Gorbatchev

A l'occasion du quarante-septième anniversaire de la libération de Paris, dimanche 25 août, M. Jacques Chirac a rendu hommage au « peuple soviétique, qui vient de donner au monde une formidable leçon de courage et de maturité politique ». « Aucune force ne peut durablement étouffer l'aspiration des peuples », a affirmé le maire de Paris, en évoquant à la fois le sacrifice des combattants de la dernière guerre et les événements récents d'Union soviétique. A propos du rôle joué par M. Boris Eltsine, le président du RPR a souligné : « Cet homme mérite notre considération ».

Mme Simone Veil, devant la première université d'été des jeunes européens, réunie à La Garde-Freinet (Var), a estimé que l'opinion internationale se montrait « injuste » envers M. Mikhaïl Gorbatchev. « L'image du président soviétique est très affectée par les attaques dures et parfois injustes, comme celles d'Edouard Chevandier l'accusant d'être de méchanceté avec les putes, a-t-elle affirmé. Gorbatchev a certainement fait des erreurs, notamment celles de partir en vacances et de mal choisir son

entourage. Mais, depuis 1985, il représente la légalité et la sagesse ».

M. Jean François-Poncet, ancien ministre des affaires étrangères de M. Valéry Giscard d'Estaing, a également souligné, sur FR 3, l'apport de M. Gorbatchev, « qui a permis au système soviétique de se transformer dans les meilleures conditions possibles ». Il a toutefois ajouté que M. Boris Eltsine était « un personnage de haut calibre qu'on avait mal jugé ».

Dans le *Journal du dimanche*, M. Michel Robert critique l'attitude de M. François Mitterrand, qui, selon lui, a été surpris par l'accélération de l'Histoire. « La réunification de l'Allemagne s'est faite en un mois, quand il escomptait encore qu'elle prendrait cinq ans. Le communisme soviétique était déjà mort quand il hésitait à condamner le putsch des derniers intégristes du stalinisme », écrit-il notamment.

Sur le même thème, M. Jacques Baumel, député (RPR) des Hauts-de-Seine, estime qu'« il est urgent de mettre fin à une certaine diplomatie française, ambiguë, onduleuse et confuse », et propose, comme M. Jean-François Deniau, vice-président (UDF) de la com-

mission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, la reconnaissance des pays baltes. M. Philippe de Villiers, député (UDF) de Vendée, demande, de son côté, dans une lettre ouverte au président de la République, la création d'une « commission nationale de désociation », chargée de réviser les manuels scolaires, « afin que le socialisme, sous toutes ses formes, ne soit plus enseigné comme le modèle et le terme de l'histoire du genre humain ».

Le secrétaire général du CDS, M. Jacques Barrot, explique : « La conception communiste du pouvoir a entraîné partout où elle a été mise en œuvre le totalitarisme et brisé vies et consciences. Son rejet par ceux-là mêmes qui l'ont historiquement mise en œuvre et diffusée est une des leçons importantes de l'histoire du monde ». Une analyse qui rejoint — une fois n'est pas coutume — celle de M. Alain Krivine, porte-parole de la Ligue communiste révolutionnaire, qui estime que « par sa dictature singulière sur l'URSS le Parti communiste de l'Union soviétique a discrédité la cause du socialisme pour des générations entières ».

blement diminué, une parenthèse désagréable se refermait et que, demain, tout allait reprendre comme hier.

Le ton, depuis, a été corrigé. M. Eltsine encaissé après avoir été battu froid, tel un trublion, en avril dernier. Tout cela donne cependant l'impression désagréable d'une course-poursuite avec les événements, d'une résignation bougonnante à l'inévitable. Il est mieux valu être plus perspicace quand il était temps face au réveil de cette Histoire qui avait été congelée par le totalitarisme.

### Quelques clichés de gauche

Ce sont les mêmes réticences face au réveil des nationalités et au rejet viscéral du communisme, qui ont été longtemps opposés à la crise yougoslave. Mais les événements intercurrents dans l'ancien pays de Tito étaient moins spectaculaires. L'erreur d'analyse française a été moins relevée. Mais c'est la même que dans l'affaire du putsch moscovite, ancrée à quelques clichés « de gauche » qui ramènent aux deux guerres mondiales : les nationalistes des peuples d'Europe centrale et orientale et des peuples soviétiques doivent être contenus ; ils portent en eux le désordre, la xénophobie, le fascisme et plusieurs — voyez les Baltes, les Croates, les Ukrainiens, les Slovaques — ont d'ailleurs, jadis, pactisé avec Hitler. Et ce n'est pas un hasard si l'Autriche et l'Allemagne passent pour avoir encouragé les indépendantistes soviétiques.

Il n'est pas étonnant dans ces conditions que M. Mitterrand ait eu tendance — notamment lors de la Conférence de Prague, au cours de laquelle il ne réussit pas à mobiliser les intéressés autour de son projet de Confédération — à réduire la question des nationalités à un simple problème de respect des minorités et des droits de l'homme. Comme si la prise de conscience nationale, tout comme l'adolescence, n'était pas un passage obligé.

Parfois désagréable, certes, mais dont on ne peut pas faire l'économie et qui exige surtout compréhension. Le demi-échec enregistré à Prague — mais faut-il donner un tour anti-américain à l'opération et prendre le risque de désespérer les jeunes et nouvelles démocraties, en leur disant qu'elles ne seraient pas admises dans la CEE avant « plusieurs dizaines d'années » ? — est d'autant plus regrettable que l'idée de Confédération est une bonne idée : comme il est irréaliste d'ouvrir toutes grandes les portes de la Communauté à tous ceux qui viennent y frapper, il est urgent d'offrir à tous ces peuples qui s'éveillent un cadre européen de solidarité, dans lequel ils viendraient s'insérer. Pour qu'ils évitent de s'entre-déchirer au nom de haines ancestrales, de religions rivales, d'anciennes appartenances, il faut leur proposer un but, les aider sans rechigner à le réaliser, détourner leurs regards du voisin détecté pour qu'ils le portent bien au-delà, vers cette Europe occidentale qui va devoir assumer la lourde responsabilité du modèle imparfait.

Il n'est pas trop tard pour relancer l'idée. Beaucoup d'erreurs peuvent se réparer. Encore faut-il accepter de se réconcilier avec la réalité.

JACQUES AMALRIC

### Le rêve de M. Le Pen

LA TRINITÉ-SUR-MER

de notre envoyé spécial

Dans son rêve permanent du pouvoir, M. Jean-Marie Le Pen a des passions successives. Ce fut un temps pour M. Raagan, M. Thatcher ou encore M. Cory Aquino. Il ne songe plus aujourd'hui qu'à devenir le « Eltsine » de France. Visiblement régalé par l'ébranlement de l'empire du mal soviétique, disposé à ne point « boucher son plaisir » d'anticommuniste primaire enfin exaucé, le président du Front national, pour un peu, s'imaginait déjà, juché sur un char, haranguant la foule de Paris devant l'Élysée... « On s'est souvent souvenu Boris Eltsine le « Le Pen russe ». La comparaison n'honore. Les sentiments qui ont poussé Eltsine à la tête de son pays conduisent les Français à mettre le Front national à la tête de la nation ».

M. Le Pen est, sur ce sujet, intransigeant. Entre voliers et vilains, samedi 24 août, dans son village natal de la Trinité-sur-Mer (Morbihan), devant des militants qui n'étaient jamais venus aussi nombreux pour ce traditionnel discours de rentrée, il a célébré, pendant près de deux heures, « cette victoire » qu'il voit aussi, « sans excessive modestie », faire sien : « Cette victoire sur le communisme est aussi la nôtre, car nous pouvons nous targuer d'avoir été plus lucides et plus courageux que les autres ».

Faisant préemptoirement le tri entre les bons et les mauvais combattants contre le communisme, M. Le Pen a instruit le

procès en trahison de toute la classe politique française, « complice morale, psychologique et politique ». Procès des socialistes « qui comme les communistes raient les enfants du maréchal », de M. Giscard d'Estaing « qui a deux reprises pendant son septennat est allé faire à Moscou l'hommage de la France au cadavre puant de Lénine », de M. Chirac « qui n'a avoué qu'une seule fois, celle du fascisme ». Autant de comportements qui font croire au président du Front national que, pour que la France ne soit pas à la traîne de ce grand mouvement libérateur, il est urgent « de demander notre pays ».

L'influence des communistes et de la CGT en France n'est, selon M. Le Pen, plus supportable. « Le ministère de l'éducation nationale, le plus important de la République qui est entre les mains des communistes », l'influence du PC dans le secteur de l'information, « l'incroyable monopole de la CGT dans le Livre parisien », « l'absence de la URSS ou de la Yougoslavie, dit-il, pensons d'abord et avant tout à notre pays ».

### « La dictature de Bruxelles »

Persuadé et bien sûr ravi de pouvoir se présenter, dans ce grand combat seul contre tous, convaincu de représenter à lui seul « les tenants du réalisme politique », M. Le Pen a donné à ses partisans les principales directives de sa nouvelle croisade : En Europe, lutter contre

« tous les fédéralistes » : « Le vent qui a été levé à l'est pousse en direction des nations dont le concept en 1991 est encore étonnamment moderne. Le FN, a-t-il annoncé, combattra le projet de fédération européenne, de destruction des nations, qui veut les ranger sous le joug de la dictature bureaucratique de Bruxelles ».

En France, redoubler l'effort pour présenter, non pas « une alternative qui substituerait M. Balladur à M. Craxion », mais « une alternative défendant l'option la plus claire possible entre la poursuite de notre marche vers la social-démocratie et l'économie de liberté et de la préférence nationale ».

Mettre « en échec la politique qui est menée en France depuis dix ans », appeler de ses vœux la démission de M. Mitterrand — « je pense, a-t-il glissé, qu'il est temps et pour lui et pour nous » — se pénétrer de « la conviction que le destin du FN sera scellé dans la décennie qui vient » : M. Le Pen est revenu de vacances avec quelques nouvelles idées simples qu'il ne va pas manquer de marteler ces prochaines semaines.

Dans la salle, certains de ses amis imaginaient des jours plus proches : « Allons, se persuadaient-ils, Jean-Marie va bien trouver le moyen d'aller voir Eltsine. Les deux piliers de la nouvelle Europe qui se rencontrent, c'est quand même de la gabriele ».

DANIEL CARTON

### M. Mitterrand, le temps et l'Histoire

Suite de la première page

Il l'avait même dit, mais il envisageait un processus lent, qui éviterait les bouleversements. Sans comprendre que l'effondrement de l'ex-RDA enterrerait sous ses décombres tous ceux — conservateurs patentés ou renouveaux de la onzième heure — qui l'avaient servi.

Sous-estimant la crise qui minait déjà le Kremlin, il a cru aussi que Moscou aurait les moyens d'endiguer la débâcle. D'où deux erreurs symboliques dont le rappel l'irrite profondément : le voyage à Kiev — où vient justement d'être proclamée l'indépendance de l'Ukraine — du début décembre 1990, pour rencontrer un Gorbatchev qui était déjà sous les yeux de la télévision, et le maintien, à la fin du même mois de décembre, d'une visite à Berlin-Est, imprudemment promise quelques mois plus tôt à Erich Honecker ; ce dernier scanda du poing, M. Mitterrand n'en maintint pas moins son projet dont cherchaient à profiter les éphémères successeurs d'Honecker, à la veille d'être balayés par la tempête.

### Le mal était fait

C'est dans ce contexte, qui avait été amplement corrigé depuis par M. Mitterrand, que nous les observons — et qu'il leur sert seulement les adversaires politiques du président — ont remplacé sa première intervention télévisée, au soir du putsch du 19 août. D'autant qu'elle avait été précédée de quelques heures par un message de M. Mitterrand demandant aux « nouveaux dirigeants » qui « seront jugés sur leurs actes » de garantir la vie et la liberté de MM. Gorbatchev et Eltsine.

Plutôt que de se concentrer sur une condamnation sans appel des comploteurs, le président de la République a donné ce soir-là l'impression — à tort, a-t-il fait savoir plus tard, mais le mal était fait — qu'il envisageait en son for intérieur le maintien des putschistes au pouvoir — il parle des « dirigeants soviétiques actuels » puis de « la direction actuelle » et qu'il leur sert seulement les adversaires politiques du président — ont remplacé sa première intervention télévisée, au soir du putsch du 19 août. D'autant qu'elle avait été précédée de quelques heures par un message de M. Mitterrand demandant aux « nouveaux dirigeants » qui « seront jugés sur leurs actes » de garantir la vie et la liberté de MM. Gorbatchev et Eltsine.

M. Mitterrand va commettre un autre contresens lors de la seconde intervention télévisée, mercredi soir 21 août, face à quatre journaux transformés en pochettes : manifestement, le président de la République n'a pas pris toute la mesure d'événements qui annoncent sous une forme ou sous une autre la fin de l'URSS, la fin du communisme soviétique et la fin de M. Gorbatchev. Comme si, avec le retour à Moscou d'un Gorbatchev considéra-

réunion des ministres des affaires étrangères à La Haye, par M. Roland Dumas.

Pourquoi un tel impasse — à tout le moins une telle erreur de communication, un domaine dans lequel le président avait pourtant excellé tout au long de la crise du Golfe, qui, il est vrai, avait laissé du temps au temps ? Sans doute M. Mitterrand nous éclairera-t-il un jour. Il n'est pas interdit, en attendant, de rechercher des explications. La première qui vient à l'esprit relève encore des rapports du président avec une Histoire qu'il pense maîtrisable.

Jamais, il n'a répété des dizaines de fois, il n'a voulu croire que l'URSS était au bord de l'explosion une fois disparu le système de terreur qui en avait assuré la survie. Jacobin dans l'âme — ses réticences à l'égard de certains aspects de la régionalisation en France ne sont pas dues au hasard — il a pris ses souhaits, qui relèvent de la raison, pour la réalité, qui est dominée par la passion et les pulsions : il suffisait, selon lui, de ne pas encourager les Baltes, les Moldaves, les Caucasiens, sans oublier M. Eltsine, dans leurs projets indépendantistes pour que perdure une Union soviétique dirigée par M. Gorbatchev auquel serait accordée une aide économique conséquente.

Jamais, semble-t-il, on n'a voulu comprendre à l'Élysée combien était discrédité dans son pays le promoteur de la perestroïka, surtout après le « pusss » moult quel M. Gorbatchev consentit à la fin de 1990. Lui accordant une emprise sur les événements qu'il n'a jamais eue, on a vu en lui le libérateur de l'Europe de l'Est comme s'il ne suffisait pas à ses mérites qu'il ne se soit pas opposé par la force à l'indépendance. Et en croyant Gorbatchev renversé, hundi soir, M. Mitterrand a encore donné l'impression de croire que l'ordre impérial soviétique pourrait se perpétuer : d'où ses mises en garde et ses admonitions adressées aux apprentis dictateurs alors qu'il eut fallu, tout simplement, leur signaler qu'ils ne seraient jamais acceptés comme partenaires.

M. Mitterrand va commettre un autre contresens lors de la seconde intervention télévisée, mercredi soir 21 août, face à quatre journaux transformés en pochettes : manifestement, le président de la République n'a pas pris toute la mesure d'événements qui annoncent sous une forme ou sous une autre la fin de l'URSS, la fin du communisme soviétique et la fin de M. Gorbatchev. Comme si, avec le retour à Moscou d'un Gorbatchev considéra-

### Les touristes de l'Est en France entre l'optimisme et l'inquiétude

Ce dimanche après-midi 25 août, Vladimir Dientchenko, adjoint au maire d'un des arrondissements de Kiev et membre du parti communiste, sort du musée du Louvre. Arrivé en France le 4 août, il accompagne une vingtaine d'adolescents de sa ville, dans le cadre d'un jumelage avec la municipalité communiste de Châteaufort-sur-Loire (Loiret). Ce qu'il pense de la proclamation de l'indépendance de l'Ukraine ou du putsch manqué ? Impossible de se prononcer tant qu'il n'a pas tous les éléments. Le rôle du parti communiste dans le coup d'État ?

« Les démocrates se composent pour beaucoup de membres du parti communiste qui ont joué un rôle important dans le putsch », dit-il. « Elle a compris, elle aussi, l'importance de la perestroïka et le putsch tient à une petite partie » de ses membres. Bien sûr, il est partisan de Gorbatchev. Ce qu'il pense de Boris Eltsine ? Là encore, il préfère s'abstenir de tout commentaire.

Les touristes des pays de l'Est sont, quant à eux, beaucoup plus divers. Tous éprouvent un sentiment de soulagement à la suite de l'échec du putsch en Union soviétique mais sont partagés entre l'optimisme ou l'inquiétude face à l'avenir. Sous la pyramide du Louvre, des grappes serrées de touristes se pressent autour de leur guide. « Nous avons eu très peur après le coup d'État en URSS », explique un jeune tchécoslovaque. « L'armée ? Elle a compris, elle aussi, l'importance de la perestroïka et le putsch tient à une petite partie » de ses membres. Bien sûr, il est partisan de Gorbatchev. Ce qu'il pense de Boris Eltsine ? Là encore, il préfère s'abstenir de tout commentaire.

Une analyse que ne partage pas

Roman, tchécoslovaque. « Je pense que l'URSS n'est plus une menace pour notre pays mais il existe encore des risques venant du KGB et du parti communiste pour l'Union soviétique elle-même. Aujourd'hui, dans notre pays, chacun fait ce qu'il veut, mais il faut être sûr qu'il n'y a pas de risques de l'arrivée dans les Républiques soviétiques ».

Les cars de touristes tchécoslovaques ont envahi les abords du Musée du Louvre. À l'heure de midi, on y déballe sandwiches et boissons fraîches. « J'aime Gorbatchev et j'espère que l'Union soviétique va prendre le chemin de la démocratie », assure un instituteur de la ville d'Ostrava, tandis que ses voisins défilent sur le pouce. Les soldats d'URSS ont connu la démocratie en Pologne ou en Tchécoslovaquie et ils ne veulent pas lutter contre leurs frères soviétiques. Le parti communiste est mort. C'est une idéologie utopique et il faut rentrer dans une économie de marché. « Je suis optimiste, franchement sa voisine, une vieille dame.

La démocratie et la liberté sont en marche, c'est une question de temps. Le pacte de Varsovie n'existe plus et nous n'avons plus rien à craindre ».

Des touristes venus de Lublin, en Pologne, ne partagent pas ce bel optimisme. La situation de leur ville, proche de la frontière soviétique, attise leurs inquiétudes. « Les événements en URSS ont toujours influencé notre situation pour des raisons commerciales et militaires », explique Stefan, lecteur de philologie polonaise à l'université de Lublin. La situation reste critique dans ce pays. Les boutiques sont vides, les salaires sont très bas. Il y a un problème national important même si toutes les Républiques soviétiques ont droit à l'indépendance. « Il faudra attendre au moins dix ans, le temps que la démocratie sorte de ces problèmes économiques, pour que la démocratie l'emporte », conclut son voisin.

MARTINE LARONCHE

anglais, allemand, espagnol, italien, russe...

Expos d'été, LANGUES ÉTRANGÈRES, langues 1

Avec Langues & Affaires, étudiez à votre rythme, décrochez un diplôme « pro » ou un BTS + langues.

Cours tous niveaux en formation personnalisée à distance.

Programmes langue générale, langue des Affaires.

INSCRIPTIONS TOUTE L'ANNÉE - FORMATION CONTINUE

Documentation et Tests gratuits :

LANGUES & AFFAIRES - Soc 5199, 35, rue Collange

92313 Paris-Levallois. Tél (1) 42-70-81-88 +

### Quelques modèles 91 encore disponibles à des prix très préférentiels !



- 205 Color Line (essence)
- 205 XAD, XLD
- 309 XA, XR, XS
- 309 Graphic (Rp)
- 405 GR, Break Affaires (essence)
- 505 SX
- 605 SV3

**NEUBAUER**  
vend et loue des PEUGEOT

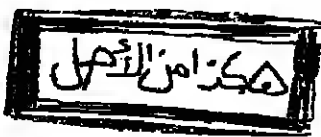
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS (2) 43 21 60 21



APARIS

43.20.73.33

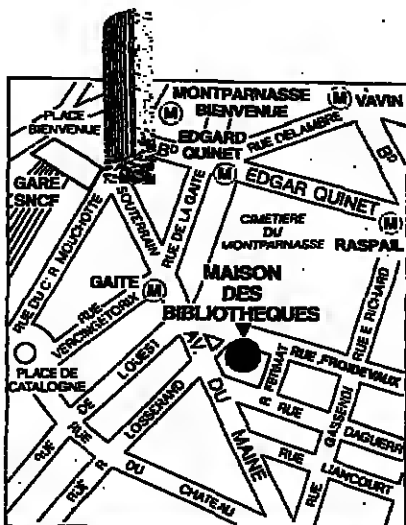




# La maison des BIBLIOTHEQUES

61, RUE FROIDEVAUX - PARIS 14<sup>e</sup>

présente en permanence le plus grand choix de  
**BIBLIOTHEQUES JUXTAPERPOSABLES®**  
pouvant former des ensembles à la mesure  
de vos besoins, de votre espace, de votre budget



## A PARIS

61, rue Froidevaux - 75014

"en Montparnasse" (à 300 m de la gare)  
Ouvert le lundi de 14 h à 19 h 30 et  
du mardi au samedi inclus de 9 h 30 à  
19 h 30 sans interruption.

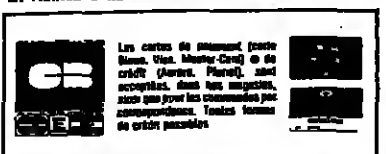
RER: Denfert-Rochereau - Métro: Denfert-  
Rochereau - Gare: Edgar-Quinet - Bus:  
28, 38, 58, 68 - SNCF: Gare Montparnasse.  
ARPAJON 91290: 13, Route Nationale-20 (200 m  
avant la sortie Arpajon-centre). Tél.: 64.80.05.47  
VERSAILLES 78000: 84-70, rue des Chantiers.  
Tél.: 39.53.68.09.

DIARRITZ 64200: 11, rue des Halles. Tél.:  
59.24.08.74 - BORDEAUX 33000: 10, rue Bour-  
lart. Tél.: 56.44.38.42 - DIVE 19100 (Point  
Expo): 30, rue Louis-Latrada. Tél.: 55.74.02.32  
- CLEMMONVILLE 63000: 22, rue G. Che-  
menceau. Tél.: 73.33.97.08 - ELON 21000: 100,  
rue Monge. Tél.: 80.45.02.45 - DRABIGNAN  
83000 (Point Expo): Zac de St-Henri. Tél.:  
94.67.33.19 - GRENOBLE 38000: 58, rue Saint-  
Laurent. Tél.: 76.42.55.78 - LILLE 59000: 88, rue  
Esquapelle. Tél.: 20.55.69.38 - LIMOGES  
87000: 57, rue Jules-Norziac. Tél.: 55.79.15.42  
- LYON 69001: 9, rue de la République (mê-  
me Hotel-de-Ville/Louis-Pradon). Tél.: 78.28.39.51  
- MARSEILLE 13000: 109, rue Paradis (mê-  
me Estrangin). Tél.: 91.37.80.54 - MONTPELLIER  
34000: 8, rue Sévère (près gare). Tél.: 67.58.18.32  
- NANCY 54000: 8, rue St-Michel (face St-Epvre).  
Tél.: 83.32.84.84 - NANTES 44000: 16, rue Gar-  
betta (près rue Coumiers). Tél.: 40.74.59.35 - NICE  
06000: 2, rue O. Fieschi. Tél.: 83.89.84.55  
- PERPIGNAN 66000: Km 3, route de Prades (zone  
commerciale). Tél.: 88.56.39.92 - POITIERS  
86000: 42, rue du Moulin-à-Vent. Tél.: 49.41.88.49  
- QUIMPER 29000 (Point Expo): 17, av. de la Li-  
béralité. Tél.: 98.80.83.39 - REIMS 51000 (Point  
Expo): 39 bis, av. de Paris. Tél.: 28.04.09.01  
- RENNES 35000: 58, bd de la Tour-d'Auvergne.  
Tél.: 99.30.58.07 - ROUEN 76000: 43, rue des  
Charrettes. Tél.: 35.71.95.22 - SAINT-ETIENNE  
42100: 40, rue de la Montat. Tél.: 77.25.91.48  
- STRASBOURG 67000: 11, rue des Bouchers. Tél.:  
88.35.73.78 - TOULOUSE 31000: 1, rue des Trois-  
Renards (près place St-Séverin). Tél.: 81.22.92.40  
- TOURS 37000: 5, rue Henri-Barbousse (près des  
Halles). Tél.: 47.38.63.68

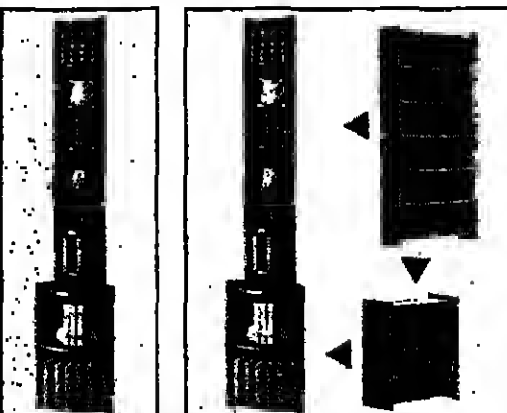
Magasins régionaux ouverts du mardi au samedi inclus.

FOIRE EUROPÉENNE DE STRASBOURG  
DU 6 AU 10/09/1991 - HALL 17 - ALLÉE D - STAND N° 88

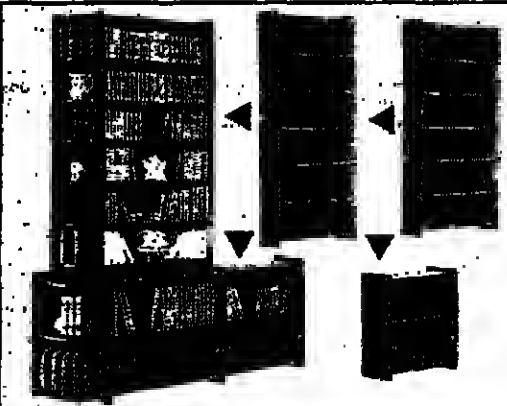
• CROQUIS PERSONNALISÉS (après acceptation de l'acheteur)  
• DEVIS GRATUITS • EXPÉDITIONS FRANCO DANS TOUTE  
LA FRANCE • REPRISE EN CAS DE NON CONVIANCE.



PAR SIMPLES  
**JUXTAPPOSITION**  
ET  
**SUPERPOSITION**



SANS FIXATION MURALE  
DONC  
AISEMENT DEMONTABLES  
DEMEUBLEABLES A VOLONTÉ  
ET AGRANDISSABLES  
AU FIL DU TEMPS  
ET SUIVANT VOS BESOINS.



Exemples de créations avec la ligne "STANDARD"  
A gauche, bibliothèque de coin salon/salle à manger, en tréne  
clair, composée de 6 éléments juxtaposés. A droite, bibliothèque  
avec TV incorporée et portes coulissantes en partie basse, en ac-  
jou, composée de 10 éléments superposés et juxtaposés. La ligne  
"STANDARD" est la ligne la plus vendue et toujours suivie depuis  
plus de 30 ans.



DEMANDE DE CATALOGUE  
24 H/24 SUR ENREGISTREUR  
☎ [1] 43.20.73.33

**NOUVEAU CATALOGUE GRATUIT**  
Je voudrais recevoir gratuitement et sans aucun engagement de ma  
part votre catalogue: 92 pages toutes en couleurs, avec photos,  
dimensions, teintes et assés, le contenu et le prix précis de  
chaque modèle. Merci. (807)

☐ M. ☐ Mlle NOM \_\_\_\_\_ PRÉNOM \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_  
CODE POSTAL \_\_\_\_\_ VILLE \_\_\_\_\_  
PROFESSION \_\_\_\_\_ TEL. \_\_\_\_\_  
Coupon à envoyer à la Maison des Bibliothèques 75680 Paris Cedex 14



## CYCLISME : championnat du monde sur route

## Triomphe à l'italienne

Gianni Bugno, l'un des grands favoris italiens de l'épreuve, a remporté, dimanche 25 août à Stuttgart, le championnat du monde professionnel sur route devant le Néerlandais Steven Rooks et l'Espagnol Miguel Indurain. Très actifs pendant toute la course, les Français ont raté le final : le premier, Laurent Fignon, se classa seizième. La veille, le Soviétique Viktor Pjakineki, avait gagné chez les amateurs, tandis que la Néerlandaise Leonien van Moorsel remportait le titre féminin.

## STUTTGART

## de notre envoyé spécial

Les deux tifosi vont avoir du mal à se remettre. Accoués aux barrières sur les bords du circuit de Stuttgart, ils brandissent fièrement une banderole aux couleurs italiennes. On pouvait lire : « Forza Moreno Argentina ». Excès d'enthousiasme ? Au deuxième passage du peloton, l'un des supporters a lâché son bout de tissu. La banderole a tourné au-dessus des coureurs, puis est venue s'émietter dans la roue avant de Moreno Argentina. L'italien chuta lourdement, cassant son vélo. Et les deux tifosi, navrés, purent alors assister au spectacle tragique de leur idole essayant de se débiter de son propre drapeau. Argentina y laissa toutes ses

chances pour un nouveau titre. Hormis ce coup de sort, les Italiens n'auraient rien laissé au hasard pendant la course. Toujours placés aux avant-postes, ils ont réussi une adaptation presque parfaite du catenaccio (cadenas) inventé par leurs compatriotes footballeurs. Personne n'est sorti du peloton sans leur autorisation ou sans leur compagnie. Ce fut Claudio Chiappucci avec le champion de France Armand de Las Cuevas, puis Maurizio Fondriest avec Marc Madiot.

## L'argent du totocalcio

Derrière, les seconds couteaux - Cassani, Ballerini, entre autres - maîtrisent les récalcitrants. Résultat : à quelques kilomètres de l'arrivée, Gianni Bugno, médaille de bronze l'an dernier, se retrouvait en position parfaite pour l'emporter. Ce qu'il a fait facilement, au sprint, prenant sa revanche sur Miguel Indurain qui l'avait devancé au Tour de France.

La victoire de Bugno, c'est aussi le triomphe d'Alfredo Martini, sélectionneur national, à son tour, depuis 1974. A soixante-dix ans, l'ancien coureur cycliste porte encore beau. Cheveux ras, polo fermé jusqu'au dernier bouton, il sourit à peine, mais ses yeux pétillent quand on lui rappelle son palmarès : cinq titres de champion du monde depuis qu'il officie à la tête de la Squadra Azzurra dont quatre en dix ans, six médailles d'argent, cinq de bronze ; personne ne peut en dire autant.

L'homme n'affiche pourtant aucun secret. La réussite de la sélection italienne repose, selon lui, sur quelques points forts. La préparation d'abord. Ces derniers jours, le tracé des critères italiens ressemblait étrangement à celui de Stuttgart. « C'est que les organisateurs m'ont contacté avant pour connaître mes souhaits », explique Alfredo Martini. Nous travaillons ensemble depuis des années. Ils permettent ainsi aux coureurs de s'entraîner dans les conditions les plus proches de la course ». La Fédération italienne est riche. Certes, elle n'est pas la plus riche du cyclisme européen, grâce aux recettes redistribuées du totocalcio. Ces gros moyens permettent d'arrondir tous les angles, aussi bien avec les organisateurs qu'avec des coureurs qui acceptent plus facilement de renoncer à quelques courses « alimentaires ».

Pour ces derniers, la règle de Martini est simple : « Liberté totale, jusqu'à l'avant-veille de la course. Je leur fais confiance. Ils sont adultes ». Gianni Bugno a fait l'impasse sur les trois grandes courses de l'année. Il a préféré s'entraîner seul dans la région de Bergame. Le sélectionneur national n'a pas sourcillé. Il s'inquiète d'autant moins que l'Italie a toujours eu un faible pour le titre de champion du monde. « Les coureurs savent que la médaille d'or est très importante pour le grand public et pour les sponsors : la victoire de l'un rejaille sur le groupe ». A Stuttgart, la guerre des chefs n'a effectivement pas eu lieu. Les

petites rivalités de la saison semblaient oubliées. Chacun a protégé l'autre sans trop d'arrière-pensées.

En Italie, la profusion actuelle de très bons coureurs n'est pas un risque pour la sélection comme elle a déjà pu l'être de l'autre côté des Alpes. C'est au contraire la chance de l'équipe, sans que cette fois-ci Alfredo Martini y soit pour quelque chose. « Le niveau du cyclisme italien est monté très fortement ces dernières années », confie Marc Madiot, qui a beaucoup couru dans la péninsule ces derniers mois. Il est devenu impressionnant. Les Moser et Saronni n'ont pas attendu longtemps pour être relevés. A Stuttgart, le sélectionneur disposait de quatre leaders potentiels. Argentina et Fondriest, les anciens, déjà vainqueurs d'un championnat du monde chacun, Bugno et Chiappucci, les nouveaux au palmarès déjà conséquent respectivement deuxième et troisième du Tour de France, sans oublier Franco Chioccioli, brillant vainqueur du Giro cette année. Signe des temps : lors du dernier Tour de France, cinq transalpins ont gagné une étape, ce qui n'était plus arrivé depuis longtemps.

Des étapes, mais pas le Tour. Gianni Bugno le reconnaît d'ailleurs après sa victoire, ce qui lui manque pour devenir un « campionissimo », ce qui manque à la péninsule pour devenir reine d'Europe, c'est de décrocher la grande boucle. Les Italiens l'espèrent depuis vingt-six ans.

JÉRÔME FENOGLIO

## AUTOMOBILISME : grand prix de Belgique de formule 1

## Ayrton Senna à la force du poignet

Pour la quatrième année consécutive, le Brésilien Ayrton Senna s'est imposé, dimanche 25 août, dans le Grand Prix de Belgique de formule 1 automobile, où les McLaren Honda ont réussi leur deuxième doublé de la saison avec l'Autrichien Gerhard Berger. L'abandon du Britannique Nigel Mansell (Williams-Renault) permet à Ayrton Senna de porter son avance à vingt-deux points au classement du championnat du monde et de prendre ainsi une option sur un troisième titre.

## SPA-FRANCORCHAMPS

## de notre envoyé spécial

Des seize circuits qui accueillent le championnat du monde de formule 1, celui de Spa-Francorchamps est le plus long mais aussi le plus attrayant. Ses 6,940 kilomètres qui serpentent dans la forêt des Ardennes belges, offrent une grande variété de virages et de courbes, accentuées parfois par des spectaculairement dénivellements. Ainsi, de toutes les difficultés qu'ils rencontrent dans l'année, la plus impressionnante pour les pilotes est sans conteste la courbe de l'Eau rouge.

Située au bas d'une descente qui leur sert de rampe de lancement, les pilotes abordent l'Eau rouge à fond de sixième, à quelques 280 kilomètres-heure, pour se retrouver, en virant sur leur gauche, face à un raidillon qui se dresse devant eux comme un mur. « La voiture racle le sol, à cause du phénomène de compression alors qu'on se sent suspendu par les ceintures au moment du décollage en subissant une énorme force centrifuge latérale et verticale », raconte le Belge Thierry Boutsen. La sensation est terriblement grisante.

## Cinq leaders

Bien peu de pilotes gardent toujours le pied au plancher pour vivre cette sensation au maximum de son intensité. « C'est une course qui nécessite un engagement psychologique rare », estimait Ayrton Senna (1). Il faut être très concentré et très motivé pour partir à l'assaut. Lors de mon second passage en qualifications, j'étais bien décidé à ne pas lever le pied. Mais le virage est arrivé si vite que j'ai inconsciemment changé d'avis. Je ne sais pas dire quand, comment ni pourquoi mon cerveau a commandé le mouvement de ma cheville droite.

Ce circuit pour le moins accidenté n'éprouve pas seulement les pilotes, mais est tout aussi exigeant pour les châssis et les moteurs. Ainsi, depuis le retour du Grand Prix de Belgique sur le circuit de Spa-Francorchamps en 1983, seuls des champions ont pu s'imposer : Alain Prost (1985 et 1987), Nigel Mansell (1986) et Ayrton Senna (1985, 1988, 1989, 1990 et... 1991) ont

pu s'imposer. Cette année, le Grand Prix n'a pas fait exception à la règle avec une épreuve pleine de rebondissements, pas moins de cinq changements de leaders (Ayrton Senna du premier au quatrième tour puis du treizième au dix-huitième à l'arrivée; Nigel Mansell le quinzième et le seizième tour puis du dix-huitième au vingt-troisième; Nelson Piquet le dix-septième et Jean Alesi du dix-huitième au vingt-troisième) et un vainqueur méritoire qui a pu relater l'arrivée malgré une boîte de vitesse en piteux état.

Après les quatre victoires consécutives des Williams Renault de Riccardo Patrese et de Nigel Mansell dans les Grands Prix du Mexique, de France, de Grande-Bretagne et d'Allemagne, McLaren et Honda, honteux par Ayrton Senna, n'ont pas tardé à réagir. A la mi-août, trois jours de tests à Monza avaient permis à Honda d'expérimenter de nouveaux développements moteurs. Ils ont permis au Brésilien de signer à Spa sa cinquante-huitième pole position, mais sa trente-deuxième victoire en Grand Prix tient à moins autant à ses dons exceptionnels qu'aux progrès de sa mécanique.

## Problème de boîte

Parti en tête, Ayrton Senna a d'abord réussi à contenir Nigel Mansell, manifestement plus rapide avec le plein d'essence, jusqu'à son changement de pneus au quinzième tour. Reparti en cinquième position, il s'est vite retrouvé derrière Nigel Mansell et Jean Alesi, puis en deuxième position derrière le pilote de la Ferrari après l'abandon du Britannique (problème électrique sur la boîte de vitesse au vingt-et-unième tour). Le jeune Avignonais a dû renoncer (bris de soupape au treizième tour, mais c'est au moment où il revenait sur lui, au vingt-septième tour, que le Brésilien a connu à son tour un problème de boîte.

« Dans la descente de l'Eau rouge, ma boîte s'est bloquée sur un rapport court, probablement en deuxième, expliquait-il. J'ai fait un sur-régime et j'ai vu de la fumée dans mes rétroviseurs. J'ai prévenu mon stand par radio qu'il y avait de la casse. Mais dans la ligne droite, j'ai réussi à la débloquent pour passer la sixième puis les autres rapports à partir de la troisième. A chaque tour, j'étais sûr d'être handicapé à l'entrée de la Source (normalement négociée en première), lorsque je devais relancer mon moteur avec la troisième. Cette fois, j'ai eu de la chance car je n'aurais pas dû pouvoir terminer, mais ça compense mon abandon stupide de Montréal (problèmes électriques) et mes deux pannes d'essence dans le dernier tour à Silverstone et à Rockingham ».

GÉRARD ALBOUY

(1) Auto hebdo après le Grand Prix de Belgique 1990.

## Carl le magnifique

## Suite de la première page

Il ont vu surtout sa fantastique accélération aux quatre-vingts mètres puis un dernier coup de rein, sur la ligne d'arrivée, avec pour seule concession à la perfection d'une course rectiligne, un coup d'œil vers Burrell, qui finira avec 2 centièmes de retard (9 s 88), le troisième étant aussi un Américain, Dennis Mitchell (9 s 91).

## Une extraordinaire longévité

La suite est plus habituelle : des sourires, des larmes, une bannière étoilée, un hymne fredonné et surtout l'impression que l'histoire se répète depuis les championnats du monde de 1983 à Helsinki. Carl Lewis régnait toujours en despote sur l'athlétisme mondial. Le Canadien Ben Johnson, assis au premier rang du stade de Tokyo tel un pèchereur repenti, ne pouvait qu'admirer l'extraordinaire longévité de son adversaire de Séoul. Voilà dix ans qu'il court et qu'il saute. Dix années de vie de star qui auraient été plus d'un athlète.

A trente ans, l'âge de la retraite pour de nombreux sportifs, il est de ces champions d'exception qui n'en finissent pas de savourer le privilège d'être un mythe de leur « vivant ». C'est ainsi que Frederick Carleton Lewis, né le 1er juillet 1961 dans l'Alabama, a vu grandir Carl Lewis, vedette planétaire. Il l'a suivi dans son ascension, la larme à l'œil et le drapeau en main.

Sans doute cela explique-t-il sa tendance à parler de lui à la troisième personne, comme si ce visage angélique placardé jusque sur les murs du stade de Tokyo était celui d'un autre, un « double » vénéral, comme si cet homme qui esquissait des pas de danse sur le podium était un sosie adulté. Lewis aime Lewis, c'est une évi-

dence. Le roi des pistes est aussi celui de l'auto-satisfaction. Il était trop timide et trop chétif du temps de son enfance. « L'avorton de la famille », dit-il dans sa biographie, pour ne pas pointer aujourd'hui les délices de la célébrité et la perfection de son corps (1,88 mètre pour 80 kilos). De la renommée, il ne paraît jamais rassasié : il est toujours là qui parade, offre son meilleur profil aux caméras, se faufille entre les rumeurs de dopage, agace les organisateurs à force de caprices, exige des cachets toujours plus importants, pour lui et pour ses compères du Santa Monica Track Club.

De son corps, il raffole aussi, au point d'avoir eu recours à la chirurgie esthétique afin de remodeler un nez trop empâté à son goût. En fait, Carl le magnifique joue volontiers de ses allures d'éphèbe aux manières de dandy. Ses mensurations de statue grecque, cette morphologie qui semble avoir été façonnée pour être contemplée au ralenti, lui assurent le succès. Aussi va-t-il jusqu'à concevoir lui-même ses tenues d'athlète. Il perçoit ainsi une ambiguïté qui lui vaut à la fois les railleries de ses adversaires et la couverture des magazines.

Quand il se présente avec ses partenaires du 4 x 100 mètres à la réunion de Monaco, samedi 3 août, ses cheveux sont teints en roux, un diamant scintille à son oreille gauche. Surtout, les quatre jeunes gens sont accoutrés comme des danseurs de cabaret coquin. Les voilà vêtus de « justaucorps » de couleur clair, échancrés sur la poitrine, le bas ventre engoncé dans des slips noirs très moulants. 37 sec 79 leur suffiront pour faire taire les critiques. Le temps d'égaliser le record du monde détenu par les Français, bien maladroits ce jour-là.

Quatre jours plus tard, à Zurich, Lewis et sa joyeuse troupe éblis-

ront un nouveau record en 37 sec 67. En fait, de tous les champions du sport mondial, Lewis est sans doute celui qui excelle le plus dans l'art du star-système et de l'extravagance rétro-chic. Il y a à la fois du Diego Maradona (le talent et les caprices), du Michael Jackson (le don d'ambiguïté) et du Madonna (le sens de la provocation) dans cet homme adonné au déshé. Mais son plus grand exploit restera tout de même d'avoir été capable de mener de front sa vie de vedette et son existence de champion. Car ses multiples activités extra-sportives altèrent rarement ses performances.

Tout à tour consultant pour une radio de Houston, créateur de mode, chanteur (trois disques) ou figure de proue d'un quelconque fabricant d'articles de sport, il reste Carl Lewis, athlète au palmarès intégre : six médailles d'or aux Jeux olympiques (quatre à Los Angeles en 1984, et deux à Séoul en 1988), sept titres de champion du monde (trois à Helsinki en 1983, trois à Rome en 1987, et un - pour l'instant - à Tokyo).

Un tel tableau de chasse a valeur de revanche pour un homme auquel son père reprochait parfois d'être moins opiniâtre que sa sœur Carol. Longtemps, leurs carrières ont suivi des chemins parallèles. Carol a décroché la médaille de bronze du saut en longueur à Los Angeles. Quant à Carl, le petit dernier qui jouait du piano, il est devenu Carl et son père, décédé en 1988, est enterré avec l'une de ses médailles d'or.

En fait, jusqu'à sa course de Tokyo, seuls de « vrais » records du monde individuels faisaient défaut à son curriculum vitae. Celui du 100 mètres lui échappait au profit de Ben Johnson (avec sa suspension pour dopage) puis de Leroy Burrell. Celui de la longueur, le saut historique de Bob Beamon à Mexico (8 m 90 le 18 octobre 1968), paraissait toujours hors d'atteinte, même si Carl Lewis n'a pas été battu dans cette discipline depuis les championnats des États-Unis 1981.

Parfois, certains l'ont cru usé. Mais il renouait. Insatiable, il accumulait les victoires et les dollars, motivé par l'éclosion de jeunes comme Burrell, sans lequel il n'aurait peut-être pas établi un record à Tokyo. Et puis, lorsque le succès n'était pas au rendez-vous, Lewis la star prenait le relais de Carl le champion.

## « Neuf vies »

La vedette compensait la baisse de forme du sprint par une excentricité, un sourire ou l'un de ses regards étonnamment fixes, presque inhumains, dont se délectent les caméras. L'athlétisme mondial s'en contentait volontiers, car sans lui, même hors de forme, il n'est point de réunion digne de ce nom. Au détour d'un podium, il force de se doubler ainsi, le boudinier pouvait alors avouer : « Comme un chat, j'ai neuf vies. Je pense que j'en ai déjà utilisé huit ».

Leroy Burrell ne semble pas voué aux mêmes destinées, bien qu'il soit dirigé par le même entraîneur (Tom Tellez), conseillé par le même manager (Joe Dou-

glas) et qu'il porte, lui aussi, les affolantes combinaisons du Santa Monica Track Club. Surtout, Burrell l'est, assurément. Star, il sera sans doute. Mais dans un autre style. Certes, l'admiration qu'il voue à son ami l'a amené, lui aussi, à boutonner ses chemises baroques jusqu'au ras du cou et à arborer un diamant à l'oreille gauche, mais l'homme, autant que l'athlète, est différent. Aux sourires, souvent prémédités de son maître, il oppose une bonhomie de brave type dont l'aisance, verbale et le sens de l'humour sont spontanés.

A la sveltesse manœuvrière de son modèle, il oppose une morphologie de noumeurs musclé qui rappelle celle de Ben Johnson (« mais Burrell est propre », ajoute souvent Lewis).

A l'instar de Carleton, Leroy était un enfant complexe. Souffrant de myopie à l'œil droit (il est désormais pratiquement aveugle de cet œil), il ne put s'adonner longtemps à son sport favori, le basket-ball. Son père ayant déserté le domicile conjugal alors qu'il avait douze ans, il a vécu avec sa grand-mère maternelle, à Landsdowne (Pennsylvanie) soit moins de quarante kilomètres de Willingboro, la petite ville du New-Jersey où Lewis passa la majeure partie de son enfance. De l'adolescence, il garda une image, celle de son idole quatre fois médaillée aux Jeux de Los Angeles. « Alors, j'ai vraiment compris l'athlétisme, je voulais devenir Carl Lewis », se souvient-il. Il devra patienter. Le modèle retardé l'échec et le revendeur le titre d'homme le plus rapide du monde.

PHILIPPE BROUSSARD

## Chronologie du record du monde du 100 m

La chronologie du record du monde du 100 m depuis qu'il est chronométré électroniquement au centième de seconde est la suivante :

— 9 s 95 par Jim Hines (E-U) le 14 octobre 1968 à Mexico (Mexique) ;

— 9 s 93 par Calvin Smith (B-U) le 3 septembre 1983 à Colorado Springs (Etats-Unis) ;

— 9 s 92 par Carl Lewis (E-U) le 24 septembre 1988 à Séoul (Corée du sud), dans une course gagnée en 9 s 79 par le Canadien Ben Johnson qui devait être disqualifié pour dopage, ce record étant alors effacé des tablettes ainsi que celui établi l'année précédente à Rome en 9 s 83 ;

— 9 s 90 par Leroy Burrell (E-U) le 14 juin 1991 à New-York ;

— 9 s 86 par Carl Lewis (E-U) le 25 août 1991 à Tokyo.

Avec ce dernier record, l'avance de Carl Lewis par rapport aux autres « hommes les plus rapides sur 100 m » est théoriquement de 3,40 m sur Jesse Owens (10 s 2 en 1936), de 2,30 m sur Willie Williams (10 s 1 en 1956), 1,50 m sur Armin Harry (10 s 0 en 1960), 0,90 m sur Jim Hines, 0,70 m sur Calvin Smith, 0,60 cm lors de son record de 1988, et de 40 cm sur Leroy Burrell.

## NATATION : championnats d'Europe

## La moisson de Catherine Plewinski

Catharina Plawinski n'a pu conserver, dimanche 25 août à Athènes, son titre du 50 mètres nage libre. Elle a terminé deuxième derrière l'Allemande Simone Osygus (25 sec 80 contre 25 sec 84). Ce quatrième podium, venant après ses titres sur 100 mètres papillon et 100 mètres nage libre et sa deuxième place au 200 mètres nage libre, lui permet toutefois d'être la nageuse qui obtient la plus de médailles aux vingt-huit championnats d'Europe.

Pour la délégation française, la plus belle course du dernier week-end a pourtant été le 200 mètres papillon où Frank Esposito s'est imposé en 1 min 59 sec 59 tandis que Chria-

tophe Bardeau s'adjugeait la médaille de bronze. Après une autre médaille de bronze pour Frank Schmitt au 100 mètres dos, les Français n'ont bien conclu ces championnats lors des relais (au cours desquels Frank Schmitt battra son record de France du 100 mètres dos en 56 sec 05 contre 58 sec 13). D'ailleurs, au 4 x 100 mètres derrière les Soviétiques (3 min 40 sec 68), la quatuor formé de Frank Schmitt, Cédric Pénicaud, Bruno Gutzek et Christophe Kalfayan a établi un nouveau record national en 3 min 42 sec 15 (contre 3 min 43 sec 09).







## ARCHITECTURE

## Fièvre urbaine à Montréal

Dans la ville en mutation, une grande exposition évoque les métropoles des années 20

## MONTRÉAL

de notre envoyé spécial

La ville de Montréal se hat à imposer son image sur la scène internationale. Les diables n'ont pas mieux lotis que les hommes, elle ne peut cependant offrir que ce qu'elle a, à savoir une beauté sérieusement endommagée par une théorie de gratte-ciel dans la médiocrité, en fait de ciel, paraît-elle, destinée à entraver les diables.

Entre ses hauteurs boisées et le Saint-Laurent, ce qui était un des plus beaux sites du monde ressemble désormais à n'importe laquelle de ces villes américaines qui s'éventrent à singer New-York. D'autres initiatives sont plus heureuses et sans doute consistent-elles les Montréalais. Ainsi les berges du fleuve leur ont été rendues, débarrassées des silos et entrepôts qui en interdisaient l'accès et la vue. Quelques bâtiments ont été conservés, donnant au cœur de la ville de grandes espaces pour les foires et les manifestations grand public.

Derrière ceux-là, au milieu du Saint-Laurent, on aperçoit les points culminants de l'exposition universelle de 1967 : la sphère de Buckminster Fuller, le pavillon de la France, toute une rhétorique architecturale dont l'ultime envolée sera le stade des Jeux olympiques de 1976 et sa tour de 170 mètres, ensemble qui s'est enfin achevé, par la mise en place du toit... en 1990. Et par un trou financier qui reste, lui, difficile à combler.

Montréal va fêter ses trois cent cinquante ans en 1992. Si les immeubles commerciaux continuent de pousser, et de rester vides comme dans tant d'autres villes d'Amérique du Nord, la fièvre citadine de Jacques Cartier semble avoir, conformément aux usages de cette fin de siècle, réorienté son lyrisme urbain vers des demeures plus culturelles ou plus bucoliques : ici, un spectaculaire Jardin botanique, où, sur le parvis, un sympathique Musée de la ville, qui tire sur toutes les ficelles d'une muséographie ludique-pédagogique pour raconter l'histoire de Montréal et de son patrimoine.

Mais, pour s'en tenir aux questions culturelles liées à l'urbanisme, c'est à l'initiative privée que la métropole du Québec doit ses plus beaux fleurons : le Centre Canadien d'architecture, ouvert l'an passé par le milliardaire Phyllis Lambert, et le Musée des beaux-arts dont le nouveau bâtiment sera inauguré à l'automne, et qui aura alors l'envergure de son « rival » de Toronto. C'est encore dans les anciennes salles qu'est cependant présentée la nouvelle grande expo-



Portrait de Madame Boucard, de Tamara de Lempicka

sition du musée : « Les années 20 : l'âge des métropoles ». Un formidable hymne à la ville, et à cette engorgement particulière de citadins que représentent les artistes.

Le Centre Pompidou, il est difficile de ne pas s'en souvenir, aura construit une bonne part de sa réputation sur une série de monumentales expositions : « Paris-New-York », « Paris-Moscou », « Paris-Berlin ». C'est la synthèse et la conclusion de cette épopée savante, picturale, et architecturale que présente ici le Musée des beaux-arts. Synthèse dirigée par Jean Clair, ancien conservateur du Musée national (français) d'art moderne, aujourd'hui directeur du Musée Picasso ; mais synthèse allégée de l'ambition pluridisciplinaire de l'institution parisienne, et autrement dit de la musique et de la littérature qui ne sont plus guère présentes la nouvelle grande expo-

au comme personnages de tableaux. Autre différence notable : la rareté des grands maîtres et des chefs-d'œuvre de la peinture moderne, qui feraient les morceaux de choix du bonillon parisien, et qui se trouvent ici beaucoup plus dispersés. En sont la cause le prix des assurances et les réserves de plus en plus marquées des collectionneurs. Reste que les œuvres exposées n'ont rien de secondaire. Si elles ne forment pas la bruyante, la flamboyante cavalcade des expositions parisiennes, elles donnent au fond une plus humaine image du quotidien de la création artistique dans les grandes cités occidentales.

Plus clair, le brouet culturel de « L'âge des métropoles » n'en est donc que plus digeste, facile à suivre et à comprendre, et cela d'autant mieux que la thématique urbaine donne une homogénéité à l'ensemble. Était-ce le seul fil conducteur possible ? La ville était-elle vraiment le tout et le détail, l'absolu, la référence aux années 20. Peut-être pas, mais il est certain en revanche que ce thème est aujourd'hui si présent dans les consciences, il est si actuel, si proche des inquiétudes ordinaires de l'homme contemporain, qu'il en devient un moyen idéal de compréhension de la fin du siècle s'élaborant ainsi une mythologie, une culture, dont on s'attache à souligner les archétypes.

## Berlin

après l'apocalypse

C'est ainsi que Berlin, Berlin sorti de l'apocalypse de la première guerre mondiale, devient une sorte d'entité noire et passablement hystérique, un « carnaval sanglant », selon l'expression de George Grosz. Mais c'est aussi un héraut de la culture dans lequel regardent côte à côte, agitant pions et crochets, les gaudes cassées de Dix ou de Beckmann, que brasse avec jovialité le mouvement dada, et d'où émergent à émerger les tenants d'un « ordre nouveau », citation rayonnante, méthodiquement profitant. Ainsi coexistent le Merzbar, l'étrange caverne de Schwitters, dont l'exposition présente une étonnante reconstruction, et l'émergence du Bauhaus dont les architectes et les artistes vont trouver un splendide champ d'expérience à Berlin, devenue pour le coup une « métropole en chantier ».

Berlin était un baillonné, Paris sera donc un « cocktail ». Et même « un cocktail explosif d'audace et de frivolité ». Apparemment les rescapés des tranchées françaises n'ont pas leur place dans cet univers de lumière où l'on folâtre de cafés en salons mondains. Ici, l'histoire de la peinture paraît bécote entre les tours Eiffel de Delamare, les belles à plumer ou à boia, de Gromaire ou de Van Dongen, pour se réfugier enfin sous la robe de soie et

les fourrures de Madame Boucard, dont l'éclatant, le rutilant portrait par Tamara de Lempicka domine de sa puissante stature toute l'exposition. Les Deux Amies de Fofio en sont tout intimidées, et, manifestement refroidies, une femme nue de Raphaël Delorme, habilement débarrassée de la pénible surréaliste, s'apprête à reprendre la mer pour retourner chez ses parents.

Là encore les architectes vont remettre les choses en place. Mais quand Brun Taut élabore son « Monument à l'ordre nouveau », Le Corbusier, six ans plus tard, s'essiera aux manières françaises en construisant le fameux pavillon de l'Esprit nouveau pour l'exposition des arts décoratifs de 1925. Léger donne un coup de main aux architectes pour remettre le monde au carré. Picasso, apparemment, se tourne les pouces en compagnie de Jean Cocteau, d'Olga et d'Érik Satie, dans le Salon de l'artiste.

## Onze heures

du matin à New-York

Rattrapons la femme nue et prenons le transatlantique pour nous rendre à New-York, troisième pôle de « L'âge des métropoles ». On la retrouvera un jour, à Onze heures du matin, paisible, silencieuse, solitaire, devant une fenêtre d'Edward Hopper. Il faut dire que dans cette Amérique-là, la femme est à l'évidence détreinée, tandis que la ville est élevée au rang de divinité, tout au moins sous l'espèce du gratte-ciel. Si la vie n'en est pas tout à fait absente, puisqu'on y joue du jazz dans les caves, l'architecture a imposé et son ordre et son esprit auxquels se pite sans regretter une population résignée. L'enthousiasme, feint ou réel, est devenu la norme. Hors de l'enthousiasme, on s'enfuit. Dans l'enthousiasme, on encastrait. Boute de Muevel, en visiteur appliqué, Guy Pène Du Bois, Giorgio O'Keefe, Charles Demuth sont les autres héros de cette peinture contrainte à la joie.

Grignote et même terrible dans ses commencements, pittoresque par sa « révolte », fait de la prosaïque le pilier de la société, l'exposition du Musée de Montréal attire et retient pourtant un public nombreux. Peut-être parce qu'elle est aussi narrative, appliquée, et parce qu'elle est de son langage pédagogique, elle parvient à évoquer les fluctuations d'un époque et de sa vie artistique, à défaut d'en montrer les sommets. Et parce qu'elle est de son langage de référence, elle sait raconter les voyages d'Italie, déjà mussolinienne, de Russie révolutionnaire, d'Angleterre ; envier enfin toutes les « révolutions », on a découvert une grande conviction : pour ne pas dire collaboration, entre la police et certains notables, dont des membres du gouvernement. « Lorsque la police a repris pied dans la rue en chassant le film, il est monté sur scène et a lancé : « Je jure avoir écrit cette pièce il y a dix-huit

## CINÉMA

## Le Québec à l'heure de Moscou

Au 15<sup>e</sup> Festival des films du monde à Montréal, les films de l'Est européen prennent un singulier relief

## MONTRÉAL

(correspondance)

Inauguré le 22 août avec une aimable mollesse par *Rumbling Rose* de Martha Cullidge — « un film plein d'humour et de sentiment » — le 15<sup>e</sup> Festival des films du monde de Montréal s'est réveillé avec deux des films présentés en compétition. Chacun d'eux, face aux événements d'URSS, prenait une singulière résonance.

Réalisé par l'auteur de *Trains écartés* et de *Mon cher petit village*, le Tchèque Jiri Menzel, *L'Opéra du guez* est une variation sur *The Beggar's Opera* de John Gay (1728) dont Bertold Brecht devait tirer *L'Opéra de quatrous*. L'adaptation, écrite pour le théâtre en 1972, est ici de Václav Havel, devenu depuis président de la République de Tchécoslovaquie. La pièce ne fut représentée qu'une seule fois, en 1975, à la suite de quoi les acteurs et même quelques spectateurs furent poursuivis.

Havel, qui n'a vu du film que quelques séquences, n'a pas collaboré au scénario. « Il n'avait vraiment pas le temps », précise Jiri Menzel, qui juge Havel difficile à parler à l'écran : « Sa phrase est toujours admirablement construite, et chaque mot compte. J'ai pourtant dû couper, très prudemment, un tiers de son dialogue. Après avoir vu le film, j'ai bien peur qu'il ne m'adresse plus la parole », conclut-il en riant. L'intrigue de John Gay se déroulait au dix-huitième siècle — « époque qui ne correspond en rien à celle que nous vivons » —. Menzel, dans l'impossibilité (financière) de reconstruire le vieux Londres, choisit de transporter l'affrontement des gangs de Mackie et de Peacham avec la police dominée par Bill Lockit. « Dans un monde artificiel, explique-t-il, ce qui est le *Frigo des années 30* si le monde réel avait pris le pouvoir dans les années 20 : les gangsters et la police dominent tout le pays ».

Pour Menzel, la pièce est encore plus actuelle aujourd'hui, « car juste après la révolution, on a découvert une grande conviction : pour ne pas dire collaboration, entre la police et certains notables, dont des membres du gouvernement. « Lorsque la police a repris pied dans la rue en chassant le film, il est monté sur scène et a lancé : « Je jure avoir écrit cette pièce il y a dix-huit

ans ». *L'Opéra du guez* a été financé sous l'ancien régime. C'est le dernier film à avoir été tourné dans les anciens studios de l'État.

La conférence de presse la plus suivie fut évidemment celle du Soviétique Evgeni Tsybal, quant à ses deux films *Le Conte de la lune allumée* (son premier film), tiré d'un livre de Boris Pninak, retraçant les guerres intestines au sein de la jeune Union en 1925, qui devaient amorcer l'ère du stalinisme (le film est remarquable tant par l'acuité du propos que par le traitement presque politico-psychanalytique de la couleur).

D'entrée on demande à Tsybal ce qu'il pense des derniers événements d'URSS. « Je ne sais pas », répond-il, « je me sens un peu décalé, j'ai quitté l'URSS il y a déjà deux jours ». Avec bien d'autres cinéastes, acteurs et techniciens, pendant trois jours et trois nuits, Tsybal a veillé près du Padement de Moscou. « J'ai vu les gens étonnés par les tanks, atroce tragédie, et pourtant le sentiment qui domine est moi est la fièvre. J'avais sous-estimé mon rôle, je ne le savais pas aussi un dans l'action, je ne savais pas qu'autant de gens étaient prêts à payer leur liberté de leur vie. Mais le fait est là : nous ne sommes plus des esclaves ».

Tsybal dit d'avoir renoué aucun problème de censure, « mais bien des choses qui se retrouvent à l'écran ». « Je suis sûr que dans le scénario », dit-il, « et sans même qu'il soit averti, encore moins convoité, son film est projeté à l'Académie des sciences. Parmi les spectateurs, des membres du comité central, Tsybal réussit à assister à la projection. A la scène finale, où sont incorporés des éléments d'actualité, « certains se sont levés, et sont partis très vite. On aurait cru des rats qui désertent un navire qui coule ». Lors du débat plus ou moins houleux qui suit la projection, Tsybal rappelle qu'il n'a rien inventé, que tout s'est exactement passé ainsi en 1925. « Un homme alors s'est approché de moi, et me regardant droit dans les yeux, m'a dit : « Je sais que l'ordre sera très prochainement rétabli, et je vous en remercie, mais moi-même, au premier rétablissement, j'irai les puérils à l'avant, j'emporterai ? Le film était déjà à Montréal, il aurait été projeté. Mon destin à moi aurait sans doute été plus tragique... »

HENRI BÉHAR

## La petite bouffe

Marco Ferreri reprend tous ses thèmes dans une comédie macabre et réjouissante

Le thème de Marco Ferreri

C'est une fable cannibale sans prétention excessive, une reprise en mineur de tous les thèmes farréens : la femme cannibale, l'homme de transition, le phallus encoeurant. Avec, en prime, une désinvolture comique, une légèreté dans le sauteux qui démentent ce que le sujet pourrait avoir de choquant.

Paolo, pianiste de bar d'occasion, a luqué ses amants. Il a quitté son métier d'architecte, si comme (qu'il appelle « la Hyène »), ses deux enfants qu'il affectionne et son gros chien qu'il adore. Régissant doucement dans une hypochondrie nourrie de broches trempées de lait, il attend des jours meilleurs.

Il arrive, sous les formes sidérales et calypsoes d'un monument de féminité en mouvement, la somptueuse Francesca (Francesca Dellera, taillée aux mesures de son rôle). Elle est un peu paumée, sort d'une histoire décevante avec un gars, et se laisse séduire par Paolo, qui la doctre dans une petite maison au bord de la plage. Ils resteront là trois mois et cinq jours, passant leur temps à manger et à baiser. Mais ce n'est pas la grande bouffe suicidaire et désespérée, c'est une petite bouffe ironique et distanciée. Parfois, cependant, les fantasmes de Paolo prennent un

tour un peu varace : ainsi, au supermarché du boug, imagine-t-il soudain sa bien-aimée sous la forme d'une carcasse de bœuf — ici les côtes prennent, ici la cuvette... Il faut dire que Paolo a un vieux problème avec la chair. Pas seulement celle des femmes, celle du Christ aussi. Son père — anarchiste — lui ayant longtemps refusé sa première communion, il arrive à la cérémonie dans un état d'exaltation tel, que le père béni à donner l'hostie à cet enfant qui lui déclarait « qu'il ne voulait pas manger un petit bout de Dieu, mais Dieu tout entier ».

Le sero étant devenu ce qu'il est, et Dieu prenant de plus en plus le relief, Ferreri pousse le jeu à son terme. Des câlins, migratrices messagères viennent picorer dans le jardin. Francesca dit qu'elle doit le suivre. Paolo ne veut pas. Alors il la tue sans lui faire trop de mal, la place debout dans le réfrigérateur, et fuit d'avoir pu manger Dieu, mange la femme.

Une fable, c'est bien cela, filmée sobre, avec beaucoup de liberté, mais une pudeur louable pour dire les effets des bouillottes amants et l'abominable gourmandise du survivant. La morale de la *Chair*, car Ferreri a toujours été un moraliste, pourrait être celle-ci : « N'empêchez jamais un petit gars de faire sa première communion ».

DANIEL HEYMANN

## SORTIE NATIONALE LE MERCREDI 28

« Les Commitments » est un film tout feu tout flamme, dont on sort regonflé. Une vraie cure de vitamines.

STUDIO (C. Wimpfen)

« Les Commitments » est un film en état de grâce.

PREMIÈRE (J.P. Chénier)



UN FILM DE ALAN PARKER

LES COMMITMENTS

« Les Commitments » est un film en état de grâce. PREMIÈRE (J.P. Chénier)

## Rectificatif.

Une erreur de transcription a modifié le sens d'une phrase de l'introduction que le professeur Alexandre Minkowski a accordé au chorégraphe Jean-Claude Gallatta dans le supplément « Arts et spectacles » daté du 22 août. Lorsque le professeur Minkowski évoquait l'Eglise catholique, il ne faisait pas dire que celle-ci avait massacré tous les juifs polonais, mais « contribué au massacre de juifs polonais ».

**OPERA**  
BASTILLE

**SACHSISCHE STAATSKAPPELE DRESDEN**  
Sir Colin Davis

LOCATION OUVERTE  
PAR TELEPHONE  
(1) 44 73 13 00



# ÉCONOMIE

## BILLET

### Normalisation fiscale

Le gouvernement, qui met la dernière main à la préparation du budget de l'Etat pour 1992, essaie de trouver quelques mesures pour aider les petites et moyennes entreprises (PME). Les préoccupations gouvernementales sont justifiées : les PME peuvent créer beaucoup d'emplois.

Pour favoriser les PME, la première idée qui est venue à l'esprit a été de créer une fiscalité particulière : d'où l'idée d'un impôt sur les sociétés à taux dégressif avancée par l'ancien ministre de l'Industrie, M. Fauroux. L'idée avait été reprise, avec enthousiasme, cet été, par les responsables de la Confédération générale des GPME.

Le ministre de l'Economie n'a pas eu grand mal à démontrer que cette mesure, aussi séduisante pour l'esprit soit-elle, soulevait d'énormes problèmes. Le plus important aurait été d'éviter - et là, il aurait fallu mettre au point toute une réglementation et des contrôles - que les grandes sociétés ne se fractionnent à l'infini pour se transformer artificiellement en PME et bénéficier d'avantages nouveaux.

Dans certains pays étrangers comme la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, la Belgique, le Japon pendant un temps, existe bien un impôt progressif sur les bénéfices. Mais cet impôt n'est - en général - progressif qu'en fonction du bénéfice réalisé et non de la taille. Ce qui veut dire que tout le monde peut en bénéficier, que la mesure est générale et qu'elle coûte cher.

On est alors renvoyé au problème de la baisse générale de l'impôt sur les sociétés. Après avoir jeté l'opprobre sur le profit, les socialistes français admettent maintenant que les entreprises doivent être prospères pour vivre et créer des emplois. Le grand responsable de notre économie, M. Bédégoy, a beaucoup évolué depuis dix ans. Le taux de l'impôt sur les sociétés a été considérablement réduit, revenant de 50 % à 34 % pour les bénéfices non distribués. Les bénéfices distribués, qui étaient désavantagés avec un taux de 42 %, vont maintenant être alignés sur un taux commun qui, dans deux ans, sera de 33,33 %. Et, dans un premier temps, les acomptes seront réduits, ce qui allégera tout de suite les prélèvements. La réforme coûte, au total, 13 milliards de francs. C'est dire à quel point la France est en train de normaliser ses comportements. Une petite révolution en quelque sorte.

ALAIN VERNHOLES

Dans une lettre au maire de Suzuka  
**M<sup>me</sup> Edith Cresson**  
justifie  
ses propos anti-japonais

Le premier ministre, M<sup>me</sup> Edith Cresson, a assuré le Japon de son « amitié » dans une lettre adressée au maire de la ville de Suzuka, M. Kenjo Ibi, rendue publique, lundi 26 août, par l'ambassade de France à Tokyo. M<sup>me</sup> Edith Cresson explique qu'elle conteste « l'invasion économique que certaines compagnies japonaises ont entreprise, non le Japon tel qu'il est. » « Je voudrais vous convaincre de mes sentiments amicaux à l'égard du Japon », poursuit M<sup>me</sup> Cresson.

M. Kenjo Ibi, dont la ville, où se déroule chaque année le Grand Prix du Japon de formule 1, est jumelée avec Le Mans, avait protesté, jeudi 20 juin, contre les propos attribués au premier ministre qui comparait les Japonais à des « fourmis ».

## L'augmentation du nombre des demandeurs d'emploi

### Le déficit du régime d'assurance-chômage pourrait atteindre 5,5 milliards de francs en 1991

Alors qu'il avait dégagé un léger excédent en 1990, le régime d'assurance-chômage pourrait connaître un déficit de 5,5 milliards de francs à la fin de l'année et de 7 milliards de francs en 1992, selon la prévision la plus pessimiste, indiquent les dernières hypothèses de travail de l'UNEDIC, réalisées sur les six premiers mois de l'année.

Alors que les effectifs salariés devraient, selon les experts de l'UNEDIC, progresser de 250 000 personnes en 1991, soit un volume comparable à celui de 1990 (+253 000), le nombre des chômeurs indemnisés pourrait, lui, augmenter de 260 000 personnes et entraîner un déficit du régime de 5,5 milliards de francs. Cet accroissement du nombre de demandeurs d'emploi marquerait, toutefois, un certain ralentissement par rapport à la tendance observée

au premier semestre où l'an a d'ores et déjà relevé 180 000 chômeurs indemnisés supplémentaires.

Pour 1992, les experts de l'UNEDIC envisagent deux hypothèses : la première, qui prévoit, au mieux, une stabilisation du nombre de chômeurs, entraînerait un déficit de 5 milliards de francs ; la seconde, plus alarmiste, table sur une augmentation de 100 000 demandeurs d'emploi supplémentaires et un déficit de 7 milliards de francs.

#### Une hausse de la cotisation ?

Ces hypothèses, qui doivent encore être affinées au vu des résultats du mois de juillet, seront officiellement communiquées début septembre aux partenaires sociaux, gestionnaires du régime.

Faits de cette base de départ, ces derniers, qui ont décidé de se réunir le 23 septembre prochain, devraient vraisemblablement examiner l'hypothèse d'une hausse de la cotisation d'assurance-chômage, sachant qu'une augmentation d'un point de cotisation rapporterait, en année pleine, 15,4 milliards de francs en 1991 et 16 milliards de francs en 1992.

Parallèlement, ces prévisions rendent encore plus aléatoire une éventuelle participation de l'UNEDIC au financement du régime de chômage partiel. D'autant que cette participation qui est vivement encouragée par le ministère du travail, avait déjà été, une première fois, refusée par les partenaires sociaux au mois de mars en raison des risques de dérapage budgétaire (le Monde du 15 août).

V. D.

## Selon le Centre national des statistiques de la santé

### Les Américains se marient moins et pour moins longtemps

Les Américains, comme les Européens, se marient moins et pour moins longtemps, indique un document publié, lundi 26 août, par le NCHS (Centre national des statistiques de la santé). Le nombre de mariages n'a cessé de baisser depuis 1967 : en 1988, dernière année étudiée, parmi les femmes de 15 à 44 ans, 91 pour mille étaient mariées contre 147 pour mille en 1967, soit une baisse de 38 %. Le concubinage est de plus en plus courant : en 1988, un tiers des femmes de 15 à 44 ans ont vécu avec un ou plusieurs partenaires sans être mariées. Quant à la durée des mariages, elle n'est plus que de 50 % de la vie pour les hommes et 44 % pour les femmes.

Avec la baisse des mariages, la croissance du nombre de divorces se ralentit, mais leur nombre était de 18,5 pour mille femmes mariées en 1988 contre 14 pour mille en 1970.

## REPERES

### CHÔMAGE

#### Stabilité en juin dans la CEE

En représentent 8,7 % de la population active, le taux de chômage dans la CEE est resté stable en juin, selon les dernières statistiques diffusées par Eurostat, l'institut statistique de la Communauté. Cette stabilité masque des réalités inégales puisque la situation de l'emploi a notamment continué de se dégrader en Irlande (+ 0,4 %), au Danemark (+ 0,2 %), au Royaume-Uni (+ 0,2 %), en France (+ 0,1 %) et en Italie (- 0,1 %).

Les statistiques diffusées par Eurostat donnent les pourcentages suivants : Irlande, 17,5 % de chômeurs par rapport à la population active ; Espagne, 15,5 % ; Italie, 9,9 % ; France, 9,6 % ; Danemark, 8,8 % ; Royaume-Uni, 8,8 % ; Belgique, 8,5 % ; Allemagne de l'Ouest, 4,5 % ; Portugal, 4,3 % ; Luxembourg, 1,9 %. La Grèce et les Pays-Bas ne diffusent pas, pour leur part, de chiffres comparables.

### TOURISME

#### Reprise en Tunisie

Après un début de saison touristique catastrophique, la Tunisie a enregistré, en août, le redressement de ce secteur vital pour son économie, avec un chiffre-record de 95 000 visiteurs étrangers depuis le début du mois. Le taux de fréquentation des hôtels a atteint 94 % pour la région de Sousse et 98 % pour la côte est (Nabeul et Hammamet). Au cours des sept premiers mois de l'année, l'office du tourisme tunisien a enregistré 1 086 323 arrivées, soit une baisse de 17,3 % par rapport à la période correspondante de 1990. La chute concerne la clientèle européenne (- 64 %), et tout particulièrement la clientèle française (- 72,8 %). Avec une progression de 63 %, les touristes maghrébins ont partiellement compensé cette désaffection consécutive à la guerre du Golfe. - (AFP.)

Viande irlandaise détruite par des agriculteurs à Thoirs (Deux-Sèvres). - Six tonnes de viande en provenance d'Irlande ont été détruites, dimanche 25 août, dans la soirée, par un groupe d'une quinzaine d'agriculteurs locaux devant l'abattoir de Thoirs (Deux-Sèvres). Selon un communiqué anonyme transmis à l'AFP, cette manifestation entend notamment « dénoncer l'importation massive de viande de pays de la CEE et hors-CEE alors que les frigos sont déjà pleins ».

## Après avoir engagé la cession des petits commerces d'Etat

### Prague prépare la privatisation des grandes entreprises

Le programme de privatisation des grandes entreprises d'Etat entre dans une nouvelle phase en Tchécoslovaquie. Le 31 août, les grandes sociétés privatisables doivent transmettre à leur ministère de tutelle une évaluation de leur capital. Le rythme de la réforme est plus lent en Slovaquie que dans la partie tchèque.

#### PRAGUE

##### correspondance

En Tchécoslovaquie, le processus de vente du patrimoine d'Etat au secteur privé a été engagé en janvier dernier avec les ventes aux enchères de petits commerces et restaurants, selon la loi dite de « petite privatisation » : ces ventes étaient réservées, au cours du premier tour, aux citoyens tchécoslovaques. Depuis lors, partout dans le pays, des magasins privés sont apparus. Avec parfois quelques inconvénients. Les kiosques à journaux, par exemple, peuvent être achetés pour de petites sommes et rapportent gros : les « nouveaux entrepreneurs » y vendent toutes sortes de cosmétiques et autres produits occidentaux, inaccessibles sous le régime communiste. De nombreuses benflines ou petites villes ont ainsi perdu leur vendeur de journaux ou de tabac...

A la mi-juillet, en République tchèque, 5 411 petits commerces et restaurants avaient été privatisés à l'occasion de ventes aux enchères pour une valeur de 3,8 milliards de couronnes (1 couronne égale 0,19 franc), tandis qu'en Slovaquie 3 123 ventes ont rapporté 1,8 milliard de Fonds de propriété nationale. Ce fonds sert à financer la restitution des biens confisqués par le régime communiste après 1945 et à encourager l'entreprise privée.

#### Les étrangers invités

La « petite privatisation » bien engagée, le gouvernement s'apprête maintenant à entamer son programme de mise en vente des grandes entreprises d'Etat. Il en a donné récemment le mode d'emploi : vente aux enchères, vente par OPA, vente d'actions à des conditions privilégiées aux employés de l'entreprise, vente directe à l'étranger, et surtout actionnariat populaire selon la « méthode des coupons », innovation du ministre des finances, M. Václav Klaus. Une large campagne d'information, qui a démarré en ce mois d'août, explique aux Tchèques et aux Slovaques les règles de l'actionnariat, ses risques et ses avantages.

La « méthode des coupons » doit permettre à tous les citoyens du pays de participer pour une somme symbolique au processus de privatisation, en devenant actionnaires d'une ancienne entreprise d'Etat. Cette opération, prévue pour le début de l'automne prochain, donnera à tout citoyen majeur la possibilité d'acquiescer, pour une somme de environ 2 000 couronnes, un carnet de 1 000 coupons. Il pourra choisir de les placer dans l'entreprise de son choix, ou bien de confier ses

coupons à un des fonds d'investissement, gérés par les banques.

Le scénario de la vente directe à un investisseur étranger a été, après le célèbre mariage de Skoda avec Volkswagen, poussé à l'extrême avec la vente en juillet de 100 % des parts de la plus importante firme de détergents tchèque, Rakona Rakovnik, au géant américain Procter and Gamble pour 44 millions de dollars (265 millions de francs). Selon le ministre tchèque de l'Industrie, M. Jan Vrbra, environ 150 entreprises tchèques sont en négociation avec des partenaires étrangers, pour apporter à l'économie l'« élixir de vie » et le savoir-faire qui lui ont manqué pendant les quarante dernières années.

Le gouvernement tchèque a récemment approuvé la liste des entreprises privatisables, réparties en deux groupes : les premières (2 000 environ) doivent soumettre un plan de privatisation à leur ministère de tutelle avant la fin octobre. Elles obtiendront une réponse dans le mois ; un second groupe est constitué d'environ un millier d'entreprises, plus problématiques ou moins dynamiques, qui devront soumettre leur plan avant fin mai 1992.

Par ailleurs, la République tchèque a établi une liste de près de 500 entreprises d'intérêt public - « un nombre minimal », selon le ministre tchèque de la privatisation, M. Tomas Jizek - devant conserver leur statut actuel pendant les cinq ans à venir. Il s'agit, par exemple, des PTT et des chemins de fer, ou d'institutions culturelles telles que le Théâtre national. 41 firmes, pour la plupart des entreprises de construction, seront liquidées, selon une loi sur les faillites qui a été adoptée tout récemment. « Nous n'avons pas le choix, nous devons faire face pour privatiser tout cela », dit M. Jizek, qui admet la difficulté de la tâche.

Le 31 août prochain, toutes les privatisables, qui seront formellement transformées en sociétés anonymes, soumettront à leur ministère le résultat d'un audit fixant la valeur de leur capital avec le pourcentage d'actions devant obligatoirement être réservé au fond des restitutions (3 %) et à l'actionnariat populaire (de 20 à 30 %). La fraction restante du capital sera, au choix, vendue à des entrepreneurs locaux ou étrangers, à d'autres particuliers, ou restera dans les mains de l'Etat. En Slovaquie, la liste des privatisables, dont

55 % doivent participer à la première vague, devait être approuvée par le gouvernement slovaque au courant du mois d'août, nous a dit M. Ivan Miklos, le jeune ministre slovaque de la privatisation, et la suite des opérations suivra le même schéma que dans la république voisine. M. Miklos se déclare résolument en faveur d'une réforme radicale, même si la « spécificité » de la Slovaquie est indéniable. « Les entreprises slovaques ne se sont pas encore adaptées aux nouvelles conditions du marché, qui sont plus dures depuis l'effondrement du COMECON » (le système commercial des pays de l'Est), ajoute-t-il.

Située à l'est du pays, la Slovaquie est moins favorisée que sa voisine tchèque, prospère avant guerre. Industrialisée après l'intégration du pays à l'Europe socialiste, elle compte davantage de grandes entreprises du secteur primaire (traitement de matières premières...) et plusieurs fabriques d'armement. Dans ces conditions, le redressement et la privatisation de ces sociétés seront probablement plus lents.

ANNE DASTAKIAN

## des entreprises en seine saint-denis



**"Quand je serai grand, je serai conducteur de TGV."**

**POUR UN DEPARTEMENT DE TOUS LES PROJETS**

**Alstom**

Seine Saint-Denis  
Conseil Général



## ÉCONOMIE

## Un entretien avec M. Jean Kaspar

Le secrétaire général de la CFDT dénonce  
« un budget d'accompagnement du ralentissement économique »

Dans l'entretien qu'il a accordé au Monde, M. Jean Kaspar, secrétaire général de la CFDT, reproche au gouvernement de céder à une « pseudo-fatalité économique ».

M. Kaspar, qui entend également « boucler » le patronat et les pouvoirs publics, souhaite approfondir les contacts récemment renoués entre organisations syndicales « réformistes ».

« Avant les vacances, des déclarations syndicales laissent augurer une rentrée difficile. Dans quel état d'esprit se trouve la CFDT ?

— La CFDT souhaite une rentrée offensive et responsable, car rien n'est plus urgent que de casser le phénomène d'accoutumance de la situation française au chômage. La situation est grave, avec près de 2,7 millions de demandeurs d'emploi, dont 200 000 chômeurs supplémentaires depuis le début de l'année. Il faut boucler le gouvernement et le patronat, qui ne semblent pas avoir pris conscience des drames et des risques que cette situation fait peser sur la société française.

— En effet, le gouvernement s'enferme dans un éredo des grands équilibres et refuse de donner des marges de manœuvre pour l'emploi. Cela conduit à un budget qui sacrifie l'ambition et qui cède à la pseudo-fatalité économique. Quant au patronat, il en est resté, dans sa majorité, à une vision simpliste. Pour lui, il faut favoriser l'investissement ainsi que la compétitivité ; l'emploi ou le progrès social seront donnés par surcroît. Il a tendance à sous-estimer que l'emploi et le social sont constitués d'une nouvelle efficacité économique, ce que l'Allemagne a compris depuis longtemps. Il est donc important d'exercer la pression pour développer et enrichir la négociation contractuelle.

« Aujourd'hui, pour la CFDT, le risque majeur de l'aggravation du chômage réside plus dans le repli sur soi, l'affaiblissement de la vie démocratique, la désaffiance des jeunes sans perspectives que dans une explosion sociale généralisée. Ce que nous voulons, c'est canaliser toutes nos forces et contribuer à un sursaut national pour stopper la fatalité du chômage. Tel sera le sens de notre rassemblement, le 12 septembre au Zénith, à Paris, où seront réunis 5 000 militants et responsables CFDT.

« Ouvrir les nationalisées aux capitaux privés »

— Les syndicats ne paraissent guère capables de se faire entendre et d'influencer la politique économique et sociale du gouvernement. Cela n'est-ce pas leur crédibilité ?

— Nous avons déjà réussi à faire sauter des verrous. Ainsi, la réaction vigoureuse des organisations syndicales pour la revalorisation du SMIC au 1<sup>er</sup> juillet a été couronnée de succès. Je suis conscient qu'en demandant un infléchissement de la politique économique du gouvernement la tâche est rude. L'intervention commune et faite des organisations syndicales sera déterminante. Le gouvernement doit choisir : soit il écoute et prend en compte nos propositions ; soit il prend le risque de tensions, à mon avis inévitables.

— La CFDT a sévèrement critiqué les choix du gouvernement de M<sup>me</sup> Edith Cresson et même l'entêtement de M. Bérégovoy, accusé au maintien des « grands équilibres ». Compte tenu de la faiblesse de la croissance, pensez-vous réellement qu'une autre politique soit envisageable ? Une relance de l'économie ne se décrète pas...

— Ce n'est pas une autre politique que d'accepter, mais de la nécessité de procéder à des ajustements ciblés. En effet, le budget, qui est l'acte fondateur de la politique économique, est loin de répondre aujourd'hui à la priorité affichée en faveur de l'emploi. De fait, il s'agit d'un budget qui accompagne le ralentissement économique. Le gouvernement ne peut se résigner à se plier aux contraintes extérieures sans se donner des marges de manœuvre autonomes, sauf à accepter une situation de dépendance.

— C'est pourquoi nous avons fait trois propositions. La première est d'accepter, comme l'a proposé en juillet le Conseil économique et social, une légère et temporaire augmentation du déficit budgétaire ; la seconde consiste à recourir à un emprunt, et la troisième à ouvrir le capital des entreprises nationalisées aux capitaux privés, dans la limite de 49 %. Ces moyens supplémentaires devraient être affectés à une relance sélective dans des secteurs comme le logement, les infrastructures ou les équipements collectifs, qui sont créateurs d'emplois et ne remettent pas en cause les grands équilibres.

— En réclamant des privatisations partielles, vous écarterez un peu plus une orientation fondamentale de la CFDT...

— Pour la CFDT, les nationalisations n'ont jamais été un but en soi, mais un moyen au service d'une politique économique. Nous restons fidèles à cette conception. Aujourd'hui, nous constatons que l'Etat n'a plus les moyens suffisants pour mettre à la disposition des entreprises nationalisées les possibilités financières nécessaires pour assurer leur développement et leur modernisation économique et sociale. Il faut sortir des dogmatismes et permettre aux entreprises nationalisées de consolider leur avenir.

— Un des principaux sujets de contentieux avec le gouvernement concerne la revalorisation des salaires dans la fonction publique. Alors que le prochain budget 1992 reste placé sous le signe d'une grande rigueur, estimez-vous qu'il est encore possible de conclure un accord salarial en 1991-1992 ?



— Le gouvernement s'est placé dans une situation d'immobilisme, de non-négociation. Il est intolérable qu'aucune revalorisation salariale ne soit intervenue pour les fonctionnaires depuis le 1<sup>er</sup> décembre 1990. S'il se confirmait, comme certains le laissent entendre, qu'une mesure unilatérale est envisagée, cela signifierait que le gouvernement tourne délibérément le dos à la négociation. C'est une hypothèse inacceptable pour la CFDT.

— Elle rendrait d'autant plus difficiles — voire incertaines — d'autres négociations, pourtant indispensables, sur les évolutions technologiques, l'amélioration de l'organisation et des conditions de travail, la responsabilisation des agents et le développement d'un dialogue social renouvelé. Notre Union fédérale des fonctionnaires va lancer une enquête auprès de ses adhérents et de l'ensemble des salariés des fonctions publiques pour mieux connaître les aspirations réelles des fonctionnaires aujourd'hui.

— Au printemps 1990, M. Mitterrand avait souhaité qu'un effort important soit fait en faveur des basses rémunérations. Quel bilan dressez-vous des négociations de branches ?

— M<sup>me</sup> Cresson vous donne-t-elle le sentiment de mener une politique favorisant la réduction des inégalités sociales, notamment en matière de revenus ?

— Incontestablement, il y a eu une dynamique de négociation sur les bas salaires et les classifications. En juin 1990, sur 164 branches de plus de 10 000 salariés, 134 enregistraient au moins un niveau de salaire inférieur au SMIC. Un an plus tard, elles ne sont plus que 60.

— Par ailleurs, 7 branches ont conclu des accords, notamment dans des secteurs importants, tels

que le bâtiment, la boulangerie ou le commerce de gros, 9 branches entreprennent des négociations. Mais il reste encore beaucoup à faire et nous souhaitons que, dans les mois qui viennent, ces négociations se développent car l'amélioration des classifications est un enjeu tout à fait essentiel de la modernisation.

— Nous sommes en train de rattraper un retard, et il serait dangereux que, prenant prétexte de la situation de l'emploi, le patronat envisage de ralentir le processus. En cas de reprise économique, cela hypothéquerait inévitablement le dynamisme des entreprises. Il faut sortir de la facilité qui consiste à peser sur les seuls salaires pour préserver l'emploi.

— Défendre l'emploi, c'est d'abord contribuer au soutien de la croissance, négocier la diminution des heures supplémentaires, l'aménagement et la réduction du temps de travail, l'égalité professionnelle, la formation et des plans d'urgence pour l'insertion des jeunes et des chômeurs de longue durée.

— S'agissant des inégalités, j'avoue que, pour le moment, je n'arrive pas à percevoir quelle est la nature de la politique sociale du gouvernement. L'acte passé au 1<sup>er</sup> juillet consistant à augmenter de 0,9 % la cotisation d'assurance-maladie des seuls actifs ne va pas dans le sens de la réduction des inégalités. Le gouvernement pouvait augmenter la CSG (contribution sociale généralisée). Cela aurait été un signe pour concrétiser la lutte contre les inégalités par un financement plus juste de la protection sociale.

— La dégradation de la situation de l'emploi s'accroît. Comment jugez-vous les orientations du ministre du travail, M<sup>me</sup> Martine Aubry ?

— La démarche de M<sup>me</sup> Aubry est courageuse. Dans les mesures qu'elle préconise, il me semble qu'elle a plus le culte de l'efficacité que celui des effets d'annonce. Elle a raison de dire que les employeurs doivent indiquer les types de formation dont ils ont besoin afin que l'on puisse adapter les programmes aux besoins réels — et non supposés — des entreprises. Elle a raison de vouloir des services publics de l'emploi plus performants.

— Elle a enfin raison d'insister sur le fait que les stages que l'on propose aux jeunes doivent déboucher sur un emploi, ce qui suppose une plus grande individualisation des programmes d'insertion. Mais le ministre du travail, et elle le sait bien, ne gagnera pas seule la bataille contre le chômage. Sans action trouvée rapidement des limites si le gouvernement ne modifie pas ses choix budgétaires et si les entreprises ne prennent pas leurs responsabilités.

— Des contacts bilatéraux se sont noués entre votre organisation, la CFE-CGC, la FEN et la CFDT. Avez-vous bon espoir d'inclure FO dans cette concertation, et jusqu'où peut aller la coopération de ces trois syndicats ?

— La CFDT s'est réjouie de l'initiative de la CFE-CGC. Nous n'avons pas hésité un instant à répondre à son invitation, qui venait en écho de nos propres appels à la nécessaire coopération

syndicale. J'ai noté avec beaucoup de satisfaction que Marc Blondel et Alain Deleu y avaient, eux aussi, répondu positivement. Dans les jours qui viennent, je prendrai contact avec Force ouvrière, la CFDT et la FEN, en espérant que le jour viendra où ces rencontres bilatérales déboucheront sur des réunions à trois, à quatre ou à cinq. Il n'y a pas de tâche plus importante pour le syndicalisme aujourd'hui que de concrétiser cette volonté de convergence.

— Que FO accepte de rencontrer la CFE et la CFDT n'est pas une innovation. Ce que l'on voit moins venir, c'est un changement d'attitude de FO vis-à-vis de la CFDT.

— Ne s'agit-il pas aussi pessimisme ? Je n'ai aucune raison de penser que cette situation perdure. Je proposerai une rencontre à FO. Ce sera à elle d'apprécier.

« Notre cohésion interne s'est renforcée »

— La CGT doit-elle être toujours tenue à l'écart ? Quel est votre avis sur la proposition de M. Henri Karsuki d'anéantir une autre CFDT ?

— Nous suivons avec attention ce qui se passe à la CGT, mais avec une grande prudence. Il serait tout de même surprenant que le secrétaire général de la CGT se soit subitement converti à la nécessité de resyndicaliser son organisation. Nous verrons dans les actes s'il s'agit d'une opération apodictique aux yeux ou des prémices d'un réel changement. Pour le moment, comme pour Anne, je ne vois rien venir.

— Cela dit, il n'est pas sans importance qu'une partie des militants et des responsables de la CGT semblent souhaiter faire évoluer leur organisation. Si la politique syndicale de la CGT pouvait réellement évoluer, alors ce serait un événement pour le syndicalisme français.

— La CFDT va tenir son congrès en avril 1992. Trois ans après votre élection, quel bilan de santé dressez-vous de votre organisation ? Quels défis vous paraissent devoir être corrigés en priorité ?

— La santé de la CFDT est bonne. Le nombre de nos adhérents (559 000) a progressé de 0,65 % en 1989 et de 3,65 % en 1990 (sur la base de 8 timbres par an). Notre cohésion interne s'est renforcée, comme on a pu le constater, notamment lors des événements du Golfe. Notre congrès doit être l'occasion de poursuivre notre effort d'adaptation pour un syndicalisme fort, uni et participatif, acteur de la société contemporaine.

— Le défi majeur de la CFDT ? C'est sans doute son impérialisme. Pour concrétiser les ambitions transformatrices dans les entreprises comme dans la société, il faut s'inscrire dans le temps. Ce n'est pas dans l'instant que l'on perçoit l'efficacité d'une organisation syndicale mais dans le temps.

Propos recueillis par MICHEL NOBLECOURT et JEAN-MICHEL NORMAND

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## ECUREUIL MONÉTAIRE

SICAV MONÉTAIRE DE CAPITALISATION  
pour la rémunération de vos disponibilités

## MISE À JOUR DES STATUTS

Le Conseil d'administration de la Sicav, présidé par Monsieur Hervé Vogel, proposera à l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires, réunie le 19 septembre 1991, une mise à jour des statuts conforme à l'instruction de la COB du 30.09.89 et à ses recommandations concernant la valorisation des titres de créances négociables.

## CLÔTURE DE L'EXERCICE COMPTABLE 1990-1991

Le Conseil d'administration a approuvé les comptes de l'exercice social clos le 28 juin 1991.

Conformément aux statuts, il sera proposé à l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires, qui se tiendra le 19 septembre 1991, de capitaliser la totalité du résultat de l'exercice.

## PERFORMANCE SUR 1 AN : + 9,76 %

(du 29.06.90 au 28.06.91)  
Valeur de l'action au 28.06.91 : 36 246,44 F

## ORIENTATION DES PLACEMENTS

Gérés dans une optique de sécurité, Ecureuil Monétaire est une Sicav destinée à rémunérer la trésorerie des particuliers et des entreprises. L'agence Standard & Poor's-AdeF lui a récemment attribué la note AAAm qui est son meilleur niveau d'appréciation. Cette notation confirme la rigueur des procédures de gestion, la qualité et la liquidité du portefeuille d'Ecureuil Monétaire ainsi que la sûreté de son dépositaire (la Caisse des dépôts).



Caisse d'Epargne Ecureuil  
L'Am Financier

Sicav gérée par Ecureuil Gestion - Filiale de Caisse d'Epargne et de Prévoyance et de la Caisse des dépôts et consignations.

(Publicité)

## AVIS D'APPEL D'OFFRES

Le Ministère de l'Agriculture et des Ressources Animales de la République de Guinée lance un appel d'offres international pour la réhabilitation de 183 kilomètres de routes rurales dans la région de Gaoual et Koundara.

Lot n° 7 b. - Financement CCCE.

Les documents de l'appel d'offres peuvent être retirés auprès de la Direction Nationale du Génie Rural, B.P. 65, à Conakry, ou auprès du BCEOM, 15, square Max-Hymans, 75741 PARIS Cedex 15.

Prix du dossier d'appel d'offres : 5 000 FF.

Date limite de dépôt des offres : le 25 octobre 1991, à 12 heures, à la Direction Nationale du Génie Rural - Conakry.

Avis d'appel d'offres détaillé et renseignements complémentaires auprès du BCEOM. Tél. : 42-79-49-40. Téléc. : 250 618 BCEOM F.

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE  
Renseignements : 46-62-72-67

Pour les diplômés BAC + 4 ans et plus  
(Maîtrises, DEA, Grandes Ecoles et Cadres d'entreprises)

## LES MASTERS ESG

6 formations qualifiantes de 3<sup>e</sup> cycle en alternance  
Ecole/Entreprise, durant 12 mois,  
pouvant être financées et rémunérées.

Selon votre formation et votre objectif professionnel.  
Vous pouvez être candidat(e) aux Masters ci-après :

- Gestion des entreprises
- Finances et Marchés des capitaux
- Management et Marketing Européen
- Marketing et Publicité
- Tourisme d'affaires
- Gestion internationale du Personnel

## ECOLE SUPÉRIEURE DE GESTION

Établissement reconnu par l'Etat  
25, Rue Saint-Ambroise - 75011 PARIS. Tél. : 43 55 44 44

## COMPTABILITÉ GESTION FINANCE

Devenez avec l'IGEFI  
des partenaires pour  
l'entreprise

DIPLOMÉS D'ÉTAT et cautionnés par  
l'ASSOCIATION DES COMPTABLES  
Mutuelle Professionnelle

Institut de Gestion et d'Études Financières  
94, rue St-Lazare 75009 Paris -  
Tél. 01 48 74 33 15 - 42 32 16 92  
Établissement privé d'enseignement supérieur

COURS DU JOUR OU FIN DE JOURNÉE ET CONTRAT DE QUALIFICATION

## DEMANDE DE DOCUMENTATION

- ☐ BP - Bureautique
- ☐ BTS - Comptabilité Gestion
- ☐ DPECF - Diplôme Préparatoire Etudes Comptables et Financières
- ☐ DECF - Diplôme Etudes Comptables et Financières
- ☐ DESCF - Diplôme Etudes Supérieures Comptables et Financières
- ☐ FINAL Expert Comptable

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Tél. : \_\_\_\_\_

IGEFI, 94, rue St-Lazare 75009 Paris



Jean Kaspar

هكذا من الناحية

Le Monde • Mardi 27 août 1991 19

Le Monde

## CHAMPS ECONOMIQUES



par Claude Bataillon  
et Yvon Le Bot

**C**ONTINENT incertain depuis sa « découverte », l'Amérique latine dérive entre Pacifique et Atlantique, quelque part au sud de l'arc tendu entre Japon, Amérique du Nord et Europe, « croissant fertile » de l'ère post-industrielle. La région s'est banalisée en même temps qu'elle se démocratisait, elle a perdu en visibilité et pèse aujourd'hui moins du cinquième de la production et des échanges de la planète. Elle tenait son dynamisme d'être une projection de l'Occident, située à une distance moyenne de ses centres et reliée à eux par un cordon ombilical.

Depuis les années 60 particulièrement, aide et assistance récompensent les pays latino-américains en fonction de leur alignement dans l'affrontement Est-Ouest. L'Argentine pouvait jouer de la dispute entre les deux blocs pour vendre son blé, et Cuba monnayait sa position stratégique contre une main-bien en provenance des « pays frères ». Dans un monde qui a cessé d'être bipolaire, aucun des grands pays latino-américains ne se profile comme centre, même secondaire.

### Une autre logique

Sociétés périphériques et excentrées, économies extraverties centrifuges, cultures et technologies importées : la distance semble se faire plus grande entre l'Amérique latine et ses ancrages occidentaux, alors même qu'elle en épouse avec moins de réserves les modèles économiques et politiques. De ces pays s'élevaient vers les métropoles de l'OCDE des réclamations et des exhortations à ne pas les oublier au profit de l'Europe de l'Est, délaissés sans cap, sans boussole et sans moyens, livrés de leur dette, de leur misère et de leur violence sociale. L'abandon serait-il pire que la dépendance ?

L'unité latino-américaine reste la « mer labouree » de Bolívar. Elle ne s'est pas réalisée devant la dette, elle ne se réalisera pas face à la compétition nippo-américano-européenne pour le contrôle de l'économie-monde. Le passage en « service de réanimation » de marchés communs - Pacto Andino, Mercado Comun Centroamericano - qui étaient tombés dans un coma profond et la création de nouvelles zones de libre-échange - notamment le Mercosur (Mercado Comun del Sur) regroupant Brésil, Argentine, Uruguay et Paraguay - obéissent à une autre logique que celle qui prévalait dans les années 60-70 : il s'agit moins de protéger et de développer des marchés régionaux limités que de se mettre en position d'attirer des capitaux des pays développés et de leur vendre des produits, de négocier des parts de marché et de prendre au mot l'initiative pour les Amériques » du président George Bush.

L'incorporation du Mexique dans la Nafta North America Free Trade Area est le modèle envié. Jouant de ses solides infrastructures d'équipement, des capacités de son Etat d'orienter l'économie et de ses autres avantages relatifs, ce pays se positionne pour devenir un élément dynamique et attractif du grand marché nord-américain et plus largement du grand marché du Pacifique, au point d'être parfois accusé aux Etats-Unis d'être le « porte-avion » du Japon.

Les usines de montage, notamment automobile, les ateliers de fabrication textile se diversifient et se multiplient sur la frontière du nord mais aussi à l'intérieur, dans les bourgades et dans les banlieues. Les touristes dévalent quelque 3 milliards de dollars par an. Les huit ou neuf millions d'émigrés, de moins en moins clandestins, de moins en moins temporaires, envoient à leurs familles des sommes dont le total s'élève sans doute à trois fois celui du tourisme. Le rio Grande n'est plus la fracture indépassable, incalculable, entre les deux Amériques.

Autour du Mexique et de son golfe s'organise une « Méditerranée américaine » aux communications denses et aux échanges fructueux avec le grand voisin du nord. Un monde se forme, caractérisé par des appartenances

binationales et des cultures syncrétiques : les Cubains de Miami, les Antillais de New-York ou les Salvadoriens de Californie élaborent, comme les Chicanos, de nouvelles identités dont les composantes vont des pratiques économiques aux expressions musicales.

La Colombie en est l'un des éléments les plus dynamiques, pas seulement grâce aux cartes de la cocaïne, contrôlées - pour combien de temps encore ? - des réseaux qui depuis les Andes se sont déployés dans le reste du continent et au-delà. Les revenus du narcotrafic, pourtant considérables - 3 à 4 milliards de dollars annuels - ne représentent pas plus de 5 % du PIB. C'est l'ensemble de la société colombienne et de son économie qui font preuve d'une grande vitalité - plus orientée vers le Nord que vers les partenaires du Pacte andin. Aussi le Mexique cherche-t-il à attirer ce pays, ainsi que le Venezuela, dans des alliances qui permettraient de peser plus lourd face aux Etats-Unis.

Au sud du continent, un autre ensemble présente de sérieux atouts. De Brasilia par Buenos-Aires à Santiago du Chili, une grappe de grandes villes, concentrant la plus grosse masse de compétences techniques de l'Amérique latine, la plus vaste assemblée de classes moyennes modernes - en crise mais formant un marché virtuel considérable. Dans l'orbite de ces agglomérations, des zones de production agroalimentaire allant du soja aux fruits et légumes de contre-saison, offrent des perspectives encourageantes de développement.

Sur la base de son marché intérieur potentiel, de la qualité de ses entrepreneurs et managers, de sa puissance industrielle (construction automobile adaptée aux combustibles à l'alcool, aéronautique, armement, informatique), le Brésil peut envisager de jouer un rôle leader. L'ouverture des frontières dans le cadre du Mercosur devrait dynamiser son économie et exercer des effets d'entraînement sur ses voisins - qui sait ? - aider l'Argentine à remonter la pente.

### Des poches de misère

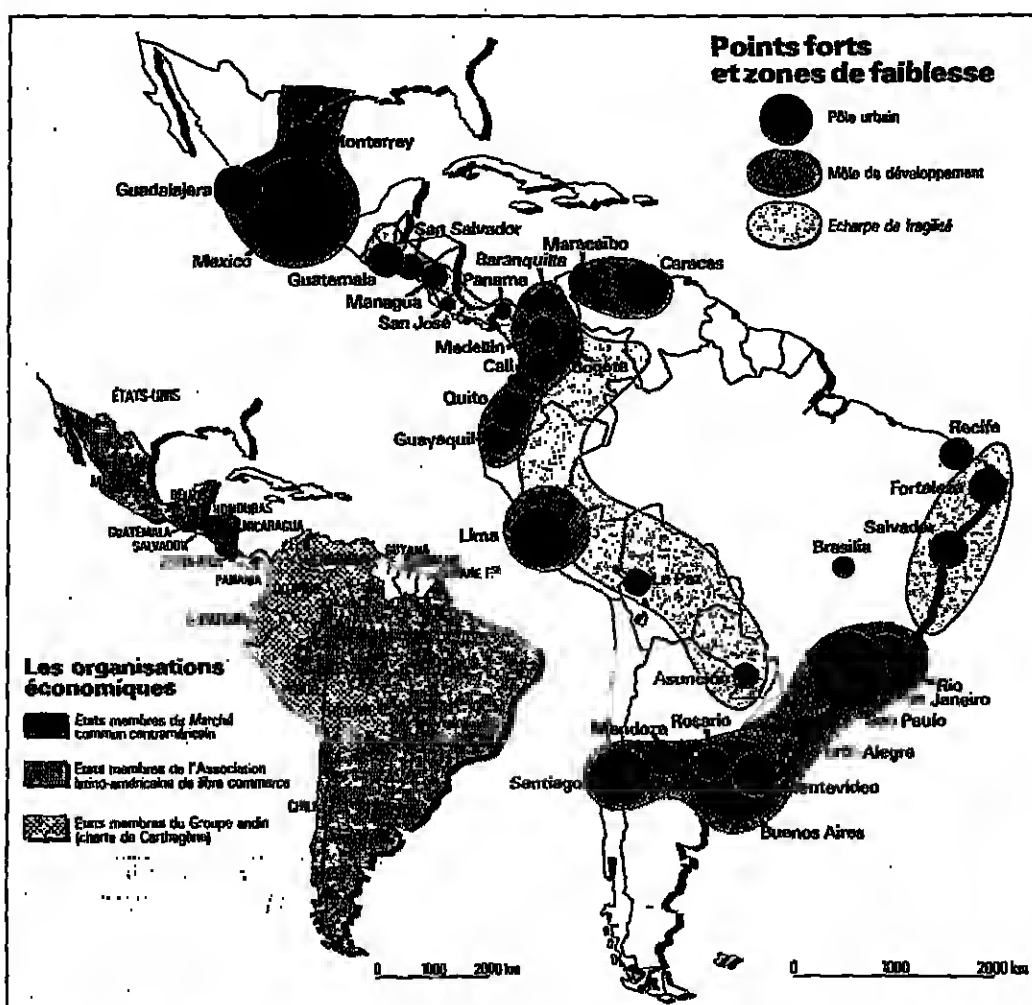
Le Chili fait pour le moment bande à part mais peut représenter dans ce cône Sud un modèle d'alliance du dynamisme économique avec la démocratie retrouvée. Rien ne garantit que ces pôles de développement tiendront leurs promesses. Mais l'ouverture des Latino-Américains à la modernité, leurs capacités de se brancher sur la révolution technologique en cours, capter, diffuser et réutiliser les dernières innovations dans les télécommunications ou la micro-informatique, empêchant d'être entièrement pessimiste. Si trop de pays du sous-continent ont déjà par le passé les prédictions faites sur leur avenir mondial, les scénarios catastrophes ne se sont pas non plus réalisés.

**D**E grandes illusions. Des peurs innombrables. Les réactions à Buenos-Aires des hommes d'affaires varient - suivant les secteurs - face à l'échéance du 1<sup>er</sup> janvier 1993, fixée par le traité d'Asunción pour l'intégration économique de l'Argentine, du Brésil, de l'Uruguay et du Paraguay. Au niveau officiel, des commissions travaillent déjà sur les dossiers essentiels du Mercosur - Marché commun du cône Sud - (tarifs douaniers, normes techniques, politique monétaire...) au sein du ministère des affaires étrangères et du secrétariat au commerce extérieur.

En Argentine, qui connaît la récession économique la plus grave de son histoire, et où l'ensemble de la production est en crise depuis plusieurs décennies, tout le monde

## Le destin de l'Amérique latine

### IV. - Progrès et espérance régionale



Au seuil des années 90, une mégapole est en voie de constitution au sud-est du continent, tandis que l'aire métropolitaine mexicaine se rattache de plus en plus aux Etats-Unis, et que les Andes restent divisées en bassins urbains discontinus. Routes nouvelles et fronts pionniers réduisent les blancs de la carte mais le contrôle qu'exercent les Etats est de plus en plus mal assuré dans une grande zone de fragilité qui prend le continent en écharpe et où se développent les trafics et les violences (Racine, Montpellier 1991).

Certes le nouveau Nouveau Monde qui se tisse sous nos yeux est troué de poches de misère : en Amérique centrale, dans les Andes, en Amazonie. Haïti en est une dans sa totalité. Au Pérou, un pays creole peiné de chagrin est censé de toutes parts par les populations désertées des bidonvilles et de la Sierra.

Ce quart-monde dans le tiers-monde ne survit souvent que grâce à des aides étrangères canalisées par des ONG (organisations non gouvernementales) ou à celles envoyées depuis les Etats-Unis par les membres de la famille qui ont pu « s'en sortir ». Il y aura sans doute encore des éléments urbains du type de celui de Sao Paulo et de Rio en 1984, de Caracas,

de Buenos-Aires et de Rosario (Argentine) en 1989, ou de San-José (Costa-Rica) en juillet 1991. Ces éminences dites de la faim sont d'abord des réactions aux mesures d'ajustement structurel. Elles n'ont pas débouché sur des exploitations en chaîne et généralisées.

Cependant, les employés et les fonctionnaires qui échappent aux dégrèvements ne sont pas toujours les plus dynamiques et les plus efficaces et la diminution souvent vertigineuse de leur salaire les incite à délaisser encore plus leur fonction et à recourir (à la manière italienne) à d'autres activités ou à la corruption. Les possédants et les autres secteurs aisés font plus que jamais appel aux entre-

prises de gardiennage, à une médecine et un enseignement privés « pour les élites », et se coupent encore plus du reste de la nation.

Mais dans des pays où les inégalités sont extrêmes et les injustices souvent intolérables, les « classes dangereuses » se sont moins attaquées aux ghettos de luxe protégés de hauts murs ou à leurs supermarchés qu'aux quartiers commerciaux centraux des classes moyennes et aux transports publics, manifestant ainsi qu'ils protestent contre les atteintes à leurs maigres canaux d'accès à la consommation, aux services publics et aux autres mécanismes de l'intégration sociale.

Les systèmes d'approvisionnement

continuent néanmoins de fonctionner tant bien que mal et les services urbains ont globalement tenu. La Baixada-Fluminense, gigantesque bidonville de Rio, au volume de population comparable à celui de pays comme l'Uruguay ou le Nicaragua, et à l'horizon Neizhamkoyotl, son équivalent aztèque, sont malgré tout intégrés à la grande ville pour leurs services comme pour leurs emplois, par le biais surtout des activités informelles.

Dans la métropole mexicaine, les transports s'améliorent même de façon spectaculaire : l'investissement public permet de multiplier les lignes de métro, et parallèlement des systèmes d'autobus, petits et moyens, transférés au secteur privé, se font de plus en plus souples et diversifiés. Autre motif d'optimisme : au Mexique et au Brésil notamment, les taux de natalité en milieu urbain refluent.

Sans doute d'une scène sociale autrefois occupée par des acteurs puissants sinon autonomes (syndicats, organisations paysannes), ne reste-t-il bien souvent que des débris, ici ou là des « bandits d'honneur » - ou de déshonneur - ont pris leur place et, comme dans la Sicile de Salvatore Giuliano il y a une cinquantaine d'années, ils ne se distinguent pas toujours clairement des chefs mafieux.

### Le colonialisme interne

La distance est-elle si grande entre les protecteurs et redresseurs de torts des favelas de Rio (comme Meio Quilo) ou des quartiers populaires de Mexico (comme le catcheur Super Barrio), et le parrain Pablo Escobar qui fait construire des logements pour un « Medellín sans bidonvilles » ou son collègue, Fidel Castano, qui répartit des terres dans la région colombienne d'Urabá avec la bénédiction de l'Eglise catholique ? Dans beaucoup de ces fiefs, l'allégeance inconditionnelle aux chefs est la seule garantie de revenus et de sécurité, voire de survie. « Plata o plomo » : ou l'on accepte l'argent de la corruption ou l'on s'expose à recevoir des balles.

Modèles autoritaires, oligarchiques ou populistes, continuent d'orienter mentalités et comportements. Un « colonialisme interne » aux habitages technocratiques prolonge des habitudes coloniales de gaspillage des ressources naturelles au profit des classes aisées. En dehors d'étroits secteurs des couches moyennes, la tradition républicaine de l'Amérique latine n'est pas porteuse d'une tradition démocratique. Mais du moins la référence obligée au « peuple », permet-elle d'échapper à l'enfermement des communautés religieuses ou aux affrontements ethniques et de fonder une citoyenneté.

Les exigences et les pratiques de la démocratie représentative progressent. La fraude électorale est de moins en moins acceptée, l'affirmation et la revendication des droits se généralisent, la protestation contre l'injustice et les discriminations en appelle de plus en plus à la Constitution et, à travers les médias, aux opinions nationales en formation, mais aussi aux valeurs universelles et à l'opinion internationale.

Aux dirigeants qui aujourd'hui se préoccupent essentiellement des équilibres financiers, qui prêtent et mettent en œuvre le dépeçage de l'appareil étatique, pourraient bien succéder, une fois les finances publiques assainies, des élites déterminées à mettre en place un véritable Etat de droit, soucieuses de promouvoir les fonctions régulatrices et distributives de l'Etat et son rôle de moteur du développement. Marché et démocratie ne sont pas toujours allés de pair et l'idylle actuelle paraît parfois très fragile. Pourtant, de cette liaison dépend le progrès de l'Amérique latine.

Les Venises, les Amsterdam, les Londres ou les New-York de demain ne seront pas latino-américaines. Mais, si elle ne décolle pas comme l'Asie du Sud-Est, la région ne se décompose pas comme l'Afrique. Si promise à réaliser l'utopie souvent projetée sur elle ni appelée à s'effacer, elle n'occupe pas dans l'imaginaire et la mémoire des Occidentaux du troisième millénaire la place de l'Atlantide.

► Membres du Groupe de recherches sur l'Amérique latine (GREAL) du CNRS.

## Argentine : une intégration inexorable

Brésil, Argentine, Paraguay, Uruguay, un marché commun de deux cents millions d'habitants, 45 % de la population latino-américaine

**D**E grandes illusions. Des peurs innombrables. Les réactions à Buenos-Aires des hommes d'affaires varient - suivant les secteurs - face à l'échéance du 1<sup>er</sup> janvier 1993, fixée par le traité d'Asunción pour l'intégration économique de l'Argentine, du Brésil, de l'Uruguay et du Paraguay. Au niveau officiel, des commissions travaillent déjà sur les dossiers essentiels du Mercosur - Marché commun du cône Sud - (tarifs douaniers, normes techniques, politique monétaire...) au sein du ministère des affaires étrangères et du secrétariat au commerce extérieur.

En Argentine, qui connaît la récession économique la plus grave de son histoire, et où l'ensemble de la production est en crise depuis plusieurs décennies, tout le monde

est d'accord cependant pour reconnaître l'immense opportunité que peut offrir un marché commun de deux cents millions d'habitants et de près de 12 millions de kilomètres carrés, soit 45 % de la population du continent latino-américain et 60 % de sa superficie.

Selon les chiffres de la Fondation de recherches économiques pour l'Amérique latine, le produit intérieur brut des quatre pays dépasse 400 milliards de dollars, ce qui représente plus de la moitié du PIB du continent. L'échange interrégional est évalué à 5,5 milliards de dollars par an et la force de travail du Mercosur est d'environ soixante-dix millions de personnes.

Ce processus d'intégration est, de plus, considéré comme « inexorable » quand on le replace dans le contexte mondial, marqué par la formation de grands blocs écono-

miques (CEE, zone de libre-échange entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique, alignement commercial des pays du Sud-Est asiatique derrière le Japon). « C'est pratiquement un acte de survie », indique-t-on au sein de la Société rurale (qui regroupe les principaux propriétaires terriens de l'Argentine), dont le président, le Dr Eduardo de Zavalla, se déclare fermement partisan du Mercosur.

« Ce sont des pays qui, en raison de leurs richesses naturelles, ont des économies complémentaires, souligne-t-il. L'Argentine et l'Uruguay fournissent des produits de zone tempérée alors que le Brésil et le Paraguay ont des cultures semi-tropicales et tropicales. » Les producteurs agricoles argentins espèrent exporter vers le Brésil de la viande, des produits laitiers en grande quantité et du blé. Les récoltes

étant d'environ 11 millions de tonnes de blé par an, la consommation intérieure argentine ne dépasse pas quatre millions et le Brésil est un client traditionnel de l'Argentine.

« Par contre, précise le président de la Société rurale, l'Argentine et le Brésil sont en compétition pour d'autres cultures, comme le soja, le tournesol, mais aussi le sucre et le coton, ce qui impliquera des changements structurels importants en fonction d'une demande nouvelle. » Le Mercosur ne fera sans doute qu'accentuer la disparition des petits et moyens exploitants, qui ont été durement frappés par la crise du monde agricole, l'augmentation des coûts d'exploitation et le manque de débouchés.

de Buenos-Aires  
CHRISTINE LEGRAND  
Lire la suite page 20



## CHAMPS ECONOMIQUES

## La fin des prophètes

Face aux contraintes extérieures, le dirigisme industriel n'a fait que « labourer la mer »

ELLE aurait pu n'être qu'un appendice onusien, un « sous-marin » dont se serait gaussé le général de Gaulle, faisant grassement vivre un demi-millier de fonctionnaires internationaux. Mais, dès sa fondation en 1948, la Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Cepal) hissa crânement les couleurs du Sud déshérité et élaborait un modèle de développement suffisamment original pour que lui soit attribué le néologisme « cépalien ».

Au commencement était Raul Prebisch (mort le 23 avril 1986), secrétaire exécutif de l'organisme entre 1950 et 1963. Il en fut le père fondateur, prophète insufflant une pensée puissante à un aréopage de jeunes économistes latino-américains, souvent appelés à jouer un rôle de premier plan dans leurs pays, comme le Brésilien Celso Furtado ou le Chilien Jorge Ahumada. Avec eux, cet Argentin qui fut professeur d'université puis directeur de la Banque centrale à Buenos Aires, s'employa à définir une voie permettant à l'Amérique latine de sortir du sous-développement.

## Les deux bêtes noires

« Lorsque j'étais un jeune économiste, dans les années 20, je croyais fermement aux théories néoclassiques. Mais la grande dépression m'a ouvert à la remise en question. C'est à ce moment-là que je suis devenu un héritier, décidé à explorer de nouvelles conceptions dans le domaine du développement économique », expliqua-t-il au soir de sa vie.

L'héritage se fit donc croisé, partant en guerre contre la « dépendance structurelle », l'assujettissement auquel le « centre » — les nations industrialisées — soumet la « périphérie » — le tiers-monde — dont les termes de l'échange avec le Nord subissent une continuelle dégradation. L'échange inégal entre produits

primaires et manufacturés, hérité du passé colonial, perpétue le sous-développement.

Pour rattraper leur retard, soutenaient Raul Prebisch, les jeunes nations doivent s'industrialiser et substituer aux produits importés la fabrication locale. Les clés de cette industrialisation ? La protection du marché intérieur par une politique douanière appropriée, ainsi que l'intervention « militante » de l'Etat dans la vie économique, au point de faire du secteur public le pivot de l'activité. Protectionnisme et dirigisme : on aura reconnu les deux bêtes noires de la pensée néolibérale.

Aussitôt éconocé, le credo cépalien fut forté des ravages, affirmant ses détracteurs, qui, à l'instar de Mario Vargas Llosa, n'en finissent pas de le pourfendre. Quoi qu'il en soit, les gouvernements latino-américains s'efforcèrent d'appliquer, pendant deux bonnes décennies, les recettes de l'organisme international. Se greffant sur la vague populiste des années 30 et 40, le *desarrollismo* — le parti pris en faveur du développement industriel — s'imposa, sans se soucier du surcroissement de dépenses bureaucratiques, assises sur des entreprises d'Etat dévorées des deniers publics, ni de la protection excessive accordée aux producteurs nationaux, dont la capacité concurrentielle ne cessait de décliner.

Après le premier choc pétrolier, il fallut déchanter. La nouvelle donne internationale, la nécessité impérieuse de moderniser et de spécialiser les appareils productifs afin de s'insérer dans le marché mondial, ainsi que les contraintes extérieures entraînées par un endettement colossal, obligèrent l'Amérique latine à changer, en même temps qu'elles sonnerent le glas pour le modèle cépalien.

Tel Bolívar à l'agonie, qui se plaignait d'avoir « labouré la mer », Raul Prebisch tira un bilan amer de son entreprise. « J'ai échoué, confessa-t-il en 1983, sans faire pour autant acte de contrition. Il est clair que le Nord et le Sud n'avaient disposé à réaliser les transformations struc-

nelles nécessaires à l'avènement d'un nouvel ordre économique ».

Le tête de l'organisme depuis 1988, Gert Rosenthal, économiste guatémaltèque d'ascendance germanique, est l'homme de l'aggiornamento, même s'il s'empresse, avant toute autre considération, de défendre l'héritage prébischien contre les critiques formulées par les milieux conservateurs. « La Cepal n'a jamais conseillé un protectionnisme à outrance, ni la constitution de secteurs publics hypertrophiés. Nous avons seulement dit : l'Amérique latine doit s'industrialiser, et pour ce faire, suivre la voie empruntée par l'Europe au siècle dernier ».

Force est de constater cependant que le nouveau découpage cépalien — un texte restait intitulé *Transformations productives avec équilibre* — infléchit le corps doctrinal original. D'abord, en mettant l'accent sur la concurrence, y compris internationale, que G. Rosenthal reconnaît « intrinsèque au système et essentielle à son dynamisme » ; ensuite, en rétablissant l'entreprise dans sa prérogative d'acteur principal de la vie économique.

## Une nouvelle ligne de partage

Outre qu'il emmène la politique macroéconomique, l'Etat doit être un impulsif plus qu'un intervenant, agissant de concert avec la société civile pour accélérer la reconstruction et la modernisation de l'appareil productif, explique G. Rosenthal. Il insiste sur la nécessité d'intégrer les progrès techniques aux activités primaires et aux services, afin de rendre homogènes les niveaux de productivité. Le développement du Sud, que l'organisme voulait jadis « autocentré », passe désormais par sa pleine intégration au marché mondial.

Qu'on n'aille pas croire pour autant que la Commission des Nations unies s'est laissée investir par le néolibéralisme américain. « La croissance est nécessaire, mais contrairement à ce que prétend l'école néolibérale, elle ne suffit pas à assurer le progrès social, souligne

G. Rosenthal. Près de la moitié des 400 millions de Latino-Américains vivent dans la pauvreté absolue.

On ne peut pas se contenter d'attendre d'opportunités retombées de la croissance, il faut définir une politique sociale qui tienne compte des revendications des plus démunis et leur ouvre un espace de participation. » Par quels moyens ? « Nous n'avons malheureusement pas toutes les réponses », soupire le secrétaire exécutif.

Autre préoccupation de la Cepal : la disparité économique croissante des nations latino-américaines. Si un club restreint — le Mexique, le Chili, la Colombie et le Venezuela — fait montre de dynamisme, après avoir appliqué des ajustements structurels rigoureux, la plupart des pays marquent le pas ou s'enfoncent dans la crise. Cette nouvelle ligne de partage pourrait donner un obstacle à l'intégration régionale, ce vieux rêve raminé par « l'initiative pour les Amériques » lancée en 1990 par le président George Bush, qui vise à faire des deux continents une zone de libre-échange.

Aussi Gert Rosenthal appelle-t-il de ses vœux une relance de la coopération internationale pour remettre à flot les pays naufragés. Convenant que le machinisme d'hier n'a plus cours aujourd'hui — « le tiers-monde a compris que le Nord n'est pas capable de tous les maux qu'il accumule, et qu'il doit fournir lui-même un effort important » —, il souhaite voir se renouer un dialogue Nord-Sud « qui ne se satisfait plus de figures de rhétorique ».

Pour hâter l'avènement d'un nouvel ordre économique mondial, les Nations unies, assure-t-il, sont à même de jouer un rôle décisif. « Le temps presse, insiste-t-il, car les richesses de la planète ressemblent de plus en plus à ceux de nombreux pays (le Guatemala), qui vivent dans la crainte de voir les paumés déferler sur les beaux quartiers ».

de Santiago du Chili  
GILLES BAUDIN

## BIBLIOGRAPHIE

## Complexe Japon

L'AUTEUR du Japon sans complexe est un homme révolté. Les Américains, dit-il en substance, incapables de reconnaître leurs propres échecs économiques, sont arrogants et racistes à l'égard des Japonais, lesquels n'ont pas le courage de leur tenir tête. Ishihara Shintaro étaye sa thèse avec des arguments d'une grande variété dont le point commun est une remarquable fantaisie qui sied sans doute à cet ancien romancier reconverti dans la politique.

On apprend, par exemple, que les entreprises japonaises pourraient inverser l'équilibre militaire mondial en vendant leurs puces électroniques (dont l'utilisation peut être stratégique) non plus aux Etats-Unis mais à l'URSS ; cette idée, digne d'un scénario de film de James Bond, est très éloignée de toute réalité politique et économique. Les nombreuses considérations géopolitiques semblent rivaliser d'incohérence avec les réflexions sur la culture ; en particulier, la démonstration de la supériorité supposée de l'art bouddhique japonais sur le chinois ou le coréen (avec en prime un démolissage de Velasquez) laisse rêveur.

Enfin, l'imagination de l'auteur prend parfois des tourns tout à fait surprenants : selon Ishihara, les Américains seraient, par racisme anti-asiatique, l'élément le plus dangereux de la bombe atomique sur Hiroshima et Nagasaki et non sur l'Allemagne de Hitler. Par ailleurs, si l'on s'en tient à la description qu'il fait des Américains, les notions de géographie humaine d'Ishihara paraissent assez embrouillées : au fil des pages, ces derniers sont tout à la fois confondus avec la « race blanche » et représentés dans leur diversité ethnique.

Sur le fond, le discours d'Ishihara Shintaro n'est pas nouveau. Depuis plus de vingt ans, ce politicien de la mouvance néo-nationaliste, et minoritaire dans son parti (L), reproche à l'établissement japonais sa complaisance à l'égard des Etats-Unis. Son ambition la plus connue est de réviser la Constitution, surtout sa clause pacifiste, et de se débarrasser du traité de sécurité японо-американо. Il est aussi un révisionniste « sans complexe » pour qui le viol de Nankin et autres

crimes commis par l'armée impériale en Asie n'ont simplement pas existé. Mais les idées politiques d'Ishihara ont eu peu d'impact dans l'archipel, la popularité du personnage se limitant à ses succès littéraires.

Durant la demi-année qui a suivi la parution de *No 10 Ieru Nihon* (le Japon qui peut dire non), titre original du livre, signé par Ishihara et Morita, le président de Sony, l'ouvrage a été à peine remarqué dans l'archipel. Pendant l'été 1989, on a appris qu'une traduction partielle en anglais circulait clandestinement à Washington, provoquant la fureur des Américains. Inquiet pour les intérêts de Sony aux Etats-Unis, Morita a retiré son nom et son texte de la version américaine finalement autorisée (la traduction française qui en est tirée est donc elle aussi différente de l'original en japonais).

Enfin, le scandale est devenu suffisamment important pour que l'ouvrage en question soit porté à l'attention du public japonais. Il a atteint alors un record de ventes qui révèle bien plus l'importance qu'ont prise les relations nippono-américaines dans l'actualité japonaise qu'un réel enthousiasme pour les idées d'Ishihara.

L'ouvrage qui vient d'être traduit en français, c'est certainement pas représentatif d'un courant d'idées majoritaire au Japon. En effet, l'archipel est aujourd'hui le lieu d'un débat riche et intense sur l'avenir du Japon et de ses relations avec le monde ; depuis deux ans, des dizaines d'ouvrages sont parus sur cette question, reflétant une grande diversité d'opinions. On peut comprendre que, par un souci d'exhaustivité dans la connaissance des idées en cours au Japon, on traduise et publie les écrits d'un Ishihara. Mais l'entreprise n'a de sens que si l'on s'efforce de faire entendre au public français les nombreuses autres voix de ce pays complexe.

KAROLINE POSTEL-VINAY

(1) A la faveur de la crise politique de l'été 1989, Ishihara Shintaro avait tenté sa chance dans la course à la présidence du Parti libéral-démocrate (le parti de la majorité). A l'issue d'un vote interne, il avait obtenu les faveurs des deux autres candidats, et voir sur sa tête.

► Le Japon sans complexe, d'Ishihara Shintaro, Dunod, 212 p., 125 F.

## Gauchos en colère

JULIO MARIA SANGUINETTI, qui fut président de l'Uruguay de 1985 à 1990, ne s'engagera nullement à reprocher à son successeur, Luis Alberto Lacalle, d'avoir signé en mars dernier, l'accord d'Asunción devant mener à l'établissement d'une zone de libre-échange entre les pays du cône sud (Mercosur) en 1995. Au contraire.

Il est convaincu, comme une bonne partie de la classe politique uruguayenne, de l'absolue nécessité d'améliorer l'accès des produits nationaux — agricoles surtout — aux marchés extérieurs, à commencer par ceux des pays voisins. « C'est dit, négocier un traité de libre-échange en quatre années est une tâche qui ne peut qu'être à être rapproché du but en 1995 », souligne-t-il lors d'un récent passage à Paris.

## Réponse partielle

L'enceinte de l'accord d'Asunción était à peine achevée que le Brésil, premier marché d'exportation de l'Uruguay pour les produits agricoles notamment, s'empresait d'acheter à la CEE 700 000 tonnes de viande « subventionnée à 300 % », selon Julio Maria Sanguinetti, à un prix que les producteurs uruguayens ne pouvaient évidemment pas concurrencer. Tous les gauchos des plaines uruguayennes ont vu rouge.

« Au premier moment de vérité, nos voisins du Nord montrant qu'ils ne pensent qu'à leurs intérêts, on mépris des engagements pris », ont dit leurs porte-parole. « De quoi décourager nos efforts pour concrétiser le Mercosur », ont renchéri les députés à Montevideo.

Autre point de friction : les tarifs extérieurs communs à fixer au sein du Mercosur. Les Uruguayens les veulent « le plus bas possible », tandis que les Brésiliens ont indiqué qu'ils ne les voulaient « pas trop bas ». Le

ministre uruguayen des affaires étrangères a prédit que les négociations sur ce point seront « très compliquées ».

Les ajustements à prévoir au niveau des politiques macroéconomiques suscitent d'importantes inquiétudes à Montevideo, où l'on estime que « le Mercosur pourrait mourir avant de naître si l'Argentine et le Brésil se montrent incapables de contrôler leur hyperinflation ». En 1990, le taux d'inflation s'est élevé à 129 % en Uruguay (contre 1 344 % en Argentine et 1 785 % au Brésil).

Le président Lacalle se fait fort de rappeler que l'Uruguay peut se retirer à tout moment des négociations, avant l'achèvement de 1995, si d'éventuelles chutes devaient mal tourner. De son côté, Julio Maria Sanguinetti souligne que le Mercosur, qui devrait ouvrir à l'Uruguay — petit pays de 3 millions d'habitants enclavé entre les géants que sont l'Argentine et le Brésil — les portes d'un marché de 200 millions d'habitants, ne sera « qu'une réponse partielle » aux problèmes économiques du pays.

Pour ann Perti calaradu comme pour le Parti blanco ou pouvoir, qui a accélééré le programme de réforme de l'Etat et de privatisation précédemment entreprise, la grande préoccupation reste, dans l'immédiat, l'issue des négociations multilatérales menées dans le cadre de l'Uruguay Round. Des négociations, qui n'ont pas jusqu'à présent apporté à ce pays, opposé à la politique de subvention des prix agricoles de la CEE et des Etats-Unis, le « soulagement » escompté.

« Comment songer à investir dans la technologie ou les infrastructures quand nous ne savons même pas de quoi demain sera fait ? demande Julio Maria Sanguinetti. Tous les différends ne se résoudront pas d'un seul coup, mais encore faudrait-il qu'un horizon soit au moins fixé pour espérer obtenir un jour des résultats concrets et réalistes aux yeux de tous ».

MARTINE JACOT

## Argentine : une intégration inexorable

Suite de la page 19

Le Mercosur, souligne le Dr Zavalla à l'égard de la nécessité de trouver un débouché économique. Les problèmes de l'agriculture et de l'élevage, qui remontent à la moitié du siècle, se sont aggravés avec la politique de subventions pratiquée par les Etats-Unis et le Communauté européenne, qui, selon la Société rurale, « portent gravement atteinte aux pays qui essouffent de produire une concurrence honnête ».

Malgré le manque d'investissement, l'absence de crédits et les impôts dont se plaignent les agriculteurs, la Société rurale estime que le secteur agricole argentin est hautement qualifié et donc bien armé pour affronter la compétition à l'intérieur du Mercosur, une fois supprimées les barrières douanières. L'échange commercial, précise-t-on, ne pourra cependant être possible que si les problèmes urgents de transport sont résolus, car les routes, aussi bien que les ports et les chemins de fer en Argentine sont dans un état déplorable.

## L'exemple européen

« Ce sera un processus difficile et long », précise le docteur Zavalla, qui ajoute qu'en ce sens, l'exemple de l'Europe peut être utile. A la Société rurale, comme à l'Union industrielle argentine (UIA), on ne manque pas de mentionner le danger que représente pour le Mercosur l'instabilité économique, mais aussi politique, de pays comme l'Argentine et le Brésil, où le processus d'intégration peut être mis en péril par une dévaluation ou même une crise sociale. Il est vrai que ces pays ont entamé simultanément un processus de changement économique avec une dérégulation de la production et une plus grande ouverture de l'économie.

L'objectif, pour le Mercosur, est, pour l'instant, de supprimer les barrières douanières d'ici ou là janvier 1995, là où ont échoué les projets d'intégration antérieurs comme l'ALALC (Association latino-américaine de libre commerce), l'ALADI (Association latino-américaine de développement industriel) et le Groupe andin (Association latino-

américaine de libre commerce) où la volonté politique n'a pu vaincre les intérêts économiques de chaque pays. Si la Société rurale se montre optimiste, car elle peut compter avec l'extrarégional et traditionnelle richesse agricole de l'Argentine, les inquiétudes face à la concurrence brésilienne sont beaucoup plus sensibles chez les industriels.

Habituellement de loquaces années au protectionnisme et aux crédits du gouvernement, qui ont favorisé le développement industriel du pays dans les années 50, l'industrie argentine a été « détruite par la politique économique du gouvernement militaire » (1976-1982), affirme Israël Mahler, président de l'UIA. « Aujourd'hui, en termes quantitatifs, le niveau d'activité industrielle de certains secteurs ne dépasse pas celui des années 60 ».

D'après lui, il existe dans la majorité des cas une possibilité de rétablissement de la production « mais à condition que le gouvernement motive un intérêt réel pour le développement industriel ». Selon le Conseil argentin de l'industrie (CAI), la majorité des équipements industriels sont obsolètes. 55 % ont dix ou quinze ans d'âge.

Pour la plupart des experts, il est nécessaire de réindustrialiser l'Argentine et de mettre fin à la détérioration progressive de l'appareil de production. Actuellement, l'Union industrielle argentine dénonce l'avalanche d'importations (des Etats-Unis, d'Europe, d'Asie) avec l'ouverture du marché et, d'ici quelques mois, estime Israël Mahler, les produits importés représenteront 50 % du marché intérieur.

« La concurrence est impossible avec des pays qui accordent des subventions ». Dans le contexte du Mercosur, le Brésil inquiète les industriels argentins pour plusieurs raisons. D'une part, de nombreuses industries brésiliennes bénéficient d'une aide du gouvernement et, pour l'instant, les tarifs douaniers au Brésil sont beaucoup plus élevés. D'autre part, les coûts internes — main d'œuvre et prix de l'énergie — sont meilleur marché au Brésil.

Enfin, l'espoir de voir s'ouvrir un énorme marché doit être relativisé par le pouvoir d'achat et le modèle de consommation, si différents

entre les deux pays. Les consommateurs potentiels au Brésil dépasseraient pas trente millions de personnes, d'après certains experts économiques. Le président de l'UIA insiste sur les « asymétries » entre les deux économies (pression de la dette extérieure beaucoup plus forte en Argentine, politique de change plus défavorable au Brésil, absence de crédits pour financer les exportations nationales en Argentine), mais aussi sur les difficultés d'harmonisation dans un délai si bref.

« C'est un schéma qui a été tracé politiquement », estime Israël Mahler, mais les politiciens ignorent souvent la complexité du tissu industriel. La sidérurgie argentine traverse, par exemple, un des moments les plus critiques de son histoire. En 1990, la consommation domestique d'acier s'est réduite de 27 %. L'offre mondiale saturant le marché, l'exportation n'est plus un débouché et le taux de change ne favorise pas non plus la compétitivité des prix. L'offre des produits sidérurgiques du Brésil est en revanche nettement moins chère.

## Un défi politique

« Le Mercosur n'est pas une solution mais un défi », déclare Israël Mahler, qui ajoute que les industriels argentins sont favorables au processus d'intégration « mais à condition qu'il soit accompagné d'une harmonisation politique et macro-économique ». Certains secteurs industriels sont aussi mieux préparés que d'autres.

Dès 1985, l'Argentine et le Brésil ont signé un pacte économique portant sur des accords sectoriels, notamment dans le domaine automobile, qui a été renforcé par un protocole en 1990, prévoyant l'augmentation des échanges de pièces détachées et de véhicules, moyennant la suppression des barrières douanières. Ainsi le groupe Sevel (Fiat, Peugeot, General Motors), leader dans la production d'automobiles en Argentine, où il détient 50 % du marché, a déjà pu entamer un processus d'intégration avec le Brésil sur la base de la complémentarité et d'une spécialisation réciproques.

Après une crise sans précédent en 1990, marquée par une baisse de la production de près de 35 % par rapport aux dix dernières années, l'industrie automobile argentine connaît, ces derniers mois, une reprise importante, l'offre étant actuellement « inférieure » à la demande. Pour le groupe Sevel, le

Mercosur signifie l'ouverture d'un marché estimé à un million de voitures.

« C'est un défi, mais aussi une grande opportunité », déclare Ricardo Kesselman, directeur du programme de développement. Le groupe Sevel fabrique déjà des moteurs au Brésil et exporte des pièces détachées en Europe. « L'intégration régionale à travers le Mercosur est une étape importante d'adaptation au développement de l'économie mondiale ».

Dans une économie aussi détériorée que celle de l'Argentine, le Mercosur représente-t-il une possibilité de relance de la production ? Une multinationale comme Bunge Born, qui détient pratiquement le monopole de l'exportation des grains, aussi bien en Argentine qu'au Brésil, se refuse à donner une opinion.

Les industriels se montrent crautifs et seuls les grands propriétaires terriens osent être optimistes. Mais à l'intérieur du Mercosur, les industriels s'opposent fermement à une division par secteurs, qui ferait de l'Argentine la puissance agricole et du Brésil le seigneur de l'industrie.

de Buenos Aires  
CHRISTINE LEGRAND

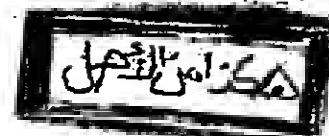
## Correspondance

A la suite de la publication d'un article sur le Costa-Rica (« Champs économiques » du 6 août), M. Manuel Hernandez, ambassadeur de ce pays en France, nous écrit :

Le problème des vendeurs ambulants n'est pas nouveau. Actuellement les mesures prises, plus sévères, ont une explication : les problèmes de santé que les ventes ambulantes représentent, notamment à cause du choléra. Ces mesures tentent d'éviter que cette épidémie se répande dans le pays.

Le Costa-Rica est en train de traverser une situation économique très difficile, et le gouvernement prend les mesures nécessaires pour essayer de s'en sortir. Le Costa-Rica possède une législation sociale qui veille à ce que les accords passés par les parties du programme de « mobilité du travail » soient respectés. Dans plusieurs secteurs, les engagements ont été menés à bien ou sont en voie de l'être.





REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mardi 27 août 1991 21

Complexe Japo

## Le Monde *des* Dirigeants

Postes à + de 400 KF

### Directeur d'usine

#### Equipements industriels

Notre Société (CA 80 MF, dont 50 % à l'export, filiale d'un groupe industriel multinational), conçoit et fabrique des équipements spécialisés destinés à une clientèle d'industriels très diversifiée. Pour accompagner nos projets de développement, nous recherchons un Directeur d'Usine à fort potentiel.

Vous aurez la responsabilité de la direction de l'usine (100 pers.) et de ses performances : management et motivation des hommes en favorisant un esprit de cohésion en harmonie avec l'évolution de l'entreprise ; réalisation d'importants projets d'investissements ; mise en œuvre de nouveaux systèmes de qualification, d'aide à la conception, etc.

Agé de 35 ans environ et diplômé d'une école d'ingénieur, vous avez déjà acquis une expérience de direction d'usine, de préférence dans les domaines de la mécanique ou de la métallurgie. Votre savoir-faire dans la gestion des ressources humaines et l'animation d'équipes, votre goût pour la technique et votre sens des résultats économiques vous permettront de réussir dans ce poste et d'élargir progressivement vos responsabilités au sein du Groupe. Une bonne pratique de l'anglais est très souhaitable. Le poste est situé dans une importante ville du Nord.

Merci d'adresser votre C.V. accompagné d'une lettre manuscrite et de vos prétentions sous la référence D.215/M, à notre conseil D. Foisat, qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

**Oberthur Consultants**

49, rue Saint Roch, 75001 Paris.

### DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET DES OPERATIONS Pour un très important ORGANISME DE SERVICE DE TYPE MUTUALISTE

• Notre organisme regroupe 780 personnes composées d'élus, de bénévoles et de salariés. Installés en région parisienne, nous gérons 37 agences régionales.

• Vous serez responsable, devant le Président, de l'ensemble du fonctionnement administratif et opérationnel : conseiller la direction, mettre en forme et faire appliquer les décisions, assurer la communication interne, structurer et dynamiser les services.

Vous aurez la responsabilité des hommes et des moyens nécessaires à l'application de la politique choisie.

• Vous êtes un homme d'expérience, de consensus, d'équilibre et d'autorité. Vous avez déjà eu la responsabilité de structures importantes ayant été un lien avec le public ou le père-public. Gestionnaire administratif et financier, vous êtes aussi un animateur, prêt à diriger pour longtemps une grande maison fidèle à ses traditions et tournée vers l'avenir.

Merci de nous écrire en joignant votre photo sous référence MPO à :

**t2d TECHNIQUES D'AIDE AUX AFFAIRES**  
26, Rue François-Bonvin 75015 PARIS

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL  
recherche pour l'une de ses filiales (80 personnes)  
100 MF de CA  
REGION LANGUEDOC

### Directeur d'Etablissement

35/40 ans, formation INGENIEUR ayant expérience  
production et personnalité de premier plan d'un vrai  
animateur d'équipe, gestionnaire aux dimensions d'avenir.

Ecrire manuscrit (CV + photo) à :

**L. Justet**

psychologue

18, rue des Grottes

84000 AVIGNON

845 000

LECTEURS

CADRES,

le Monde

est le premier

titre

d'information

des cadres.

(IPSOS 90)

## Le Monde *des* Juristes

La holding d'un groupe de sociétés de service recherche un

### JURISTE IMMOBILIER ASSURANCES

pour assurer la gestion du patrimoine immobilier et agir en qualité d'analyste de risques  
dans le groupe en France et à l'étranger. Le titulaire du poste interviendra également dans  
les domaines du droit des sociétés et des contrats.

Agé d'environ 30 ans, titulaire d'un troisième cycle, vous possédez des connaissances en  
droit immobilier et dans le domaine des assurances ainsi qu'une expérience de trois ans dans  
le service juridique d'une entreprise ou en cabinet.

Anglais souhaité.

Merci de téléphoner ou d'adresser votre CV sous réf. 3010.

FAIRWAY Horizon Juridique,  
27 rue Marbeuf, 75008 Paris. Tél. : 47.23.32.75.

**FAIRWAY**  
H O R I Z O N

Les consultants d'INTUITU PERSONAE,  
cabinet conseil en ressources humaines,  
vous communiquent leur nouvelle adresse :

97 avenue de la Bourdonnais,  
75007 Paris.  
Tél. (1) 45.55.99.11  
Fax (1) 45.55.70.07

**IP**  
**INTUITU**  
**PERSONAE**

36 15

**IM**

## Le Monde *de la* Gestion



Présents dans 36 pays, nous sommes en Grande-Bretagne l'une des premières banques  
de dépôt et dans les toutes premières banques mondiales.  
En France notre stratégie de croissance répond à une forte ambition  
(10 succursales actuellement). Nous recherchons pour notre siège à PARIS

### AUDITEUR INTERNE *H/F* senior

Agé de 30 à 40 ans, vous justifiez d'une formation supérieure financière ou comptable et d'une  
expérience réussie de l'audit bancaire qui seront complétées par une formation à Londres.  
Vous possédez une excellente pratique de l'anglais. Rigoureux, créatif, doté d'un sens aigu  
des responsabilités et de qualités de contact exceptionnelles, vous êtes à même de vous  
imposer et de réussir dans la fonction que nous vous proposons.

Vous effectuerez des missions d'audit (opérationnel, comptable) afin de contrôler la régularité  
des opérations bancaires et le respect des procédures.

Des missions de Conseil pourront également vous être confiées.

Réf. 8245/A

### ADJOINT AU DIRECTEUR *H/F* COMPTABILITE & CONTROLE GESTION

Agé de 30 à 35 ans, vous possédez une formation DECS, Expertise Comptable ou équivalent  
et une solide expérience (3 ans minimum) de la comptabilité en milieu bancaire.

Vous maîtrisez parfaitement la langue anglaise. Dynamique, rigoureux, doté de réelles qualités  
relationnelles et de solides connaissances techniques, vous êtes à même de vous exprimer  
pleinement dans ce poste évolutif.

Dans un premier temps, vous assumerez la responsabilité de la comptabilité, du reporting  
Commission Bancaire et Groupe. A ce titre, vous conduirez l'adaptation du système  
informatique-comptable au projet "BAFI".

Réf. 8245/B

### RESPONSABLE *H/F* FISCALITE/SECRETARIAT JURIDIQUE

Agé d'environ 30 ans, vous justifiez d'une formation supérieure et d'une expérience de 3 ans  
minimum acquise en entreprise (milieu bancaire apprécié) ou en cabinet.

Vous avez une bonne maîtrise de l'anglais. Rigoureux, autonome, doté d'une réelle  
compétence technique, vous êtes à même de réussir dans cette fonction.

Vous serez chargé de l'élaboration des déclarations fiscales et du paiement de l'impôt pour la  
Banque et ses filiales.

Vous assurerez la tenue de notre Secrétariat Général et vous optimiserez la gestion fiscale du  
Groupe.

Réf. 8245/C

Si vous vous reconnaissez, merci de nous préciser vos motivations accompagnées  
de vos c.v., photo et prétentions sous référence correspondante à  
AXIAL, 27 rue Talbott, 75009 Paris, qui transmettra.



# Le Monde

## Gestion

### GROUPE FINANCIER DE 1ER PLAN

RECHERCHE  
UN

## Chargé d'études marketing

Au sein du département Etudes de notre Direction Bancaire, centre de réflexion socio-économique et de prospective sur les comportements et les produits d'épargne, vous serez chargé de :

- concevoir et de mettre en œuvre des études concernant le domaine de l'épargne, intéressant aussi bien des clients grand public que des personnes morales,
- suivre les sociétés d'études sous-traitantes,
- assurer l'extension d'importantes bases de données.

Pour ce poste qui requiert des connaissances en statistique et en informatique ainsi que de bonnes aptitudes rédactionnelles, nous souhaitons rencontrer un diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce (HEC, ESSEC, IEP...) ayant concrétisé son intérêt pour l'économie par un 3<sup>ème</sup> cycle et fort d'une première expérience en Cabinet ou dans le service Etude d'une banque.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 399 (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à **EDIA PA** - 50/54 rue de Sully - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT cedex qui transmettra.

Dans le cadre de son développement en France et à l'étranger, la **SOCIÉTÉ GÉNÉRALE - Marchés de Capitaux** - recrute une équipe de **4 organisateurs Front-Office**.

De formation supérieure (Grandes Ecoles d'ingénieurs ou commerciales, DESS) vous disposez d'une expérience de 2 à 4 ans en cabinet de conseil (Audit/Organisation). Travaillant en équipe, vous êtes rattachés au Responsable International des activités de Front-Office.

Vous participez avec lui à la mise en place et l'optimisation de l'organisation comptable interne.

Une bonne connaissance des produits financiers est souhaitable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous la réf. **OEM** à **Sylvie MARAIS - Société Générale - Service du Recrutement** 59, rue de Provence - 75009 PARIS.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

## Ingénieur en organisation

Banque

200/220 KF

Croissance, rentabilité, qualité et diversité des services sont les maîtres-mots de notre Banque. Notre dimension est nationale et nos résultats figurent parmi les meilleurs de la place. Notre succès est celui de nos équipes, véritables professionnels de la finance.

Rattaché au Responsable du service Organisation et, selon les cas, en liaison étroite avec l'informatique, vous serez l'interlocuteur direct de l'utilisateur : vous prendrez en charge l'identification et l'expression de ses besoins, la définition des objectifs et des solutions... Progressivement vous deviendrez pleinement responsable de la conduite de projets en organisation.

Vous avez une formation supérieure (Bac + 5) et vous avez déjà acquis une première expérience (trois à cinq ans) comme organisateur ou comme analyste fonctionnel. Vous avez une approche concrète des situations, le sens de l'essentiel et de la rigueur. Vos qualités de contact, de coordination et d'animation vous seront indispensables pour réussir dans cette fonction très autonome. Votre expérience de la banque serait un "plus" très apprécié. Le poste est basé dans une ville agréable de la région Centre.

Merci d'adresser votre C.V. avec lettre manuscrite et prétentions sous référence C-124/M à notre Conseil Catherine Charvet qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

**Oberthur Consultants**

49, rue Saint Roch, 75001 Paris.

LE N°1 MONDIAL  
DE L'EQUIPEMENT AUTOMOBILE  
PORTE UN GRAND NOM

## CONTROLEUR DE GESTION

Dans notre site de Paris-Nord Gennevilliers, vous rejoindrez l'unité de fabrication de produits électriques (600 personnes). Au sein d'une équipe de quatre personnes, sous la responsabilité du chef du service finances, vos principales missions consistent à gérer les stocks et nomenclatures, les projets d'investissement et l'analyse des coûts. De plus, vous participerez à l'élaboration du budget et bénéficierez d'une formation de reporting US. A 27 ans environ, de formation supérieure orientée cycle de gestion, vous maîtrisez l'anglais et êtes capable de valoriser vos trois années d'expérience réussie. Rigoureux, doté d'un bon esprit de synthèse, vous possédez les capacités relationnelles indispensables pour intégrer une équipe soudée. A moyen terme, vous bénéficierez des perspectives d'évolution d'un grand groupe industriel.

Pour un entretien individuel, merci d'adresser lettre, CV et photo, sous la référence **CG/MS**, à General Motors France, Recrutement "Ingénieurs et cadres" 5658 avenue Louis-Robin, 92231 Gennevilliers Cedex.

GENERAL MOTORS FRANCE  
Partenaire de l'avenir automobile



### OUVREZ VOTRE HORIZON SUR UN GROUPE EN PLEINE EVOLUTION

LE GROUPE GANFEST  
UN DES TOUT  
PREMIERS GROUPE  
FRANÇAIS DE SER-  
VICE PRESTANT DES  
SERVICES D'ASSURANCE  
DANS LE SECTEUR  
D'ASSURANCE GANFEST  
N'EST PAS SEULEMENT  
UN GROUPE D'ASSURANCE  
DE LA BARQUE  
GAINFRANQUE, L'ASSISTANCE  
LA DISTRIBUTION  
(PNEU, LAGRO)  
AUBRETAIRE, LE BUREAU DE  
LA COMMUNICATION.

## Cadre Comptable Assurance

DECF

Merci d'adresser  
votre candidature et CV,  
sans ind. - 03 91 12 12 12  
à **FLORENCE BARRAUD - GME**  
Service Recrutement  
35 rue d'Alsace  
92531 LEVALLOIS-PERRET

Venez rejoindre la Direction de la Comptabilité de notre secteur Assurance IARD. Vous intégrerez une petite équipe et prendrez en charge les comptes du domaine Assurance, la conception d'outils de suivi et l'optimisation des procédures. Vous participerez, en outre, à un important projet de refonte du système de gestion de notre secteur Assurance. Organisé, méthodique, analytique et rigoureux vous avez une première expérience (2 à 3 ans) dans le domaine Assurance.

LEVALLOIS-PERRET

## FORMATION PROFESSIONNELLE

### FORMATION A LA REPRISE D'ENTREPRISES EUROPEENNES

Pour mener avec succès votre projet de reprise d'entreprise L'AFTE propose aux ingénieurs et cadres une formation globale et une assistance.

Début du stage : octobre 1991.

Inscription dans la limite des places disponibles.

avec le concours du **CREDIT LYONNAIS** et du **GROUPE SYNERCOM FRANCE**

Association Française pour la Transmission des Entreprises

CONTACT :  
Christine RIVOLLIER  
Tél. : (1) 40 20 95 53  
Fax : (1) 42 60 56 88

## Le Monde Cadres

### INGÉNIEURS BAC + 5

Débutants ou 1<sup>ère</sup> expérience.

#### INF. GESTION

Qualité logicielle  
CAO, DAO  
Bases de données

#### INF. INDUST.

Logiciels de base  
CAO, DAO  
Télécom, Réseau

#### SERVICE DÉVELOPPEMENT ET RECHERCHE

75/80, rue de la Gare-de-Gauche  
Tour Gallien 1  
93174 BAGNOLET Cedex  
Tél. : 43-80-13-54

Site d'édition culturelle,  
siège en province, recherche  
COMMERCIAUX H.L. ou F.  
pour porteur d'entreprise  
locale. Toutes régions.  
Profil : bachelier, dynamique,  
passionné, volontaire.  
T. (01) 22-23-08-40  
45-55-01-89

VARS (Haute-Alpes)  
association sportive hiver/été  
reprise

#### UN DIRECTEUR REMOULÉ MÉCANIQUES

UN CHIEF DES PISTES  
Candidatures avec CV et réf. à adresser par lettre à :  
M. le Président de la SEM/SEDEV, 06560 Vars

#### LES HOSPIES CIVILS DE COLMAR

recrutent

#### UN INGÉNIEUR EN ORGANISATION ET MÉTHODES

- Il sera chargé de la mise en place de l'information médicale et de gestion.  
- Il sera chargé de la mise en place de l'organisation et de la structuration des services de l'établissement.

Ad. cand. et CV détaillés à :  
Hospices Civils de Colmar  
35, av. de la Liberté  
68021 COLMAR Cedex  
pour le 30 septembre 1991.

### MAGAZINE SENIOR

#### DES PERSONNES A LA RETRAITE

pour diriger :  
1) Département « club ».  
2) Troupe de danseurs.  
3) Activités musicales.  
4) Service sport.

Contact : Pascal Simon  
au 40-55-53-54

#### CENTRE HOSPITALIER GENERAL DE LAVAL

Recherche  
2 MÉDECINS TEMPS PLEIN

Pour une 2<sup>e</sup> Service de Psychiatrie  
Recherche  
T. (01) 43-95-50-20 F. 4203

#### LYCÉE SOUS CONTRAT EST PARIS

recrute pour septembre

#### PROF MATHS AGREGÉ HISTOIRE

Surveillance) internes.  
Ad. lettre, CV, photo ou  
brevets publiés  
sous n° 8388  
15-17, rue de la Colonne-Avenue  
75002 Paris Cedex 15

#### CENTRE DE GÉNIE INDUSTRIEL

recrute un INGENIEUR  
conseiller technico-économique  
en génie des procédés  
industriels, capable des entre-  
prises industrielles.

Nous recherchons un ingénieur  
diplômé polytechnique à domi-  
ciliation régionale ayant des  
compétences particulières en :  
- automatisation et contrôle  
des procédés ;  
- modélisation et simulation  
des procédés de transfor-  
mation et de mise en œuvre  
de la matière.

Ad. CV + photo et  
prétentions à :  
C.G.I. Génie-Process  
95520 GUILLET

### LE SAM DE ST-QUENTIN EN-YVELLES recherche

#### DIRECTEUR COMMUNICATION

Chargé de veiller à la politique de communication.  
Gère les relations presse, rela-  
tions publiques, vous serez  
chargé de la mise en place et de  
la mise à jour de la politique de  
communication.

Vous aurez une expérience et un  
esprit d'initiative.  
Préférences : expérience technique.  
Rémunération 180 KF.  
Adresser votre candidature, CV détaillé,  
à M. le Président du SAM  
SAM 40  
75182 Saint-Quentin  
en Yvelles Cedex 15

#### DEMANDES D'EMPLOIS

N. française, 3 s. Tokyo,  
maît. japonais, angl. cou-  
rent, maît. par. URSS, ch.  
rech. affect. Fr. ou étranger.  
Tél. 42-40-59-20

Retraité, 66 ans, dame de  
cuisine, maît. angl., en emploi  
chez pers. âgée, Paris région.  
Entre sous n° 8381  
LES BUREAUX PUBLICITE  
15-17, rue de la Colonne-Avenue  
75002 Paris Cedex 15

Avant élève ENS, ch. trav.  
édu. sup. et/ou traduction  
angl. écrit, de tact. Poés.  
fréquentes dépt. Etude des  
propositions.  
Entre sous n° 8382  
LES BUREAUX PUBLICITE  
15-17, rue de la Colonne-Avenue  
75002 Paris Cedex 15

#### STANDARDISTE

anglaise, recherche  
emploi 5-6 heures par jour.  
Tél. 42-55-77-51.

## Le Monde L'IMMOBILIER

### appartements ventes

4<sup>e</sup> arrdt  
**DEAUBOURG 2/3 P.**  
Mazette n° 7, 7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> arrts.  
Charm. qual. 43-35-17-38

10<sup>e</sup> arrdt  
Particulier vend 2 P., 1<sup>e</sup> de  
bât. v. 32 m<sup>2</sup>, cave, chaudi-  
ère indiv. 872 000 F.  
Tél. 42-00-55-59.  
PARIS 10<sup>e</sup>

8<sup>e</sup> arrdt  
Bd Ménilmontant, 2 P., 500 000 F.  
Bd Ménilmontant, 2 P., 500 000 F.  
Bd Ménilmontant, 42-62-01-82

11<sup>e</sup> arrdt  
11<sup>e</sup> arrdt, proche 3<sup>e</sup> arrdt.  
2/3 P., 64 m<sup>2</sup>, immeuble  
1970, 3<sup>e</sup> ét., rap. sur cour et  
jardin, double living et  
chambre, chauffage, chaudi-  
ère indiv. 872 000 F.  
Tél. 1 600 000 F.  
Tél. le soir 43-55-31-53.  
Tél. le week-end 30-49-59-02

17<sup>e</sup> arrdt  
Pl. Clichy, Studio 300 000 F.  
Bd Ménilmontant, 42-62-01-82

18<sup>e</sup> arrdt  
2 P., Marquet 340 000 F.  
2 P., rue Belland 638 000 F.  
2 P., rue 43 et 44 690 000 F.  
2 P., Montmartre 780 000 F.  
3 P., rue de la Chapelle 1 250 000 F.  
Bd Ménilmontant, 42-62-01-82

5<sup>e</sup> arrdt, 15<sup>e</sup> arrdt, 75008  
PARIS recherche APPARTE-  
MENT DE GRANDE CLASSE  
VIVRE ou INVESTIR  
NOTES PARTIC. PARIS et  
VILLAS PARIS-BOULOGNE  
Tél. : (1) 42-55-30-00

locations meublées  
demandes

Paris  
**RESIDENCE CITY**  
URGENT, pour dirigeants  
étrangers d'importantes group-  
es anglo-saxons. LUXUEUX  
APARTEMENTS MEUBLÉS  
DURÉE 1 A 2 ANS  
LOYERS GARANTIS  
Tél. : (1) 45-77-12-19

maisons individuelles  
**MAISON RÉNOVÉE**  
Rue de la Chapelle, 40 km Rodex,  
50 km Mâcon, bord du Tern  
Brousse-le-Château  
Plan de pays, soit en location  
2 log., tout confort, cheminée,  
2 terr., 2 cuis., jard. bord. riv.  
entièrement meublé de bon goût  
Prix : 550 000 F. (à débattre)  
Téléphone : 45-60-71-45  
Ség. par. de 15 h  
Sur pl. en août, 65-55-45-57

locations non meublées  
demandes

Paris  
**EMBASSY SERVICE**  
5<sup>e</sup> arrdt, 15<sup>e</sup> arrdt, 75008  
PARIS recherche APPARTE-  
MENT DE GRANDE CLASSE  
VIVRE ou INVESTIR  
NOTES PARTIC. PARIS et  
VILLAS PARIS-BOULOGNE  
Tél. : (1) 42-55-30-00

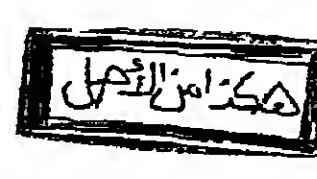
hôtels particuliers  
VINCENNES (Boulevard)  
Luxe total part. 1/5 rés.  
vivre ou investir, 4 ch. priv.  
jard. d'hiver poss., 4 ch. priv.  
4 salles, 5<sup>e</sup> ch. priv. poss.  
25 000 F. le m<sup>2</sup>, 45-64-24-30.

bureaux  
Locations  
VOTRE SÈGE SOCIAL  
DOMICILIATIONS  
BAIL - RG - RM  
Constitution de sociétés.  
Déclaration et de services.  
Prestations téléphoniques.  
43-55-17-50

LE GRAND RENDEZ-VOUS DE L'IMMOBILIER

Le Monde





## COMMUNICATION

### L'Annonce faite à Vaufrèges

Après vingt ans d'attente, un quartier de Marseille espère enfin une télévision sans brouillage

MARSEILLE

de notre envoyé spécial

Vaufrèges, ou le «vallon frais». Ici, aux confins de Marseille, la température descend quand le vent s'engouffre entre les montagnes qu'escalade la route de Cassis. Ces montagnes abritent une race d'aigles protégée. Mais elles font écran aux ondes de la télévision. De toute l'agglomération phocéenne, ce bout du neuvième arrondissement est pour quelques jours encore le seul à ne pas capter directement les émetteurs de la Grande Etoile, de l'île de Pomègues ou de la Millère, le dernier construit en 1978. Ici, l'image est tardive, houlée, perd ses couleurs au moindre caprice de la météo.

Contre cette infirmité, les habitants de l'éther ont tout tenté : ils ont hissé leurs pavillons de mât haubané, pointé leurs antennes dans toutes les directions ou hasard des échos, accumulé les amplificateurs, parcouru le vallon tels des sourciers pour y trouver le meilleur flot d'ondes. En vain. «Il y en a, pourtant, de l'argent, sur ce toit, soupire M<sup>me</sup> Emilienne Dancer. On a déjà changé trois ou quatre fois d'antenne, et mon mari doit monter sur le toit pour la réorienter chaque fois qu'il y a du vent.» Au haut du camp, la même déception d'une mauvaise réception, l'incompréhension qui ravage le vallon à l'été 1990 a modifié les échos éphémères auxquels s'accrochaient les optimistes. Avec son savoir-faire d'ancien contrôleur aérien, M. Lafont avait même hincolé tout à l'heure, sur la crête, son propre «réémetteur passif» pointé sur sa ville, «mais on n'a vu que quelques semaines plus tard».

La valise ou le magnétoscope

Ils sont rares ceux qui, par choix ou de guerre lasse, ont rompu les ponts avec la planète cathodique. Les géants de la station-service ont connu les affres du sabotage, à leur arrivée de Paris il y a sept ans. Et puis, lecture et travail aidant, le manque s'est estompé. Leur zone de nostalgie s'alimente à la lecture des programmes dans les journaux.

Au fond du vallon, près des salons de «mariages, communions, banquets», la «maison de la télévision» émerge de son invisibilité caparotée d'objets récupérés. Mais ses propos un peu décousus indiquent que l'ancien courtier-vendeur de journaux-cordonnier - «la terreur des soudeurs» - n'en a cure. Quant aux deux hôtels de Vaufrèges, rendez-vous discrets des aments marseillais, leurs chambres ne s'orientent que d'un miroir, les amoureux étant toujours seuls au monde.

Mais les autres, l'immense majorité, n'ont pas renoncé. Même au cœur de l'été, beaucoup se résignent à regarder la neige envahir leurs écrans. «J'ai été la première à avoir la télévision ici, explique M<sup>me</sup> Coppelio, et elle marche toute la journée, c'est mon seul amusement.» Tant pis si la Cinq est à l'éclipse, si A2 semble passer en permanence un documentaire sur les zèbres. «Le dernier commerce de proximité, la boulangerie, a fermé il y a un an, explique le facteur et président du comité d'intérêt de quartier, M. Gilbert Hoffman. Il y a peu de jeunes, pas de distractions.»

Pour vibrer aux exploits de l'OM, Vaufrèges doit choisir entre la valise ou la vidéo. Les soirs de match, c'est l'émigration, chez des amis ou au bar-pizzeria de la Gouffine, le seul ouvert du quartier. Pour «le ballon», la tenancière s'est dotée d'un téléviseur géant.

Quant au magnétoscope, il fait quasiment partie du matériel de survie à Vaufrèges. Amis, enfants, parents, relations «de la ville» sont réquisitionnés pour enregistrer matchs ou émissions. Dans son magasin du grand ensemble de la Rouvière, de l'autre côté de la colline, M. Alain Levy confirme cet engouement : «Comme technicien télé, je refuse d'aller à Vaufrèges, car il est impossible d'y satisfaire le client. Mais pour la location de cassettes, surtout des films, ils sont fidèles. Sauf quand ils installent une antenne satellite...»

Les paraboles fleurissent en effet, d'abord pour capter les chaînes françaises. La guerre du Golfe a même suscité quelques réunions entre voisins autour de cette télévision du ciel. Mais c'est une guerre plus terre à terre qui agite le quartier depuis des lustres. Celle de l'émetteur.

Au rythme des élections

Car la solution technique à toutes les difficultés de Vaufrèges n'est pas simple. Tellement simple que des pétitions la réclament depuis vingt ans. Mais trop simple pour Marseille.

Il suffit d'un émetteur, au-dessus de la Rouvière, pour desservir les 12 000 habitants de Vaufrèges et de la Panouse, la dernière zone d'ombre de cette importance en métropole. Dès les années 70, des fréquences sont réservées pour ce site. Au rythme des élections, le dossier resurgit. Mais n'avance qu'à pas lents, d'autant plus lents que le député de la circonscription jusqu'en 1988 n'est autre que l'UDF Guy Teissier, fidèle de M. Jean-Claude Gaudin, et farouche adversaire de la municipalité socialiste. En 1987, la concertation prévue par les textes officiels entraîne pourtant le projet d'émetteur de Marseille-IV dit «super-Rouvière». Reste à boucler le financement, à mener l'électricité, à construire une tour. Dans un site boisé et classé, cela veut dire modifier le plan d'occupation des sols, après une enquête d'utilité publique.

Comprenant l'enjeu, M. Bernard Tapie fait de l'émetteur l'une de ses trois promesses de campagne électorale. Il est élu député de Marseille, et donc de Vaufrèges. Télédiffusion de France a depuis longtemps étudié le dossier technique, mais, conformément aux circulaires ostéocales, n'accepte de financer l'émetteur proprement dit (environ un million de francs) que si la mairie met à sa disposition un terrain viable. La municipalité tergiverse pour payer la route, les habitants de la Rouvière s'inquiètent des promesses mensongères. La lune de miel entre le nouveau député et la mairie est à sa disposition. La municipalité tergiverse pour payer la route, les habitants de la Rouvière s'inquiètent des promesses mensongères. La lune de miel entre le nouveau député et la mairie est à sa disposition.

nération de redevance, après constat de la situation par un camion de mesures. Un «privilege» aussitôt contesté par l'administration quand son fils gagne un téléviseur à la tombée de son entreprise.

Pressé d'aboutir, et maintenant candidat aux régionales de 1992, le fringant patron de l'OM décide de contourner l'obstacle en mettant la main à la poche. Fin avril 1991, l'entrepreneur signe avec TDF une convention et s'engage à débourser 700 000 francs pour l'installation de l'émetteur... par hélicoptère. «Cette convention prend en charge les surcoûts liés à l'absence de route, explique le directeur régional de TDF M. Jean-Louis Guérin, aux équipements supplémentaires nécessaires pour les visites de maintenance à pied.» Tout juste si n'y figure pas la fourniture de chaussures Adidas pour les techniciens.

L'opposition locale conteste par la voix de M. Guy Teissier : «Avoir tant attendu, ne serait-il pas préférable de câbler ces quartiers? La solution serait tout de même plus écologique et plus moderne que ce pylône hideux!» Mais le conseil municipal approuve le projet fin mai, et signe la convention pour le terrain. TDF promet sa quote-part d'un émetteur planifié

initialement pour les seules chaînes publiques. Début juillet, M. Bernard Tapie peut venir inspecter, en compagnie du maire de l'arrondissement, M. Charles-Emile Loo ces travaux, l'équivalent (avec l'installation de l'électricité) de deux ans de son salaire de député. L'hélicoptère est là, les caméras aussi. FR3 immortalise le député en lunettes noires constatant que «dix mille personnes qui n'ont pas la télé en cette fin de siècle, c'est quand même un problème». En ce jour de match de l'OM, TDF aussi rend compte de l'événement, expliquant dans un montage diffusé l'arrivée de l'émetteur grâce à TF1 et à Bernard Tapie - actionnaire de la chaîne.

Début août, le pylône de quarante mètres est dressé, les essais de nuit sont concluants. Détails à régler? Attente d'un maximum d'audience? Seule reste en suspens la date d'inauguration.

Après une si longue attente, ce délai et cette incertitude pèsent. Les yeux rivés sur le pylône, les membres du comité d'intérêt de quartier sont las de tout apprendre par la presse. Au bord de la route, des travaux sont en cours. Bientôt, Vaufrèges va se rapprocher de Marseille. Le vallon sera la télévision... et le tout-à-l'égout.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

### Zones d'ombre et vide juridique

Exceptionnel par son contexte et la population concernée (12 000 habitants), le cas de Vaufrèges n'est pas isolé. Dans l'Atlas des zones d'ombre en télévision qu'elle tient à jour, TDF en recense des centaines, dans toutes les régions. Si les plus importantes dépassent 1 000 habitants, la plupart n'excèdent pas 200 habitants. A titre d'exemple, dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, mentionnons, il faudrait ajouter 82 sites d'émission aux 400 existants pour améliorer la desserte de 1,3 % de la population.

Deux circulaires signées Pierre Mauroy et Gaston Defferre régissent depuis 1983 «l'amélioration de la desserte en télévisions». A l'époque, les réseaux de diffusion des trois premières chaînes couvraient déjà 99,5 % du territoire métropolitain, avec par exemple 114 émetteurs et 2 580 réémetteurs pour Antenne 2. Ces circulaires prévalent dans chaque région un plan annuel de réception des zones d'ombre, et de «régionalisation» des émetteurs de FR3, pour lequel TDF se voit allouer un morceau de redevance. Mais les collectivités locales pouvaient accélérer les investissements prévus en avançant des crédits. La chaîne payait alors l'exploitation de ces équipements, au travers de leur facture de diffusion.

Ce schéma théorique est caduc, mais la nouvelle circulaire à l'étude depuis 1987 n'est toujours pas au point. Dans les faits, devenue société anonyme, TDF n'agit plus que comme prestataire rémunéré, pour le compte des collectivités locales ou des chaînes. TF1, privatisée en

1987, Antenne 2, diffusée par satellite, donc accessible partout en France à condition de s'équiper, et FR3 ont clairement signalé que leurs finances leur interdisent d'étendre à leurs frais des réseaux qui comptent chacun plus de 3 200 sites d'émission.

La Cinq et M6, moins bien dotées en fréquences car entravées les dernières, ont fait d'importantes appels aux collectivités locales pour construire les réémetteurs complétant leur réseau principal. Avant chaque élection ou pour les fêtes de Noël, ces collectivités sont en effet désolées d'offrir ces nouvelles chaînes à leurs administrés. Dans les plans départementaux que les deux nouvelles chaînes du RAF négocient, elles cherchent à ordonner le rapport coût/coût-avantage. Ainsi n'acceptent-elles de payer l'exploitation des émetteurs que dans les zones qui les intéressent, généralement supérieures à 300 habitants.

L'investissement qu'elles supportent déjà pour l'essentiel, les collectivités locales les moins importantes doivent donc ajouter la maintenance, si elles veulent la télévision. Et remettre tout fois sur le métier leur ouvrage, car le réajustement des zones d'ombre est un travail de Pélopie. Les investissements récents, interférences entre émetteurs (notamment de Carcassonne, avant correction, perturbent jusqu'à certains quartiers de Marseille), inévitables faisant écran, font naître sans arrêt de nouvelles zones d'ombre. Et les collectivités aux-ordres sont devenues plus exigeantes sur la qualité, faisant fluctuer la hausse la même note de mauvaise réception.

M. C. I.

## CARNET DU Monde

Décès

M. Pierre de Coninck, son épouse, M. et M<sup>me</sup> Lionel de Coninck, M. et M<sup>me</sup> Patrick de Coninck, M. Alain de Coninck, M. et M<sup>me</sup> Igier, M<sup>me</sup> Christine de Coninck, M<sup>me</sup> Raphaëlle de Coninck, ses enfants, ses petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Eliane de CONINCK,

survenue le 27 juillet 1991.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. Pierre de Coninck, 18, rue Henri-Tarlet, 92130 Issy-les-Moulineaux.

M<sup>me</sup> Suzanne Falk, ses enfants, Stéphane et Sandrine, Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

docteur Otti Joseph FALK, chevalier de l'Ordre de la Santé publique, survenue le 31 juillet 1991.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 2 août.

Une cérémonie religieuse aura lieu au cimetière parisien de Bagneux, le 1<sup>er</sup> septembre, à 11 h 30.

(47, avenue de Suffren, 75015 Paris).

On nous prie d'annoncer le décès de

Alain LABREGÈRE, inspecteur d'académie honoraire, chevalier de l'Ordre national du Mérite, commandeur des Palmes académiques, survenue le 23 août 1991, dans sa soixante-sixième année.

Les obsèques auront lieu à 11 heures, le mardi 27 août, en l'église de Saint-Maurice-les-Brosses, Nexon (Haute-Vienne).

De la part de toute la famille Et de ses nombreux amis.

1, rue de l'Hôtel-de-Ville, 95130 Franceville, Saint-Maurice-les-Brosses, 87800 Nexon.

M<sup>me</sup> Jacques Lecompt, née Herlinde Lenz, Thomas et Brigitte Lecompt, Catherine et Marc Jacobs, Nicolas et Juliette, ses enfants et petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

Jacques LECOMPT, 7 juin 1925-19 août 1991, ministre plénipotentiaire honoraire, ancien ambassadeur en Hongrie et en Belgique.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité à Crouzet (Orne).

L'Herbagny, 61120 Vimoutiers, 16, avenue Rapp, 75007 Paris.

Les obsèques de

Gabriel ROUGIÉ, inspecteur général des finances honoraire, ancien PDG de la Compagnie d'aménagement des coteaux de Ciscogne, rappelés à Dieu le 22 août 1991, auront lieu le mardi 27 août, en l'église Saint-Michel, à Turbes.

«J'ai vu un ciel nouveau et une terre nouvelle.» Apocalypse, Chapitre XXI, verset 1.

8, rue de la Laque, 65310 Lalouère.

Pierre Viot, son épouse, François et Véronique Viot, Catherine Viot, Isabelle Viot et Matthieu Bichon, Alain Viot, ses enfants, Alexandre, son petit-fils, Jacqueline Fruchier, sa sœur, M<sup>me</sup> Edmond Viot, sa belle-mère, Jacques et Jeanne Viot, son beau-frère et sa belle-sœur, Et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Pierre VIOT, née Monique Fruchier, chevalier de la Légion d'honneur, ancien sous-directeur au ministère des affaires sociales, survenue à Paris, le 21 août 1991.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

M. et M<sup>me</sup> Jacques Voillaume, leurs enfants et petits-enfants, Le docteur et M<sup>me</sup> Edouard Larroque, leurs enfants et petits-enfants, Pierre Riquet Voillaume, Petite Sœur Anne Michèle de Jésus, Petite Sœur Bernadette Michèle de Jésus, M. Jean-Claude Voillaume, M. et M<sup>me</sup> Emmanuel Tilloy et leurs enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Jean VOILLAUME, née Jeanne Brasseur de Thy,

leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère, survenue le 23 août 1991, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 27 août, à 14 h 15, en l'église Notre-Dame-de-la-Résurrection, avenue du Docteur-Schweitzer, Le Chesnay (Yvelines).

Remerciements

M<sup>me</sup> Arlette Sautel, M. Alain Sautel, M<sup>me</sup> Anita Fuleo-Sautel, Et toute la famille, très sensibles aux marques de sympathie témoignées lors du décès de

M<sup>me</sup> Pierre SAUTEL,

remercient très chaleureusement tous ceux qui se sont associés à leur peine.

Messes anniversaires

Le 27 août 1988, Dieu rappelle à lui

M<sup>me</sup> Adrien GOUTEYRON, née Rosie Julia.

Une messe sera célébrée à son intention, le mardi 27 août 1991, en la chapelle de la maison de convalescence de Rosières en Haute-Loire.

«En attendant que vienne la lumière du jour.»

De la part de Adrien Gouteyron, Ses enfants Et petits-enfants.

### CARNET DU MONDE

Remerciements :

40-65-23-94 ou 40-65-23-96

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques : 82 F

Abonnés et actionnaires : 80 F

Communications diverses : 85 F

Thèmes étudiants : 50 F

Les lignes en capitales grasses

sont facturées sur la base de

deux lignes. Les lignes en blanc

sont obligatoirement facturées.

Minimum 10 lignes.

111 MON 03 PP Paris RP

### Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944  
Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourme, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 37 437 ISSN : 0395-2037 PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (11) 40-65-23-33

Imprimerie du Monde, 12, rue M. Coudray, 94852 IVRY-CEDEX

### Le Monde

15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-23-33  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Tél. : 206.806 F

Jacques Lesourme, président  
Françoise Huguet, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur commercial  
15-17, rue du Colonel-Pierre-Arlé 75002 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 46-62-72-72  
Tél. : MONDIPUB 634 128 F  
Tél. : 46-62-72-73. Société filiale de la SARL Le Monde et de Régie Presse SA.

### Le Monde

TÉLÉMATIQUE  
Composées 36-15 - Tapas LEMONDE ou 36-16 - Tapas LM

ABONNEMENTS PAR MINITEL 36-15 - TAPAZ LEMONDE code d'accès ABO

### ABONNEMENTS

1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 49-60-32-90

Tarif	FRANCE	SUR-SEIN, LUXEM, PAYS-BAS	AUTRES PAYS
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 580 F
1 an	1 630 F	2 096 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

### BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE  
3 mois ☐  
6 mois ☐  
1 an ☐

Nom :  
Prénom :  
Adresse :

Code postal :  
Localité :

Pays :

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les renseignements en capitales d'imprimerie.

111 MON 03 PP Paris RP

### pour vos vacances dans l'Etat du Soleil-la FLORIDE



la meilleure location en qualité et en prix DOLLAR

Dollar offre des produits de la marque Chrysler et autres véhicules de qualité.

à partir de \$79\* par semaine

tapez 3615 go US les Etats-Unis à portée de main.

DOLLAR

Location et location de voitures.

### Préavis de grève à Antenne 2

La CFDT et le Syndicat national des journalistes (SNJ), rejoints dimanche 25 août par la CGT, appellent l'ensemble du personnel d'Antenne 2 à cesser le travail à compter du lundi 2 septembre «pour une durée indéterminée». Ces trois organisations syndicales contestent le plan de restructuration de la chaîne présenté en juin dernier et prévoient 377 suppressions de postes. Dans un communiqué commun, la CFDT et le SNJ soulignent leur «refus des licenciements secs (...), des suppressions de postes abusives (...), d'une remise en cause unilatérale des conditions de travail».

Organisations syndicales et direction ont tenu, la semaine dernière, plusieurs réunions préparatoires au comité d'entreprise qui doit émettre un avis définitif sur le plan de restructuration (le Monde du 23 août). Réunions au cours desquelles la direction générale d'Antenne 2 a fait un certain nombre de propositions aux syndicats. La direction a notamment proposé de réduire de 377 à 370 le nombre des suppressions d'emplois et de porter de 36 à 58 le nombre des postes créés parallèlement.

111 MON 03 PP Paris RP



## MARCHÉS FINANCIERS

## La banque Duménil-Leblé Suisse engage une action en justice

La banque Duménil-Leblé Suisse (groupe De Benedetti) vient d'engager une action en justice auprès du procureur de la République du canton de Genève, à la suite d'un détournement de fonds dont elle a été victime.

L'affaire ayant des origines à la Bourse de Milan, elle a simultanément alerté la Consob (Commission italienne des opérations de Bourse). Les sommes en jeu se montent à 100 milliards de lires (460 millions de francs).

L'affaire avait commencé avant la création de Duménil-Leblé Suisse le 1<sup>er</sup> juillet dernier. L'Asse Development Bank (AD Bank), appartenant à

M. Alain Duménil, qui avait été fusionnée avec la DL Bank (Cerus) pour donner naissance à Duménil-Leblé Suisse, avait alors été chargée par la société turnoise Dominion Trust de procéder sur le marché de Milan à des ventes à découvert d'importants paquets de titres.

A l'échéance, les titres n'ont jamais été livrés. Découvrant la fraude, la direction de Duménil-Leblé Suisse a mis fin à ses relations avec Dominion Trust et porté plainte. Toute la cote de la Bourse milanaise étant concernée, la liquidation générale va devoir être reportée.

Le contentieux financier entre Paris et Téhéran

## Le président iranien fait de nouveaux reproches à la France

Le président iranien M. Ali Akbar Hachemi-Rasfandjani a reproché, samedi 24 août, à la France de ne pas avoir « payé ses dettes » à l'Iran, a indiqué l'agence officielle IRNA. Scrupuleux lors d'une conférence de presse, M. Rasfandjani a notamment affirmé : « Les Français n'ont toujours pas payé leurs dettes envers nous. Certains contrats avec la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne, n'ont pas été encore réalisés, bien que nous ayons des relations amicales avec ces pays ».

Le règlement définitif du contentieux financier entre les deux pays concernant le remboursement du reliquat et des intérêts

## Nouvelles propositions du Brésil concernant le paiement de sa dette privée

Le Brésil a fait de nouvelles propositions de négociations de paiement de sa dette privée qui semblent satisfaire les banquiers. Après la rupture du dialogue en octobre dernier, le nouveau ministre des finances, M. Marcello Marinho, a fait des avances qui vont dans le sens d'un « plan Brady » : échange de dette contre des bons à treize ans avec une décote au bien échange au pair mais à des taux réduits.

En contrepartie le Brésil demande un tiers de prêts nouveaux, des propositions que les banquiers jugent « négociables ». Le Brésil est le pays le plus endetté du monde avec une créance globale à moyen et long terme d'environ 50 milliards de dollars.

Cette proposition devrait permettre à Brasília de renouer des liens avec la communauté financière internationale. Un soutien du FMI est attendu sous la forme d'un prêt de 2 milliards de dollars ces jours-ci et d'un soutien global sur la politique économique en octobre.

## CONCOURS COMMUN EPG

Concours d'entrée en 1ère année des 4 Grandes Ecoles du Groupe des Ecoles Parisiennes de Gestion

<b>ESGF</b>	Ecole Supérieure de Gestion et Finances
<b>ESGN</b>	Ecole Supérieure de Gestion et Négociation
<b>ESGC</b>	Ecole Supérieure de Gestion et Communication
<b>ESGCI</b>	Ecole Supérieure de Gestion et Commerce International

Sessions de Septembre 1991  
4 épreuves : Culture générale - Anglais - Entretien individuel et entretien de groupe. Bac exigé  
25, Rue St-Ambroise - 75011 PARIS  
Téléphone : 43 55 44 44

L'HERMÈS Editeur Tél. (1) 46 34 07 70  
**MATHEMATIQUES ET STATISTIQUES**  
cours, exercices et corrigés  
par Marc BELOT et François ECOTO  
Diffusion MÈDILIS SA 9 rue Séguier 75006 PARIS

## BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en milliards de francs)

	14 août 1991
Total actif	652 384
dont	
Or	172 747
Disponibilités à vue à l'étranger	128 582
Eca	59 122
Avances au Fonds de stabilisation des changes	19 901
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	60 888
Concours au Trésor public	28 440
Titres d'Etat (hors obligations)	48 643
Autres titres des marchés monétaires et obligataires	763
Effets privés	85 013
Effets en cours de recouvrement	25 748
Total passif	652 384
dont	
Emissions en circulation	286 438
Comptes courants des établissements assésés à la constitution de réserves	38 844
Comptes courants du Trésor public	22 143
Reprises de liquidités	9 464
Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes - Comptes des allocations de droits de tirages anticipés	8 722
Sous le Fonds européen de coopération monétaire	58 470
Réserve de réévaluation des avoirs publics en or	196 074

## TAUX DES OPÉRATIONS

Taux de la dette opération sur appel d'offres	8 %
Taux des pénalités de 5 à 10 jours	10 %
Taux des avances sur titres	12 %

## La chute du Kabuto-Cho a pénalisé les maisons de titres japonaises

Selon un rapport de la Tokyo-Met Securities Bank, la chute de la Bourse de Tokyo a très fortement pénalisé les maisons de titres japonaises. Ainsi pour l'exercice 1990-1991, clos le 31 mars dernier, les bénéfices d'exploitation des cinquante premières d'entre elles ont baissé de 30,6 % pour tomber à 3 600 milliards de yens (18,6 milliards de francs). L'exercice précédent (exercice 1989-1990), ces maisons de titres avaient enregistré des bénéfices d'exploitation globalement de 4 000 milliards de yens (20,4 milliards de francs), soit une baisse de 10,5 %.

Coup de sort ou incompétence, ou encore de mauvaise gestion, parmi lesquelles les quatre grandes, sont impliquées depuis le mois dernier dans le plus grand scandale boursier du Japon depuis l'affaire « Rensetsu Cosmos », et qui porte cette fois sur les compensations accordées à certains gros clients pour leurs pertes en bourse.

## FAITS ET RÉSULTATS

o Sony révisé à la baisse ses prévisions de résultats. - Le groupe japonais Sony, quatrième plus scandalement bénéficiaire du monde électronique grand public, vient de réviser à la baisse ses résultats pour l'exercice qui s'achève le 31 mars 1992. Ainsi, son chiffre d'affaires estimé à 4 000 milliards de yens (+10 %), le bénéfice d'exploitation restera « stable » à 300 milliards de yens, alors que les premières estimations l'avaient situé à 320 milliards de yens (+8 %). Le résultat après impôts baissera, lui, de 10 % à 105 milliards de yens, alors que la direction du groupe avait tablé sur une modeste hausse de 3 %. Responsabilité de cette dégradation prévisible des résultats, le yen devenu trop cher et la concurrence accrue. Simultanément, Sony a publié son bénéfice avant impôts pour le premier trimestre de 1991 (1<sup>er</sup> avril-30 juin). Celui-ci chute de 20 % pour revenir à 56,1 milliards de yens.

o Ciba-Geigy : légère augmentation des bénéfices. - Pour le premier semestre, le groupe chimique et pharmaceutique suisse Ciba-Geigy annonce un bénéfice après impôts de 1,27 milliard de francs suisses, en augmentation de 4,3 % seulement par rapport au montant des profits dégagés en 1990 à la même époque. Ce résultat a été obtenu avec un chiffre d'affaires pratiquement inchangé à 10,95 milliards de francs suisses (contre 10,91 milliards).

o United Technologies se restructure. - United Technologies Corp (UTC), deuxième groupe aéronautique américain, a annoncé, mercredi 21 août, un programme de restructuration visant à réduire ses coûts annuels d'exploitation de 1 milliard de dollars d'ici à la fin 1993, ce qui représente une économie d'environ 5 %. Le détail du programme, qui prévoit des licenciements, reste à préciser. Depuis décembre dernier, UTC, dont les effectifs dans le monde totalisent 186 000 personnes à la fin juin, a

## PARIS, 26 août

### La hausse reprend

La dernière semaine du mois d'août a bien commencé rue Vivienne. En apparence peu festive après son réajustement à marche forcée entamée six jours auparavant avec 8,40 % de hausse à la cote, la Bourse de Paris a repris l'indépendance. L'après-midi, le CAC 40 a progressé de 0,18 %, plus rapidement ensuite (+1,10 %). En début d'après-midi, l'indice CAC 40 a enregistré un peu rallenti l'effort et limité son avance à 0,89 %. N'empêche : entre les 20 et 25 août, il n'a pas moins gagné de 10 % environ.

La remise à niveau technique une fois terminée après le plongeon du su-puash raï en URSS, le marché a repris son essor. Les investisseurs du Nouveau Monde, pas n'importe lesquels. Le bon Ose commandant de biens durables pour juillet (+10,7 %), dont les experts disent qu'il a augmenté de 1 % à peine, semble prouver que la reprise est bien amorcée aux États-Unis. Wall Street y croit, qui vendredi dernier avait battu tous ses records historiques d'altitude. Les places européennes aussi. Francfort encore et toujours. Madrid aussi et les autres, sauf Londres fermée pour cause de fête. Paris a été le mieux placé de ne pas suivre l'exemple. D'autant qu'un bon redressement de la cotation a permis à la précédente. Pour le scénario optimiste d'une expansion de 3 % en France pour 1992. Et puis, après le mur de Berlin, le mur du Kremlin a été fait, révéler les « troupes ». L'un d'entre eux nous a dit être persuadé que l'URSS, même désemparée, ne va pas devenir un formidable terrain de manœuvre pour les industriels. « Les entreprises françaises devront rapidement se placer et elles ne veulent pas se faire dominer le plan par les Japonais et les Américains ».

ce que beaucoup pensent que le mois d'août serait calme au Palais Brongniart.

## TOKYO, 26 août

### Nouvelle baisse

La Kabuto-Cho a eu mal commencé la semaine qui s'achève. La précédente. Pour la deuxième fois consécutive, la baisse a été au rendez-vous. Inattendu, elle a poussé l'indice Nikkei au-dessous de la barre des 22 000 points et à la clôture, ce dernier s'est effondré à la cote 21 582,27 avec une perte de 473,07 points (-2,14 %).

Selon les professionnels, à l'approche de la fin de mois, les opérateurs ont continué de déboucher leurs positions, mais sans conviction. Le volume de 200 millions de titres ont changé de mains contre 190 millions vendredi. « Le marché se comporte comme si rien ne se passait sur le plan international », commentent un trader. Et d'ajouter : « Mais dans une semaine, vous verrez ce que ça va donner ». Une déclaration à des centaines de milliards de yens d'empressement atmosphérique.

VALEURS	Cours de 26 août	Cours de 25 août
Asahi	1 080	1 040
Fuyo	1 080	1 040
Sanwa	1 080	1 040
Sumitomo	1 080	1 040
Industrial Bank of Japan	1 080	1 040
Sanwa	1 080	1 040
Sumitomo	1 080	1 040
Industrial Bank of Japan	1 080	1 040

## PARIS :

Second marché (références)					
VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Citel	3420	3411	Immo. Habitat	854	854
Amis. Assoc.	250	251 30	Invent. Comput.	188	188
B.C.A.	180	180	IPSA	74 80	77
Banq. Par.	300	300	Loca. Invest.	251	250
Banq. Par.	355	353	Locatim	70	70
Banq. Par.	220	219 50	Mém. Comm.	113 50	114
CAL-de-Fr. (C.C.I.)	822	822	Molax	159	158
Calsonic	400	400	Publ. Pêche	400	400
Carif	880	880	Rent	710	710
CEGEF	145	141	Rhone-Alp. (S.F.)	288 40	288
CFPI	274	273	SJM	96	100
CNIM	800	800	Solux Invest. (S.F.)	375	375 50
Colson	270	270	Solux	180	180
Colson	1000	987	S.M.T. Group	120	120
Cofinor	180	180	Sopra	276	276
Credit	405	407	TFI	334	332 50
Dalmeida	1350	1300	Thomson H. (S.F.)	270	276
Danahy Worms Co.	380	380	Udug	199	197 50
Danahy	845	840	Val et Ch.	98 50	98 50
Dette	234	236 40	Y. St-Laurent Group	757	758
Dette	139	139			
Edison Bullion	204	200			
Europ. Propriété	285	278 30			
France	119	119			
Frankfurt	130	130			
GF (group. Ind.)	182	180 20			
Grand Line	385	385			
Group. Ind.	195	195			
Group. Orig.	708	703			
Guilav	895	890			
I.C.C.	210	207			
Immo.	122 10	122 10			

LA BOURSE SUR MINTEL  
36-15 TAPEZ  
LE MONDE

## MATIF

Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 23 août 1991

Nombre de contrats : 71 372

## COURS

	Sept. 91	Déc. 91	Mars 92
Dernier	185,68	185,76	185,78
Précédent	185,68	185,68	185,72

## Options sur notional

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Sept. 91	Déc. 91	Sept. 91	Déc. 91

## CAC 40 A TERME (MATIF)

Volume : 8 725

COURS	Août	Septembre	Octobre
Dernier	1 835	1 838	1 844
Précédent	1 835,5	1 846	1 855

## CHANGES

Dollar : 5,9495 F

Le dollar s'échangeant en hausse lundi 26 août, après avoir progressé vendredi, à l'annonce d'une très forte augmentation des commandes de biens durables aux États-Unis en juillet. A Paris, la monnaie américaine s'échangeait à 5,9495 F contre 5,9395 F vendredi à la cotation officielle.

FRANCFORT.	23 août	26 août
Dollar (en DM).....	1,783	1,751
TOKYO	23 août	26 août
Dollar (en yen).....	136,78	137,82

## MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (26 août)	9,918 %
New York (23 août)	9,916 %

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		TROIS MOIS	
	Repr. +	en disp. -	Repr. +	en disp. -	Repr. +	en disp. -
\$ E.U.	5,9465	5,9495	+197	+207	+360	+389
S. can.	5,1966	5,2006	+49	+60	+86	+93
Yen (100)	4,3389	4,3436	+77	+88	+142	+160
DM	3,3943	3,3974	+4	+19	+8	+29
Finl.	5,0119	5,0157	+2	+10	+7	+37
FR (100)	16,1139	16,1230	+60	+120	+110	+210
PS	3,8922	3,8961	+32	+46	+70	+92
L (1 000)	4,5471	4,5521	+99	+178	+147	+243
Base	9,9444	9,9537	+153	+125	+253	+308

## TAUX DES EUROMONNAIES

\$ E.U.	3 1/2	5 3/4	5 3/8	5 3/4	5 3/8	5 3/4	5 3/4	5 3/8
Yen	3 1/2	5 3/4	5 3/8	5 3/4	5 3/8	5 3/4	5 3/4	5 3/8
DM	3 1/2	5 3/4	5 3/8	5 3/4	5 3/8	5 3/4	5 3/4	5 3/8
Finl.	3 1/2	5 3/4	5 3/8	5 3/4	5 3/8	5 3/4	5 3/4	5 3/8
FR (100)	3 1/2	5 3/4	5 3/8	5 3/4	5 3/8	5 3/4	5 3/4	5 3/8
PS	3 1/2	5 3/4	5 3/8	5 3/4	5 3/8	5 3/4	5 3/4	5 3/8
L (1 000)	3 1/2	5 3/4	5 3/8	5 3/4	5 3/8	5 3/4	5 3/4	5 3/8
Base	3 1/2	5 3/4	5 3/8	5 3/4	5 3/8	5 3/4	5 3/4	5 3/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

**LA BOURSE EN DIRECT**  
**LE MONDE DE LA BOURSE**  
Suivez en direct l'évolution des cours de la Bourse  
**BOURSE**  
36.15 LEMONDE



## BOURSE DU 26 AOUT

**Cours relevés à 13 h 47**

Réglement mensuel										Réglement mensuel										
Page	VALEURS	Cours	Précéd.	Décl.	%	Compos.	Page	VALEURS	Cours	Précéd.	Décl.	%	Compos.	Page	VALEURS	Cours	Précéd.	Décl.	%	Compos.
3590	CME 2K	3865	4000	4000	+0.80		3590	CME 2K	3865	4000	4000	+0.80		3590	CME 2K	3865	4000	4000	+0.80	
825	B.M.P. T.P.	840	840	840	0.00		825	B.M.P. T.P.	840	840	840	0.00		825	B.M.P. T.P.	840	840	840	0.00	
826	C.Lyon, T.P.	625	625	625	+0.81		826	C.Lyon, T.P.	625	625	625	+0.81		826	C.Lyon, T.P.	625	625	625	+0.81	
1507	Revue Paris T.P.	1025	1025	1025	+0.81		1507	Revue Paris T.P.	1025	1025	1025	+0.81		1507	Revue Paris T.P.	1025	1025	1025	+0.81	
1507	Revue Paris T.P.	1025	1025	1025	+0.81		1507	Revue Paris T.P.	1025	1025	1025	+0.81		1507	Revue Paris T.P.	1025	1025	1025	+0.81	
745	ACCOR	772	772	772	+1.25	1130	745	ACCOR	772	772	772	+1.25	1130	745	ACCOR	772	772	772	+1.25	1130
80	Al Upkash	683	689	687	+0.80	486	80	Al Upkash	683	689	687	+0.80	486	80	Al Upkash	683	689	687	+0.80	486
1630	Alc. Al. Al. Al.	577	575	583	+1.04	1150	1630	Alc. Al. Al. Al.	577	575	583	+1.04	1150	1630	Alc. Al. Al. Al.	577	575	583	+1.04	1150
380	ALSTP	382	371	381	-0.30	1070	380	ALSTP	382	371	381	-0.30	1070	380	ALSTP	382	371	381	-0.30	1070
1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266
1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266
1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266
1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266
1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266
1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266
1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266
1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266
1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266
1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266
1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266
1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266
1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266
1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266
1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266
1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266
1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266
1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266
1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266
1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266
1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266
1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266
1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266
1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266
1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266
1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266
1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266
1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266
1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266
1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266
1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266
1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266
1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266
1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266
1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266
1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266
1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266
1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266
1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266
1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266
1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266
1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266
1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266
1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266
1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266
1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266
1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266
1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266
1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266
1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266
1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266
1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266
1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266
1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266	1000	Alphon. P. P.	2250	2257	2257	+0.31	266
1000	Alphon. P. P																			

**COMPTANT**

**(sélection)**

VALEURS	% du titrim.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours
Obligations								
Emp. Etat 6 1/2 % 77	121 51	2 28	CLM	1800	...	Magnat	750	750
Emp. Etat 6 1/2 % 78	100 40	1 30	CAIARAM 85	2000	...	Mex. Ind. Devel.	550	600
10 00 % 79 94	102 20	10 63	C&O	250	...	Mex. 88	80	...
Emp. Etat 12 1/2 % 83	100 46	8 10	Cryl	321	...	Nagasaki 194	210	...
10 25 % 83 83	102 50	10 76	Cumpro	955	912	Olymp.	320	316
10 25 % 85 85	100 50	10 50	Cu Industriale	500	5180	Ortel (C)	308	315
10 25 % 85 85	105 65	2 48	Cy Ind. Aliment.	414	411	Ortel-Deutsche	988	810
10 25 % 85 85	104 64	6 04	Covadex	820	819	Palat-Novembre	1130	1180
10 25 % 85 85	102 40	5 59	Cover M&P Prov.	31	31	Palm Harvest	807	807
10 25 % 85 85	1802	...	Crédit G&L Ind.	247	...	Parafina	170	...
10 25 % 85 85	104 80	7 98	Cu Minérale (C)	535	535	Parfums (C)	850	848
10 25 % 85 85	100 60	5 59	Crédit	104	104 50	Parkinson	700	...
10 25 % 85 85	104 80	4 69	Crédit	715	707	Park Oils	239	10
10 25 % 85 85	100 30	4 69	Daguerre	1570	1580	Parsons Invest.	362	364
10 25 % 85 85	100 30	4 69	Dalhousie	1838	1832	Paper Cellulose	881	...
10 25 % 85 85	100 30	4 69	Dalhousie Vapour	3760	3760	Paper Habitacat	1830	...
10 25 % 85 85	100 30	4 69	Edelstein Berlin	1230	1310	Parcher	450	...
10 25 % 85 85	100 30	4 69	Emm. Deane Vichy	2511	2511	Protonde (C)	1010	...
10 25 % 85 85	100 30	4 69	Est. Vitrol	900	911	Publics	780	...
10 25 % 85 85	100 30	4 69	Est. Vichy	254	258	Recherches	115	115
10 25 % 85 85	100 30	4 69	Electro-Fin	774	...	Romulo	384	255
10 25 % 85 85	100 30	4 69	Electro-Fin	318	318	Temple	428	...
10 25 % 85 85	100 30	4 69	Electro-Fin	3000	3000	SACER	342	340
10 25 % 85 85	100 30	4 69	Electro-Fin	1718	1701	SAFAA	188	...
10 25 % 85 85	100 30	4 69	Electro-Fin	240	242	SAFIC	1230	1230
10 25 % 85 85	100 30	4 69	Electro-Fin	139 80	140	SAFIC	382	359
10 25 % 85 85	100 30	4 69	Electro-Fin	1625	1616	Saga	780	...
10 25 % 85 85	100 30	4 69	Electro-Fin	515	515	Saint Domingue P.	117 70	114 30
10 25 % 85 85	100 30	4 69	Electro-Fin	700	...	Saline du Maroc	836	840
10 25 % 85 85	100 30	4 69	Electro-Fin	400	405	Saline du Maroc	785	...
10 25 % 85 85	100 30	4 69	Electro-Fin	686	680	S&P	105	...
10 25 % 85 85	100 30	4 69	Electro-Fin	759	770	Soc. Ind. Min.	400	400 50
10 25 % 85 85	100 30	4 69	Electro-Fin	1628	1640	S&P Ind. Min.	140	...
10 25 % 85 85	100 30	4 69	Electro-Fin	2000	...	S&P	576	570
10 25 % 85 85	100 30	4 69	Electro-Fin	761	758	Sinclair	237	239
10 25 % 85 85	100 30	4 69	Electro-Fin	280	280 50	SJPA	250	250
10 25 % 85 85	100 30	4 69	Electro-Fin	481	...	S&P	136 80	144 70d
10 25 % 85 85	100 30	4 69	Electro-Fin	360	374	S&P	520	520
10 25 % 85 85	100 30	4 69	Electro-Fin	267	268 50	S&P	358	350 70d
10 25 % 85 85	100 30	4 69	Electro-Fin	1480	...	S&P	1270	1271
10 25 % 85 85	100 30	4 69	Electro-Fin	640	640	S&P Ind. Min.	770	...
10 25 % 85 85	100 30	4 69	Electro-Fin	319 00	328	S&P	1720	1781
10 25 % 85 85	100 30	4 69	Electro-Fin	635	632	S&P	887	889
10 25 % 85 85	10		Electro-Fin	1550	1540	Starches Antioch	144	140 50
10 25 % 85 85	10		Electro-Fin	615	615	Starches	305	308
10 25 % 85 85	10		Electro-Fin	415	415	Starches	776	776
10 25 % 85 85	10		Electro-Fin	3980	3980	Starches	305	308
10 25 % 85 85	10		Electro-Fin	246 30	246 30	Starches	776	788
10 25 % 85 85	10		Electro-Fin	1341	1341	Starches	305	308
10 25 % 85 85	10		Electro-Fin	340	340	Starches	776	788
10 25 % 85 85	10		Electro-Fin	476	476	Starches	305	308
10 25 % 85 85	10		Electro-Fin	182	184 20	Starches	776	788
10 25 % 85 85	10		Electro-Fin	625	627	Starches	305	308
10 25 % 85 85	10		Electro-Fin	3180	3220	Starches	776	788
10 25 % 85 85	10		Electro-Fin	1570	...	Starches	305	308
10 25 % 85 85	10		Electro-Fin	35	35 05	Starches	776	788
10 25 % 85 85	10		Electro-Fin	175 10	175 80	Starches	305	308
Actions								
Agropar (ex St. L.)	1120	1120	CLM	1800	...	Magnat	750	750
Agropar (ex St. L.)	1468	1438	CAIARAM 85	2000	...	Mex. Ind. Devel.	550	600
Agropar (ex St. L.)	357 10	359	C&O	250	...	Mex. 88	80	...
Agropar (ex St. L.)	1286	1270	Cryl	321	...	Nagasaki 194	210	...
Agropar (ex St. L.)	304	350 20	Cumpro	955	912	Olymp.	320	316
Agropar (ex St. L.)	256	288 80	Cu Industriale	500	5180	Ortel (C)	308	315
Agropar (ex St. L.)	400	473	Cy Ind. Aliment.	414	411	Ortel-Deutsche	988	810
Agropar (ex St. L.)	3500	...	Covadex	820	819	Palat-Novembre	1130	1180
Agropar (ex St. L.)	800	...	Cover M&P Prov.	31	31	Palm Harvest	807	807
Agropar (ex St. L.)	1985	...	Crédit G&L Ind.	247	...	Parafina	170	...
Agropar (ex St. L.)	89 50	88 50	Cu Minérale (C)	535	535	Parfums (C)	850	848
Agropar (ex St. L.)	800	804	Crédit	104	104 50	Parkinson	700	...
Agropar (ex St. L.)	800	800	Crédit	715	707	Park Oils	239	10
Agropar (ex St. L.)	11	11 30	Daguerre	1570	1580	Parsons Invest.	362	364
Agropar (ex St. L.)	408	408	Dalhousie	1838	1832	Paper Cellulose	881	...
Agropar (ex St. L.)	476	...	Dalhousie Vapour	3760	3760	Paper Habitacat	1830	...
Agropar (ex St. L.)	118	...	Edelstein Berlin	1230	1310	Parcher	450	...
Agropar (ex St. L.)	256 70	...	Emm. Deane Vichy	2511	2511	Protonde (C)	1010	...
Agropar (ex St. L.)	...	...	Est. Vitrol	900	911	Publics	780	...
Agropar (ex St. L.)	...	...	Est. Vichy	254	258	Recherches	115	115
Agropar (ex St. L.)	...	...	Electro-Fin	774	...	Romulo	384	255
Agropar (ex St. L.)	...	...	Electro-Fin	318	318	Temple	428	...
Agropar (ex St. L.)	...	...	Electro-Fin	3000	3000	SACER	342	340
Agropar (ex St. L.)	...	...	Electro-Fin	1718	1701	SAFAA	188	...
Agropar (ex St. L.)	...	...	Electro-Fin	240	242	SAFIC	1230	1230
Agropar (ex St. L.)	...	...	Electro-Fin	139 80	140	SAFIC	382	359
Agropar (ex St. L.)	...	...	Electro-Fin	1625	1616	Saga	780	...
Agropar (ex St. L.)	...	...	Electro-Fin	515	515	Saint Domingue P.	117 70	114 30
Agropar (ex St. L.)	...	...	Electro-Fin	700	...	Saline du Maroc	836	840
Agropar (ex St. L.)	...	...	Electro-Fin	400	405	Saline du Maroc	785	...
Agropar (ex St. L.)	...	...	Electro-Fin	686	680	S&P	105	...
Agropar (ex St. L.)	...	...	Electro-Fin	759	770	Soc. Ind. Min.	400	400 50
Agropar (ex St. L.)	...	...	Electro-Fin	1628	1640	S&P Ind. Min.	140	...
Agropar (ex St. L.)	...	...	Electro-Fin	2000	...	S&P	576	570
Agropar (ex St. L.)	...	...	Electro-Fin	761	758	Sinclair	237	239
Agropar (ex St. L.)	...	...	Electro-Fin	280	280 50	SJPA	250	250
Agropar (ex St. L.)	...	...	Electro-Fin	481	...	S&P	136 80	144 70d
Agropar (ex St. L.)	...	...	Electro-Fin	360	374	S&P	520	520
Agropar (ex St. L.)	...	...	Electro-Fin	267	268 50	S&P	358	350 70d
Agropar (ex St. L.)	...	...	Electro-Fin	1480	...	S&P	1270	1271
Agropar (ex St. L.)	...	...	Electro-Fin	640	640	S&P Ind. Min.	770	...
Agropar (ex St. L.)	...	...	Electro-Fin	319 00	328	S&P	1720	1781
Agropar (ex St. L.)	...	...	Electro-Fin	635	632	S&P	887	889
Agropar (ex St. L.)	...	...	Electro-Fin	1550	1540	Starches Antioch	144	140 50
Agropar (ex St. L.)	...	...	Electro-Fin	615	615	Starches	305	308
Agropar (ex St. L.)	...	...	Electro-Fin	415	415	Starches	776	776
Agropar (ex St. L.)	...	...	Electro-Fin	3980	3980	Starches	305	308
Agropar (ex St. L.)	...	...	Electro-Fin	246 30	246 30	Starches	776	788
Agropar (ex St. L.)	...	...	Electro-Fin	1341	1341	Starches	305	308
Agropar (ex St. L.)	...	...	Electro-Fin	340	340	Starches	776	788
Agropar (ex St. L.)	...	...	Electro-Fin	476	476	Starches	305	308
Agropar (ex St. L.)	...	...	Electro-Fin	182	184 20	Starches	776	788
Agropar (ex St. L.)	...	...	Electro-Fin	625	627	Starches	305	308
Agropar (ex St. L.)	...	...	Electro-Fin	3180	3220	Starches	776	788
Agropar (ex St. L.)	...	...	Electro-Fin	1570	...	Starches	305	308
Agropar (ex St. L.)	...	...	Electro-Fin	35	35 05	Starches	776	788
Agropar (ex St. L.)	...	...	Electro-Fin	175 10	175 80	Starches	305	308

**SICAV** (sélection)

**(sélection)**

23/8

VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS		
	Cotes préc.	Dernier cours		Evolution	Précéd. net		Evolution	Précéd. net		Evolution	Précéd. net		Evolution	Précéd. net
Etrangères														
A.E.G.	805	806	A.A.A.	1041 18	10 15 77	Foscalente	859 78	856 68	Papa Guelon	91153 45	91153 45			
Air Ind. Soc.	306	....	Asclon	222 83	218 87	Franchimont	27 84	27 16	Peabody Digby	10790 77	10779 98			
Avco Manville	314	....	Agroparc	792 45	798 33	Franchimont	10743 54	10694 77	Pelvey, Courval	111 21	110 11			
Avco	150 50	150 50	Amalgam	7545 14	7294 94	Franchimont	10055 63	10392 12	Pfr. Associations	22446 50	22446 50			
American Brands	251	251	Amalgam	631 72	612 32	Franchimont	1336 98	1294 12	Pharm. Ind.	1002 84	1009 28			
Ash	705	....	Asphaltes Court.	121 61	121 61	Franchimont	13785 41	13626 16	Pharm. Ind.	113 19	122 38			
Ashland	150	....	Asphaltes Ind.	112 61	112 61	Franchimont	1184 66	1184 66	Pharm. Ind.	367 40	361 65			
Ashland Mtns.	705	....	Asphaltes Ind.	375 47	375 47	Franchimont	1205 91	1170 78	Pharm. Ind.	189 28	166 91			
Asphaltes Mtns.	150	....	Auraco	1321 86	1262 35	Franchimont	11257 15	12257 15	Pharm. Ind.	5282 89	5230 56			
Asphaltes Mtns.	150	....	Auraco	1693 11	1693 11	Franchimont	10093 68	10212 32	Pharm. Ind.	1133 02	1119 23			
Asphaltes Mtns.	150	....	Auraco	110 71	107 48	Franchimont	13596 67	13072 78	Pharm. Ind.	931 08	888 49			
Asphaltes Mtns.	150	....	Auraco	169 28	161 48	Franchimont	631 35	615 85	St Honoré Bois du Tr.	10486 18	10433 99			
Asphaltes Mtns.	150	....	Auraco	728 29	728 29	Franchimont	10781 41	10781 41	St Honoré Bois du Tr.	222 89	219 27			
Asphaltes Mtns.	150	....	Auraco	121 71	119 34	Franchimont	270 20	266 21	St Honoré Mar. Ind.	769 30	723 81			
Asphaltes Mtns.	150	....	Auraco	124 71	124 71	Franchimont	246 30	236 30	St Honoré Mar. Ind.	153 37	194 80			
Asphaltes Mtns.	150	....	Auraco	118 19	113 10	Franchimont	247 96	237 86	St Honoré Pharm.	583 28	556 78			
Asphaltes Mtns.	150	....	Auraco	110 74	110 41	Franchimont	252 89	241 01	St Honoré PHE.	517 40	493 34			
Asphaltes Mtns.	150	....	Auraco	140 76	134 70	Franchimont	300 58	294 47	St Honoré Ind.	13947 45	13891 88			
Asphaltes Mtns.	150	....	Auraco	122 71	117 11	Franchimont	224 38	215 23	St Honoré Services	494 01	465 28			
Asphaltes Mtns.	150	....	Auraco	598 87	597 10	Franchimont	147 78	147 78	St Honoré Services	1335 15	1335 15			
Asphaltes Mtns.	150	....	Auraco	595 82	590 46	Franchimont	136 61	130 27	St-Hon.	1335 15	1335 15			
Asphaltes Mtns.	150	....	Auraco	1217 84	1195 94	Franchimont	155 86	167 10	St-Hon.	1236 96	1236 96			
Asphaltes Mtns.	150	....	Auraco	28 78	28 89	Franchimont	344 34	330 30	St-Hon.	702 82	683 42			
Asphaltes Mtns.	150	....	Auraco	1234 87	1204 75	Franchimont	2105 32	2102 17	St-Hon.	1729 24	1725 65			
Asphaltes Mtns.	150	....	Auraco	327 21	326 48	Franchimont	1173 40	1177 40	St-Hon.	670 56	651 87			
Asphaltes Mtns.	150	....	Auraco	493 21	485 14	Franchimont	1558 02	1537 01	St-Hon.	1041 01	1021 01			
Asphaltes Mtns.	150	....	Auraco	3321 01	3317 02	Franchimont	11418 14	11405 14	St-Hon.	418 89	418 89			
Asphaltes Mtns.	150	....	Auraco	2033 01	1717 42	Franchimont	27462 84	27374 40	St-Hon.	1465 87	1400 83			
Asphaltes Mtns.	150	....	Auraco	1214 88	1185 25	Franchimont	900 12	820 31	St-Hon.	664 74	645 95			
Asphaltes Mtns.	150	....	Auraco	942 08	900 39	Franchimont	2129 10	2108 10	St-Hon.	420 26	400			
Asphaltes Mtns.	150	....	Auraco	1029 18	984 89	Franchimont	3453 31	34523 31	St-Hon.	935 89	905 81			
Asphaltes Mtns.	150	....	Auraco	201 84	241 89	Franchimont	634 12	590 85	St-Hon.	430 01	400 01			
Asphaltes Mtns.	150	....	Auraco	411 48	411 48	Franchimont	719 46	717 46	St-Hon.	1233 26	1233 26			
Asphaltes Mtns.	150	....	Auraco	125 43	124 08	Franchimont	184 44	184 44	St-Hon.	1015 06	885 10			
Asphaltes Mtns.	150	....	Auraco	2382 82	2382 13	Franchimont	10384 79	9825 94	St-Hon.	333 35	321 30			
Asphaltes Mtns.	150	....	Auraco	2104 28	2142 47	Franchimont	5308 28	5308 28	St-Hon.	1089 57	1089 57			
Asphaltes Mtns.	150	....	Auraco	413 17	401 14	Franchimont	6148 62	6148 62	St-Hon.	1326 34	1300 38			
Asphaltes Mtns.	150	....	Auraco	62226 74	62226 74	Franchimont	8788 78	8788 78	St-Hon.	585 53	585 53			
Asphaltes Mtns.	150	....	Auraco	36790 23	36790 23	Franchimont	76054 46	76054 46	St-Hon.	2318 33	2318 33			
Asphaltes Mtns.	150	....	Auraco	2221 84	2221 84	Franchimont	10693 98	10693 98	St-Hon.	800 40	770 32			
Asphaltes Mtns.	150	....	Auraco	150 84	1576 87	Franchimont	153 54	145 54	St-Hon.	1311 48	1280 48			
Asphaltes Mtns.	150	....	Auraco	65826 67	65826 67	Franchimont	26269 00	26269 00	St-Hon.	1069 27	1065 21			
Asphaltes Mtns.	150	....	Auraco	255 78	272 80	Franchimont	16592 52	16598 63	St-Hon.	5801 96	5807 96			
Asphaltes Mtns.	150	....	Auraco	3394 45	3348 45	Franchimont	118 19	110 19	St-Hon.	814 01	807 01			
Asphaltes Mtns.	150	....	Auraco	4382 41	4341 89	Franchimont	7258 03	7311 14	St-Hon.	141 52	135 53			
Asphaltes Mtns.	150	....	Auraco	26181 78	26181 78	Franchimont	1178 14	1149 89	St-Hon.	1200 36	1200 36			
Asphaltes Mtns.	150	....	Auraco	8893 26	8893 26	Franchimont	1381 97	1381 97	St-Hon.	1339 52	1339 52			
Asphaltes Mtns.	150	....	Auraco	628 36	628 36	Franchimont	2289 45	2289 45	St-Hon.	12055 44	12055 44			
Asphaltes Mtns.	150	....	Auraco	1783 01	1735 29	Franchimont	541 29	529 50	St-Hon.	5175 48	5124 22			
Asphaltes Mtns.	150	....	Auraco	92 34	87 87	Franchimont	1429 84	1429 84	St-Hon.	450 40	450 40			
Asphaltes Mtns.	150	....	Auraco	94637 27	94637 27	Franchimont	85336 26	85336 26	St-Hon.	988 54	988 54			
Asphaltes Mtns.	150	....	Auraco	1350 54	1281 88	Franchimont	10115 02	1007 94	St-Hon.	579 77	571 01			
Asphaltes Mtns.	150	....	Auraco	135 67	128 88	Franchimont	12176 98	12176 98	St-Hon.	591 77	584 73			
Asphaltes Mtns.	150	....	Auraco	135 67	128 88	Franchimont	940 38	817 89	St-Hon.	204 77	167 27			
Asphaltes Mtns.	150	....	Auraco	135 67	128 88	Franchimont	9892 92	5762 23	St-Hon.	160 03	154 03			
Asphaltes Mtns.	150	....	Auraco	10916 23	1085 82	Franchimont	1480 24	1487 33	St-Hon.	129 50	128 82			
Asphaltes Mtns.	150	....	Auraco	1016 24	1016 24	Franchimont	141 40	140 25	St-Hon.	1078 22	1086 22			
Asphaltes Mtns.	150	....	Auraco	245 80	245 80	Franchimont	141 40	140 25	St-Hon.	125 50	125 50			
Asphaltes Mtns.	150	....	Auraco	1255 89	1210 42	Franchimont	1023 83	1009 50	St-Hon.	1289 99	1289 01			
Asphaltes Mtns.	150	....	Auraco	7380 35	7855 36	Franchimont	168 04	104 19	St-Hon.	367 34	350 80			
Asphaltes Mtns.	150	....	Auraco	65 07	64 04	Franchimont	1250 17	1286 31	St-Hon.	1286 72	1286 84			
Asphaltes Mtns.	150	....	Auraco	1048 20	1010 84	Franchimont	1200 35	1200 35	St-Hon.	1395 74	1351 94			
Hors-cote														
Alcan. Hydro. Enrgie.	280	....	Asphaltes Ind.	1783 01	1735 29	Franchimont	541 29	529 50	St-Hon.	5175 48	5124 22			
Bayer	800	820	Asphaltes Ind.	92 34	87 87	Franchimont	1429 84	1429 84	St-Hon.	450 40	450 40			
Bois de France	150	150	Asphaltes Ind.	94637 27	94637 27	Franchimont	85336 26	85336 26	St-Hon.	988 54	988 54			
C&H Compt.	150	....	Asphaltes Ind.	1350 54	1281 88	Franchimont	10115 02	1007 94	St-Hon.	579 77	571 01			
C. Océ. Compt.	181	....	Asphaltes Ind.	135 67	128 88	Franchimont	12176 98	12176 98	St-Hon.	591 77	584 73			
Chem. Ind. Soc.	978	....	Asphaltes Ind.	135 67	128 88	Franchimont	940 38	817 89	St-Hon.	204 77	167 27			
Cheney Shells	350	....	Asphaltes Ind.	135 67	128 88	Franchimont	9892 92	5762 23	St-Hon.	160 03	154 03			
Compt. Ind. Soc.	800	801	Asphaltes Ind.	10916 23	1085 82	Franchimont	1480 24	1487 33	St-Hon.	129 50	128 82			
Compt. Ind. Soc.	1400	....	Asphaltes Ind.	1016 24	1016 24	Franchimont	141 40	140 25	St-Hon.	1078 22	1086 22			
Compt. Ind. Soc.	1400	....	Asphaltes Ind.	245 80	245 80	Franchimont	141 40	140 25	St-Hon.	125 50	125 50			
Compt. Ind. Soc.	1400	....	Asphaltes Ind.	1255 89	1210 42	Franchimont	1023 83	1009 50	St-Hon.	1289 99	1289 01			
Compt. Ind. Soc.	1400	....	Asphaltes Ind.	7380 35	7855 36	Franchimont	168 04	104 19	St-Hon.	367 34	350 80			
Compt. Ind. Soc.	1400	....	Asphaltes Ind.	65 07	64 04	Franchimont	1250 17	1286 31	St-Hon.	1286 72	1286 84			
Compt. Ind. Soc.	1400	....	Asphaltes Ind.	1048 20	1010 84	Franchimont	1200 35	1200 35	St-Hon.	1395 74	1351 94			

## Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 26/8	COURS DES BILLETS achat	vente	MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 26/8
Extr.-Lithé (1 unit.)	5 880	5 948	5 650	5 150			
Extr.	5 972	6 972					
Allumages (100 dm)	339 780	339 600	326	310	Or fin (pale au baril)	67 100	67 750
Réfrigères (100 dm)	18 515	16 505	15	17	Or fin (au lingot)	67800	68650
Plais (100 dm)	301 800	301 400	280	240	Napoleon (20)	381	381
Plais (100 dm)	4 544	4 548	4 250	4 750	Pièces Fl (10)	380	
Danemark (100 kg)	88 020	88	82	91	Place Fl (20)	381	380
Gris-Allumages (1 U)	6 958		5 550	3 550	Place Fl (20)	381	380
Grise (100 dm)	3 076		2 780	2 380	Place Latine (20)	381	381
Suisse (100 U)	328 000		376	395	Souverains	495	481
Suède (100 kg)	83 890	89	89	97	Place 20 dollars	2086	2085
Norvège (100 kg)	85 950		82	90	Place 10 dollars	1030	1012 50
Autriche (100 kg)	48 234		45 800	5 800	Place 5 dollars	582 50	
Espagne (100 pes)	5 445		5 150	5 750	Place 50 pesos	2475	2490
Portugal (100 pes)	3 957		3 550	4 300	Place 10 florins	381	398
Canada (15 car)	5 151		4 550	4 380			
Japan (100 yen)	4 510		4 190	4 380			

### Marché libre de l'or

Lacrosse de Montréal	125	.....	France-jap	9257 17	8839 58	Parsons Capitalisation	1364 71	1362 25	Univac-Obligat	1255 05	1781 05
Lacrosse de Québec	391	.....	France Grèce	284 07	285 54	Parsons Esquima	1285 86	15300 46	Valorg	1828 81	1828 88
Malindi	781	.....	France Indes Scar	109 59	106 41	Parsons Occident	131 05	120 71	Valorg	49719 51	49584 80
Paradis P.R.	1410	.....	France Italie	243 31	234 94	Parsons Participations	580 67	557	Valorg	20817 10	20590 18
Paradis P.R.	380	.....	France Obligat	467 22	462 28	Parsons Revenu	04 02	02 08			
Paradis P.R.	260	.....	France	441 04	428 07	Parsons Revenu	206 82	204 73			
Paradis P.R.	201	.....	France France	108 38	103 27	Parsons Revenu	636 07	618 13			
Paradis P.R.	1900	.....	France France	1586 88	1585 87	Parsons Revenu	328 52	3275 04			
Paradis P.R.	1130	.....	France France	33 06	33 06	Parsons Revenu	6730 41	6725 90			
Paradis P.R.	340	.....	France France	39 01	38 98	Parsons Revenu	62 55 08	6203 41			
Paradis P.R.	390	.....	France France	1300 68	1300 68	Parsons Revenu	689 50	689 40			
Paradis P.R.	1500	.....	France France	236 07	231 50	Parsons Revenu	1163 16	1125 03			
Paradis P.R.	350	.....	France France	32 30	31 41	Parsons Revenu	127 06	124 64			

**PUBLICITÉ FINANCIÈRE**  
Renseignements :  
**48-82-72-67**

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu











Alors que plusieurs pays occidentaux envisagent de reconnaître la Croatie

## Nouvelle escalade des affrontements entre Serbes et Croates en Yougoslavie

Les affrontements entre forces croates d'une part et autonomistes serbes et unités de l'armée yougoslave de l'autre, ont connu une nouvelle escalade, dimanche 25 août, et ont fait au moins onze morts, selon un recoupement des informations diffusées de sources serbes et croates.

Dimanche, alors que le président croate, M. Franjo Tudjman, revêtu de l'uniforme de la garde nationale, haranguait ses troupes lors d'une visite dans la zone de conflit, les dirigeants de la rébellion serbe de la région de Krajina, à majorité serbe, lançaient un ordre de mobilisation de tous les hommes en état de combattre.

Des combats d'une rare violence se sont déroulés à Vukovar et à Borovo-Naselje (170 kilomètres à

l'ouest de Belgrade), en Slavonie orientale, «attaqués simultanément par les forces serbes de Borovo-Selo et l'infanterie, les blindés et les avions de l'armée fédérale», selon l'agence croate Hina.

Les raids aériens se poursuivaient dimanche soir. Les forces croates affirmaient avoir abattu samedi deux appareils de l'aviation fédérale, mais cette dernière ne reconnaît la perte d'un seul avion. Policiers et gardes nationaux croates ont d'autre part lancé une offensive au mortier et à l'artillerie lourde contre une caserne de l'armée fédérale à Vukovar. Trois personnes ont été tuées dans une voiture touchée lors du mitraillage de la ville par des avions militaires, indique Hina.

Un soldat a été tué et sept autres blessés près de Borovo-Naselje lorsque leur camion a été touché par un obus croate. La télévision de Belgrade a signalé également la mort de deux civils à Borovo-Selo. Des incendies faisaient rage à Vukovar et Borovo-Naselje, de nombreux camions et autobus ont été détruits ainsi qu'un char et un camion de l'armée onze blessés ont été hospitalisés à Vukovar.

## La Bosnie-Herzégovine également touchée

L'édition de lundi du quotidien *Barba* signale les premiers affrontements interethniques en Bosnie Herzégovine qui auraient fait deux morts et trois blessés dans un enfant, samedi à Meljevac, près de Velika Kladusa (400 kilomètres à l'ouest de Belgrade), une région à majorité musulmane.

Dans la province du Kosovo, peuplée en grande majorité d'Albanais de souche mais administrée par la Serbie, les autorités ont annoncé, samedi, une interdiction temporaire de l'enseignement de l'albanais dans le secondaire ainsi que le limogement de six mille

enseignants d'origine albanaise. La Serbie avait décrété l'état d'urgence au Kosovo l'an dernier avant de supprimer les droits politiques, communautaires et culturels dont la province jouissait depuis les années 1960.

Le conflit semble échapper de plus en plus au contrôle de la présidence collégiale yougoslave, qui s'est à nouveau réunie vendredi, sans parvenir à un accord. Le président fédéral, M. Stipe Mesić, un Croate, a exprimé son désaccord avec la politique menée par les instances fédérales et a menacé, une nouvelle fois, de démissionner. «Si les événements se poursuivent au détriment de la Croatie, si l'armée continue à se comporter comme elle le fait, je n'ai aucune intention de donner une légitimité à la présidence collégiale», a-t-il déclaré.

Sur le plan international, l'Australie a exhorté les pays se disant prêts à reconnaître l'indépendance des pays baltes à faire de même pour les Républiques yougoslaves de Croatie et de Slovénie. «L'effondrement du communisme en URSS modifie la situation en Yougoslavie et il n'y a aucune raison à présent de ne pas reconnaître l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie», a déclaré, dimanche, le vice-chancelier autrichien, M. Erhard Busch. Le ministre allemand des Affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, a déclaré, samedi, que l'Allemagne devrait envisager de reconnaître l'indépendance de la Croatie et de la Slovénie si l'armée fédérale yougoslave «ne met pas un terme à ses violences». Quant à M. Bob Hawke, le chef du gouvernement australien, il a déclaré que son pays, qui compte de nombreux immigrants croates, serait le premier à reconnaître l'indépendance des Républiques sécessionnistes dès qu'elles auraient rempli les conditions requises pour constituer un État. (AFP, Reuters)

## URSS

## M. Kroutchina, administrateur du comité central du PC, s'est suicidé

M. Nikolai Kroutchina, administrateur du comité central du PC soviétique, s'est suicidé, a annoncé lundi 26 août l'agence TASS.

Ce troisième suicide de l'après-putsch, après Boris Pougov et le maréchal Akhromtsev, était beaucoup moins connu que ces deux personnalités, mais il n'en tenait pas moins une place essentielle dans le dispositif de l'État-parti. L'administrateur ou, selon la terminologie officielle, le chef de la «direction des affaires» du comité central est en effet le «super-intendant» de l'État-parti : il gère ses finances et ses innombrables propriétés, distribue logements et bons de vacances, le tout sous la supervision du second secrétaire (M. Ligatchev jusqu'à l'an dernier, M. Gorbachev avant cette date, et maintenant Konstantin Tchernenko).

Car Nikolai Kroutchina, nommé à ce poste dès décembre 1983, était un ancien, l'un des rares qui

n'ait pas changé d'attributions pendant toutes les années de l'ère soviétique et de la perestroïka. Né en 1928 dans l'Aïtch, il avait commencé sa carrière d'appareilleur sous Staline, comme responsable des Jeunesses communistes (kom-somol) à Novotcherkassk, dans la région de Rostov.

Il exerce ensuite les mêmes fonctions dans l'Oural, puis à Smolensk, enfin au comité central du kom-somol à Moscou jusqu'en 1962, date à laquelle il va travailler au comité central du Parti, au service de l'agriculture. Il finit, pendant treize ans, secrétaire du parti dans la principale région des terres vierges au Kazakhstan, avant de revenir à Moscou, en 1978, comme premier sous-chef du service agricole du parti. Il était aussi l'un des plus anciens membres du comité central (suppléant dès 1971, titulaire en 1976, reconduit l'an dernier) et député au soviet suprême de l'URSS.

## Boris Eltsine va-t-il «rendre» Erich Honecker aux Allemands ?

BERLIN

de notre correspondant.

La police berlinoise a interpellé ce week-end un citoyen allemand qui avait entrepris de détruire à coups de marteau la stèle de Lénine qui trône encore dans la partie-est de la ville. Après l'échec du coup d'État, il n'aurait fallu que quelques heures aux Baltes et aux Russes pour commencer à déboulonner les idoles. Cela a apparemment donné quelques regrets dans l'ancienne RDA, où l'on continue tranquillement à discuter du sort qui doit être réservé aux monuments communistes.

La fièvre révolutionnaire russe a également donné des idées à ceux qui voudraient faire passer en jugement l'ancien numéro un est-allemand, M. Erich Honecker. Au

début de l'année, il avait été transféré - avec sa femme - à la barbe des autorités allemandes, de l'hôpital militaire soviétique de Berlin, près de Berlin, à Moscou, sur ordre des patrons de l'Armée rouge. Cet enlèvement arrangeait bien des choses. Tant que les militaires soviétiques étaient pour, un procès public de l'ancien dirigeant aurait pu compliquer les relations avec l'URSS. La situation n'est plus la même aujourd'hui. Le gouvernement de Bonn va ainsi avoir plus de mal à justifier le peu d'empressement qu'il a manifesté jusqu'ici à réclamer le retour de M. Honecker. Plusieurs députés viennent ainsi de suggérer de demander cette «faveur» au président Eltsine.

H. De B

Selon les réformistes du PRI

## La victoire écrasante du parti officiel au Mexique constitue une «défaite pour la démocratie»

Le parti révolutionnaire institutionnel (PRI, au pouvoir) a remporté 290 des 300 sièges de la Chambre des députés, 31 des 32 sièges de sénateur et les 6 postes de gouverneur en jeu lors du scrutin du 18 août dernier, selon les résultats officiels annoncés au cours du week-end. Ce retour au parti «quasi unique», dont le président Salinas avait pourtant annoncé la fin, crée un climat d'exaspération dans l'opposition et précipite vivement les réformistes du PRI.

## MEXICO

de notre envoyé spécial

D'après les résultats définitifs publiés avec beaucoup de retard par l'Institut électoral fédéral, le PRI a obtenu 61,4 % des suffrages exprimés, le Parti d'action nationale (PAN, conservateur) 17,7 % et le Parti de la révolution démocratique (PRD, gauche) 8,26 %. Le PAN remporte dix sièges à la Chambre des députés et le PRD aucun.

Ce dernier devrait cependant avoir une quarantaine de députés désignés au suffrage indirect, selon un calcul de représentation proportionnelle qui accordera également environ quatre-vingts sièges supplémentaires au PAN, trente au PRI et une cinquantaine à trois petits partis satellites du parti officiel, le tout nouveau parti écologiste n'aura finalement aucun député. Le PRI pourra donc décaler la majorité des deux tiers - sur cinq cents députés - qu'il souhaitait pour modifier la Constitution.

«C'est une défaite pour la démocratie», a avoué M. Alejandro Rojas, qui vient d'être élu avec plus de 50 % des suffrages exprimés dans la capitale. «On en a trop fait, a-t-il ajouté, et on risque

aujourd'hui l'overdose». L'opposition ne sera plus en mesure de faire contrepoids aux initiatives abusives du pouvoir, en particulier dans la négociation du traité de libre-échange avec les États-Unis. «Un tiers environ des suffrages reçus par notre parti, a-t-il reconnu, est sans doute attribuable à la fraude et à l'utilisation massive des ressources de l'État pour convaincre l'électeur de voter en faveur du PRI».

## «Véritable référendum»

M. Rojas, qui anime l'aile réformatrice du PRI Démocratie 2000, est particulièrement préoccupé par la situation dans des États de Guanajuato et de San-Luis-Potosi. Des manifestations spectaculaires s'y sont déroulées dimanche 25 août, à l'appel de l'opposition, qui a proclamé la victoire de ses propres candidats et lancé un processus de «résistance civile».

La manipulation des listes électorales et l'utilisation frauduleuse de cartes d'électeur non distribuées à leurs bénéficiaires auraient contribué à augmenter les suffrages du PRI et la participation électorale. Selon les chiffres officiels, l'abstention n'a pas dépassé 35 %, soit beaucoup moins que lors des scrutins précédents.

Bien que surpris par l'ampleur de leur victoire et soucieux de ne pas exacerber les tensions, les dirigeants du PRI et le président de la République ont évité jusqu'à présent de verser dans le triomphe. Selon M. Demetrio Sodí, élu dans une circonscription de Mexico et connu pour ses positions réformatrices, l'opposition, divisée et incapable de présenter un véritable programme, «est une grande partie responsable de sa défaite».

En 1988, le candidat de la gauche, M. Cuauhtémoc Cárdenas, avait obtenu 31 % des voix (contre à peine plus de 8 % le 18 août) parce qu'il représentait l'espoir

d'un changement. «Cette fois-ci, estiment les partisans de M. Salinas, il s'agit d'un véritable référendum en faveur de l'action du président de la République». La situation économique des Mexicains ne s'est pas améliorée, reconnaît M. Sodí, mais ils savent que les perspectives sont bonnes du fait des réformes engagées - notamment les privatisations - en prévision de la signature d'un traité de libre-échange avec les États-Unis.

BERTRAND DE LA GRANGE

## Au Nicaragua d'anciens sandinistes forment un nouveau mouvement de guérilla

D'anciens militaires sandinistes ont annoncé, vendredi 23 août, la formation d'une nouvelle organisation de guérilla, dont le but est de combattre les «contres» ayant signé les accords (baptisés «recontras») et de «définir les conquêtes de la révolution». Le mouvement, baptisé «Organisation guérillera 91», entend lutter contre les anciens combattants de la Contra qui ont repris la lutte il y a cinq mois, pour obtenir le respect des promesses faites par M. Violeta Chamorro, au moment de leur démobilisation. Les anciens militaires sandinistes veulent, eux aussi, obtenir les indemnités, les terres et les logements qui leur avaient été promis.

D'autre part, le Parlement a approuvé vendredi un projet de loi portant sur l'expatriation de 6 000 sandinistes accusés de «être appropriés». Les biens de l'État avant d'abandonner le pouvoir en avril 1990. (AFP)

## EXIGEZ «LA MODE ET L'ARGENT DE LA MODE»!

La Mode vous séduit, alors que les prix de la Mode vous horripilent. Voyages, livres, sports, sorties, sollicitez assez votre «budget-plaisir».

Mais vous adorez la Mode, et la seule formule qui vous convienne, c'est... Beaucoup de Mode pour peu d'argent.

Alors, avez-vous pensé aux Tissus Rodin? Là, les prix n'ont plus rien à voir. La Mode qui laisse votre budget intact ou presque...

A partir de 30 F le mètre.

**RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

## Décès d'Alexandre Hay, ancien président de la Croix-Rouge

Alexandre Hay, ancien président du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), est mort, vendredi 23 août, à Genève, à la suite d'une opération.

Né le 29 octobre 1919, Alexandre Hay fait des études de droit à l'université de Genève. En 1945, il rejoint le Département politique fédéral à Berne jusqu'en 1948 puis devient secrétaire à la Légation de Suisse à Paris, jusqu'en 1953. De 1954 à 1955, il est directeur de division, chargé des affaires internationales à la Banque nationale suisse, à Zurich, puis passe à la Banque suisse et suisse à Berne jusqu'en 1976 où il devient vice-président de la direction générale à partir de 1966. Il est nommé membre du Comité international de la Croix-Rouge, à Genève, en janvier 1975 et devient président du CICR, le 1<sup>er</sup> juillet 1976, fonction qu'il occupe jusqu'en 1987. Sous son impulsion, le CICR a notamment œuvré pour la reconnaissance des conventions de Genève pour la protection des combattants blessés et des prisonniers de guerre.

**IUA**  
SAN FRANCISCO

**INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA**  
California State Approved University - A.C.B.S.P. - Public Benefit Corporation  
220 Montgomery Street - San Francisco CA 94104

**MBA Master of Business Administration**

- Université de San Francisco spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel/professionnel. ■ programme américain unique dans son concept habilité à délivrer le

**Master of Business Administration**  
for International Management

- Filière d'admission : 3<sup>e</sup> CYCLE  
Diplômes de l'enseignement supérieur : Doctorats - sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises
- Programme de 12 mois à San Francisco, en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant au :  
**M.B.A. en Management International**

Informations et sélections pour l'Europe :  
17-25 rue de Chailot, 75116 Paris (Métro : Iéna)  
Tél. : (1) 40 70 11 71

**IUA**  
SAN FRANCISCO

Communiqué par International University of America - San Francisco - CA  
Programme accrédité en Angleterre - Pacific C. of HONG KONG

## L'ESSENTIEL

## VOYAGE AVEC COLOMB

24. Un scandale à Panama..... 2

## ÉTRANGER

Les bouleversements en Union soviétique... 3 à 12

## SPORTS

Cyclisme  
Le triomphe de Gianni Bugno à Stuttgart..... 14Formule 1  
Quatrième victoire consécutive d'Ayrton Senna dans le Grand Prix de Belgique..... 14

## SOCIÉTÉ

Le délit-lama en Dordogne  
Un appel en faveur de la paix..... 15

## CULTURE

Fièvre urbaine à Montréal  
Une grande exposition sur les métropoles des années 20..... 16

## ÉCONOMIE

Le déficit de l'assurance-chômage  
5,5 milliards de francs en 1991?..... 17Les privatisations en Tchécoslovaquie  
Après les petites entreprises, les grandes..... 17

## CHAMPS ÉCONOMIQUES

Le destin de l'Amérique latine : IV. Progrès et espérance régionale • Argentine : une intégration inexorable • La fin des prophètes..... 19-20

## COMMUNICATION

L'annonce faite à Vaufréges  
Après vingt ans d'attente, un quartier de Marseille espère une télévision sans brouillage..... 23

## Services

Abonnements..... 23  
Annonces classées..... 21-22  
Cartes..... 23  
Echecs..... 15  
Loto et loto sportif..... 24-25  
Marchés financiers..... 26  
Météorologie..... 27  
Moto croisées..... 27  
Radio-Télévision..... 27  
Spectacles..... 26

La télématique du Monde :  
3615 LEMONDE  
3615 LM

Le numéro du « Monde »  
daté 25-26 août 1991  
a été tiré à 544 042 exemplaires.